

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA MAIN-D'ŒUVRE INDIGÈNE

DANS LES

COLONIES AFRICAINES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 mars 1932, à 14 heures

PAR

Jules NININE

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { MM. MAUNIER, professeur
PIROU, professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA MAIN-D'ŒUVRE INDIGÈNE

DANS LES

COLONIES AFRICAINES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 mars 1932, à 14 heures

PAR

Jules NININE

Président : M. OUALID, professeur

Suffragants : { MM. MAUNIER, professeur
PIROU, professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

*2656s

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA MAIN-D'ŒUVRE INDIGÈNE

DANS LES

COLONIES AFRICAINES

INTRODUCTION

Sous ce titre : « *La main-d'œuvre indigène dans les colonies africaines* », nous nous proposons d'étudier le problème du travail dans ses rapports avec la population dans nos colonies de Madagascar, de l'Afrique Equatoriale Française (A. E. F.) de l'Afrique Occidentale Française (A. O. F.) du Togo et du Cameroun, laissant ainsi de côté, d'une part, des territoires de moindre importance économique et où la question ne revêt par l'aspect particulier qu'on lui trouve dans ceux que nous venons d'énumérer ; d'autre part un groupe de possessions importantes mais où la structure économique se rapproche sensiblement de celle de la Métropole. Comme on se l'imagine bien, par avance, la première de ces exceptions vise la côte des Somalis qui, avec ses soixante-cinq mille habitants disséminés sur un territoire de 22.000 km², ne peut encore envisager son entrée dans le concert économique moderne. La deuxième concerne, au contraire, nos territoires de l'Afrique du Nord qui, par leur position géographique, leurs populations, la civilisation de ces dernières, s'apparentent davantage à l'Europe sur laquelle ils tournent leurs regards qu'au continent africain dont les sépare l'immense désert.

Par ailleurs, nous n'ignorons pas que le Cameroun et le Togo ne constituent pas des colonies, au sens propre du terme. Ce sont des territoires sous mandat, des territoires dont l'administration est confiée à notre pays en vertu de l'article 22 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, les populations indigènes, aux termes du même acte, ne se trouvant pas encore capables, dans les

conditions particulièrement difficiles du monde moderne, de se diriger elles-mêmes.

L'acte dévolutif de tutelle, le Mandat, confirmé par le Conseil de la Société des Nations (S. D. N.) prévoit en outre que « la puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat ; ces contrées seront administrées selon la législation de la puissance mandataire comme *partie intégrante* de son territoire et sous réserves des dispositions qui précèdent »...

Au fait, les deux territoires du Togo furent pendant plusieurs années, respectivement rattachés aux colonies voisines de l'A.O.F. et de l'A. E. F. Les raisons de ce rattachement provenaient de différentes causes.

Par sa position géographique, d'abord, le Togo s'intègre à toute la vie politique, économique, sociale de notre grande possession Ouest-Africaine, comme le Cameroun constitue un prolongement de l'immense colonie de l'A. E. F. dont il devrait, du reste, au dire de certains, servir d'exutoire dans un proche avenir.

Les populations qui habitent ces pays sous mandat, en second lieu, ne diffèrent en rien de celles des colonies voisines dont elles partagent les coutumes et la tradition, les unes et les autres parlent des idiomes qui se rattachent à une même famille linguistique.

Au lendemain de la conquête de ces territoires sur la puissance allemande, le Cameroun et le Togo furent placés sous la dépendance de Brazzaville et de Dakar. Ce n'est que par un décret en date du 23 mars 1921 qu'ils devaient recouvrer leur pleine et entière autonomie.

Cependant, invoquant l'exemple des Anglais qui, du Togo et du Cameroun Britanniques, ont fait des annexes de la Gold Coast et de la Nigeria, on parle beaucoup, tous ces temps-ci, d'un nouveau rattachement. On insiste tout particulièrement sur l'idée d'une association du Cameroun, réputé riche, avec l'A. E. F., la « Cendrillon » de nos colonies. Cette étroite union permettrait à l'A. E. F. grâce aux bras, aux ressources de main-d'œuvre que lui apporterait le Cameroun, de réaliser son programme d'outillage, sa mise en valeur, et faciliterait notamment la solution à donner au fameux problème du portage dans les colonies de l'Oubanghi Chari et du

Tchad. Dans ce sens donc on préconise le prolongement du sentier ferré de Yaoundé à la frontière de l'A. E. F. par la vallée de la Sanaga, du Lom, de la Mbéré et du Logone jusqu'à Baïbokoum.

Mais plus encore que le souvenir du rattachement de ces territoires aux grandes colonies françaises voisines, plus encore que les discussions actuelles sur une nouvelle union de ces terres africaines, l'identité que l'on remarque dans tous les problèmes qu'elles intéressent, nous invitent, à l'occasion d'une étude de la main d'œuvre dans les colonies africaines, à ne pas séparer le Togo et le Cameroun du sort respectif de l'A. O. F. et de l'A. E. F.

Si l'on voulait insister sur ce point, il serait aisé de montrer que si géographiquement et physiquement, cette identité est un fait, elle ne l'est pas moins au point de vue ethnique, (des populations à cheval sur deux colonies, par exemple, ou ayant leur origine de l'autre côté de la frontière, tels les Pahouins du Cameroun par rapport à ceux du Gabon), en second lieu au point de vue linguistique (des ressemblances de populations, naissent souvent des affinités de langue). Enfin, au point de vue administratif, législatif; il est remarquable de constater, à ce sujet, combien, en toutes matières, la réglementation du Togo et du Cameroun se rapprochent de celles, soit de l'A. O. F., soit de l'A. E. F., soit même dans certains cas, de Madagascar. Il n'y a pas que les textes contemporains à la fusion qui se ressemblent. Il en est encore ainsi de ceux qui sont pris de nos jours.

Si cela tient pour une bonne part au degré d'évolution des indigènes, sensiblement le même, dans ces quatre territoires, il provient également de cette mentalité propre à ceux qui légifèrent ou qui préparent les textes, d'introduire dans la réglementation en préparation pour la colonie considérée les dispositions jugées excellentes de la réglementation similaire existant dans la colonie de provenance.

Bref, nous allons étudier ici, dans le cadre qu'il nous reste à définir, tout ce qui intéresse à la fois, le Cameroun, le Togo, l'A. O. F., l'A. E. F. et Madagascar.

* * *

Des problèmes que pose la mise en valeur des colonies, il n'en

est pas de plus ancien ni de plus actuel, de plus vaste, ni de plus complexe que celui qui concerne la possibilité de trouver sur place des populations assez importantes susceptibles de fournir une main d'œuvre en quantité suffisante.

Toute l'histoire coloniale le montre, que, depuis la colonisation des Antilles, pour ne pas remonter plus haut, jusqu'à celle de nos plus récentes possessions, tels le Togo et le Cameroun, la recherche d'une solution au problème de la population a été le souci constant des gouvernements.

Aux Antilles, on crut résoudre le problème en introduisant dans ces îles, grâce à la traite, des milliers d'esclaves noirs qui assurèrent une prospérité, bien éphémère, à ces colonies. Puis l'on eut recours, après l'abolition de l'esclavage, à un autre système : l'immigration qui ne fut pas, d'ailleurs, moins durement attaquée que le précédent régime de l'esclavage.

Pour les colonies neuves comme pour les anciennes, le problème de la main d'œuvre s'est donc présenté avec la même gravité, tant il est vrai que l'histoire est un éternel recommencement.

Situées, en effet, dans la zone tropicale ou équatoriale, ces colonies sont, exception faite de l'Indo-Chine dont le nombre des habitants est particulièrement important dans certaines régions, habitées par des populations clairsemées et sans importance numérique.

Par suite, les disponibilités en main d'œuvre se trouvent plutôt réduites et cette question de la main d'œuvre, selon la vigoureuse expression de M. Albert Sarraut, devient la « clef de voûte » de l'édifice qu'il s'agit d'y construire.

Si l'Européen pouvait par exemple y vivre, on pourrait, peut-être, envisager d'installer définitivement dans ces territoires, des familles du continent.

Mais la Métropole elle-même, en raison de circonstances diverses, a tout juste la population qu'il lui faut pour assurer les besoins de son existence, et on ne peut le moins du monde, envisager un fort courant d'immigration de sa part.

A défaut de la main d'œuvre métropolitaine on pourrait encore faire appel à une main d'œuvre étrangère (Polonaise, Roumaine, Italienne, Tchéco-Slovaque, etc.).

Les tentatives de ce genre faites dans le passé n'ont pas toujours été couronnées de succès. Au contraire.

Si tous ces essais ont été infructueux c'est que, d'une manière générale, l'Européen ne peut que difficilement travailler aux colonies, et surtout quand il s'agit d'y exercer certaines professions particulièrement pénibles, tels le métier de terrassier, de manœuvre, de coupeur de bois, bref, les travaux de l'agriculture et de l'industrie qui sont actuellement ceux qui réclament le plus de bras. Comme on l'a fait remarquer, seul lui est possible le travail de direction qui comporte les rôles si divers de capitaliste, de chef et conducteur de travaux, d'ingénieur et de contremaître ou surveillant, etc.

Faute de cette main-d'œuvre, on pourrait encore, comme ce fut déjà le cas, s'adresser à certains pays de l'Orient ou de l'extrême Orient, — la Chine, le Japon, l'Inde, l'Insulinde par exemple, — où la population est excessivement dense et vit, parfois, misérablement, sur un sol trop étroit. Les travailleurs de ces pays sont en outre réputés posséder des qualités remarquables. Le Chinois, assure-t on, est actif, résistant à la fatigue, l'Hindou, passionné des voyages et des déplacements, le Japonais et le Malais, laborieux et tenaces.

Mais partout, qu'il s'agisse de la Chine ou du Japon, une législation appropriée est venue ralentir, sinon prohiber d'une manière absolue l'émigration des nationaux ou sujets.

On pourrait enfin, à la rigueur, essayer de chercher les éléments qui font défaut dans une colonie, dans une autre possession relevant de la même autorité. Là encore l'expérience a prouvé que cette « assistance nationale intercoloniale » n'était qu'un leurre.

Ainsi donc, le problème de la mise en valeur des pays exotiques deviendrait matériellement impossible à résoudre si on ne pouvait compter sur l'indigène lui-même et en faire, selon l'expression nouvelle, le colon de son propre sol.

Mais subissant sans doute l'influence du milieu qui généreusement le comble de ses mille bienfaits quand au contraire il ne pèse pas sur lui de son implacable puissance, l'indigène se prête difficilement au travail.

Pour l'y amener, il faudrait le débarrasser de tout ce qui l'entrave, transformer radicalement le milieu où il vit, faire de

l'homme, un être sain et vigoureux. Ainsi qu'il a été écrit quelque part, il faudrait refaire à la fois l'homme et la Nature.

Travail long et particulièrement pénible si l'on songe d'une part, à la mentalité du travailleur dont il s'agit, profondément attaché à ses traditions et à ses coutumes, obéissant sans discernement à mille influences obscures, d'autre part, aux dangers qui guettent l'homme à chaque pas :

« Dans les régions tropicales ou équatoriales où s'enclave la plus grande part de notre empire, la nature splendide et traitresse a de cruelles fureurs, et de ses parures mêmes, elle se fait des armes redoutables. Le soleil éblouissant qui l'illumine est un archer foudroyant qui tue de ses flèches d'or. De la forêt immense et ténébreuse, de la brousse émaillée de fleurs, des beaux lacs où les lotus s'épanouissent, des montagnes au front desquelles les nuages attachent le chatoiement de leurs écharpes, surgit une foule d'ennemis invisibles ou visibles, brutaux ou sournois, violents ou subtils, qui assaillent, harcèlent, accablent, abattent l'être humain. Peste, choléra, typhus, dysentérie, variole, paludisme, maladie du sommeil, fièvre jaune, bérubéri, lèpre, trachome, fièvres récurrentes, l'armée innombrable du mal guette l'homme à chaque pas, à chaque heure, à chaque détour de son chemin parmi des spectacles dont sa grandeur comporte cette affreuse servitude.

« Avant notre arrivée, l'indigène, décimé par cet effrayant assaut d'épidémies dont on ne peut concevoir les ravages qu'en se référant à ce que l'histoire nous enseigne des fléaux du Moyen Age, semblait ne pouvoir conserver sa race sur son sol que grâce à l'abondance de sa prolifération » (1).

C'est donc, toute une politique médicale à poursuivre, une dictature de l'hygiène à établir, en tout premier lieu, pour sauvegarder les races indigènes des fléaux et des maladies qui les menacent.

La race améliorée par les moyens de la thérapeutique et de l'hygiène, il se pose ensuite la question de l'utilisation rationnelle et du rendement de l'indigène, toutes choses qu'on ne saurait obtenir qu'en faisant sortir l'être de sa torpeur habituelle.

Le milieu, bien que ce soit aujourd'hui contesté, rend l'homme

1. Albert Sarraut, *Grandeur et servitude coloniales*.

apathique, incapable d'aucun effort, d'aucun travail régulier et continu. Le « bon sauvage » poussé par une « hérédité paresseuse » ne peut s'entraîner qu'à une « activité fantaisiste ». Au labeur quotidien il préfère les douces flâneries au seuil des cases ou à l'ombre des grands arbres, ignorant encore que ce travail qu'il considère comme dégradant est une loi de nature et qu'il ennoblit l'homme.

Cependant, en attendant que se produise cette transformation de l'homme et du milieu, pour hâter même la venue de ce moment qui débarrassera le primitif des obstacles de toutes sortes qui ont jusqu'ici entravé son développement, n'est-il pas juste de lui demander de ne pas se complaire dans l'oisiveté et de contribuer, dans la mesure de ses moyens, à une œuvre dont il bénéficiera sûrement ?

Sans aucun doute !

Alors quelle méthode employer pour l'amener au travail ? La persuasion ou la contrainte ?

Par le premier de ces moyens, on lui apprendrait calmement, sans violence, par le simple jeu de l'intérêt qui est le mobile de toutes les actions humaines, les bienfaits du travail. Par l'autre, au contraire, on agirait suivant une norme toute différente : le besoin de la collectivité tout entière, l'intérêt général ou la nécessité, et dans ce cas, différents procédés pourraient être employés. On créerait par exemple à l'indigène des besoins autres que ceux qu'il a éprouvés jusqu'ici, on pourrait aussi l'assujettir à certains impôts au taux relativement élevé, ou faire intervenir une législation réprimant des faits tels que le vagabondage ou la rupture de contrat. Enfin, on pourrait encore procéder purement et simplement par réquisitions, en faisant, en temps opportun, dans des régions déterminées, des levées de travailleurs, en justifiant au besoin ces opérations par le souci du bien public.

Ces dernières méthodes conviennent davantage à l'administration, au gouvernement de la colonie qui dispose de l'autorité nécessaire pour assurer le succès de telles opérations, des pouvoirs de coercition indispensables pour réduire les résistances.

Le travail public obligatoire sera donc exclusivement son fait, car il pourra en outre exercer une surveillance attentive des réquisitions et empêcher que le système ne dégénère en abus ; il pourra poser des règles précises sur les cas où il sera possible

de faire appel à cette main-d'œuvre contrainte et les conditions bien déterminées où il conviendra d'utiliser ces travailleurs obligatoires.

Par contre, le colon, simple particulier ou entreprise privée qui poursuit des fins intéressées, et qui ne peut ni invoquer l'intérêt général, ni disposer du pouvoir séculier grâce auquel les résistances à ses exigences pourraient être vaincues, doit être régi sur le marché du travail par les seules lois de l'offre et de la demande d'une part, et de la concurrence de l'autre. C'est, par ses égards, ses bons procédés à l'égard de son personnel indigène qu'il peut arriver à se l'attacher. En dehors de ces procédés, de la persuasion, il ne peut être question pour lui d'assurer le succès d'une entreprise qui sera fatalement amenée à périliter, faute de bras.

Encore, dans les rapports du colon et de l'indigène, l'administration sera forcément amenée à intervenir. Fatalement l'employeur et le travailleur dont les intérêts semblent, à première vue, si opposés, chercheraient réciproquement, à remporter, l'un sur l'autre, des avantages importants. L'administration, par une législation du travail honnête, appropriée, viendra protéger l'indigène dont elle est moralement le tuteur, contre son ignorance et les iniquités possibles de son employeur. Elle protégera également ce dernier qui est son collaborateur direct dans l'œuvre de mise en valeur du pays, contre la fourberie du travailleur indigène encore incapable de comprendre la valeur des engagements librement acceptés. En un mot, jouant le rôle d'arbitre, l'administration conciliera sans cesse deux facteurs de la production, le Capital et le Travail.

* * *

Tels sont les problèmes que nous aurons à examiner dans les pages qui vont suivre.

Dans une première partie qui sera consacrée au travail libre nous examinerons successivement les importantes questions du mouvement de la population, soit la répartition de la population par colonie, le double phénomène de l'immigration et de l'émigra-

tion, puis les questions de rendement ou de valeur qualitative des populations indigènes, enfin celles touchant à la réglementation interne du travail.

Ceci fait, nous passerons à l'étude du problème du travail obligatoire qui fera l'objet d'une deuxième partie, avec les controverses nombreuses auxquelles ce problème a donné lieu.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous exposerons le problème spécial de la main-d'œuvre militaire utilisée à des travaux d'intérêt général, soit le très intéressant problème du S. M. O. T. I. G. (service de la Main-d'œuvre pour les Travaux d'intérêt général) qui, au regard de certaines personnalités et de certains milieux, voire internationaux, constituerait une formule nouvelle de travail obligatoire.

PREMIÈRE PARTIE

Mouvement de la Population et Travail libre

« La valeur et la puissance d'une population ne se chiffrent pas par ce que les journaux appellent « âmes », mais par la proportion d'hommes doués d'énergie physique et intellectuelle ».

MADISON GRANT, *Le déclin de la Grande race*, p. 76, Payot, 1926).

PREMIÈRE PARTIE

Mouvement de la Population et travail libre.

La science économique enseigne que trois facteurs inégalement importants mais indispensables, concourent à la production : la terre, le capital et le travail.

Aux colonies notamment, ces trois éléments se rencontrent dans des proportions bien inégales.

La terre abonde. L'Indigène n'a jamais voulu, en effet, étendre son effort, au delà de l'étroite bande de terre où il cultive quelques légumes nécessaires à la subsistance de sa famille et à la sienne propre. Il ne revendique pas davantage la propriété du sol. Celui-ci est à tout le monde et chacun peut y incorporer son travail. Ce qui peut faire l'objet d'un droit de propriété, c'est non pas la terre, le sol, mais bien les produits de ce dernier.

Aussi, l'indigène ne se gêne-t-il pas pour déplacer fréquemment le jardin familial, et ne se lasse-t-il jamais de rechercher des portions de terrain riches en humus, où, pour le moins de travail possible, il aura la récolte la plus abondante.

La culture extensive ainsi pratiquée et qui entraîne, comme conséquence, la déforestation des régions intéressées, ne restreint pas, cependant, les superficies dont la colonisation peut vouloir disposer.

D'immenses surfaces qui attendent d'être vivifiées existent presque partout ; si bien que l'installation d'un nouveau colon ne peut, sous ce rapport, susciter de difficulté insurmontable.

Quant au capital, le second élément de la production, il est encore assez facile de se le procurer. Du moins de nos jours. Il fut

un temps, en effet, où les affaires coloniales les plus solidement établies étaient considérées comme suspectes. Aux placements aux colonies, on préférait quelque bon placement de père de famille ou même des investissements à l'étranger, quand ce n'était pas la solution pratique et immédiate du « bas de laine ». Il n'a rien fallu de moins que des événements, dont tout le monde conserve encore le souvenir, pour faire connaître les colonies au monde des épargnants.

C'est ce que signalait M. Lebrun dans son rapport de 1929 sur le budget des colonies. « Il semble bien, écrivait l'actuel président du Sénat, que les entreprises privées trouvent assez aisément les ressources dont elles ont besoin.

« Le souvenir des pertes éprouvées dans les affaires constituées à l'étranger, où si sottement tant de Français avaient investi des capitaux dans la période d'avant-guerre, les succès remportés dans les dernières années par un certain nombre d'entreprises coloniales ont peu à peu tourné l'épargne vers une nouvelle orientation. Bien des portefeuilles ne craignent pas de réserver une place importante aux titres coloniaux. Elle serait plus grande encore si, de temps en temps, quelque faillite retentissante ne venait rappeler aux épargnants qu'il leur faut être particulièrement attentifs dans le choix d'affaires que la distance ne permet guère de surveiller. »

Pour ce qui concerne malheureusement le dernier facteur de la production, le travail ou la main-d'œuvre, le problème est au contraire loin d'être résolu. Il reste entier car il se trouve étroitement lié au mouvement général de la population.

D'une manière générale, nos colonies, comme il le sera montré bientôt, sont sous-peuplées. Elles souffrent pareillement, pour leur mise en valeur, d'un mal identique : l'insuffisance de ressources humaines. Plus ou moins sensible dans l'une ou l'autre de ces colonies, plus ou moins chronique aussi, le mal, partout, se fait sentir. Partout, il provient des mêmes causes diverses, lointaines ou proches, anciennes ou récentes, matérielles ou morales, physiques ou d'ordre affectif, et que nous nous appliquerons à rechercher aussi attentivement que possible dans les pages qui vont suivre.

Aux colonies, comme partout ailleurs, les entreprises agricoles,

commerciales ou industrielles ont besoin d'un nombre, si minime qu'il soit, de travailleurs réguliers et actifs. Les populations locales n'offrant pas toujours ces qualités, on comprend aisément combien l'insuffisance de la main-d'œuvre indigène ait pu arrêter l'essor, constitué un obstacle au développement tant économique qu'intellectuel de ces territoires.

« De la terre, des capitaux on peut toujours en trouver, à des conditions plus ou moins onéreuses. Mais on ne trouve pas toujours des hommes pour travailler », écrivait M. le Professeur A. Girault. Et il continuait : « Le grand obstacle à la colonisation, c'est l'insuffisance générale et absolue de la main-d'œuvre dans tous les pays neufs (1). »

Cependant, il a fallu trouver les éléments propres à assurer le succès de la colonisation.

La population locale étant insuffisante, on a pensé y suppléer par des apports étrangers, c'est le phénomène de l'immigration ; on a édicté en même temps des règlements devant permettre de conserver les éléments dont on pouvait disposer. C'est la réglementation de l'Emigration. Enfin d'autres textes sont venus régler sur ce marché spécial du travail, le libre jeu de l'offre et de la demande, au moment même, où, par les moyens les plus divers, on tendait à modifier, en quantité et en qualité, le rendement des races indigènes.

Nous étudierons successivement ces différents points en examinant dans un premier chapitre :

La situation démographique de nos colonies, la politique sanitaire et sociale qui y est suivie.

Dans un deuxième chapitre :

La double question de l'Immigration et de l'Emigration.

Enfin, dans un troisième chapitre :

La législation intervenue en matière de travail indigène.

1. Arthur Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniales*.

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DÉMOGRAPHIQUE ET POLITIQUE, SANITAIRE ET SOCIALE

SECTION A

Situation démographique.

Les territoires qui nous occupent, Afrique Equatoriale française, Afrique Occidentale française, Togo, Cameroun et Madagascar représentent une superficie totale de 8.139.000 km² pour une population de moins de 25 millions d'habitants. Cela constitue la moyenne, bien faible, de trois individus au kilomètre carré.

Cette population se répartit dans chacune des colonies autonomes ou groupe de colonies, comme le montrent les chiffres ci-après :

A. O. F.....	4.800.000 km ²	14:266.562 habitants
A. E. F.....	2.558.000 —	3.200.000 —
Togo.....	53 000 —	750.000 —
Cameroun.....	439.000 —	3.000.000 —
Madagascar.....	592.000 —	3.661.000 —

Pour ces cinq colonies, la densité de la population irait donc de 1 habitant, chiffre le plus bas et que nous donne l'A. E. F., à 14 avec le Togo, en passant par l'A. O. F. où elle est de 3, Madagascar ou elle s'élève à 6 et le Cameroun ou elle atteint 7 habitants au kilomètre carré. Cela revient à confirmer ce fait que de ces cinq colonies, l'Afrique équatoriale est celle dont les ressources en bras sont les plus limitées, et qu'au contraire le Togo offre, à ce point de vue spécial, des disponibilités relatives.

Dans toutes ces colonies la population est très inégalement répartie et pour ne prendre que deux exemples nous citerons le cas de Madagascar et du Cameroun.

Dans la Grande Ile, alors que pour la région de Maevatanana on

compte un habitant au kilomètre carré, la région de Tananarive n'atteint que 41 par kilomètre carré. Dans les régions agricoles on relève les chiffres suivants :

Tamatave.....	7 à 8 habitants au km ²	
Vatomandry.....	10 à 12	—
Mananjarry.....	9	—
Farafangana.....	18 à 19	—
Fianarantsoa.....	3 à 4	—

L'inégale répartition de la population se manifeste, au Cameroun, de la manière suivante. Assez dense dans la région Nord, la population atteint 12,20 habitants au kilomètre carré dans les circonscriptions de Garoua et de Maroua. Ce taux est à peine rapproché par celui de la région côtière (Mbanga, Yabassi, Douala, Kirbi, Edéa) qui ne s'élève qu'à 6,75, ou même par celui de la région centrale (Yaoundé, Dschang) qui atteint seulement 6,80. Dans l'extrême sud, la population est alors extrêmement clairsemée et elle ne s'élève pas au-dessus de 1,63 habitants au kilomètre carré.

Si tous ces chiffres, comme ceux qui seront bientôt donnés, ont une certaine signification, il ne faut cependant pas leur accorder une valeur absolue. En l'état actuel du développement de nos colonies, les services statistiques ne fonctionnent que d'une manière fort imparfaite. Les recensements des populations sont établis avec une large part d'approximation puisqu'en général ils ont lieu à propos des recouvrements de l'impôt. Les rôles ne tiennent certainement pas compte de tous les éléments imposables. Comme on l'a signalé à différentes reprises, l'indigène qui s'empresse de déclarer les décès, laisse s'écouler de longs délais avant de se résoudre à faire connaître la naissance d'un nouveau contribuable. Dans le premier cas, il se met en règle pour le procès futur auquel donnera lieu la succession qui vient de s'ouvrir. Dans l'autre cas, il se soucie peu, au contraire, de faire des kilomètres pour déclarer au fisc un nouveau patentable (1).

Avec le perfectionnement de nos méthodes et de nos moyens de recensement, nous arriverons à pouvoir saisir, assez exactement, tous les éléments de la population.

1. Voir à ce sujet Yves Nicol, *La Tribu des Bakokos*.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la création, dans ces différentes colonies, d'un état-civil indigène obligatoire.

Pour peu que les officiers de l'état-civil indigène se rendent compte de l'importance d'une telle innovation, que les populations elles-mêmes se pénétrant de ce même sentiment, les statistiques, d'ici à une cinquantaine d'années, auront cette précision qui, aujourd'hui, leur manque d'une manière absolue.

Il sera alors possible de connaître d'une manière exacte, la répartition de la population indigène par sexes (tout ce qu'on peut dire aujourd'hui c'est que dans les colonies d'Afrique, comme ailleurs, l'élément féminin paraît être prépondérant), par âges (la proportion des enfants, des adultes, des vieillards).

Tous ces renseignements seront infiniment précieux avant l'exécution ou même pour l'établissement d'un programme de grands travaux, puisqu'ils indiqueront clairement les ressources dont on pourra disposer.

Si, considérant maintenant chaque groupe de colonies on y examine la population on s'aperçoit aussi que celle-ci est répartie de la manière la plus inégale.

A côté des colonies relativement peuplées, se trouvent d'autres où la population est excessivement faible. C'est le cas, en A. O. F. pour la Mauritanie qui n'accuse que, 0,38 habitant au kilomètre carré, le Niger, 1, 11, le Soudan lui-même avec 1, 91 ; en A. E. F., c'est le cas du Tchad qui donne 1 habitant au kilomètre carré, le Gabon 1,14, le Gabon 1,52 et même l'Oubangui-Chari qui ne compte que 1,81.

La population de chacune de ces fédérations, se répartit du reste, de la manière suivante :

A. O. F.

Guinée.....	2.217.799	hab.	251.000	km ²	D.	8,87
Sénégal et C ⁿ Dakar....	1.529.476	—	201.375	—	D.	7,64
Côte d'Ivoire.....	1.811.391	—	324.000	—	D.	5,60
Dahomey.....	1.078.638	—	122.000	—	D.	8,85
Mauritanie	321.679	—	835.000	—	D.	0,38
Soudan.....	2.773.730	—	1.453.625	—	D.	4,91
Haute Volta.....	3.039.093	—	293.000	—	D.	10,37
Niger.....	1.473.509	—	1.320.000	—	D.	1,11

A. E. F.

Gabon	300.000	350.000 km ²	D. 1,14
Moyen Congo.....	700.000	460.000 —	D. 1,52
Oubanghi Chari.....	800.000	440 000 —	D. 1,81
Tchad.....	1 300.000	1 288 444 —	D. 1

Dans chacune des colonies de ces groupes de colonies, ainsi qu'au Cameroun, au Togo, ou à Madagascar, on constate encore qu'à côté d'îlots où la population s'est concentrée et où sa densité se trouve alors fort élevée, il existe de vastes étendues sans villages, sans habitations. A ce sujet voici ce que dit M. le Gouverneur Reste en parlant de l'A. E. F.

« Enfin, dans l'ensemble de la colonie, dit-il, cette population rare est répartie d'une façon fort inégale, relativement dense en certains points, elle est très disséminée par ailleurs. D'une manière générale les habitants du Congo ont établi leurs demeures près des fleuves et ceux-ci sont devenus les axes de la vie locale. Le fleuve comme la mer attire l'indigène, parce que l'un et l'autre sont à la fois route et champ de pêche. Il existe d'autre part des zones bien caractérisées où la population s'est concentrée » (1).

Cette même observation s'applique sans changement à nos autres colonies, où l'indigène, quoique un peu plus évolué (dans certaines régions du moins), attiré par les voies de communication (routes ou voies ferrées), se concentre à leurs abords au détriment d'autres centres, déchus, du jour au lendemain, de toute leur importance.

* * *

En somme, la valeur démographique des colonies que nous venons de considérer est plutôt faible.

Tout le monde le constate et tout le monde dénonce la crise de main-d'œuvre qui en résulte.

Seulement au regard de beaucoup cette crise n'aurait d'autres raisons que la paresse incurable du noir. « Pourquoi, voulez-vous que le nègre travaille, dit-on, puisqu'il ne se sent pas de besoins.

1. Reste, article sur *L'Afrique Equatoriale dans le Domaine Colonial de la France*.

La nature elle-même, le prédestinant sans doute, à une existence oisive lui prodigue ses dons. Un climat toujours égal le dispense d'être prévoyant, et la tiède atmosphère des lieux le débarrasse de tout souci ».

Et l'on brode tout à loisir sur ce thème dont le fond invariable est comme on le voit la paresse et l'indolence du nègre.

L'on oublie, bien volontiers les causes multiples qui détruisent dans ces primitifs le goût de l'effort et du travail.

Il faut les rechercher ; car ce sont elles qui ont provoqué la stagnation économique et intellectuelle des territoires que nous considérons.

En tout premier lieu il faudrait citer la traite qui pendant près de trois siècles a saigné le continent africain, le privant de ses meilleurs éléments, ensuite les famines périodiques qui décimaient les populations quand ce n'étaient pas ces luttes intestines, le pillage, le brigandage, tous actes qui créaient pour la population un état d'insécurité tel, que l'existence lui devenait quasiment impossible. A ces causes heureusement anciennes et aujourd'hui du domaine du passé, il faudrait ajouter la polygamie dont les déplorables effets ont été considérables.

En second lieu, il conviendrait de citer toutes les endémies ou épidémies qui faisaient des ravages d'autant plus grands dans les masses indigènes qu'elles y trouvaient un terrain préparé par la misère physiologique. La liste de ces maladies est longue, et, sans prétendre les énumérer toutes, on pourrait citer le paludisme, la peste, le choléra, la dysenterie, la variole, la maladie du sommeil, la fièvre jaune, la lèpre, et d'autres encore, prétendues celles-là d'importation récente, telles la tuberculose et les maladies vénériennes.

En même temps, l'alcoolisme assurait la décrépitude de la race affaiblie par toutes ces affections et par le manque d'hygiène.

Les populations indigènes n'ont jamais eu en effet un sens très développé des principes de cette sorte. Faute d'observer les saines pratiques de cette nature la mortalité infantile et la mortinatalité exerçaient des ravages considérables dans leurs rangs. Malgré une prolifération étonnante, l'écart restait peu sensible entre les naissances et les décès.

Ces causes de la dépopulation de l'Afrique étant connues il nous

faut maintenant les considérer, sinon toutes et une à une, du moins les principales d'entre elles.

D'abord la *traite*. La majorité des auteurs s'accordent à reconnaître que pendant les trois siècles qu'a duré l'esclavage, la traite n'a pas enlevé au continent africain moins de douze millions d'hommes et ceux-ci auraient été transportés sur 80.000 navires ou expéditions, à raison de 250 nègres par cargaison. Ce chiffre n'a rien d'exagéré, dit-on couramment, si l'on pense que les colonies étaient sans cesse forcées de puiser à la source même qui leur fournissait d'une manière continue, les travailleurs nécessaires à leur prospérité, d'autre part, si l'on pense au fait que la reproduction naturelle des esclaves était quasiment nulle.

Il ne serait pas difficile, si c'était le lieu, de faire connaître les causes de cette stérilité, toute relative, des esclaves. Cela finalement nous conduirait au procès de l'esclavage que d'autres ont fait depuis bien longtemps. A un autre point de vue des questions plus urgentes nous requièrent. Tel, par exemple, le commerce de la traite qui fut, assure-t-on, un commerce très lucratif.

Les foyers de traite s'échelonnaient sur toute la côte, depuis l'embouchure du Sénégal jusqu'au Gabon, embrassant par conséquent un cercle immense, comprenant les colonies du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, les colonies étrangères de la côte, le Cameroun, le Gabon, etc. Le plus souvent ces esclaves étaient des prisonniers de guerre ou des victimes des tyranneaux indigènes ou de l'exigence de certaines coutumes ou traditions. Les faits de meurtre, de vol, d'adultère, les pratiques de sorcellerie, n'étaient pas autrement réprimées (1) : « Souvent, écrit l'amiral Bouët Willaumez, ce sont les familles qui livrent et vendent elles-mêmes les plus faibles dont elles se composent.

« Cela est horrible à avouer, et cependant j'ai acquis la triste preuve dans un interrogatoire que je fis subir à l'équipage d'un négrier. Parmi les jeunes filles ou femmes il s'en trouvait qui avaient été vendues, celle-ci par son frère, en échange d'un fusil, celle-là par son mari en échange d'un bœuf. Une enfin, je n'ose le redire, avait été vendue par sa propre mère » (2).

1. Dorvault, *Le régime de la main-d'œuvre*.

2. Cité par G. Bruel, dans *L'Afrique Equatoriale française* (collection France d'Outremer),

Les esclaves groupés en caravane étaient acheminés sur la côte où les attendaient les vaisseaux « négriers ». « Tout ce qui est pris, rapportait le cardinal Lavigerie, du haut de la chaire de Saint-Sulpice, est immédiatement entraîné vers un marché de l'intérieur. Alors commence pour eux une série d'atroces misères. Les esclaves sont à pied ; aux hommes qui paraissent les plus forts, et dont on pourrait craindre la fuite, on attache les mains et quelquefois les pieds, de telle sorte que la marche leur devient un supplice. Sur leur cou on place des cangues à compartiments qui relient plusieurs d'entre eux.

« On marche toute la journée. Le soir lorsqu'on s'arrête pour prendre du repos on distribue aux prisonniers quelques poignées de sorgho cru. C'est toute leur nourriture. Le lendemain il faut repartir (1) ».

Avec de tels procédés, le déchet était énorme. Nachtigall, explorant la région du Tchad, il y a quelque soixante ans, retrouvait sur des pistes à esclaves, des ossements humains, restes mortels du bétail humain qu'on acheminait de l'Adamaoua vers Tripoli (2).

Avant d'arriver à la côte, les esclaves sont passés des mains d'un courtier à celles d'un autre et mille paiements ont eu lieu : les coutumes du roi, les commissions des intermédiaires, etc.

Maintenant parqués dans un *Tronc*, sorte d'abri provisoire, ils attendent d'être embarqués. Un bateau est-il aperçu au large ? Un feu immédiatement allumé sur une hauteur lui apprend qu'il trouvera dans les environs de la précieuse marchandise.

Il arrive. Les nègres sont embarqués ; on les entasse, en prenant, non par humanité mais pour préserver la cargaison, toutes les précautions nécessaires pour éviter les épidémies et les révoltes. Néanmoins, le déchet n'était pas ici non plus, inférieur à 7 ou 8 %.

Dans la colonie de destination, les esclaves subissaient une visite sanitaire qui se bornait à la recherche de certaines tares considérées comme des vices rédhibitoires. Puis les malheureux passaient aux mains des acheteurs, quelquefois dans celles du

1. Cité par Robin dans *La question de la main-d'œuvre dans les colonies d'exploitation française*.

2. L. Fourneau, *Le problème de la Population*.

regrettier (une espèce d'intermédiaire ou de trafiquant), et prenaient alors le chemin des habitations.

Telle est donc la traite qui, avec son cortège de maux et de misères a détruit l'organisation sociale indigène de l'époque (1), refoulée des peuples dans la barbarie, en même temps qu'elle « saignait » l'Afrique, immense réservoir d'hommes, de ses éléments sûrement les meilleurs.

Après la traite il faudrait très brièvement, dire deux mots d'un mal tout aussi redoutable, la *famine*, qui fut à l'état endémique, à l'époque. « Chaque année, ses victimes se comptaient par dizaines de mille. L'insuffisance des superficies cultivées, les routines de la culture, souvent aussi l'inaptitude au travail et la paresse héréditaire des habitants, étaient les causes de terribles disettes où périssaient des agglomérations entières (2) ».

Un autre fléau, et non des moindres, c'était la *polygamie* dont les effets les plus directs étaient la stérilité de jeunes femmes après un premier accouchement, le célibat forcé pour de jeunes adultes incapables de se payer une épouse.

Le mariage en pays noir est ainsi compris, en effet, que c'est le futur mari qui apporte une « dot » à celle qu'il convoite ou qui, plus exactement encore, doit verser aux parents de la future une somme déterminée pour, après l'accomplissement de certaines formalités, être considéré comme légitimement marié. Si les parents du futur ne possèdent pas des moyens de fortune personnels (de l'argent, du bétail), il faut donc à celui-ci économiser pendant très longtemps pour amasser le montant de la dot.

Aussi, adulte, préférera-t-il choisir comme femme, une jeune enfant, voir une nouveau-née, dont la dot sera payée aux parents sur un laps de temps relativement long.

Il pourra alors arriver qu'avant que la jeune fille soit nubile, les parents la conduisent à la maison du mari. Celui-ci qui sera peut-être très âgé, quelquefois même un vieillard, s'empressera de goûter à l'objet de ses désirs, et dans son impatience ne mettra aucune forme pour consommer prématurément un mariage dont les suites sont connues d'avance (3).

1. G. Bruel, *op. cit.*

2. A. Sarraut, *Servitude et grandeur coloniales.*

3. Delafosse : *Les nègres. Les civilisations négro-africaines.*

La coutume admettant la polygamie, l'indigène riche, quel que soit son âge, pourra, et aux détriments du restant de la population, se payer des épouses tant et plus, et multiplier ces mariages précoces si contraires au relèvement démographique de la colonie.

Le *brigandage* et le *pillage* se comprennent parfaitement dans des sociétés primitives où la loi du plus fort est la règle normale. Aussi ne nous étendrons-nous pas plus longtemps sur ces causes.

Celles-ci d'ailleurs, comme celles que nous venons de passer en revue sont déjà du domaine du passé. L'état d'insécurité des territoires africains relève d'un âge révolu, comme ces immenses misères que causaient la famine et la traite.

* * *

Quant aux autres causes qui rendent compte de la dépopulation du continent africain, nous n'examinerons que les plus importantes, car elles sont bien trop nombreuses pour être consignées toutes ici, et avec de longs commentaires.

Mais avant de les passer en revue, il convient de dire un mot, très rapidement d'ailleurs, d'une cause particulière: *l'exode* des travailleurs qui, très certainement, a été aussi, pour quelque chose dans la diminution des ressources humaines de nos colonies.

Fait curieux dans toute l'espèce humaine, l'individu dès qu'il peut s'évader de son milieu, le fait avec plaisir. Il semble répondre alors à quelque voix mystérieuse et lointaine, obéir à une certaine attraction irrésistible.

Les indigènes de nos colonies n'y ont pas échappé. Dans ces dernières années on a assisté à des exodes importants de travailleurs se dirigeant vers les possessions anglaises voisines de la Nigéria, de la Gold Coast, du Sierra Léone ou du Soudan Egyptien, au grand dam de nos territoires extérieurs.

Sans doute étaient-ils attirés par l'appât d'un gain très élevé, les possibilités d'un haut salaire, les colonies au profit desquelles s'opérait cette migration étant alors des pays à change apprécié.

Mais toutes choses étant égales d'ailleurs, nos colonies offraient les mêmes possibilités de travail facile, rémunérateur, d'existence agréable. Tout était mis en œuvre pour les retenir sur le Territoire de la colonie. On proposait d'améliorer encore leur condition de

manière à les attacher au sol, et voici ce que disait à ce sujet M^r Guy : « Ils (les indigènes), construiront non plus une case, mais une maison et ils n'iront plus demander aux colonies étrangères un travail plus rémunérateur et une nourriture plus abondante.

« Nous n'assisterons pas, comme aujourd'hui, à l'exode annuel d'habitants de la Haute Volta ou du Mossi allant apporter leurs bras et leur travail à la Gold-Coast au moment de la récolte du cacao, ni au va-et-vient perpétuel des Soudanais, (les narvétanes) qui passent six mois au Sénégal, au moment de la récolte des arachides et qui retournent ensuite au Soudan pour y vivre des gains réalisés. Rien n'est plus décevant que cette circulation des travailleurs sur lesquels il n'est jamais possible de compter. Le même phénomène se produit dans notre colonie du Niger qui se dépeuple parce que nos noirs viennent chercher dans la Nigéria une existence plus large et des bénéfices plus grands. »

Mais les discussions à ce sujet sont vaines et stériles.

Le fait c'est que chaque année, en dépit d'une sévère réglementation, le mouvement migratoire s'accroît, réduisant d'autant nos faibles disponibilités en main d'œuvre, privant d'autre part le commerce local, de leur clientèle. « Pendant que ces indigènes travaillaient pour nos voisins, observe M^r Jean François, ils se nourrissaient, par suite consommaient et dépensaient chez ces derniers, au profit de leur commerce et au détriment du nôtre » (1).

Ce qui serait intéressant et que n'apprend pas l'auteur ce serait de savoir si ces indigènes, de retour à la colonie d'origine, ont pu faire bénéficier celle-ci des économies réalisées à l'étranger, car ces indigènes ne sont pas restés dans les colonies voisines d'une manière définitive, comme nous le verrons d'ici peu.

Sitôt disparue la prospérité toute momentanée des territoires voisins qui, avant les colonies françaises peut-être, ont été sérieusement atteintes par la crise économique mondiale, le mouvement inverse s'est dessiné. A l'afflux des périodes de prospérité a succédé un reflux qui, affirme-t-on, dans les milieux officiels, ne manque d'être continu.

La coutume admettant la polygamie, l'indigène riche, quel que soit son âge, pourra, et aux détriments du restant de la population, se payer des épouses tant et plus, et multiplier ces mariages précoces si contraires au relèvement démographique de la colonie.

Le *brigandage* et le *pillage* se comprennent parfaitement dans des sociétés primitives où la loi du plus fort est la règle normale. Aussi ne nous étendrons-nous pas plus longtemps sur ces causes.

Celles-ci d'ailleurs, comme celles que nous venons de passer en revue sont déjà du domaine du passé. L'état d'insécurité des territoires africains relève d'un âge révolu, comme ces immenses misères que causaient la famine et la traite.

* *

Quant aux autres causes qui rendent compte de la dépopulation du continent africain, nous n'examinerons que les plus importantes, car elles sont bien trop nombreuses pour être consignées toutes ici, et avec de longs commentaires.

Mais avant de les passer en revue, il convient de dire un mot, très rapidement d'ailleurs, d'une cause particulière : *l'exode* des travailleurs qui, très certainement, a été aussi, pour quelque chose dans la diminution des ressources humaines de nos colonies.

Fait curieux dans toute l'espèce humaine, l'individu dès qu'il peut s'évader de son milieu, le fait avec plaisir. Il semble répondre alors à quelque voix mystérieuse et lointaine, obéir à une certaine attraction irrésistible.

Les indigènes de nos colonies n'y ont pas échappé. Dans ces dernières années on a assisté à des exodes importants de travailleurs se dirigeant vers les possessions anglaises voisines de la Nigéria, de la Gold Coast, du Sierra Léone ou du Soudan Egyptien, au grand dam de nos territoires extérieurs.

Sans doute étaient-ils attirés par l'appât d'un gain très élevé, les possibilités d'un haut salaire, les colonies au profit desquelles s'opérait cette migration étant alors des pays à change apprécié.

Mais toutes choses étant égales d'ailleurs, nos colonies offraient les mêmes possibilités de travail facile, rémunérateur, d'existence agréable. Tout était mis en œuvre pour les retenir sur le Territoire de la colonie. On proposait d'améliorer encore leur condition de

manière à les attacher au sol, et voici ce que disait à ce sujet M^r Guy : « Ils (les indigènes), construiront non plus une case, mais une maison et ils n'iront plus demander aux colonies étrangères un travail plus rémunérateur et une nourriture plus abondante.

« Nous n'assisterons pas, comme aujourd'hui, à l'exode annuel d'habitants de la Haute Volta ou du Mossi allant apporter leurs bras et leur travail à la Gold-Coast au moment de la récolte du cacao, ni au va-et-vient perpétuel des Soudanais, (les narvétanes) qui passent six mois au Sénégal, au moment de la récolte des arachides et qui retournent ensuite au Soudan pour y vivre des gains réalisés. Rien n'est plus décevant que cette circulation des travailleurs sur lesquels il n'est jamais possible de compter. Le même phénomène se produit dans notre colonie du Niger qui se dépeuple parce que nos noirs viennent chercher dans la Nigéria une existence plus large et des bénéfices plus grands. »

Mais les discussions à ce sujet sont vaines et stériles.

Le fait c'est que chaque année, en dépit d'une sévère réglementation, le mouvement migratoire s'accroît, réduisant d'autant nos faibles disponibilités en main d'œuvre, privant d'autre part le commerce local, de leur clientèle. « Pendant que ces indigènes travaillaient pour nos voisins, observe M^r Jean François, ils se nourrissaient, par suite consommaient et dépensaient chez ces derniers, au profit de leur commerce et au détriment du nôtre » (1).

Ce qui serait intéressant et que n'apprend pas l'auteur ce serait de savoir si ces indigènes, de retour à la colonie d'origine, ont pu faire bénéficier celle-ci des économies réalisées à l'étranger, car ces indigènes ne sont pas restés dans les colonies voisines d'une manière définitive, comme nous le verrons d'ici peu.

Sitôt disparue la prospérité toute momentanée des territoires voisins qui, avant les colonies françaises peut-être, ont été sérieusement atteints par la crise économique mondiale, le mouvement inverse s'est dessiné. A l'afflux des périodes de prospérité a succédé un reflux qui, affirme-t-on, dans les milieux officiels, ne manque d'être continu.

Ceci pour l'exode ou, peut-être plus exactement encore, pour ces déplacements saisonniers de travailleurs indigènes.

Pour ce qui concerne les autres causes influant d'une manière sensible sur la dépopulation des colonies, nous devons considérer successivement le *manque d'hygiène* : la *sous-alimentation*, avant de passer à l'examen des *endémies* elles-mêmes.

C'est le manque absolu d'hygiène, principe dont l'indigène ne possède la notion la plus élémentaire, qui doit être rendu responsable de la morti-natalité et de la mortalité infantile. Au dire des personnes compétentes, ces deux fléaux causeraient chaque année dans certaines de nos colonies une perte de 75 % sur les naissances (1).

L'indigène naît, vit et meurt dans les mêmes conditions.

C'est même à la première époque de sa vie qu'il encourt les plus grands risques : la puériculture étant inconnue des « matrones » qui, dans la plupart des cas, président aux offices que l'on sait ; les mères elles-mêmes ignorant à leur tour, les soins à donner à leur progéniture.

Les dangers de la première enfance continuent dans l'adolescence. Adulte on n'y échappe pas davantage, car aucune hygiène de l'habitation, des aliments, du vêtement, du corps n'est observée.

La promiscuité est la règle. Bêtes et gens, parents et enfants vivent dans la même paillotte, où le soir, à l'époque des basses températures, on entretient un feu fumeux qui enveloppe tout dans un seul brouillard.

Mobilier sommaire, plancher de sol battu. L'indigène dort enveloppé dans ses couvertures. Survienne quelque averse, le toit de chaume fuit ; les habitants de la case sont mouillés et ceux-ci risquent, une fois de plus, la broncho-pneumonie qui ne manque d'ailleurs, de faire des coupes sombres dans les rangs indigènes à chaque changement de saison (2).

Quant à la sous-alimentation c'est l'état normal de beaucoup de populations indigènes. Non pas que l'individu ne mange pas à sa faim ; mais plutôt parce que sa nourriture est mal composée. Gros mangeur, l'indigène base sa nourriture sur certains produits

1. Voir à ce sujet G. Olivier. *Six ans de politique sociale à Madagascar*.

2. G. Martin, *L'existence au Cameroun*.

bien déterminés : les ignames, les patates, le manioc. Tous ces aliments étant des hydrocarbures, ils n'apportent point à l'organisme les principes qui lui seraient nécessaires pour se développer, ou pour se maintenir. Aussi l'être se trouve-t-il dans une misère physiologique absolue, et offre-t-il, dans cet état, peu de résistance aux maladies.

Seuls les aliments azotés et particulièrement la viande réparent les muscles. Il en faudrait, à coup sûr, à l'indigène. Mais le problème se complique quand on se rappelle que le bétail ne prospère pas partout en Afrique, pour des causes nombreuses et variées dont la première qui vient à l'esprit est la fameuse maladie du sommeil qui fait ses victimes tant chez l'homme que chez les animaux.

Des endémies tropicales, il convient de mentionner en tout premier lieu le *paludisme* qui, d'une manière générale sévit dans toutes nos colonies, exception faite de quelques rares centres salubres dans chacune de ces possessions. Comme chacun sait, l'agent pathogène est « l'hématozoaire de Laveran » qui est inoculé à l'homme par un moustique de la famille des anophèles.

L'endémie palustre qui existe d'une manière permanente dans nos colonies, serait au regard de certains spécialistes, plus fréquente encore dans les régions élevées que sur la côte.

Quoi qu'il en soit, sa proportion par rapport à d'autres maladies, paraît considérable. A Madagascar, par exemple, elle atteindrait de 11 à 53, % des autres maladies et 75 % des élèves des écoles seraient affligés de rates paludéennes (1).

Cette vulnérabilité de l'enfant à l'affection palustre a été constatée au Cameroun par le Dr G. Martin qui écrit : « Au Cameroun, comme dans les autres territoires africains, le sang de presque tous les enfants de trois ou quatre ans contient des hématozoaires. La proportion des enfants infectés devient plus faible à mesure qu'ils avancent en âge et ils acquièrent une grande tolérance vis-à-vis du poison malarique. Malgré la richesse de leur sang en parasites, malgré leur rate énorme, ils se promènent sans fièvre, avec des apparences d'un parfait état général. Devenus adultes, tant qu'ils résident dans leur milieu habituel à climat

chaud, ils peuvent rester en excellente santé ; mais lorsqu'ils doivent lutter contre une température différente moins chaude et plus humide, lorsqu'ils ont à subir des fatigues excessives, la maladie à l'état latent se réveille, la fièvre éclate. La dépression générale produite par le froid, par le travail, par les excès diminue le pouvoir de résistance de l'organisme et permet à l'hématozoaire d'acquérir toute sa virulence » (1).

Le paludisme cause, comme on le voit des ravages considérables dans la population. C'est, pour de nombreux individus, une cause de déchéance physique, de mise en état de moindre résistance contre les autres affections.

S'il atteint sensiblement la population infantine et est responsable du grand nombre d'accidents qui surviennent à cette époque, il ne frappe pas moins durement les adultes. On lui attribue, dans la Grande Ile, par exemple, le quart des décès sur le chiffre de la mortalité générale.

La peste n'affecte pas des formes moins graves que le paludisme.

Dans certaines de nos colonies, à Madagascar et en A. O. F. (là, principalement à Dakar, et dans la Casamance) elle existe, peut-on dire, à l'état endémique.

L'agent infectieux est un coccobacille découvert en 1894 par les Médecin des Troupes Coloniales Yersin et qui depuis lors porte le nom de « bacille de Yersin ». Le bacille lui-même est transmis à l'homme par l'intermédiaire des puces et principalement des puces de rats.

Comme les rats abondent dans ces différentes colonies, le danger qu'ils font courir à la population est immense.

Aussi la peste, endémique à Madagascar depuis 1921, sur les Haut Plateaux, et à l'état épidémique dans la région cotière, y a-t-elle fait de nombreuses victimes. En huit années, elle a fourni dans cette colonie, 11.808 cas suivis de 9.983 décès.

Et l'on s'étonne même qu'une telle maladie essentiellement transmissible dans sa forme pulmonaire n'ait pas fait plus de victimes. « Le fait est particulièrement étonnant en Imerina où toutes les conditions favorables à sa propagation semblent réunies ; abon-

dance de rats et puces, froid, négligence des indigènes, absence d'hygiène individuelle et domestique, etc, etc. » (1)

En A. O. F. il semble que le mal existe depuis 1912 d'une manière permanente, tantôt à l'état de vie ralentie, tantôt au contraire procédant par vagues épidémiques. Récemment la peste occasionnait encore à Dakar une recrudescence de la mortalité générale.

C'est donc avec raison que ces colonies poussent à la dératisation.

Non moins dangereux que ces deux premières affections est le *Choléra* que provoque l'absorption d'eau contaminée ou de mets souillés par les mouches ou par des hommes porteurs de germes.

Les observations les plus contrôlées attestent que les germes les plus dangereux sont ceux qui sont transmis par des individus en état de convalescence. Le microbe de la maladie est un vibron découvert par Koch en (1893) (2).

Enfin une mention toute particulière doit être faite de la *maladie du sommeil*.

Cette redoutable maladie est provoquée par la présence dans le sang et dans la lymphe de l'individu malade d'un parasite appelé « *Trypanosomia gambiense* », découvert pour la première fois dans le sang d'un Européen en Gambie.

L'individu malade passe par trois périodes.

Au cours de la première, le trypanosome ne quitte pas le sang et la lymphe. La maladie se caractérise alors par des pulsations cardiaques et surtout par la tuméfaction des ganglions cervicaux.

Le dormeur ne se rend pas compte dans la plupart des cas de son état, et, à cette première période dont le signe caractéristique est la présence sur le tronc de colorations rouges, la maladie est curable.

Elle l'est, au contraire, beaucoup moins à la deuxième puisqu'alors le trypanosome a envahi les centres nerveux. A ce moment commencent les troubles cérébraux, des somnolences prolongées. Peu à peu le malade arrive au gâtisme. C'est la troi-

1. G. Olivier, *op. cit.*

2. A. S. de toutes ces maladies tropicales. Voir dans *Le domaine colonial de la France*, la partie médicale.

sième période qui sera marquée sous le signe d'une somnolence permanente. La mort vient ensuite.

Le trypanosome est inoculé à l'homme par la piqûre d'une mouche « la glossina palpalis » ou mouche tse-tse, particulièrement abondante dans les régions boisées. Cette mouche s'attaque à un « sommeilleux », s'infecte, en se désaltérant de son sang, de trypanosomes qui subissent dans son corps une évolution biologique spéciale. Que cette glossine pique ensuite un individu sain, celui-ci se trouve immédiatement contaminé.

La malade du sommeil continue à servir d'une manière particulièrement intense en A. E. F., au Cameroun, en dépit d'une lutte merveilleuse qui lui est faite (1).

Dans les autres colonies, la maladie existe plus ou moins ; on la retrouve ainsi au Togo où l'on constate qu'elle ne possède pas la virulence qu'on s'accorde à lui reconnaître dans les deux autres territoires.

Pour ce qui concerne la *fièvre jaune* dont l'A. O. F. et tout particulièrement Dakar, semblent être menacés d'une manière permanente, la maladie serait causée par le « *Sergomya fasciata* », auquel on donne maintenant le nom de « *aedes aegypti* ». Des expériences qui se poursuivent encore, tendraient à montrer que d'autres variétés de moustiques peuvent également transmettre le typhus amaril.

Si nous laissons de côté la *dysenterie* dont l'agent pathogène est bien connu de tous et qui revêt cependant aux colonies des formes particulièrement graves (dysenterie ambienne, amibiase intestinale), il nous faut, avant de clore cette liste déjà trop longue des maladies tropicales où nous omettons à dessein, la *filariase*, la *fièvre bilieuse hémoglobinurique*, le *palu*, la *fièvre récurrente*, les *pirosplasmoses*, la *lèpre*, etc. etc., mentionner avec quelque détail trois autres fléaux qui menacent nos colonies, la *tuberculose*, l'*alcoolisme*, les *maladies vénériennes*.

Ces affections seraient vraisemblablement d'origine récente puisque bien volontiers on accuse la civilisation occidentale de les

1. a) L'Effort français en A. E. F. publication du *Sud-Ouest Economique* ; b) Rapport de la Puissance Mandataire sur l'Administration des Territoires du Cameroun.

avoir introduites dans ces pays, avec les « produits frelatés » de son industrie.

Dans toutes les colonies, la tuberculose a fait de réels progrès.

En ce qui concerne Madagascar, le fléau aurait progressé surtout au cours de ces dix dernières années. Une enquête de l'Institut Pasteur de Tananarive, donne les résultats suivants pour ce qui concerne la population de la ville. L'index tuberculinique parmi la population indigène serait de 53 % chez les adultes, de 46 % chez les adolescents de 14 à 20 ans, de 34 % chez les enfants de 6 à 10 ans.

Dans les autres colonies, les victimes du pneumococque ou du bacille de Koch ne seraient pas moins nombreuses. Au Cameroun, entr'autres, « le climat chaud et humide le jour, frais la nuit, les variations brusques de température contribuent à développer les broncho-pneumonies, les pneumonies et les congestions pulmonaires, particulièrement au début de la saison des pluies, chez les enfants. Le manque absolu de précaution, la mauvaise habitude qu'ont leurs parents de les laisser entièrement nus, sont des causes de bronchites capillaires, qui ont leur importance au point de vue de la mortalité infantile (1) ».

L'alcoolisme est également un fléau qui semble être en voie de progression. A Madagascar il a fait depuis la guerre des progrès incontestables et que révèlent les statistiques du service des Douanes. Ailleurs, il semble aussi que le mouvement ait suivi la même courbe ascendante. Partout, en effet, l'indigène semble être très friand d'alcool. Il n'est pas de discussion d'intérêts, de mariage, de transactions importantes, de procès en justice qui ne donnent lieu à des libations ; mais il semble que c'est surtout à l'occasion des offrandes aux ancêtres des cérémonies du culte, des décès, que le vin, l'eau de vie, tiennent la première place. « Pendant les cérémonies célébrées après la mort d'un chef, les libations tenaient la première place ; il n'était pas rare de voir les habitants d'un village entier complètement ivres. Les enfants et les nourrissons eux-mêmes avaient leur part » apprend, à ce sujet, le Dr G. Martin (2).

1. G. Martin, *op. cit.*, p. 258.

2. *Id.*

Enfin, au milieu de populations déjà si misérables, la civilisation occidentale, par les contacts qu'elle crée entre les races et les individus, d'autre part, par les moyens de circulation qu'elle crée sur son passage aurait introduit partout les maladies vénériennes.

« Les porteurs semblent bien avoir été les premiers propagateurs de la syphilis et des maladies vénériennes qui étendent à l'heure actuelle leurs ravages parmi toutes les populations indigènes. A une époque où ils apportèrent de l'intérieur leurs charges de caoutchouc aux ports de la côte... ils étaient heureux de trouver au but terminal de leurs étapes, avec le repos succédant aux longues journées de fatigue et de marche, toutes les facultés d'existence. La solde totale des journées de portage leur permettait surtout de rendre visite aux nombreuses prostituées toutes plus ou moins contaminées, qui faisaient commerce de leurs charmes. Ils rapportaient ensuite la maladie dans leur pays d'origine (1) ».

Résumant toutes ces observations, l'auteur d'une thèse récente sur la mise en valeur des colonies écrit ce qui suit : « Ce n'est pas seulement le manque d'hygiène et la sous alimentation qui portent une grave atteinte à la santé de l'indigène. On reproche à la société civilisée d'avoir inoculé à ce dernier ses germes morbides. Depuis qu'elle a, en effet, transporté dans des contrées lointaines, les produits frelatés de son industrie et des éléments pathogènes qui ont déjà abatardi plus d'une race dans les milieux occidentaux, elle a marqué d'une tare des générations entières qui ne s'en débarrasseront qu'après des temps encore assez longs de saine éducation physique et morale. L'alcool a fait des ravages en Océanie et en Afrique : les maladies vénériennes ont sévi sur presque tous les continents ; la tuberculose s'est étendue à certaines parties de la sphère où on l'ignorait ; la mouche tsé-tsé originaire de l'Afrique elle-même n'a pu propager son virus d'un point à l'autre de cette vaste région du globe qu'à travers toutes les migrations opérées et rendues possibles par les nouvelles voies de communication » (2).

Dénoncer le mal, en rechercher même les causes, cela ne suffit

1. G. Martin, *op. cit.*

2. Armand Jean François, *op. cit.*

pas. Il faut indiquer les soulagements que la civilisation a apportés à tant de misères, car dans ce domaine comme il va apparaître bientôt, « notre œuvre de colonisation a été belle, grande, bienfaisante » (1).

SECTION B

La politique sanitaire et sociale.

La seule énumération des maux qui frappent les masses indigènes de nos colonies, montre à combien de périls il faut faire face à la fois si tant est que l'on veut conserver les races et les préserver d'une déchéance quasi-totale. Problème compliqué que celui qui vise à la régénération de l'espèce humaine, surtout quand il s'applique à des populations primitives, arriérées, où l'indigène, imbu de préjugés, fortement attaché à la tradition subit l'influence des superstitions locales, des sorciers et constitue, dès lors, le premier obstacle à vaincre. Quels que soient les efforts que nécessite une telle œuvre, il ne saurait convenir, cependant, d'hésiter à les fournir. La population est l'élément principal de la prospérité d'un pays; la richesse et la force de celui-ci dépendent étroitement du nombre de ses habitants.

« Méthodiquement, avec la rigueur d'un plan de mobilisation, la grande croisade de la science s'est organisée contre chacun des fléaux qui fauchaient les existences par milliers » (2).

D'abord on a commencé à apprendre à l'indigène, à se nourrir, à manger à sa faim, de manière à combattre la sous-alimentation, cause première de la moindre résistance physique de l'organisme, désormais vulnérable à tous les maux. Aprement on a lutté pour imposer à la nature, la discipline de la production rationnelle et à l'homme indolent celle du travail nourricier.

Des semences ont été distribuées aux chefs de village par les fonctionnaires de l'administration, des conseils leur ont été donnés sur les procédés culturaux; dans les différentes colonies, des cultures nouvelles sont introduites de manière à procurer à l'indigène

1. A. Sarraut. *Grandeur et servitude coloniales.*
2. A. Sarraut. *Grandeur et servitude coloniales.*

plus de ressources. Pour ne prendre que le cas du Cameroun, la culture du riz s'y est considérablement développée, l'arachide a étendu ses cultures dans tout le pays, les plantations de pommes de terre prennent chaque année plus d'importance.

En somme, la production nourricière, créatrice de mieux-être collectif et de richesse individuelle s'est, dans une très large proportion, accrue partout par nos soins.

Sans doute, dans quelques colonies peut-on connaître encore, à certains moments, à l'époque de la « soudure » surtout, certaines restrictions. Mais finies aujourd'hui les famines et les disettes qui, avec l'imprévoyance des populations indigènes, étaient fréquentes avant notre arrivée dans ces colonies.

Dans le domaine de la santé, les résultats acquis ne sont pas moins réconfortants (1).

Avec raison, d'ailleurs, il a été fait un louable effort pour le relèvement du taux de la natalité, par une lutte incessante contre la mortalité infantile et la morti-natalité qui étaient jusqu'alors une des causes les plus apparentes de la dépopulation.

Dans une étude sur « la grande misère des tout petits », le directeur de l'Ecole coloniale, M. Hardy, nous apprend ce qui suit : « dans une région de la Guinée française, pour ne rendre tout à fait au hasard que cet exemple, une enquête, citée par M. Brenier, nous relève qu'il est né en 1928, 22.073 enfants. Or, sait-on combien de ces pauvres bambins ont survécu ? 12.663. Soit un peu plus de 50 %. On n'ignore pas, cependant, que les noirs de l'Afrique ont un vif sentiment de la famille et que ces pertes les atteignent profondément. » Il était donc nécessaire d'organiser la protection de l'enfance. « En général, continue le directeur de l'Ecole coloniale, ce sont les initiatives privées qui, à défaut de moyens administratifs, ont amorcé l'entreprise : Croix Rouge, missions religieuses, « Berceau africain » dû à la généreuse initiative de M. le Cesne. On a fondé des gouttes de lait, des vestiaires pour nouveau-nés, des dispensaires, des services de consultations prénatales. Il y a là un merveilleux et touchant effort qui donne déjà d'appréciables résultats. « Pour les gros pro-

1. Voir à ce sujet les *Annales coloniales*, suppl. illustré, n° 7 de juillet 1929, relatif à l'A. O. F.

blème, la mise au monde, les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de Madagascar et de l'Indo-Chine ont créé des corps de sages-femmes indigènes, qui se recrutent parmi les anciennes élèves des écoles publiques ou privées. On n'y croyait guère dans les débuts ; d'aucuns prétendaient que le remède serait pire que le mal. Il faut bien se convaincre aujourd'hui que ces auxiliaires rendent de précieux services et qu'on a eu raison de leur faire confiance. C'est à elles surtout que dépend l'avenir, elles ne seront jamais trop nombreuses.

On songe à leur adjoindre des infirmières visiteuses, indigènes comme elles, et spécialement dressées à la puériculture. Le récent rapport de M. Messimy, sénateur, sur les emprunts coloniaux, prévoit expressément cette institution et demande qu'on en dote « toutes les agglomérations d'une certaine importance » (1).

Ces lignes se passent de commentaires ; elles prouvent abondamment ce qui a été fait et se poursuit encore pour le relèvement de la population locale, dans toutes nos colonies. En effet ces œuvres de protection de la première enfance ont apparu aussi au Togo où elles prennent, comme le constatait récemment le dernier rapport de la Puissance mandataire à la S. D. N. (2) une extension certaine. Au Cameroun des berceaux sont également organisés par les sœurs missionnaires, et le nombre de leurs jeunes protégés n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années.

Un même mouvement doit être signalé pour les autres œuvres s'adressant peut-être plus directement aux adolescents et aux adultes. Car « on ne saurait concevoir la mise en valeur d'une colonie... sans une solide organisation des services dont dépend la prospérité sociale, le relèvement démographique et par conséquent le rendement des bras » (3).

L'assistance médicale gratuite a donc été partout organisée ; des hôpitaux, infirmeries, dispensaires, ambulances créés dans les principaux centres.

Le personnel médical a été sensiblement augmenté bien qu'il

1. *Le Temps colonial*.

2. Rapport de la France de la S. D. N., année 1930.

3. G. Julien, *Madagascar*.

soit encore insuffisant et toujours écrasé par la tâche formidable qu'il a à accomplir.

Dans beaucoup de colonies, il a été doublé d'agents sanitaires européens, et en A. O. F., Madagascar, de médecins auxiliaires indigènes formés dans les écoles de Médecine, de Dakar et de Tananarive.

En même temps des services spéciaux ont été créés pour l'étude de certaines endémies : tels le service antipaludique à Madagascar, l'institut Pasteur à Tananarive qui s'occupe de la tuberculose et procède à des vaccinations d'après le procédé Calmette (1) (vaccination par le B. C. G.). Cet institut constitue pour la grande île un centre d'études biologiques important portant ses investigations tant sur les maladies humaines que sur celles des animaux.

D'autre part, tout un travail d'assainissement, une politique d'urbanisme est ponctuellement suivie dans la plupart des centres : canalisation d'eau, assèchement de marigots et des eaux stagnantes, débroussement et défrichement de manière à réduire autant que possible les gîtes à anophèle.

Tout cela ressortit du domaine de l'hygiène. Celui-ci avait été plus ou moins négligé au profit de la médecine active. Il semble, à l'heure actuelle, que nos administrateurs tendent de plus en plus à délaisser la thérapeutique pour l'hygiène. En médecine, comme ailleurs, il vaut, en effet, mieux prévenir que guérir. Des équipes sanitaires, véritables brigades volantes seraient constituées, pour « aller porter les propagandes et les instruments de l'hygiène et de la prophylaxie au cœur des provinces éloignées des grands centres ». (2).

Le bilan de cette activité se chiffre, en sus des commissions et des bureaux d'hygiène qui existent dans tous les centres quelque peu importants de chacune de ces colonies, par :

A Madagascar : une école de médecine à Tananarive, un Institut Pasteur, 50 hôpitaux, 46 maternités, 177 postes médicaux, 144 postes d'accouchement, 225 dispensaires spéciaux.

En A. O. F. : une école de médecine à Dakar, une section de l'Institut Pasteur de Dakar, un institut d'hygiène sociale dans

1. *Le Temps colonial.*

2. A. Sarraut, *Grandeur et servitude coloniales.*

cette même ville, un autre institut Pasteur à Kindia, des laboratoires de bactériologie à Kindia et à Bamako, des centres vaccino-gènes dans toutes les colonies, en outre deux hôpitaux principaux, 7 hôpitaux ordinaires, 1 hôpital municipal à Rufisque, 8 ambulances, 104 dispensaires, 97 maternités.

En A. E. F., un Institut Pasteur, des hôpitaux, des dispensaires, des postes médicaux.

Au Cameroun un laboratoire de bactériologie, un autre de chimie, 21 établissements hospitaliers, 26 postes médicaux, 2 pouponnières, 12 léproseries ; au Togo, une dizaine d'hôpitaux, une maternité à Lomé, une autre à Palimé, une autre encore à Aneho, plusieurs dispensaires, un laboratoire de bactériologie, un de radiologie, un autre de chimie.

Dans ces trois derniers territoires où sévit la maladie du sommeil, il a fallu organiser un service spécial pour livrer la lutte au trypanosome.

Longtemps stationnaire, en effet, la maladie du sommeil s'est développée avec intensité, surtout, pendant dix ans, de 1915 à 1925, décimant certains centres en quelques années. En 1925, le mal, après avoir durement frappé certaines régions semblait y être passé à l'état endémique ; il réapparaissait ensuite pour frapper d'autres régions. A l'heure actuelle les résultats obtenus dans la lutte contre le fléau ont permis de le faire disparaître complètement de certaines régions et d'obtenir une régression notable dans d'autres.

La morbidité de la maladie n'a cessé, à de rares exceptions, d'être en régression au Cameroun. De 36 à 52 % pour la subdivision de Yaoundé, elle est descendue aujourd'hui à 0,9-1,30 %, chez les Djems de Lomié, de 35,3 en 1926, 16,7 en 1928 et 24,9 en 1929, à 16, 5 en 1930, chez les Badjoués de 57, 9 en 1926 et 19,9 en 1928 à 4,1 en 1930.

En A. E. F., au centre de traitement de Brazzaville, c'est-à-dire sur des individus en majorité gravement atteints, la mortalité est tombée de 1925 à 1929, de 36 % à 12,44 %, soit une diminution des deux tiers.

Aussi, après de tels résultats, le rapport de la Puissance mandataire à la S. D. N. pouvait contenir cette observation : « Dans

- 2^e leçon : parasites vivant à la surface de la peau (poux du vêtement, poux de la tête, poux du pubis). Méthode pour les détruire.
- 3^e leçon : parasites vivant dans la peau, puce-chique, soins de propreté dans la case, gale, traitement de la gale.
- 4^e leçon : parasites de l'intestin, ténia, lombris, ankilostomes, hygiène-alimentaire.
- 5^e leçon : principales maladies répandues au Cameroun ; variole, lèpre, maladie du sommeil, dysenterie, pian, ulcère phagédénique, éléphantiasis, blennorrhagie.
- 6^e leçon : les dangers de l'alcool.
- 7^e leçon : l'hygiène. Ses principales règles, hygiène individuelle (soins du corps, vêtements, bains, nourriture), hygiène de la maison et évacuation des ordures.
- 8^e leçon : allaitement. Alimentation des nourrissons, protection de la première enfance (1).

L'enfant étant plus impressionnable que l'adulte et la civilisation plus susceptible de l'atteindre que l'autre, il était en outre commandé de graver dans la mémoire du jeune indigène des notions pratiques. « Dès que l'enfant apprend à écrire et à lire, comprendre dans les pages qu'il épelle et dans les exemples qu'on lui écrit au tableau noir, une série de phrases très élémentaires sur l'alimentation, le vêtement et la propreté : « Lave-toi les mains plusieurs fois par jour ». « Ne couche jamais sur le sol nu. Fais-toi un lit ». « Ne crache pas par terre ». « Surveille le nourrisson. Ne le laisse pas manger ton riz ni tes patates. N'échange pas tes vêtements ni ton chapeau », etc.

Ainsi, l'on compte obtenir la formation de nouvelles générations qui savent pourquoi l'administration veille à la propreté des villages et inflige une amende lorsque, par exemple, le village est mal tenu.

Mais ce programme d'éducation hygiénique, même enseigné aussi fidèlement qu'il vient d'être prescrit, ne limite pas, dans l'œuvre à entreprendre, le rôle bienfaisant de l'Ecole.

En même temps qu'elle doit s'appliquer indirectement à trans-

former la condition matérielle des peuples, l'Ecole se doit de les rendre « aptes à tirer le plus de parti possible de leurs facultés intellectuelles ».

Un peuple solide et fort ne se comprend pas sans l'instruction, celle-ci va de pair avec l'épanouissement physique. Plus les masses sont instruites, plus elles peuvent produire utilement car l'intelligence apprend à tourner à son profit les forces aveugles de la nature.

La France, par ses institutions d'enseignement a donc entrepris de « conduire à la pleine lumière de la pensée ceux dont elle a pris à charge de conduire les destinées » (1).

En Afrique occidentale, comme à Madagascar, au Togo, comme au Cameroun et en Afrique équatoriale, l'enseignement a donc été organisé. Un enseignement primaire fonctionne de manière satisfaisante dans chacune de ces colonies et dans certaines d'entre elles, des degrés secondaires ont été prévus.

Régulé d'abord par un arrêté du 1^{er} novembre 1918, l'enseignement public a été réorganisé en A. O. F. par un arrêté de 1923. Ce dernier texte institue dans chaque village une école primaire, et dans la région saharienne des écoles nomades de campement. Dans les grands centres, des écoles régionales avec cours d'adultes ont été organisées.

Dans chaque chef-lieu de colonie, il fonctionne une école primaire supérieure et professionnelle.

L'enseignement technique supérieur est donné dans deux établissements : à Gorée et à Dakar. Une école normale d'instituteurs chargée de préparer les maîtres indigènes fonctionne également à Gorée ; à Dakar se trouve l'Ecole supérieure professionnelle dite Pinet Laprade ; à Saint-Louis une école d'apprentissage administratif et commerciale dite Ecole Faidherbe. Il faut encore mentionner le cours des apprentis imprimeurs institué à Gorée, l'école vétérinaire de Dakar, l'école d'agriculture et de sylviculture de Binger-ville.

L'enseignement des Musulmans et des métis a fait l'objet de dispositions spéciales.

Ces jeunes enfants sont reçus dans quatre orphelinats mixtes,

1. A. Sarraut, *op. cit.*

et dans trois Medersas qui ont été ouverts en Mauritanie, au Sénégal et au Soudan.

Enfin il faut mentionner les deux établissements d'enseignement secondaire : le Lycée Saint-Louis créé le 20 juin 1919 et le cours secondaire de Dakar qui, placés au sommet de l'édifice construit, marquent pour l'A. O. F. les étapes franchies dans le domaine de l'intelligence.

A Madagascar, plus de 800 écoles, toutes mixtes, fonctionnent au premier degré. L'enseignement du second degré, qui est donné dans certains centres, a pour but de diriger l'indigène vers un métier ou une occupation agricole, industrielle ou professionnelle.

« Des contremaîtres, note M. le Gouverneur Julien, les initient, selon la vocation de chacun, aux travaux du fer, du bois, de l'agriculture... Ces écoles préparent une collaboration vraiment éclairée à nos colons. Elles assurent le recrutement des écoles spéciales destinées à fournir aux services de l'administration ses cadres techniques... »

Pour les filles, l'école du second degré se double d'une école ménagère et d'une section préparatoire aux fonctions d'institutrice ou aux concours d'admission à l'école des sages-femmes de Tananarive (1). »

Un enseignement intermédiaire entre l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement secondaire est, d'autre part, donné dans les écoles du troisième degré : école Le Myre de Vilers, Ecole de Médecine et les maternités officielles de Tananarive, de Fianarantsoa.

Une école libre, l'école Flacourt où les élèves qui n'ont pu passer par le troisième degré, vont parfaire leur instruction, existe aussi, ainsi du reste qu'une école industrielle organisée à Tananarive en vue de la spécialisation des élèves du troisième degré qui désireraient, à la sortie de ces cours, acquérir des connaissances techniques plus solides.

« Ainsi se trouve assuré dans toutes les voies de l'activité économique et sociale le recrutement d'unités instruites, bien préparées à leur rôle futur et constituant, dans leur ensemble varié, un

1. E. Julien, *op. cit.*

tout harmonique sur lequel repose l'avenir de notre œuvre civilisatrice à Madagascar ». (1)

Au Cameroun, l'organisation de l'enseignement remonte à un arrêté en date du 25 juillet 1921 complété par un autre en date du 16 août 1923 créant un enseignement ménager.

Des écoles du premier degré tenues par des maîtres indigènes et recevant des élèves de moins de 12 ans constituent la base de l'édifice. Elles sont actuellement au nombre de 54 formant 73 classes recevant au total 3.580 élèves, alors qu'en 1921 elles n'étaient que 40 comprenant 42 classes fréquentées par 900 élèves.

Au deuxième degré, des écoles régionales qui comprennent un cours moyen de sélection suivi par les élèves provenant des écoles de village ; le régime est mixte : externat et internat familial avec camp scolaire.

Il existe actuellement 47 écoles du second degré groupant 2.300 élèves instruits par des maîtres européens.

Une école supérieure du troisième degré fonctionne enfin à Yaoundé. Elle a surtout pour but de préparer le personnel nécessaire aux services administratifs. Chaque élève reçoit, au cours des trois années d'études, une spécialisation, de manière à être utilisé immédiatement après la sortie de l'école.

L'enseignement professionnel est donné dans les écoles professionnelles de Dschang et d'Ebolava (menuiserie et fer dans la première, menuiserie, tissage, travail de l'ivoire dans la deuxième), ainsi que dans une école de poterie qui fonctionne à Yaoundé. Une école d'artisanat très prospère existe à Foumban.

Enfin des écoles ménagères ont été créées dans les principaux centres du Territoire (Douala, Yaoundé, Garoua).

L'enseignement fonctionne sur des bases à peu près identiques au Togo où nous trouvons comme ailleurs, des écoles à trois degrés. D'abord, un enseignement primaire élémentaire donné dans les écoles de village, des écoles régionales, des écoles ménagères et des cours d'adultes.

Ensuite un enseignement primaire supérieur institué à Lomé et destiné à donner l'enseignement correspondant aux meilleurs

élèves des écoles régionales, et à permettre la formation des candidats aux emplois des cadres indigènes.

Enfin un enseignement professionnel donné dans des écoles professionnelles ou dans les sections professionnelles rattachées aux écoles régionales dans les sections agricoles. Les élèves des écoles professionnelles et des sections agricoles sont recrutés dans les écoles régionales parmi les jeunes gens ne dépassant pas 17 ans.

La formation professionnelle prévue à l'arrêté organique de l'enseignement est donnée actuellement à Sokodé.

Enfin, en A. E. F. « les progrès de l'enseignement et l'élévation constante du niveau des études » ont été au premier plan des soucis de l'administration de la colonie. L'enseignement y est, en effet, aussi bien organisé que dans les autres colonies précédemment considérées. Nous y trouvons à la base de l'organisation scolaire, des écoles de village ; au stade moyen des écoles régionales et urbaines, au sommet, enfin, des écoles primaires supérieures.

Les écoles de village du premier degré sont destinées à attirer le plus grand nombre d'enfants, on leur donne là des notions de français parlé, d'hygiène, de système métrique. Au bout d'un an la grande masse est renvoyée. Les bons élèves qui sont conservés vont former les cadres de l'enseignement du second degré.

Là, l'instruction générale et professionnelle est amorcée et même assez étendue. Les élèves à leur sortie de ces écoles forment les cadres indigènes de l'administration ou de l'industrie privée. Ils doivent se trouver aptes à collaborer sous la conduite des Européens à l'œuvre de civilisation entreprise dans leur pays.

Enfin, l'enseignement du troisième degré, réservé aux sujets d'élite complète l'instruction donnée aux autres échelons. Il prépare en effet les futurs instituteurs et les aide-médecins.

Mentionnons également l'enseignement professionnel dont l'utilité est d'autant plus importante que de grands travaux publics commencés en Afrique Equatoriale française doivent se poursuivre encore pendant quelque temps.

Pour résumer ce qui précède on ne peut mieux faire que de citer cette page de M. Albert Sarraut. L'ancien Ministre des Colonies écrit : « Au stade primaire, nous avons fait pencher les clartés

de l'instruction, avec les ménagements nécessaires, par le véhicule des idiomes locaux, en ne propageant notre propre langue qu'avec modération et seulement pour répondre aux besoins de la vie élémentaire. L'unique limite à notre effort s'est imposée par l'insuffisance du nombre des instituteurs indigènes, à laquelle les plus beaux dévouements n'ont pu suppléer. Parfois aussi, notre action a été ralentie par la dispersion des populations ; nous y avons paré de notre mieux. N'a-t-on pas vu des écoles nomades suivre dans le désert des Groupes en transhumance ?

« Notre enseignement primaire est désormais établi sur des fondements solides, conformes dans leur diversité aux besoins variés de nos sujets et protégés. Mais notre splendide floraison d'écoles primaires est encore insuffisante, bien que notre population scolaire s'accroisse avec une vertigineuse rapidité. Un effort important s'impose : le temps seul permettra de l'accomplir, car il dépend non plus d'une question d'argent, mais il faut bien le répéter, de la multiplication du nombre des maîtres, surtout des maîtres indigènes.

Aux stades primaire-supérieur et secondaire, nos méthodes ont subi une heureuse évolution. Nous avons dégagé les notions fondamentales des doctrines de morale traditionnelle et nous les avons harmonisées avec nos disciplines européennes. Une culture franco indigène est maintenant distribuée dans chaque pays avec les appropriations convenables ; et son succès est éclatant » (1).

* * *

Reconnaissant l'importance de l'œuvre réalisée dans le domaine de l'enseignement, et les résultats acquis, certains esprits restent inquiets.

Ils se demandent si, en appliquant aux indigènes les principes de notre enseignement, et en leur inculquant nos méthodes scientifiques, nous ne faisons pas fausse route. Il leur semble, en effet, que d'agir comme on le fait, on rend un mauvais service, à la fois à la colonisation et aux indigènes eux-mêmes. L'enseignement, le supérieur surtout, il conviendrait, à leur sens, de le répandre avec

1. A. Sarraut, *op. cit.*

circonspection. « Les hautes spéculations scientifiques sont un vin capiteux qui tourne facilement les têtes. Certains tempéraments n'offrent aucune résistance aux excitants », ou encore « l'enseignement supérieur ne doit être distribué qu'à ceux qui sont en mesure de le recevoir et de l'absorber ; on n'accède aux cimes qu'avec un cœur bien accroché ; on perd pied sur les hauts sommets de la culture, quand on n'est entraîné à les gravir que par le moyen du psittacisme et l'exercice d'une mémoire hypertrophiée au détriment de la raison » (1).

On croit devoir faire ces réserves, en effet, pour empêcher la formation d'une élite turbulente, indisciplinée qui, toute imprégnée de ses connaissances livresques, des théories de la raison pure ou de l'idéal, irait prêcher les masses, les entraîner à des actes regrettables telles que la rébellion, la révolte, la rupture du lien rattachant les colonies à la Métropole.

D'autres personnalités que n'effarouche pas autant le spectre du communisme, car c'est de cela qu'il s'agit bien ici, estiment, elles aussi, qu'il convient mieux, à l'heure actuelle, d'avoir aux colonies de bons et habiles ouvriers plutôt que de beaux esprits. Elles préconisent, par conséquent, que l'indigène soit de plus en plus orienté vers les métiers, les occupations professionnelles. Nous retrouvons cette opinion dans un interview récent accordé à la *Gazette coloniale* par le Gouverneur de Madagascar.

« Il faut, disait M. Cayla, orienter l'indigène vers les arts appliqués à l'industrie, vers l'artisanat.

« Voyez-vous, aux colonies, continuait-il, il nous faut moins de lettrés que de bons ouvriers » (2).

C'est une opinion qui, à l'heure où l'on parle avec tant d'insistance de mise en valeur méthodique et rationnelle de nos colonies, peut, évidemment se défendre.

Mais il semble toutefois qu'on ne peut rien perdre et qu'on a, au contraire, tout à gagner, à favoriser autant qu'on le peut, le développement de l'instruction. Il ne fait de doute pour personne que le travailleur instruit, éclairé, travaille mieux et plus vite que celui dont l'esprit est resté fermé aux effets bienfaisants de la

1. A. Sarraut, *op. cit.*

2. *Gazette colon*, 26 novembre 1931.

science et de la civilisation. L'ouvrier instruit, conscient de son rôle n'est plus un automate accomplissant certains mouvements convenus. C'est une valeur certaine, capable de tourner à son profit les forces brutales de la matière.

Pour cette raison il est indispensable de répandre partout les lumières de l'instruction. Ce faisant on prépare la collaboration la plus active, la plus efficace des autochtones à la mise en valeur de leur sol d'abord, aux affaires publiques ensuite.

Que si l'on répond par les objections tirées d'improbables mouvements d'insubordination ou même de séparation, on pourra concéder, en effet, que la civilisation est une arme à double tranchant et qu'elle pourra, parfois, se retourner contre ceux qui en auront fait cadeau aux masses arriérées. Mais « tant vaut l'ouvrier, tant vaut l'outil ». L'éventualité qu'on envisage ne pourra évidemment se produire que si, précisément, on aura manqué d'instruire les peuples indigènes de l'usage auquel est destiné l'instrument qu'on leur aura mis entre les mains.

La France, comme l'écrivait M. Albert Sarraut ne peut avoir deux visages ; elle ne peut, non plus, après avoir suivi une politique libérale constante, s'en écarter.

Par sa grande expérience des milieux indigènes, elle saura reconnaître, au moment opportun, que les masses sont mûres pour les libertés qu'elles réclament et qu'elle peut, à son tour, les leur accorder.

Il faut lui faire cette confiance que sa clairvoyance, la mettra, à l'égard de nos jeunes colonies, à l'abri du schisme dont on nous menace depuis quelque temps.

Sans doute, quelque mouvement, quelque agitation, qu'il serait vain de nier, se manifestent dans ces territoires, et en particulier à Madagascar où existe une élite indigène cultivée, animée de certaines ambitions.

Mais il ne semble pas que celle-ci agisse sous l'influence d'un sentiment national quelconque, d'une idée tirée du principe wilsonnien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Non, les jeunes Malgaches ne sont pas des adeptes du « Nationalisme » ; leurs revendications sont basées sur un autre principe.

Ce qu'ils demandent, c'est qu'après avoir acquis des connaissances solides, une instruction, une éducation tout occidentales,

après s'être fait une mentalité neuve toute différente de la mentalité ancestrale, ils ne soient plus, de retour dans leur pays, considérés comme de vulgaires indigènes et dans ces conditions, tenus rigoureusement à l'écart de l'administration, des affaires du pays. Ils demandent au contraire à collaborer, à prendre leur part des responsabilités. Il y a quelques années, M. Varenne, ancien Gouverneur général de l'Indo-Chine, laissait à entendre que les indigènes devaient être appelés à participer à la vie publique de leur pays. C'est cette participation que réclament ces jeunes malgaches dont on a nourri les illusions sans prendre garde aux difficultés de réalisation qu'impliquait ce qu'on leur promettait.

Grâce à certaines libertés, à certaines garanties, le lettré malgache ou autre, nourri des sentiments bien français ne pensera pas plus à s'affilier à la II^e internationale qu'aux autres syndicats révolutionnaires, avec l'appui desquels il s'imagine maintenant pouvoir réaliser les revendications qu'il soutient.

Il est donc vain de parler de menace de séparation qui planerait sur les colonies. Tant que la France restera fidèle aux immortels principes qui donnaient lieu à la fameuse déclaration de 1789 sur les droits de l'homme et du citoyen, à ceux qui, moins d'un siècle plus tard, provoquaient les vigoureuses campagnes de Schœlcher, de l'abbé Grégoire dont on fêtait récemment le centenaire en Sorbonne, des clubs, telle la société « Les Amis des noirs », en faveur de l'abolition de l'esclavage, il n'y aura, sûrement, rien à redouter de ce genre.

* * *

Telle est l'œuvre réalisée dans ce domaine sanitaire et social. Encore qu'elle ne soit parfaite ni au point de vue scolaire, ni au point de vue sanitaire, à ce dernier point de vue surtout, elle témoigne d'un prodigieux effort.

Elle se poursuit d'une manière continue par la création de nouvelles formations sanitaires, de nouveaux dispensaires, d'établissements d'enseignement et, d'ici à quelque cinquante ans, elle n'aura pas manqué d'être récompensée par des résultats féconds.

Les derniers emprunts votés par le Parlement en faveur des colonies du continent africain, prévoient des sommes assez importantes pour les travaux d'urbanisme et d'assainissement d'une

part, la protection sanitaire démographique d'autre part. Le vote de ces dispositions atteste le souci de la Mère Patrie de développer, sur une plus grande échelle les œuvres sociales entreprises dans ces territoires, où trop de races ont une santé généralement mauvaise et où de trop nombreux groupements demeurent encore dans un état arriéré.

Dans cet ordre d'idées, deux séries de mesures ont été envisagées.

Les premières qui sont d'ordre général concernent l'organisation, le développement ou le soutien dans la métropole d'établissements scientifiques d'études ou de formation professionnelle dont l'effort indispensable tend à doter nos territoires d'outre-mer d'un nombre de plus en plus grand de médecins, d'hygiénistes, d'agents techniques ou d'auxiliaires dont la pénurie se fait douloureusement sentir.

A l'heure actuelle l'effectif de nos médecins déjà déficitaire est presque entièrement absorbé par les grands centres. Au-delà des villes dont l'urbanisme se perfectionne chaque jour, il y a l'immense étendue du pays demeurée à un stade d'organisation bien inférieur. Ces régions de l'intérieur réclament elles aussi le concours de nos praticiens. Grâce aux fonds d'emprunt il sera désormais possible de donner satisfaction; dans une plus large mesure, aux appels de leurs populations en proie à la maladie et à l'ignorance.

Les secondes mesures considérées aux différents emprunts visent à la protection de la main-d'œuvre et des agglomérations qui la fournissent, au développement des services de l'Assistance médicale dans les régions éloignées des centres urbains dotés eux, d'hôpitaux et d'ambulances, à la lutte contre la mortalité infantile dans les villages de la brousse, à l'éducation hygiénique de l'indigène.

Grâce au geste du Parlement, il pourra bientôt être entrepris pour chacune de nos colonies, dans toutes les régions fermées jusqu'ici aux œuvres sociales, une intervention médicale efficace et une véritable politique de l'hygiène qui assureront ainsi non seulement le bien-être de la génération actuelle, mais aussi celui des générations à venir élevées et éduquées avec l'assistance et sous le contrôle de la Mère Patrie (1).

1. L'emprunt de l'A. O. F. (153.000,880 fr.) consacre 435.000 fr. aux

SECTION C.

Le problème du rendement de la main-d'œuvre indigène.

Au problème de la main-d'œuvre tel que nous venons de le présenter, doivent être ajoutées certaines données, car, s'il est vrai que, plus les races sont saines et fortes, plus elles sont aptes à la production, il n'est pas moins vrai, non plus, qu'elles ne peuvent avoir toutes les mêmes aptitudes.

Déjà dans une même race, dans une même société les individus ont des qualités tout opposées. Celui-ci ferait un bon ouvrier qui est incapable de lire un texte, tel autre qui se sent des dispositions pour la médecine, par exemple, est médiocre dans les lettres. Des constatations identiques peuvent être faites dans un même métier ou profession.

On arrive à comprendre, après cela, que s'il en est déjà ainsi dans les sociétés civilisées, il ne peut en être autrement chez les populations primitives.

Nos colonies sont peuplées de races les plus diverses et les plus hétérogènes. Pas plus en Afrique Occidentale, qu'en Afrique Équatoriale ou à Madagascar, encore moins au Togo, au Cameroun, les races n'offrent une certaine unité. Partout on se trouve en présence d'une multitude de peuples et de tribus auxquels il est assez difficile, la plupart du temps, de trouver le plus faible lien les rattachant les uns aux autres.

Naturellement, ces races si dissemblables entre elles offrent, pour le travail qu'on peut leur demander, des qualités fort différentes.

La question intéressante au point de vue de la mise en valeur d'un territoire étant la possibilité de tirer parti des éléments

travaux d'assainissement et d'édilité, 43.000.000 fr. à la protection sanitaire démographique.

Celui de Madagascar (192.300.000 fr.) 2.300.000 fr. à l'assistance médicale et à l'enseignement, 5.000.000 fr. à l'hydraulique agricole et à l'assainissement, 8.000.000 à la protection sanitaire. Celui du Cameroun : 6.000.000 à l'urbanisme et à l'assainissement, celui du Togo : 7.000.000 à la protection sanitaire des travailleurs, d'autre part de la population générale, etc...

locaux, il importe donc, de dresser d'abord, même très brièvement, l'inventaire des races ou des compartiments ethniques existant dans les colonies que nous étudions et de poser en regard, la valeur de chacune de ces races.

En Afrique Equatoriale vivent une multitude de races, depuis les Pygmées de la forêt équatoriale qui sont au bas de l'échelle sociale et dont l'origine se perd, dit-on, dans la nuit des temps jusqu'aux Arabes du Ouadaï et du Baguirmi qui appartiennent à la race blanche. De nombreuses peuplades habitent le pays. Mais il n'existe le plus souvent aucun lien entre elles et même quand elles parlent la même langue ou le même idiome phonétique, on ne peut conclure à une parenté ethnique.

Toutefois, on croit pouvoir trouver le fond de la population aborigène dans les Pygmées ou Négrilles. Ceux-ci se différencient, en effet, nettement des autres noirs ; ils sont, selon les régions désignés sous les noms de *Babinga*, *Bayaga*, *Bakola*. Leurs traits caractéristiques c'est un prognathisme très développé, la brièveté de leur taille qui ne dépasse pas 1 m. 40 et la longueur relative de leur membre supérieur (1).

Si l'on monte du sud au nord, il est possible de trouver en A. E. F. les races suivantes.

D'abord les *Pahouins*, toujours en mouvement, venue d'on ne sait quel pays, d'Ethiopie, des bords du lac Tchad ou du Nord Cameroun. Peu à peu ils se sont infiltrés parmi les populations de la côte. Actuellement ils occupent tout le bassin de l'Ogooué.

Grands et forts, aux dents limées, aux cheveux tressés en cordelettes, les membres ornés de bracelets de cuivre, les Pahouins, paraissent être fiers, indépendants mais travailleurs. Ils sont en outre, grands chasseurs bûcherons accomplis et rendent de très grands services aux Européens établis dans leur région. Ils représentent, dit-on, une race d'avenir.

Puis nous trouvons les *M'Pongoués* qui ont pour berceau la vallée de la Ngounié. Ils vivent sur les côtes du Gabon. Autrefois ils ont formé des groupements puissants sous les ordres de chefs énergiques que nous trouvâmes au début de notre installation.

1. Reste, article sur l'A. E. F., dans le *Domaine colonial de la France*.

Les M'Pongoués sont avant tout des agriculteurs, bien qu'ils se livrent parfois à la pêche.

Ensuite nous rencontrons les *Bakalai*, qui vivent sur les bords de la Ngounié. Ils sont d'excellents piroquiers, mais s'adonnent surtout au commerce, à l'agriculture. Ils sont également excellents chasseurs. Aussi pour toutes ces qualités, les compte-t-on parmi les populations les plus intéressantes de l'Afrique équatoriale.

Puis viennent les *Bavilé* ou *Fidé* qui comprennent les *Loango*, les *Bakougnis*, les *Bakembas*, les *Badondos*, les *Baloumbos*, les *Bayabas*, les *Banjabis*, les *Batchanguis*. Les *Batékès*, habitent les hauts plateaux du Moyen Congo, ils forment une belle race, très douce et relativement affinée. Ils ont de beaux villages et sont de grands chasseurs. Ils aiment les arts, la peinture et la musique.

Les *Bakongo* qui habitent en bordure du Congo au sud de Brazzaville fournissent déjà de la main-d'œuvre aux entreprises européennes de la région.

Puis nous trouvons encore plusieurs petites pleuplades, Bayandzi, Bolobo, Bonga, Boubangui, Bangala qui n'ont aucune particularité spéciale.

Vers Bangui on rencontre les *Mandjas* répandus dans tout le bassin du Haut Chari. Plus loin, les tribus Bondjos, Bayas, Banda, les Niam-Niam. Toutes ces populations sont assez frustes, mais robustes.

Vers le Tchad on trouve deux groupes importants de population : les populations islamisées et les populations kirdis ou païennes. Mais cette différence ne rend compte que d'un fait social. Elle ne correspond à aucune réalité ethnographique. Populations islamisées et populations kirdis comprennent des races très différentes.

Parmi les premières citons cependant : les *Arabes* (200.000) qui se sont installés partout où leurs montures pouvaient vivre (Ouadai, Bartha, Kanem). Ils sont avant tout éleveurs, et, à un certain point de vue, représentent un élément important de la mise en valeur du pays. Ils détestent les travaux de la terre qu'ils jugent indignes d'eux.

Les *Haoussas* (6.000), commerçants et agriculteurs, les Peulhs (Foulbé) pasteurs nomades, les *Ouadaiens* (40.000) qui sont d'excellents agriculteurs, les *Baguirmiens* qui s'adonnent aux travaux de

la terre et possèdent de belles plantations, de mil ; les *Kanembous* (Kanem) grands éleveurs et grands agriculteurs, les *Toubous* (Tibesti, Borkou) qui sont avant tout des éleveurs.

D'autre part, il faut mentionner : les *Saras-Lakhas* (500.000), des nègres fétichistes qui s'adonnent à l'agriculture. Physiquement ils constituent une race magnifique. Le recrutement des tirailleurs se fait beaucoup parmi eux.

Les *Massas*, aux environs du Mayo Kebbi, de la vallée du Logone, de la région du Bongor, et qui constituent une race des plus primitives, les *Moudangs*, enfin, qui s'adonnent à l'agriculture et qui sont appelés à jouer un rôle des plus importants dans le développement économique du Tchad.

En A. O. F. nous trouvons, d'un côté, des races blanches, d'un autre côté, des races nègres.

Les premières comprennent : les *Maures*, dont on discute encore l'origine, extrêmement mobiles et farouchement indépendants. Ils sont guerriers, manient avec adresse l'arc et la lance en même temps qu'ils font de très habiles marchands, très retors. Ils vivent sans maison, toujours sous la tente, et se tiennent toujours prêts à partir. Ils professent tous un profond mépris pour les occupations manuelles qu'ils considèrent comme dégradantes. Comme les Arabes, ils professent cette opinion « que la honte et la charrue entrent en même temps sous la tente ».

A côté des Maures, nous trouvons dans ce même groupe les *Touaregs* (au sing Targui). Ils sont nomades, et errent depuis des siècles à travers le désert, montés sur leurs chevaux ou leurs méharis. Aussi ne peuvent-ils s'occuper de l'agriculture. Leur seul instrument c'est leur fusil. Ce sont les Touaregs qui, en 1892, massacraient aux environs de Tombouctou, la mission Flatters !

Ensuite viennent les *Peulhs* ou *Foulbé*, essentiellement pasteurs. Ils se déplacent avec leurs troupeaux à la recherche des points d'eau, vivent modestement. Au Sénégal, beaucoup sont devenus fermiers ou métayers. Malheureusement ils sont peu résistants.

Plus au sud on trouve les *Foullas* du Fouta-Djallon qui semblent être des peulhs métissés. Ils font de très habiles ouvriers, charpentiers, maçons, s'adonnent aux travaux du cuir, fabriquent des armes ; mais ils sont surtout, aussi admirables pasteurs que médiocres cultivateurs.

Quant aux populations noires, elles sont excessivement nombreuses et l'on n'en compte pas moins de 150. Elles semblent avoir toutes une origine commune, mais après les multiples brassages de races qui se sont opérés au cours des siècles, il est aujourd'hui assez difficile de s'y reconnaître sûrement. Le grand trait commun à toutes ces races c'est l'existence d'idées communes en certaines matières, certaines façons d'être et de sentir. Elles ont sur la famille et sur l'organisation de la société des conceptions identiques. Toutefois la religion les divise, en islamisés d'une part, et en fétichistes, de l'autre.

Les principales de ces races sont : les *Toucouteurs*, résultat d'un métissage de Peulhs et de Maures croisés avec des noirs. Ils sont intelligents, travailleurs, mais orgueilleux, et volontiers réfractaires à une exacte discipline.

Les *Ouoloffs*, qui forment la majeure partie de la population du Sénégal et méritent d'être considérés comme les plus évolués des noirs de l'A. O. F. Ils se sont fixés dans la vallée du fleuve Sénégal. Ils sont grands de taille, robustes, bien teintés. Ils ont fait prendre une grande extension à la culture de l'arachide. D'autre part ils s'adonnent aux arts, fabriquent des poteries, des tissus et savent peindre.

Les *Diolas* qui exercent surtout le métier de colporteur et les *Balantes* constituent des populations moins intéressantes.

A la lisière du Sénégal et du Soudan, dans le cercle de Bakel on rencontre les *Sarakolé* qui sont des commerçants nés. Ils ont fondé des comptoirs dans des régions très éloignées de leur pays d'origine.

Viennent ensuite les *Mandingues* qui constituent la race la plus nombreuse de l'A. O. F. et avec qui nos marins et nos commerçants entrèrent très tôt en relation. Dans ce même groupe ethnique on comprend les Soninké, les Bambaras, les Dioulas, les Khassonké.

Ce sont d'habiles et robustes agriculteurs. S'ils ne sont pas aussi intelligents que les Ouoloffs, ils sont, par contre plus travailleurs, plus réfléchis et plus observateurs.

Les *Sourhaï* qui sont travailleurs, pêcheurs et marchands.

Dans le centre de l'A. O. F., c'est-à-dire dans la région encerclée par le Niger, nous trouvons les *Mossis* (env. 2.000.000). Nulle part la population n'est aussi dense, puisque la Haute Volta compte une

population de plus de 10 habitants au kilomètre carré. Les Mossis ont été pendant longtemps agriculteurs et éleveurs. Ils ont aujourd'hui tendance à faire des commerçants.

Chaque année ils font des migrations vers la Gold Coast où ils vont procéder à la récolte du cacao.

Les *Haoussas* (230.000) à la fois agriculteurs et commerçants sont devenus les colporteurs de toute l'Afrique. Ils émigrent d'une manière continue vers la Nigéria anglaise, nous privant ainsi de bras qui seraient nécessaires pour la mise en valeur de notre territoire.

Au *Foutta-Djallon* on rencontre les *Cogniaquis* qui évoluent très lentement et se trouvent encore très arriérés.

Dans la forêt et sur le rivage, les *Kroomen*, marins extrêmement hardis qui assurent, en dépit de la barre, le service et le changement des cargos.

Puis nous trouvons dans la profondeur des taillis et sur les clairières, les *Tomas* intelligents mais barbares, et d'autres populations tels les Agni, les Achanti et les Baoulé.

Le Dahomey offre un certain nombre de tribus très éveillées, très actives, qui, pendant longtemps, furent les zélés fournisseurs d'esclaves aux bateaux négriers ; parmi ces tribus on peut citer les *Nago*, les *Ehoués*, les *Mina*, les *Yorouba* (1).

Au Togo, comme au Cameroun, la grande différence qui est établie, est celle entré races du sud qui ont évolué d'une manière remarquable, et celles du nord « représentées par un indigène d'aspect sympathique, fort, bien décuplé, travailleur et qui ne demande qu'à progresser ».

Au Togo, les principales peuplades de la zone sud seraient : les *Ehoués*, les *Tshi*, les *Nglandje*, les *Fons*, les peuplades de l'*Akposso* et de l'*Akobon*. Celles du nord seraient constituées par les *Kotokoli*, les *Bassari*, les *Konkomba*, les *Longs*, les *Cabrais*, les *Mobas*, les *Goumas*, les *Dagomba*, des *Foulbés pasteurs* et des *Haoussas*.

Au Cameroun nous trouvons au sud, les *Doualas*, les *Bakokos*, les *Batangas*, les *Djemes*, les *Dzimous*, les *Maka*, les *Eton*, les *Yaoundé*, les *Banés* et les *Boulous* qui constitueraient des populations d'origine Bantoue ; au nord, au contraire, les tribus *Bamilekés*,

Bamoun, Tikar, Wouté, Mboum, Bayas, Mousgouns, Kotokos Tchambas, Mandara seraient d'origine Soudanaise (1).

A Madagascar les races sont encore excessivement nombreuses et dissemblables et, cela va sans dire, elles dénotent des aptitudes fort différentes pour le travail.

Les *Merina* ou « gens de haut » qui habitent les pays montueux, presque entièrement déboisés, sont industriels, adroits, très facilement adaptables. Ils sont industriels, âpres au gain, faciles à stimuler si on flatte leur amour-propre, prompts à se décourager si on les maltraite. Ils forment toutes les catégories d'ouvriers et d'artisans, bien que beaucoup soient agriculteurs et éleveurs. Ils seraient de précieux auxiliaires pour la mise en valeur du pays s'ils étaient moins particularistes.

Les *Betsilé* sont des gens frustes, simples, vivant sans grande ambition. Ils sont robustes, ardents au travail, souples et disciplinés.

La capitale du pays Betsilé est Fianarantsoa qui, d'ici à quelques années, va être reliée à la côte, par le chemin de fer qui doit aboutir à Manankara.

Les *Bara* qui sont au sud du pays Betsilé se divisent en un grand nombre de sous-tribus qui passaient autrefois leur temps à razzier. Aujourd'hui, ils commencent à se fixer au sol et ils s'adonnent principalement à l'élevage. Les Baras sont d'esprit indépendant, mais assez facilement éducatibles.

Les *Tanala*, ou habitants de la Sylve, sont avant tout bûcherons, charbonniers, chasseurs de sangliers, chercheurs de mil. Ils pratiquent aussi la culture du riz et constituent physiquement un très beau type.

Les *Bezanozano* sont agriculteurs et pêcheurs, éleveurs et bateliers ; les *Antsianaka* pasteurs, éleveurs et excellents pêcheurs ; les *Tsihimety* essentiellement agriculteurs et louant leurs bras sur les concessions européennes.

Toutes ces tribus vivent à l'intérieur du pays.

Quant aux populations côtières, elles comprennent :

Les *Betsimisaraka* (bien groupés), sorte d'êtres amphibies qui

se livrent aux travaux de la terre, à ceux de l'élevage, comme à tous autres. Ils sont sociables, mais enclins à l'ivrognerie.

Les *Antaimorona* qui aiment les grands voyages qu'ils effectuent souvent à pied. Aucune tâche ne les rebute, ils cherchent avant tout à s'assurer quelque aisance, grâce à quoi ils pourront couler leurs vieux jours dans l'aisance, au village d'origine. Ils sont courageux, endurants, intelligents et forcément économes.

Les *Antandroy*; nomades, indisciplinés qui errent avec leurs bœufs à la recherche continuelle de longue transhumance, et se trouvent dans un véritable état d'anarchie.

Les *Mahafaty*, gens très sobres, infatigables marcheurs, sont intelligents, enjoués, aptes à comprendre ce que l'on attend d'eux. Mais ils ne quittent jamais leur pays de bon gré.

Les *Sakhalaves* constituent un grand nombre de sous-tribus. Ils sont pasteurs et cultivateurs, d'humeur indépendante, demi-nomades et demi-aventuriers.

Enfin, les *Antakarana* qui sont surtout pasteurs. Les gens y sont d'une certaine aisance et sont peu disposés à travailler la terre, encore moins à s'engager au service des entreprises européennes.

Telles sont les principales races ou tribus qui peuplent ces cinq colonies. La longue énumération que nous n'avons pu nous dispenser de donner, montre en même temps que ces races si variées ont des aptitudes profondément différentes les unes des autres. A côté des tribus paisibles se rencontrent d'autres qui sont turbulentes, éprises de coup de feu et de guerillas. Ici des tribus nomades pratiquant l'élevage, là des tribus sédentaires attachées au sol qu'elles cultivent ou à la forêt qu'elles mettent en coupe réglée.

On comprend ainsi que toute cette activité déréglée puisse constituer un fâcheux obstacle à l'œuvre de colonisation, autant et plus peut-être que les fléaux qui peuvent s'abattre sur une population. C'est à l'Européen qui veut en tirer partie de se pencher sur les instincts bons ou mauvais, les aptitudes ou les défauts de ces travailleurs indigènes, de les cultiver ou de les amender selon le cas, de manière à ce que la main-d'œuvre déjà si rare, et qui, autrement serait perdue, puisse être avantageusement utilisée.

Il est vrai que depuis quelque temps une opinion s'est fait jour qui soutient que la crise de main-d'œuvre dont souffrent nos colonies est beaucoup plus qualitative que quantitative. La population de ces territoires pourrait rapidement augmenter, doubler, tripler même que la situation actuelle ne subirait aucun changement si, parallèlement, la mentalité indigène ne se transformait d'autant, si cette population était incapable de fournir plus de travail que n'en exige son alimentation ou plus généralement encore, son minimum d'existence. M. du Vivier de Streel, membre du conseil supérieur des colonies a donné une forme à cette thèse, qu'il développe de la manière suivante : la colonisation, c'est le progrès économique, la production de richesses destinées à l'exportation. Elle ne peut compter que sur l'excédent de travail disponible une fois exécutée la tâche qui assure la nourriture de la population (1).

En conséquence toute population dont l'effort dans la production n'est pas supérieur à celui qui doit le mettre à l'abri de la famine n'apporte aucun concours au développement des territoires qu'elle habite.

Actuellement, contrairement aux peuples civilisés, les indigènes ne font même pas l'effort nécessaire pour se nourrir étant assez souvent réfractaires au travail. Si nous voulons développer économiquement notre empire d'outre-mer, il nous faut donc chercher non pas tant à augmenter la population qu'à créer un excédent de travail disponible après accomplissement de la tâche nécessaire pour assurer l'alimentation des indigènes et à faire que cette marge soit aussi considérable que possible.

Ni l'esclavage, ni la contrainte, ni l'impôt qui ont été choisis à différentes époques pour arriver à ce résultat, ne peuvent plus, d'après l'opinion de M. de Streel, être envisagés. On doit chercher autre chose car : « si la qualité de la main-d'œuvre coloniale

1. A ce sujet M. du Vivier de Streel fait observer que moins il faut d'hommes pour nourrir un peuple, plus ce peuple progresse et s'enrichit. Si dans cet ordre d'idées, les Etats-Unis occupent la première place dans la richesse générale des Nations, c'est que là, 3 hommes en nourrissent 7, alors qu'en France il en faut 3 pour nourrir 5 autres. La conséquence c'est que nous sommes moins riches que les Américains, que nous nous refusons le confort et les facilités d'existence des Yankees qui ont une voiture par 7 habitants.

est défectueuse, c'est que nos populations indigènes appartiennent toutes aux deux catégories d'êtres humains les plus nombreuses dans le monde, que j'ai décrites antérieurement : celles qui travaillent trop peu ou tout juste assez pour se nourrir et qui, par conséquent, ne contribuent pas à la création d'une richesse nouvelle, ce qui les empêche de progresser ».

Longtemps on rendit responsable de cette déplorable situation l'insouciance et la paresse du nègre. Il est aujourd'hui prouvé que cette assertion est purement gratuite. L'indigène est un être semblable aux autres. Il n'agit que poussé par le puissant mobile de l'intérêt. « Il est inexact de dire que les indigènes sont foncièrement paresseux et incapables de s'astreindre à un effort persistant et régulier. Nous avons aujourd'hui la preuve formelle du contraire ; il y a dans les colonies des exploitations agricoles et minières dans lesquelles l'ouvrier indigène montre tout autant d'activité et de régularité que les travailleurs des chantiers européens. Il y a des cultivateurs indigènes qui exploitent leurs propriétés avec la même ardeur que nos paysans français ».

Si le rendement des travailleurs indigènes, affirment les partisans de cette théorie, reste jusqu'ici, dans la plupart des cas, inférieur à celui des ouvriers similaires des pays tempérés, on doit trouver l'explication de cette situation beaucoup moins dans le climat que dans :

- 1° la sous-alimentation des travailleurs indigènes ;
- 2° l'insuffisance de l'outillage mis à leur disposition ;
- 3° la modicité des salaires ou du prix de vente des matières produites par l'indigène ;

4° le mauvais emploi que fait celui-ci de son activité quand il cherche, par exemple, à exploiter des terres stériles ou des territoires inaccessibles au lieu de porter ses efforts en un autre point d'exploitation plus facile et plus rémunératrice ;

5° L'organisation sociale indigène qui, en certains cas, prive le travailleur du profit de son travail au bénéfice d'un maître dont il n'a pas su s'affranchir. « Que l'on supprime, ou que l'on atténue ces diverses causes de dépréciation, dit donc M. du Vivier de Streel, et le rendement de l'indigène croîtra rapidement » (1).

1. V. en ce sens le rapport présenté par M. du Vivier de Streel au ministre des Colonies, année 1930.

Théorie séduisante et qui n'a pas manqué de rallier au nombre de ses partisans, les membres du conseil supérieur des colonies.

En l'examinant d'un peu plus près, nous n'aurons rien à dire de la sous alimentation habituelle des indigènes qui a fait ailleurs l'objet de quelque développement. Nous nous contenterons de faire quelques commentaires au sujet des autres points envisagés dans cette thèse.

Après avoir assuré la nourriture de l'indigène, il convient, dit-on, pour en obtenir un bon rendement, de lui donner un outillage approprié.

De fait, dans beaucoup de ces possessions, le matériel en service est des plus primitifs, quelquefois même inexistant.

« Le Noir, écrivait M. le Gouverneur Guy, a travaillé jusqu'à ce jour avec des instruments misérables, il égratigne la terre comme disait le poète Jasmin, plutôt qu'il ne la retourne. Il creuse à quelques centimètres, ce qui est notoirement insuffisant » (1).

C'est M. Louis Proust, par exemple, qui, au retour de son cinquième voyage en Afrique, dénonçait les procédés anti-économiques employés pour certains travaux et notamment pour les constructions des routes. Au dire du député de l'Indre-et-Loire, on préfère encore dans ces territoires, le travail des prestataires à celui des machines et des outils.

Aussi ne manque-t-il de flageller un tel système qui provoque à la longue, de grands déficits humains, et que par suite, il estime peu humanitaire. C'est M. du Vivier de Streel lui-même qui écrit : « Il est lamentable de constater, comme je l'ai vu en nombre de colonies ou protectorats, des centaines d'ouvriers chargés de la construction de routes en transportant sur la tête de la terre ou des cailloux dans un petit couffin dont le poids n'excédait pas 1 ou 2 kilogs ou damant la route avec un outil dont la circonférence était celle d'un encrier. Pourquoi en est-il ainsi ? Parfois parce qu'on mésestime la valeur de cette main-d'œuvre prestataire ou qu'on redoute de lui imposer une tâche au-dessus de ses forces ; le plus souvent parce qu'on n'a pas les crédits nécessaires pour acheter du matériel ou qu'on ne dispose pas des spécialistes aptes à en assurer l'entretien ».

D'autres témoignages corroborent ces opinions, mais il ne peut servir à rien de les multiplier.

Aussi le ministère des colonies a-t-il pu, par voie de circulaire, demander aux chefs de territoires, de développer autant qu'il leur était possible, les moyens mécaniques de production, de substituer partout où la réforme était réalisable, le camion automobile au portage, et d'entreprendre une pareille campagne auprès des entreprises privées. Dans certaines colonies, l'administration impose donc aujourd'hui, aux clauses et conditions du cahier des charges relatif à toute concession forestière ou agricole (les premières surtout), la possession d'un matériel d'exploitation approprié, — voie décaville. tracteur, — de manière à éviter comme cela se pratiquait autrefois le « tirage » des billes de bois, par des équipes de 50 hommes ou plus.

Il est incontestable que le machinisme doit faire beaucoup pour l'amélioration du rendement indigène d'abord et pour le développement des colonies ensuite. Il libérera, en effet, des travaux auxquels ils étaient employés sans profit certain pour la collectivité, des bras qui pourraient s'adonner à d'autres occupations.

L'administration se préoccupe de cette question. Pour ses grands travaux d'utilité générale, elle s'est pourvue, comme au Togo, en A. E. F., et à Madagascar, par exemple, d'un outillage approprié grâce auquel il a été possible de réaliser de sérieuses économies de main-d'œuvre ; elle envisagerait d'autre part, de faciliter encore plus largement qu'elle ne le fait, l'entrée du matériel destiné à suppléer le personnel des entreprises.

Quant à la question des salaires indigènes, il est certain que, comme tous les êtres humains, les noirs de l'Afrique ne travaillent que dans le but de se procurer avec le prix de leur labeur, un certain nombre de satisfactions. Plus faibles seront ces satisfactions, moins ils seront sollicités par le travail. On prétend que si l'on doublait le salaire d'un ouvrier indigène, celui-ci, au lieu de travailler comme à l'ordinaire, en ferait deux fois moins. Quoi qu'il en soit, il est permis de constater que ces salaires sont quelquefois trop faibles et qu'ils sont aussi, trop souvent, irrégulièrement payés. L'irrégularité des paiements explique dans bien des cas, l'instabilité de la main d'œuvre. « Le colon, écrit M. Lebrun, trouve d'immenses avantages à bénéficier d'une main-d'œuvre

stable ; il est de son intérêt évident de se l'attacher par de bons traitements, moins coûteux, en dernière analyse, que les frais de recrutement, le temps perdu dans l'éducation technique d'éléments sans cesse nouveaux et surtout les crises pénibles qu'un manque subit d'ouvriers peut entraîner. »

Il dépend uniquement des employeurs ou des acheteurs d'être sincères honnêtes dans leurs transactions envers l'indigène d'autre part, de réaliser chaque jour une réduction de leurs frais généraux de manière à pouvoir majorer sensiblement les prix qu'ils font au producteur indigène.

Enfin pour améliorer la main-d'œuvre indigène en qualité, on préconise de fortifier la race, de prendre des dispositions propres à augmenter les naissances et à atténuer la mortalité. C'est donc tout le problème qui a été précédemment exposé sur l'œuvre sanitaire et sociale à entreprendre.

Voilà comment l'on comprend aujourd'hui la question du rendement de la main d'œuvre indigène. On fait litière des idées fausses répandues sur la paresse incurable du noir pour étudier d'une manière scientifique, les différents éléments qui peuvent agir sur une main-d'œuvre quelle qu'elle soit. Et de l'amélioration de ces différents facteurs, tâche qu'on s'attachera à réaliser entièrement, doit sortir, semble-t-on, un changement, une modification du rendement lui-même (1),

1. D'une enquête personnelle faite auprès de certaines compagnies métropolitaines établies aux colonies et tout particulièrement à Madagascar, il ressort que, 1^o pour la profession de terrassier, le rendement de l'ouvrier malgache, *bien encadré et bien dirigé*, équivaut en moyenne à 60 % du rendement de l'ouvrier similaire métropolitain.

En effet, pour le bêchage de la terre, le malgache, bien qu'il se sert d'un instrument primitif (l'angady), donnerait un rendement qui serait égal à celui d'un très bon terrassier européen, doté, lui d'un instrument plus perfectionné, la pelle à « col de cygne ».

Pour le chargement de la terre, le rendement du travailleur indigène ne vaudrait plus que la moitié de celui de l'ouvrier métropolitain. L'indigène, comme on sait, est physiquement moins résistant, moins endurant.

Au transport, le travailleur indigène marque une supériorité bien nette sur son camarade métropolitain. On explique le fait en affirmant que pousser un wagonnet plein de terre constitue un amusement pour l'indigène.

Tout compte fait, pour la profession de terrassier, le rendement général de l'indigène s'élèverait donc à 60 % de celui de l'ouvrier métropolitain ;

2^o Pour ce qui concerne l'emploi de la machine-outil, on assure que le malgache s'en sert avec habileté et donne un excellent rendement. Aussi les accidents sont-ils peu fréquents.

3^o Cette habileté du malgache se retrouve encore quand il s'agit d'exé-

cuter certains petits travaux délicats. Dans le métier du bois, de l'ébénisterie, il est, dit-on, « assez bon ». Mécanicien, chauffeur, il est alors excellent, mais malheureusement, très imprudent.

Par contre, le malgache n'entendrait rien à la maçonnerie et il serait si réfractaire à ce métier, qu'il serait impossible de le dresser en vue d'en faire un bon ouvrier maçon.

4° Enfin, pour des travaux tels que ceux de tunnel, l'indigène malgache se montrerait encore assez adroit à manœuvrer la perforatrice. Mais en raison de sa faible résistance physique, son rendement ne serait plus que de 40 % de celui de l'ouvrier métropolitain correspondant.

D'autre part, pour ce qui concerne les salaires, nous pouvons donner les renseignements suivants concernant, cette fois, une autre colonie, le Cameroun :

Manœuvres.....	3 à 5 francs par jour
Maçons.....	10 à 20 —
Charpentiers, forgerons.....	10 à 25 —
Mécaniciens.....	10 à 25 —
Ouvriers spécialisés.....	450 à 750 francs par mois
Chauffeurs d'automobile....	250 à 600 —
Domestiques.....	30 à 250 —

Dans le cas de certaines catégories d'employés (ouvriers agricoles, manœuvres), il s'ajoute à cette rémunération la ration quotidienne fournie en nature aux termes de la législation en vigueur. Cette ration est composée de :

Huile de palme.....	40 gr.
Poisson sec ou viande.....	25 gr.
Sel.....	10 gr.
Riz, patate, macabo.....	3 kgr.

CHAPITRE II

IMMIGRATION ET ÉMIGRATION

La situation démographique de nos colonies étant telle que nous l'avons montrée, les remèdes proposés pour l'améliorer ne pouvant produire leur effet qu'à longue échéance, on a pensé à solliciter l'aide de l'étranger, ou de colonies françaises plus favorisées sous le rapport de la population.

Alors que certaines régions du monde et les colonies d'Afrique, en particulier, n'ont qu'une population très faible, et sont vides et « anémiées », d'autres régions du monde sont surpeuplées, « congestionnées » d'une population qui vit à l'étroit sur le sol national (1).

Il vient donc immédiatement à l'esprit de prendre ces travailleurs dans les contrées où ils sont en excès (Inde, Chine, Japon, les îles de la Sonde), et de les transporter là où ils font défaut. Ainsi pour des pays tels que la Chine cette « transfusion » d'hommes ne pourrait qu'être très profitable puisqu'elle mettrait fin aux fréquentes famines causées par la disproportion constante entre la population et les moyens de subsistance. Pour les colonies pauvres en travailleurs cette opération assurerait, au contraire, le salut, l'insuffisance de main-d'œuvre étant comblée.

Dans un monde idéal qui n'existe pas encore, il n'y aurait pas d'autre solution au problème de la main-d'œuvre dont souffrent certains territoires, le continent Africain en particulier, qui, après avoir été l'immense réservoir d'hommes ayant alimenté pendant près de trois siècles les colonies à esclaves, se trouve aujourd'hui saigné à blanc.

1. Guy, *La mise en valeur de nos colonies*.

Mais dès qu'on examine attentivement le mécanisme de l'immigration, libre ou réglementée, les difficultés surgissent.

Les premières sont d'ordre international.

Les gouvernements étrangers ne se décident plus de bon gré, à laisser sortir leurs nationaux ou leurs sujets. Dans l'âpre lutte économique qui se poursuit chaque jour, sans arrêt, chacun tient à conserver dans son jeu, tous ses atouts. Il semble qu'une nation qui autoriserait une autre à prélever chez elle, fut-ce sur son territoire extra-continental, des travailleurs, c'est-à-dire des producteurs, forgerait des armes qui se retourneraient à bref délai contre elle-même. Aussi toutes les puissances ont-elles dressé un tel réseau de réglementation que l'immigration de leurs nationaux ou de leurs sujets est aujourd'hui quasiment impossible.

Sans doute aussi faut-il tenir compte des derniers essais malheureux et qui ont impressionné défavorablement soit la Chine, soit le Japon, soit le gouvernement britannique pour son Dominion de l'Inde.

Au lendemain de l'abolition de l'esclavage aux Antilles, on pensa, en effet, à ces territoires pour ravitailler les exploitations en main d'œuvre. Pour des raisons bien différentes, aucune de ces tentatives ne pût être couronnée de succès ; Chinois et Hindous moururent là bas en quantité considérable et furent rapatriés, ainsi du reste que les Japonais.

Au surplus, les traitements qui leur étaient infligés ne devaient pas toujours être des plus doux, puisque les immigrants s'en plaignirent à leur gouvernement respectif. Il semble à ce sujet que la tendance aux Antilles, ait été d'exploiter le plus possible ces malheureux, et d'autant plus qu'il fallait remplacer la main-d'œuvre déficiente du fait des décès, nombreux dès l'arrivée, en raison de l'acclimatement. L'abus le plus fréquent aurait été le maintien du travailleur sur l'habitation, après l'expiration de son contrat.

Quoiqu'il en soit, les gouvernements intéressés ne se prêtent plus à ces prêts de main-d'œuvre et invitent bien poliment les demandeurs à savoir tirer parti de leurs propres ressources (1).

L'autre inconvénient de l'immigration est d'ordre social.

1. V. à ce sujet A. Jean François, *op. cit.*

L'immigration n'aboutit qu'à une juxtaposition de races et ne contribue qu'à faire naître des antagonismes très vifs entre les éléments de la population. Les Chinois, les coolies ou les Japonais ne se mêlent pas à la population ; ils continuent à vivre leur vie exactement comme s'ils étaient chez eux, conservent leurs mœurs, leurs coutumes, leur langue. Les indigènes les méprisent et sont méprisés d'eux. Recrutés dans les basses classes de leur société, ces différents éléments constituent un danger pour le maintien de l'ordre social ; « non seulement, les engagements sont toujours viciés par la fraude et l'ignorance, mais la corruption asiatique que ces aventuriers, appartenant à la lie des sociétés indienne et chinoise, inoculent aux colonies européennes, l'instabilité qui résulte de cette population flottante que rien n'attache à la terre qu'elle cultive, les crises monétaires et alimentaires qui se multiplient, le spectacle de cette société bigarrée, sans bien d'aucune sorte, sans communauté d'intérêt, sans subordination réelle, perpétuent l'état de choses antisocial et artificiel créé par l'esclavage ».

Au point de vue économique, le « négoce honteux » de l'immigration, soulève des difficultés de même ordre. C'est en effet une opération onéreuse en raison du transport et du rapatriement, bien souvent prématuré, mais toujours exigé, de l'immigrant. Celui-ci le plus souvent, est peu résistant au climat ou ne s'y adapte qu'après un laps de temps plus ou moins long durant lequel il est plus ou moins improductif. Dans tous les cas, l'immigrant doit être initié à ses nouvelles occupations, celles-ci étant entièrement différentes de ses habitudes. L'immigration, en effet, n'affecte pas les paysans, les agriculteurs qui, en tous pays, sont gens attachés à leur sol, mais bien des individus sans profession bien précise, qui se croient toujours aptes à tout.

Dans le passé, affirme-t-on encore, elle a été cause de l'abandon définitif des habitations par les noirs, les colons n'ayant pas songé à se les attacher par de bons traitements et de bons égards, convaincus qu'ils étaient, de remplacer utilement ces noirs par une main-d'œuvre peu différente.

Comme l'esclavage, l'immigration détourne les colons des améliorations nécessaires. Ceux-ci au lieu d'utiliser au mieux les bras existants, de perfectionner les procédés en usage, ce qui augmen-

terait le rendement et le bénéfice net, préfèrent s'en tenir à des méthodes plus primitives qui s'analysent, en dernier lieu, en un gaspillage de bras, de capitaux et des forces productives du sol (1).

Aussi comprend-t-on qu'actuellement l'immigration se raréfie.

L'égoïsme qui se manifeste entre Nations se retrouve également entre colonies d'une même puissance ; celles qui sont relativement peuplées ne consentent pas à se priver de leurs propres éléments au profit d'autres territoires.

Il y a déjà longtemps que la tendance s'est fait sentir. Au Congrès Colonial International de 1900, M. Duchêne, le signalait en ces termes : « Partout, disait-il, l'immigration indigène se limite et se raréfie. Ce n'est plus seulement entre les diverses puissances que les obstacles s'élèvent aujourd'hui, chacune d'elles voulant se réserver pour elle-même, pour le développement de ses propres possessions la main-d'œuvre dont elle dispose sur le sol qu'elle a conquis. Devenu plus étroit encore ce particularisme se manifeste maintenant entre les colonies d'un même État (2). »

En effet, la côte d'Ivoire dès 1894, le Sénégal en 1895, Madagascar en 1897, l'ancienne colonie du Congo, l'A. E. F. actuelle, en 1901 édictaient des règlements aux termes desquels l'émigration de leurs travailleurs devenait quasiment impossible.

Aujourd'hui les colonies, plus que jamais, doivent donc compter sur elles-mêmes et ne rien attendre de l'étranger.

Pour elles, il se pose alors immédiatement la nécessité de faire dans tous les cas un inventaire complet de leurs disponibilités en main-d'œuvre avant de penser solliciter l'assistance de travailleurs étrangers.

Malheureusement, ce bilan n'est pas toujours établi ou s'il est dressé, ne tient pas compte des différents éléments qui devraient normalement y rentrer.

Pour résoudre une telle question on devait avant tout se demander si les indigènes ont été utilisés aussi complètement qu'ils auraient dû l'être, et étudier, par conséquent les moyens de tirer parti de toutes les ressources locales.

Beaucoup d'indigènes, par exemple se rendent à leur travail à

1. V^r. Leroy Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*.

2. Cité par Jacquier dans *La Main-d'Œuvre locale à Madagascar*.

piéd ; souvent pour arriver sur les chantiers, ils doivent mettre plusieurs jours, des mois même. Dans les cas de 5.000 travailleurs, la perte brute pour un voyage de 60 jours, n'est pas inférieure à 300.000 journées de travail. Si l'on pouvait utiliser des véhicules automobiles pour le transport de ces mêmes hommes on arriverait à gagner en chiffre net un nombre appréciable de journées de travail qui par suite permettraient la culture de superficies parfois considérables.

De même avant de se résoudre à l'immigration on pourrait envisager le moyen d'employer pratiquement la main-d'œuvre qui, en une autre partie de la colonie, est oisive. Ainsi à Madagascar pour la région du Betsiléo, où les hommes il y a quelque temps étaient inoccupés, on aurait peut-être pu envisager, avant l'introduction de main-d'œuvre étrangère, l'emploi de ces indigènes sur d'autres régions où des travaux de mise en valeur étaient entrepris.

Quoi qu'il en soit, se rappelant sans doute le souvenir de leurs aînées des Antilles, les jeunes colonies d'Afrique n'ont pas pensé à autre chose pour combler le déficit de leurs faibles ressources de main-d'œuvre qu'à l'appoint de bras étrangers que devait leur procurer l'immigration.

C'est à l'étude de cette question que nous devons passer, maintenant que ces considérations générales se trouvent exposées.

SECTION A

Nos colonies et l'immigration.

Madagascar est la première de nos jeunes colonies où l'immigration se soit fait sentir comme un besoin devant parer au déficit de la main-d'œuvre locale.

Celle-ci prétend-on a deux défauts capitaux.

Elle n'est pas partout suffisante. Cela tient à la faible densité de la population et à son inégale répartition dans les différentes régions de l'île.

D'autre part, elle est instable ; ce qu'on explique par le peu de

besoins des habitants, leur paresse habituelle et leur répugnance à tout travail régulier.

Aussi, après l'abolition de l'esclavage dans la grande Ile, en 1897, éprouva-t-on les plus grandes difficultés à se procurer la main-d'œuvre nécessaire au fonctionnement des entreprises installées dans la colonie (1).

Il fallut d'autant plus vite s'adresser à l'élément étranger que la révélation du chiffre exact de la population de l'île, avait fait naître dans tous les milieux, un pessimisme exagéré, suivant naturellement, un optimisme excessif.

Le gouvernement de la colonie n'étant pas opposé à l'introduction de travailleurs du dehors, dès la fin de 1895, cinq cents coolies chinois recrutés à la frontière du Tonkin étaient débarqués à Madagascar. Employés successivement aux travaux de Tamatave, à l'aménagement de la route de Tananarive à la côte Est, ces coolies furent en dernier lieu envoyés sur les chantiers de la route de l'Est, entre *Mahatsara* et le col de l'*Amboasary*. Ils s'acclimatèrent si mal en cette dernière région qu'ils moururent en masse. Finalement on dut se résigner à rapatrier les survivants. A la fin de l'année 1898 le dernier convoi quittait Madagascar.

Entre temps, le 3 novembre 1896, intervenait un arrêté relatif aux étrangers. Aux termes de ce texte, tout étranger d'origine asiatique ou africaine séjournant dans la colonie, devait être muni d'une autorisation spéciale, dite autorisation de séjour. En outre, les étrangers de cette origine étaient soumis au paiement annuel d'une taxe composée d'un droit fixe de 25 francs et d'un droit supplémentaire variant de 0 fr. 50 à 25 francs.

« L'arrêté ne faisait pas la plus petite allusion à l'engagement de ces travailleurs venant du dehors » (2).

En présence de l'insuffisance de la main d'œuvre, l'habitude s'était cependant généralisée de faire venir des travailleurs du continent africain ou du continent asiatique. Tant et si bien qu'en 1896 et 1897, trois mille coolies chinois étaient ainsi introduits dans la colonie.

Une réglementation s'imposa dès lors. Le 12 février 1897, le

1. Fauchère, *La mise en valeur de nos territoires coloniaux. Problèmes spéciaux à Madagascar*.

2. Robin, *op. cit.*

résident général que la question de l'introduction massive de travailleurs n'avait cessé de préoccuper, adressait à ses collaborateurs, une circulaire à ce sujet. Il y disait notamment que « l'immigration des travailleurs étrangers ne doit être favorisée que là où la rareté de la main-d'œuvre indigène entrave les entreprises de la colonisation française ». L'expérience de l'introduction de ces ouvriers étrangers n'avait pas été concluante. Non seulement qu'ils étaient d'un rendement peu élevé, mais la mortalité, comme il vient d'être vu, pour quelques-uns d'entre eux, sévissait atrocement dans leurs rangs et nécessitait le rapatriement prématuré des survivants.

Le 30 mars 1897, un autre arrêté avait réglementé l'immigration dans la province de Majunga.

Par ces dispositions, l'introduction de travailleurs africains ou asiatiques, dans la province de Majunga, devait être précédée d'une demande en autorisation adressée au résident général (art. 1). L'immigration se fait sous la surveillance du résident ou de son délégué (art. 2, 3, 4, 5). La taxe de permis de séjour imposée par l'arrêté du 3 novembre 1896 aux étrangers d'origine asiatique ou africaine, est réduite en faveur des travailleurs employés par les colons français et ramenés au chiffre de l'impôt dû par les indigènes de la province.

Un arrêté du 31 décembre 1898 devait, d'ailleurs, supprimé cette faveur.

L'immigrant, toujours aux termes du décret du 30 mars, qui, d'accord avec son employeur, rompt son engagement, ne perd ses droits au rapatriement aux frais de l'engagiste, que sur le consentement du résident et après autorisation de demeurer dans la colonie (art. 11). Tout immigrant qui porte à faux une plainte contre l'engagiste, peut être puni d'une amende de 5 à 15 francs, sans préjudice des peines plus graves qui peuvent être prononcées pour dénonciation calomnieuse (art. 13). Enfin les absences illégales étaient punies de peines variant entre 5 et 15 francs d'amende, six et quinze jours d'emprisonnement, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Quelques années plus tard, au début de 1900 un nouvel essai fut tenté qui devait porter cette fois sur des travailleurs de race africaine, originaire de la colonie du Mozambique ; 2.500 noirs

devaient être recrutés dans la colonie Portugaise voisine par le capitaine Mauries, pour les travaux de la route de Maevetanana. Cet essai, était intéressant. L'Afrique est proche de Madagascar, et, par conséquent, les frais de transport se trouvaient réduits au maximum ; d'autre part, on pouvait espérer que les nègres africains résisteraient assez bien au climat.

En raison d'un changement dans le haut personnel de l'Administration de Lourenço Marquez, la tentative échoua.

Cependant tout avait été préparé pour cette opération, le bateau qui devait assurer le transport des immigrants était lui-même affrété quand le contrat fut rompu par le nouveau Gouverneur du Mozambique (1).

Vers la même époque, la construction à Diego Suarez d'un point d'appui de la flotte nécessitait l'engagement par les soins du Département lui-même (les travaux étaient exécutés sur le compte du budget colonial), de 500 coolies chinois. Ils travaillèrent si peu, alors qu'ils coûtaient si cher, que leur rapatriement ne tarda pas à se produire.

Les travaux du chemin de fer, offraient encore en 1901, l'occasion de faire une nouvelle expérience de la main-d'œuvre étrangère.

Au cahier des charges relatif à la construction de la voie, il fut insérée une clause d'après laquelle le soumissionnaire du 2^e lot, devait employer des travailleurs étrangers.

Les adjudicataires, MM. Bozzolo Boyer et Boyan, firent donc venir au début de 1901, 250 ouvriers italiens. Dès leur arrivée, 80 d'entre eux tombèrent malades, certains moururent, les autres réclamèrent une augmentation de salaire qui leur fut refusée ; ils se mirent en grève. Dès que les grévistes furent calmés, ils furent ramenés à Tamatave, d'où ils reprirent le chemin de l'Italie.

On se consola de cet échec en pensant que l'important mouvement d'immigration exotique qui était alors en préparation donnerait de meilleurs résultats. Le 7 mai 1901, le général Galliéni annonçait l'arrivée prochaine dans la Grande Ile de 1.000 coolies chinois et 500 hindous. « Cet essai, disait-il, est d'une importance capitale. Il a surtout pour but de provoquer la création entre les pays

1. V. Jacquier, *La main-d'œuvre locale à Madagascar.*

d'Extrême Orient et Madagascar d'un courant régulier d'immigration dont la continuité permettra d'obvier aux inconvénients de la pénurie de la main-d'œuvre locale. La concurrence faite à l'indigène par un élément plus actif aura, au surplus, la très heureuse conséquence d'exciter son émulation, de l'inciter à travailler et à produire davantage : dans les centres européens, l'inégalité qui a pu se manifester entre la demande et l'offre de la main-d'œuvre, ne tardera pas, il faut l'espérer, à disparaître. Ce facteur naturel, si le recrutement des immigrants est fait avec soin sera certainement plus efficace que des mesures de contrainte (1) ».

Un colon de l'île, M. Florens-Orville s'était chargé de recruter les hindous. Par une convention, en date du 5 février 1901, il s'engageait à transférer à la colonie dans un délai maximum de six mois les contrats qu'il passerait dans l'Inde avec des travailleurs indigènes. Ceux-ci seraient accompagnés d'un assez grand nombre de femmes, le salaire mensuel devait être de 12 roupies (2) pour les hommes et de 8 pour les femmes. Tous les immigrants seraient nourris, logés, habillés aux frais de l'employeur. Bref tout le monde y trouverait son compte, et M. Orville tout le premier.

Les coolies chinois, au contraire, devaient être recrutés par l'intermédiaire d'une maison européenne et avec les bons offices du consul de France à Fou-Tchéou.

Le contrat signé le 26 mars 1901 n'avait rien de bien avantageux pour la colonie, compte tenu des frais de transport, de recrutement, de rapatriement évalués à 335 francs par tête, le prix de revient du travailleur chinois était d'environ 2 fr. 50 par jour y compris la nourriture, l'entretien. Le prix parut, avec raison, excessif, à l'époque.

Ces travailleurs recrutés pour le compte de la colonie devaient être mis, suivant les disponibilités à la disposition des entreprises privées.

Les manœuvres chinois arrivèrent à Tamatave au mois de juin. Ils furent envoyés, partie sur les chantiers du chemin de fer, par-

1. Cité par Jacquier, *in op. cit.*

2. Unité monétaire de l'Inde valant 1 shilling 4 pence soit environ 1 fr. 65 de notre monnaie.

tie au service des centres régionaux ou des particuliers qui en avaient fait la demande.

Les plaintes ne tardèrent pas à arriver car « recrutés dans la lie de la population de Fou-Tchéou, paresseux, menteurs, indisciplinés, exigeants, mal vus des indigènes, ils (les coolies) ne rendaient aucun service. Supportant mal le climat, souvent même simulant la maladie, ils remplissaient les ambulances et désertaient les chantiers (1) ».

On se rendit compte que l'expérience ne pouvait être prolongée, d'autant plus que le rendement des unités vaines était plutôt médiocre. Le contingent entier dut être rapatrié, moins de huit mois après son arrivée dans la colonie.

Avec les Hindous la tentative ne fut pas non plus très heureuse. Employés sur les chantiers du chemin de fer, ils se montrèrent aussi fainéants que les Chinois. Beaucoup désertèrent, d'autres furent déçimés par la maladie. En somme cette tentative se marquait aussi par un échec.

En dépit de ces tentatives, toutes infructueuses, on agit encore, de nos jours, la question d'un appel à la main-d'œuvre étrangère pour le compte de la Grande Ile.

Tout récemment, l'Union coloniale française, inscrivait ce grave problème à l'ordre du jour de ses travaux, et se mettait en correspondance avec la Chambre de commerce de Tananarive pour décider des modalités d'application du régime.

S'il est possible de recruter de la main-d'œuvre à l'étranger, où vaut-il mieux, en effet, s'adresser ? Doit-on préférer la main-d'œuvre hindoue du sud-africain à celle du Mozambique ?

Le Gouvernement portugais ne semble pas avoir changé de dispositions à l'égard de l'émigration de ses sujets, si bien que de ce côté, il n'y a rien à attendre.

Pour la Chambre de commerce de Tananarive, les travailleurs hindous ne valent pas mieux que les travailleurs malgaches, et la colonie doit pouvoir trouver sur son propre territoire toute la main-d'œuvre qui lui est nécessaire si des règlements appropriés peuvent intervenir pour prévoir son emploi.

L'opinion de l'Institut colonial est au contraire qu'avec une

1. Jacquier, *op. cit.*

population aussi peu dense, 6 habitants au kilomètre carré, la main-d'œuvre locale sera insuffisante, même employée rationnellement.

Dès lors, il importe de savoir profiter des bonnes dispositions actuelles des gouvernements étrangers pour introduire dans l'Ile des éléments du dehors. Les coolies constituent une main-d'œuvre bon marché ; ils sont agriculteurs, et il suffirait de les faire venir en tant que métayers (1), de leur promettre, pour la fin de leur contrat, un lopin de terre, pour donner à leur immigration un caractère durable et définitif.

Les pourparlers engagés avec le gouvernement intéressé ont montré l'impossibilité d'arriver à un accord. Ce qui serait intéressant pour Madagascar et pourrait lui procurer d'une manière définitive, un supplément de main-d'œuvre, ce serait l'installation définitive d'éléments hindous arrivés dans la colonie, en qualité de métayers et attachés à la terre et aux travaux du sol. Or les agriculteurs asiatiques ne consentent à se rendre dans la colonie qu'en qualité de locataires du gouvernement ou de propriétaires. Le problème à résoudre ne l'eut donc pas été. En définitive, on dut se résoudre à abandonner ce projet, car, ainsi que le faisait remarquer le Gouverneur général Cayla, cette solution ne changerait rien en la situation de la Grande Ile. Les Chinois étant essentiellement commerçants, il était à craindre même que les nouveaux venus n'abandonnassent vite la terre pour s'adonner au petit commerce dans lequel ils se spécialisent. Ainsi les difficultés présentes au lieu d'être conjurées se seraient trouvées accrues.

En même temps que cette question l'Union coloniale examinait la possibilité de recruter des travailleurs soit en Indo-Chine, soit en Chine, soit encore au Japon, la question de l'immigration au Mozambique étant définitivement écartée.

1. On a toujours fondé de grandes espérances sur le métayage pour la mise en valeur de Madagascar ; on y voit la forme type de l'association du capital européen avec le travail indigène. Il se trouve plus simple, que le contrat de salaire, intéresse davantage l'indigène qui se considère, en effet, tout à fait libre et ne néglige pas ses efforts, assure-t-on, en vue d'une production dont il doit lui-même tirer des profits appréciables. Le métayage enfin qui assure de tels avantages au travailleur, établit le succès de l'exploitation. Au sujet du métayage ou colonat partiaire, on trouvera des renseignements très complets dans le livre de M. Jacquier qui préconise cette formule tant pour Madagascar que pour les autres colonies à moindre développement économique.

Mais la population de l'Indo-Chine lui est tout juste suffisante; celle des Indes Néerlandaises est occupée, sur son propre territoire, aux grands travaux qui se poursuivent dans certaines îles de l'Archipel; le main-d'œuvre chinoise ou japonaise coûte fort cher. Sur ce terrain là aussi, la question a dû être ajournée *sine die* (1).

Actuellement la question de l'immigration est réglée à Madagascar par un décret en date du 6 mai 1903 édictant pour cette colonie une réglementation identique à celle de nos autres territoires.

« Voulant tout à la fois assurer aux immigrants un traitement conforme aux principes humanitaires, et sauvegarder les intérêts de l'Administration et des colons, écrit M. le Professeur H. Solus, le décret du 6 mai 1903 contient une réglementation minutieuse de l'immigration; il ne compte pas moins de 123 articles (2). »

Notons seulement les dispositions essentielles de ce texte.

Le décret institue tout d'abord, au chapitre 1, un service de l'immigration avec commissaire et syndic. Ce service est chargé de « contrôler l'introduction des immigrants, de recevoir les contrats d'engagement et de rengagement, de vérifier la situation des immigrants, de leur bien expliquer les termes du contrat et de provoquer les mesures nécessaires à leur rapatriement ».

Les visites des établissements qui emploient les immigrants, celle des camps et des constructions qui leur sont réservés sont prévues comme devant être effectuées au moins deux fois par an. Au cours de ces visites, le commissaire et le syndic s'assurent, de la qualité et de la quantité de la nourriture, contrôlent la comptabilité et les états de salaire. Un rapport d'inspection est ensuite adressé, par leurs soins, au Gouverneur général de la colonie.

Le chapitre 2 du décret est relatif à l'introduction des immigrants. Toute opération d'immigration est soumise à l'autorisation préalable du Gouverneur général. L'engagiste est tenu de verser un cautionnement en garantie de l'exécution de l'engagement et du rapatriement des travailleurs.

1. V. *La quinzaine coloniale*, année 1928.

2. H. Solus, *Le régime et l'organisation du travail dans les colonies françaises de l'Afrique*, publié par l'Institut colonial international, XX^e session, juin 1929.

Ce même chapitre s'occupe du transport, du débarquement des immigrants, des conditions d'hygiène où ils doivent se produire, de la nourriture, de l'état sanitaire des hommes et de différentes questions administratives telle l'immatriculation de l'immigrant avec tous les détails requis sur un registre *ad hoc*.

Au chapitre III, le décret traite des contrats d'engagements (durée, résiliation du contrat, obligations des parties) etc.

En Afrique Equatoriale française la pénurie de la main-d'œuvre se fit sentir, comme à Madagascar, dès le début de notre installation. Aussi, en 1895, essaya-t-on, sans succès d'ailleurs, d'introduire dans la colonie des travailleurs annamites (1).

Une clause de la convention passée le 18 juillet 1910 avec la « Compagnie Forestière » autorisait la société à importer des manœuvres chinois.

Mais les expédients apparurent, en définitive peu efficaces et l'on se rendit compte que la seule solution pratique consistait en la meilleure utilisation de tous les éléments indigènes. La colonie est en effet peuplée ; mais la population se trouve condensée en certaines régions déterminées. Il convient dans ce territoire, d'aller chercher la main d'œuvre où elle abonde.

Les essais d'introduction de travailleurs étrangers qui avaient été commencés en A. E. F. ne furent donc pas poursuivis et il faut arriver à notre époque pour assister à une nouvelle expérience de ce genre.

Il fallait des travailleurs pour la construction du chemin de fer. La convention passée avec la société de construction des Batignolles lui garantissait 8.000 travailleurs qu'il était difficile de se procurer uniquement dans la colonie. En effet avec les défections, les disertions, pour avoir 8.000 hommes sur les chantiers, il eut fallu, comme le souligne M. Auric, en recruter 20.000 (2).

On pensa donc à faire appel à l'étranger, et en premier lieu à la Chine dont les habitants ont la réputation d'être robustes, travailleurs, mais surtout celle de s'expatrier assez facilement.

Bientôt cependant l'on se convainquit qu'il n'y avait peut-être pas grand chose à tirer de ce côté.

1. Fayet, Travail et colonisation.

2. Auric, L'avenir du Congo et le Congo océan.

L'insurrection chinoise prenait fin, le Gouvernement aurait sans doute besoin de toute sa main-d'œuvre pour mettre le pays en valeur. Dans ces conditions, elle ne pourrait, se disait-on, laisser partir ses nationaux,

Devant cette objection, on songea alors à la main-d'œuvre malaise. Contrairement aux Chinois qu'il aurait fallu sélectionner pour être employés dans la région humide du Mayombé, les Javanais, habitués au climat équatorial et aussi robustes, aussi travailleurs que les premiers, pouvaient parfaitement convenir aux exigences des lieux. On rappelait encore que les îles de l'Archipel sont surpeuplées (265 habitants au kilomètre carré) et que pendant longtemps elles avaient alimenté en main-d'œuvre les îles de l'Océan Indien, du Pacifique et notamment de l'Océanie.

Malheureusement le Gouvernement hollandais, craignant la concurrence faite à ses sujets par la main d'œuvre chinoise, japonaise d'une part, ayant élaboré, d'autre part, tout un programme de mise en valeur, a décidé de restreindre l'émigration des insulaires. Il veille, en tout cas, à ce que l'immigration ne soit pas définitive.

Un recrutement de la main-d'œuvre indo-chinoise était également considéré. L'Indo-Chine est relativement peuplée, certaines régions du Tonkin, notamment celle du delta du Song-Koi, certaines régions agricoles sont surpeuplées. Une émigration de cet excédent de la population ne pourrait présenter aucun inconvénient, d'autant plus qu'on avait précédemment agi de la sorte au profit de la Cochinchine et de l'Océanie.

La seule difficulté à cette immigration pourrait provenir de la résistance physique des Tonkinois. Ces indigènes sont fragiles et exigent beaucoup d'attention. Mais il suffirait sans doute de prendre toutes les précautions désirables pour que l'opération fut couronnée de succès.

Cette suggestion n'a pas été davantage retenue ;

Les travailleurs annamites qui sont sur les chantiers du chemin de fer de Brazzaville à Pointe Noire sont en effet des indigènes du territoire de Kouang Tchéou Wan. Il s'agit d'une bande de terre située au sud de la Chine, en face de l'île Haïnan et concédée à bail à la France pour 99 ans, en 1891. La population y est extrêmement dense puisque l'on compte 251 habitants au kilomètre carré (le territoire concédé s'étend sur 90.000 kilomètres

carrés et comprend une population totale de 210.000 habitants). Huit cents indigènes y furent donc recrutés et transportés de la péninsule à Pointe Noire, sous la direction du Médecin Inspecteur général des troupes coloniales, le Dr Lasnet. Les 800 indigènes arrivèrent à destination en excellente santé.

L'opération, il faut le dire, avait été préparée avec soin, tant au départ, qu'à l'arrivée. Le recrutement avait porté sur des indigènes triés sur les volets, les agents, recruteurs, sélectionnés eux aussi, avaient reçu comme instruction d'écarter tout élément douteux.

Il semble, néanmoins, qu'on ait eu quelque mécompte. « Quelques travailleurs chinois ont été importés, rapporte Fayet, et, cet apport a été jugé « non négligeable », bien qu'il ait suscité quelques difficultés au Gouvernement de Brazzaville ; quelques indésirables durent même, pour l'exemple, être rapatriés, et, depuis, affirme M. Antonetti, il a été plus aisé d'obtenir des autres un rendement appréciable qui serait encore plus recherché s'il était moins coûteux ».

On ne trouve pas que la question de l'immigration se soit posée pour nos autres possessions de l'A. O. F., du Togo. Pour le Cameroun, nos prédécesseurs qui, en matière de travail indigène, avaient mis entre les mains du Gouvernement, la question de l'engagement des travailleurs, avaient un moment pensé combler le déficit des éléments locaux par l'introduction de sujets hindous. « Au Cameroun, apprend M. Doucet, la pénurie de main-d'œuvre constitue un sérieux obstacle au développement des cultures. Elle est si sérieuse que l'Allemagne avait étudié, il y a quelques années un projet d'immigration de coolies des Indes » M. Costedoat dans son ouvrage sur l'ancienne colonie allemande du golfe de Guinée, corrobore cette opinion.

SECTION B

L'émigration.

L'émigration c'est tout simplement la contre-partie du phénomène que nous venons d'analyser. Ce qu'un pays gagne et désigne sous le nom d'immigration, un autre le perd et le nomme émigration.

« L'émigration permet de tirer parti d'éléments qui, dans leur pays d'origine, eussent été inutiles, peut-être même nuisibles, en même temps qu'elle est un moyen de donner satisfaction aux caractères aventureux, aux initiatives hardies (1). »

Mais de même que l'immigration résulte de causes bien précises, l'émigration provient, avant tout, de la part de celui qui quitte son pays d'origine, du désir de trouver à l'étranger une situation meilleure que celle dont il a pu bénéficier jusqu'alors. Il y a en effet des pays où la vie est très difficile à beaucoup, soit parce que le pays en question se trouve surpeuplé, soit parce que l'organisation économique d'une manière générale se trouve être défectueuse. Des pays de ce genre fourniront naturellement de forts contingents d'hommes alors que d'autres où la structure économique ou politique est plus saine, n'en fourniront que peu ou pas du tout. Mais il se peut aussi que les hommes émigrent même des pays où l'on gagne assez largement sa vie, s'ils espèrent la gagner plus largement ailleurs (2).

Si l'immigration peut revêtir des formes variées, notamment celles de déplacement individuel ou de déplacement collectif, par recrutement, on comprend qu'il doit en être de même de l'émigration.

Mais l'émigration, telle que nous le verrons ici, s'entendra surtout des mouvements individuels de population qui ont lieu de nos colonies à l'étranger ou même vers une autre colonie.

Le phénomène, déjà gros de conséquences quand il s'applique à des cas isolés, multipliés sur un grand nombre de fois, le devient davantage quand il s'agit d'émigration collective, organisée.

Aussi bien était-il nécessaire pour nos colonies, dont les disponibilités en main-d'œuvre sont déjà si étroites, si limitées, d'enserrer dans un réseau étroit de réglementation les formalités concernant l'émigration des populations locales. Au reste une telle mesure, en même temps qu'elle conservait à la colonie les éléments indispensables à sa mise en valeur, à son développement économique, avait le salutaire effet de mettre l'indigène en garde contre son instinct trop volontiers nomade et contre son ignorance. « Les

1. Perreau, *Cours d'Economie politique*.

2. Truchy, *Cours d'Economie politique*.

exemples n'ont pas manqué, en effet, d'indigènes qui avaient été amenés à souscrire des contrats d'engagement constituant, une véritable exploitation, parfois doublée de mauvais traitements, qui avaient été abandonnés sans ressources par les engagistes loin de leur pays d'origine et qui avaient dû être rapatriés aux frais des budgets locaux (1). »

Nous avons vu ailleurs comment il avait pu naître, au cours de ces dernières années, dans nos colonies de la côte d'Afrique, un mouvement d'exode important au profit des possessions anglaises voisines.

Sans doute s'agissait-il tout simplement d'une migration temporaire puisque à la faveur de la crise économique nos sujets sont revenus au pays d'origine. Mais il n'en reste pas moins que durant plusieurs années, les colonies anglaises de la Nigéria, de la Gold Coast, du Sierra Leone, et du Soudan Egyptien ont tiré profit d'une main-d'œuvre dont l'absence n'a pas manqué de se faire sentir dans nos possessions.

Qu'il y eût quelque chose de faussé dans le système appliqué chez nous, qui fût la cause directe de ces mouvements de population, cela ne fait aucun doute et ressort nettement de ces deux opinions. « Chez nous, écrivait-on dans la *Quinzaine Coloniale*, divers systèmes ont été préconisés pour enrayer l'exode des indigènes, chercher à les retenir sur place en leur offrant de hauts salaires, créer des offices de main-d'œuvre. En pratique toutes ces propositions se sont révélées insuffisantes, quelques-unes même inopérantes (2). »

L'indigène ne voulait pas en effet abandonner les perspectives d'une existence plus large, de salaires plus élevés qu'on lui offrait de l'autre côté de la frontière pour les avantages moindres qu'on lui donnait chez nous. Et M. Carde l'avait bien compris. Il écrivait en effet : « L'émigration saisonnière de narvetanes vers le Sénégal et la Gold Coast prouve l'efficacité du régime du travail libre. Ces travailleurs se déplacent parce qu'ils y trouvent bénéfice. Tout système de recrutement ouvrier doit donc avoir à sa base cet axiome de l'universelle loi qui régit les relations

1. H. Solus.

2. *La Quinzaine Coloniale*, 1930, *op. cit.*

entre employés et employeurs et convenons-y, une fois pour toutes, qu'une exploitation qui se trouve dans l'impossibilité de concéder à ses travailleurs des avantages susceptibles de les satisfaire n'est pas viable (1). »

Avant d'en finir avec ces idées générales, rappelons cette définition que donnait de l'Emigration, la Conférence Internationale de l'émigration et de l'immigration réunie à Rome en 1924.

« Est considéré comme émigrant celui qui quitte son pays dans le but de chercher du travail ou qui accompagne ou va rejoindre son conjoint, ses ascendants ou descendants, soit ses frères et sœurs, ses oncles et tantes, ses neveux et nièces ou leurs conjoints émigrés déjà dans le même but, ou qui retourne dans les mêmes conditions dans le pays où il a déjà émigré précédemment. »

* * *

Considérons maintenant la réglementation de l'émigration dans les colonies qui nous concernent.

A ce sujet, le professeur A. Girault écrit : « La nécessité de réglementer l'émigration des travailleurs est apparue d'abord aux autorités françaises en ce qui concerne la côte occidentale d'Afrique. Cette région, bien que sa population ne soit pas surabondante, loin de recevoir des travailleurs en a toujours exporté. Une vieille habitude des navires de passage était de recruter des travailleurs à la côte de Guinée (crewmen, d'où l'expression parfois employée de côte de Krou) ; une réglementation intervint pour restreindre l'émigration et protéger les indigènes. Ce furent d'abord des arrêtés locaux, puis des décrets. »

Nous trouvons, en effet, un arrêté du 11 janvier 1894 du lieutenant gouverneur de la Côte d'Ivoire, et relatif à des indigènes de la côte de Krou. Le recrutement de ces hommes avait été précédemment opéré sur une si grande échelle que les ressources en main-d'œuvre avaient diminué dans de sensibles proportions.

Aux termes de cet arrêté, l'autorisation du gouverneur ou de son

1. Carde. Discours prononcé à l'ouverture de la session du Conseil de Gouvernement de l'A.O.F., dans *Annuaire de Documentation et de législation coloniale comparée* (année 1928).

représentant était nécessaire pour opérer le recrutement des indigènes appelés à travailler hors de la colonie (article 1). Une taxe de 25 francs par engagé devait être versée avant l'embarquement (article 2). D'autre part l'administration se réservait le droit d'exiger des engagistes quand elle le jugerait opportun, une caution destinée à assurer et le rapatriement de l'indigène dans le délai convenu par le contrat d'engagement et l'exécution des clauses de cette convention. Un *modus vivendi* entre le gouvernement de la Gold Coast contre lequel semblaient être dirigées ces mesures et d'autre part le gouvernement de la côte d'Ivoire, intervint pour abaisser à deux francs le droit de 25 francs à consigner avant l'embarquement des employés (1).

Puis nous trouvons pour le Sénégal un décret en date du 17 juin 1895 qui devait être modifié sur certains points par un acte subséquent daté du 12 janvier 1897.

L'article 1^{er} du décret du 17 juin 1895 interdit à quiconque de recruter des ouvriers au Sénégal sans une autorisation du gouverneur donnée au conseil privé.

Les conditions d'embauchement varient suivant la nationalité de l'engagiste et le décret, à juste titre, se montre plus sévère quand le recrutement est fait par une colonie étrangère que dans le cas où les travailleurs sont destinés à une colonie française.

Les opérations de recrutement et d'embauchage par les compagnies ou agences d'émigration ou de recrutement pour les colonies ou pays n'appartenant pas à la France, ne peuvent être autorisées qu'à titre essentiellement temporaire et exceptionnel et à la condition de fournir un cautionnement de 40.000 francs au maximum (article 2). Dispense de la formalité du cautionnement, après décision du gouverneur en conseil, pouvait être accordée aux compagnies ou agences agissant pour le compte et sous la garantie de l'administration d'une colonie française (article 3). L'autorisation accordée est toujours révocable par le gouverneur, soit d'une façon générale soit pour un pays déterminé : 1^o En cas d'abus grave ; 2^o toutes les fois que la situation économique ou politique de la colonie pourra nécessiter la suppression des opérations pour lesquelles l'autorisation aura été délivrée (article 5). Aucun navire

1. P. Monnet, *La législation du travail dans les colonies françaises*.

ne pourra sortir du port si le capitaine ou l'armateur ne se trouve muni d'un certificat, constatant que toutes les formalités imposées par les lois ou décrets antérieurs ont été remplies.

Les infractions aux dispositions des articles 1 et 7 étaient punies d'une amende de 50 à 50.000 francs portée au double en cas de récidive.

Un décret du 12 janvier 1897 modifia les articles 7, 8, et 9 du décret du 17 juin 1895.

Le nouveau décret faisait interdiction aux capitaines de navires d'accepter à leur bord à destination d'un pays étranger, tout indigène qui ne serait pas muni d'une autorisation constatée par un bulletin émanant de la direction de l'intérieur ; il autorisait le gouverneur à prendre, en conseil, les arrêtés qu'il aurait pu juger utiles pour assurer le service de l'émigration ; enfin il substituait à l'amende prévue par le décret de 1895, un emprisonnement de six mois à un an.

La réglementation qui fut refondue en 1901 fut étendue au Dahomey par un décret du 14 octobre 1902 et à la Guinée par un arrêté local du 30 mars 1903.

Une étude détaillée de chacun de ces actes serait par trop aride. Arrivons immédiatement au dernier décret du 24 avril 1928 qui réglemente pour toute l'Afrique occidentale, la question de l'Immigration. Il abroge et remplace les textes antérieurs spéciaux aux différentes colonies du groupe et s'inspire en même temps de la préoccupation causée par la tendance récente d'un grand nombre d'indigènes à émigrer vers la Métropole (1).

Le décret commence par disposer qu'aucun indigène ne peut quitter le territoire de la colonie que s'il est pourvu d'une pièce d'identité délivrée par les autorités locales. Dans le cas d'un indigène non citoyen cette pièce doit être appuyée d'un permis d'émigration délivré par le Lieutenant Gouverneur de la colonie d'origine ou de la résidence (art. 1). Ces pièces sont soumises au visa du commissaire à l'émigration quand le déplacement a lieu par mer. Un double de la liste des indigènes qui sont autorisés à se rendre en France est dressé et transmis au Ministère (art. 2). Dans la métropole tout changement de résidence entraîne le visa des pièces

1. En ce sens M. Arthur Girault, *op. cit.*

de l'intéressé par les autorités administratives (art. 3). Dans certains cas, la délivrance du permis d'émigration peut être subordonnée à la consignation entre les mains de l'Administration locale, des frais de rapatriement du requérant (art. 5). Nul ne peut entreprendre dans les colonies du groupe, d'opération d'engagement et de transport de travailleurs à destination d'une des colonies de l'A. O. F. ou pour toute autre destination sans l'autorisation du lieutenant gouverneur de la colonie où doit avoir lieu ce recrutement (art. 6).

Un cautionnement dont l'affectation, le quantum, les conditions de versement et de remboursement sont fixées par le Lieutenant-Gouverneur, en conseil privé ou d'Administration, peut, en outre, être exigé préalablement à toute opération (art. 7). Aux termes de l'article 8 un droit de 500 francs doit être versé à l'occasion du recrutement de tout indigène destiné à un territoire étranger. Cette somme est remboursée seulement si l'indigène retourne dans un délai maximum d'un an après l'engagement.

L'article 9 prévoit la suspension de ces autorisations de recrutement par décision du Lieutenant-Gouverneur en conseil et pour les cas que prévoyait déjà l'article 5 du décret de 1895. Dans le cas où cette mesure provient d'abus grave, les opérations de recrutement doivent être immédiatement arrêtées, les contrats passés sont résiliés de plein droit à l'égard des engagés qui n'ont pas encore quitté le centre de recrutement. Dans le cas où le retrait de l'autorisation est au contraire prononcé en raison de la situation économique ou politique du pays, le Lieutenant-Gouverneur fixe les conditions dans lesquelles doivent cesser les opérations de recrutement et de transport.

Dans chaque cas, aux termes de l'article 10 le nombre d'indigènes que les particuliers sont autorisés à recruter est fixé par le Lieutenant-Gouverneur. Les émigrants ne peuvent être engagés que par contrat de travail, tels qu'ils sont définis par le décret du 22 octobre 1925 réglementant le régime du travail indigène en A. O. F. Ces contrats sont en outre soumis au visa de l'Administration. Les compagnies ou agences sont substituées aux indigènes et tenues pour responsables, en cas de non exécution des prescriptions visées aux articles 1, 2, 3, 4, et 5 (art. 11). Le Lieutenant-Gouverneur conserve le droit de contrôler toutes les

opérations de recrutement et de transport. Aussi, sous peine de retrait immédiat de l'autorisation les recruteurs et transporteurs doivent-ils satisfaire à toutes ses injonctions, notamment en ce qui concerne la nourriture, le logement, les soins médicaux à fournir aux émigrants en cours de route (art. 12)

L'article 13 invite 1^o les compagnies de navigation à ne pas délivrer de billets aux indigènes non munis des pièces prévues en l'article premier; 2^o aux capitaines, à ne pas recevoir ceux qui ne sont pas munis des pièces réglementaires; 3^o à débarquer ceux qui détiennent les dites pièces, au lieu de destination déclaré. Le permis de résider sur le territoire de la Métropole et de l'Algérie, des colonies françaises, des pays de protectorat y compris le Maroc et la Tunisie, sera, dit l'article 14, refusé à tout indigène originaire de l'A. O. F. dont l'embarquement aura été admis par le capitaine, en violation des prescriptions de l'article 13.

Les compagnies de navigation ou les armateurs seront dans ce cas, tenus de rembourser à l'administration les frais occasionnés par l'entretien et le rapatriement de l'indigène refoulé.

Les articles 15, 16 et 17 sont relatifs à la constatation et la poursuite des délits ou infractions prévus dans la présente réglementation; d'autre part, aux sanctions applicables. Les articles 18 et 19 abrogent les dispositions contraires à la nouvelle réglementation et laissent au Gouverneur Général le soin de prendre les arrêtés nécessaires pour assurer le service de l'émigration, et le contrôle de la circulation des indigènes entre les colonies du groupe. L'article 20 vise une exception et concerne les indigènes engagés à bord des navires de commerce dans les conditions fixées par les actes réglementaires du Gouverneur Général de l'A. O. F. en application du décret du 23 février 1925.

Une réglementation identique à celle de l'A. O. F. existe dans les autres colonies. En A. E. F., elle résulte d'un décret du 2 juillet 1901 qui, aux termes près, reproduit les dispositions essentielles des décrets des 17 juin 1895, 12 janvier 1897 qui étaient alors en vigueur en A. O. F. Cette réglementation a été complétée par un arrêté local du 29 juillet 1904 qui interdit de délivrer à l'avenir aucun permis d'embarquement aux indigènes de la colonie qui voudraient s'engager dans les colonies étrangères.

Pratiquement, ces dernières dispositions qui prohibent l'émigra-

tion des indigènes de l'A. E. F. tendent à réserver aux seuls besoins de la colonie le recrutement des travailleurs indigènes.

A Madagascar, la réglementation se borna à l'origine en un arrêté du Résident Général du 29 avril qui fut remplacé par un décret du 6 mai 1903 reproduisant lui aussi les dispositions alors en vigueur en A. O. F. et en A. E. F.

Au Togo, la nécessité de réglementer l'émigration n'avait pas échappé à l'Administration précédente. Elle avait fait l'objet d'une ordonnance du Commissaire Impérial, du 24 décembre 1891, aux termes de laquelle : « L'exportation des travailleurs est soumise à l'autorisation du Commissaire spécial ; de ce chef certaines redevances proportionnelles à la durée de l'autorisation doivent même être acquittées (1).

La forte émigration que nous y constatâmes à notre arrivée, au profit des possessions voisines, amena la Puissance mandataire à s'armer en conséquence. Sans doute, toute la législation en vigueur en A. O. F. avant le 1^{er} mai 1924 était-elle en vigueur dans ce territoire (Décret du 20 mai 1924) ; mais il était nécessaire de renforcer les moyens donnés par le décret applicable alors à l'A. O. F. C'est ainsi qu'intervint le décret du 1^{er} mars 1927. Aucun indigène ne peut quitter le territoire sans une autorisation du Commissaire de la République ou de son délégué. Cette autorisation consiste soit en un laissez-passer ou un permis d'embarquement, soit en un passeport (art. 1). Le laissez-passer est délivré dans les cas suivants :

a) d'indigènes quittant par terre le territoire pour une période de moins de 10 jours.

b) de travailleurs indigènes recrutés hors du Togo et retournant par terre en leur pays d'origine, à l'expiration de leur engagement.

Le permis d'embarquement est délivré, au contraire, dans les cas ci après :

a) d'indigènes quittant le territoire pour plus de 10 jours ;

b) d'indigènes recrutés hors du territoire et retournant par mer en leur pays d'origine à l'expiration de leur contrat.

c) d'indigènes se rendant d'un port à un autre du territoire.

1. Robin, *op. cit.*

Le passeport est exigé de tous les indigènes se trouvant dans un cas autre que ceux ci-dessus indiqués et qui quittent le territoire pour plus de 10 jours.

Les enfants de moins de 15 ans sont dispensés du passe-port et des autres pièces ci-dessus mentionnées, à condition que leur identité soit indiquée sur le titre de déplacement de la personne avec qui ils voyagent (art. 3). Toutes ces pièces sont délivrées par l'Administration du lieu de la résidence de l'intéressé, après délégation expresse du Commissaire de la République. Cette délégation a été accordée d'une manière générale par un arrêté en date du 23 mai 1927 pris en application du décret du 1^{er} mars, aux commandants de cercle du lieu de la résidence et au chef de la subdivision intéressée (arr. 20. 6. 27).

La délivrance de ces pièces donne lieu à la perception d'une taxe fixée conformément à l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Sous peine d'annulation les pièces délivrées doivent être utilisées dans un délai d'un mois comptant de la date qu'elles indiquent

Les autres dispositions du décret relatives aux opérations d'engagement et de transport, au cautionnement qui peut être exigé, à la révocation de cette autorisation, aux injonctions faites aux capitaines de navire et armateurs, à la taxe spéciale que doivent payer les entreprises, compagnies ou agences se livrant à des opérations d'engagement, aux infractions enfin, sont identiques aux dispositions rapportées dans le cas de l'A. O. F.

L'arrêté d'application de ce décret fut pris à la date du 23 mai 1927, modifié par un acte du 20 juin 1927.

Le gouvernement impérial avait pris, pour le Cameroun, des dispositions analogues à celles qui intéressaient le Togo. Les décrets des 6 juin et 7 octobre 1887 assujettissaient à une autorisation du gouvernement « le service des bateaux qui font des traversées et de ceux qui font le cabotage, dans le cas où ces dernières sont régulièrement stationnées dans un port situé hors du Protectorat. Le Gouvernement peut dans certains cas lever la défense ; l'autorisation est subordonnée à des conditions chaque fois déterminées. Ainsi se prémunissait-on des sorties possibles d'indigènes dans ce pays où la question de la main-d'œuvre fut un gros soucis pour l'administration ».

L'émigration des indigènes a été sous notre administration l'objet d'un arrêté local du 18 février 1921, qui fut bientôt remplacé, aux termes d'un décret du 4 mai 1924, par les dispositions du décret du 2 juillet pris pour réglementer l'émigration des travailleurs au Congo français.

C'est dire donc que la législation du Cameroun en la matière interdit sous peine d'amende, de sanctions pécuniaires et d'emprisonnement, d'engager à temps, de recruter et de transporter des travailleurs sans une autorisation délivrée au préalable par le Commissaire de la République, en conseil d'administration. Cette autorisation est toujours révocable, soit d'une façon générale, soit pour un pays déterminé.

Le décret du 9 juillet 1925 complétant celui du 4 mai 1924 a fixé en dernier lieu les règles applicables à l'émigration des travailleurs. Les dispositions qu'il édicte renforcent celles qui avaient été prévues par les textes précités (1).

* * *

Telle est donc la double question de l'immigration et de l'émigration où nous voyons les puissances édicter des règlements très précis pour restreindre, interdire même dans certains cas, la sortie de leurs sujets ou protégés, en même temps qu'elles essaient d'attirer vers leurs territoires où la main-d'œuvre est rare, des travailleurs étrangers.

Mais la rivalité économique qui caractérise notre époque ne permet pas d'avoir beaucoup d'espoirs de ce côté : « Nous sommes dans une période de lutte douanière, de guerre de tarifs, qui est telle qu'il n'y a plus lieu d'espérer que ces lies (les îles Britanniques) dont les colonies sont cependant surpeuplées, veuillent de nouveau fournir des armes à leurs adversaires. Sur ce point la Hollande et le

1. Précédemment un arrêté du 30 juin 1917 avait réglementé la question de l'émigration du Cameroun en assujettissant les indigènes à solliciter une autorisation du Commissaire de la République avant de quitter le territoire. L'article 2 de cet arrêté disposait que l'autorisation d'émigrer ne pourra être accordée aux indigènes que moyennant le versement d'un cautionnement de 50 francs qui leur sera remboursé au retour, et paiement d'une taxe spéciale de 25 francs d'acte au droit sur les passeports. Ces dispositions ont été reproduites dans les textes postérieurs.

Japon sont peut-être animés de meilleurs sentiments à notre égard. Cependant, la première n'est point disposée à priver les Indes Néerlandaises de leurs travailleurs avec autant de facilités et en aussi grande quantité qu'autrefois. Quant au gouvernement nippon il consent bien à ce que les sujets de l'empire se dirigent librement vers les pays riches où le climat leur agréé et où ils peuvent s'enrichir dans le commerce et l'industrie, mais non dans les colonies africaines où ils ne trouvent aucun confort » (1)

Nos colonies ne peuvent donc plus compter que sur elles-mêmes, sur leurs propres ressources. Il est juste qu'elles se garantissent contre toute surprise de ce côté en édictant des règlements sévères devant limiter l'exode de leurs travailleurs.

L'avenir de la colonisation elle-même en dépend.

La nécessité où nos colonies se sont trouvées de tirer parti de leurs seules ressources a modifié aussi la physionomie de la colonisation. L'indigène n'est plus, dans la nouvelle conception un instrument que l'on repousse dès qu'il a cessé d'être utile : c'est un collaborateur indispensable que l'on ménage. « La grande pensée de justice qui imprègne la tradition du pays de la déclaration des droits de l'homme, dit M. A. Sarraut, a repoussé le dogme cruel qui décrète l'infériorité définitive de certaines races. Elle constate à coup sûr le retard de leur évolution, mais s'employant à en corriger les effets, elle s'efforce d'accélérer les étapes ; et dans l'argile informe des multitudes primitives elle modèle patiemment le visage d'une autre humanité. » (2)

1. A. Jean François, *op. cit.*

2. Sarraut, *Grandeur et servitude coloniale.*

CHAPITRE III

LA RÉGLEMENTATION INTERNE DU TRAVAIL

SECTION A.

Etude de la législation

La réglementation des conditions du travail à l'intérieur d'une colonie, vise essentiellement à l'emploi de la main-d'œuvre locale. Jusqu'ici nous ne nous étions occupés que de l'immigration et de l'émigration qui sont des facteurs agissant sur le marché du travail en augmentant ou en diminuant l'offre de main-d'œuvre. Il nous faut nous occuper, maintenant, de l'utilisation de cette main-d'œuvre, soit qu'elle provienne d'éléments d'appoints, soit qu'elle provienne des ressources locales, ce qui est le cas le plus général.

Comme l'immigration ou l'émigration « de recrutement des travailleurs originaires de la colonie employés sur le territoire de celle-ci » a été l'objet d'une réglementation s'inspirant d'idées assez analogues à celles précédemment examinées dans les deux autres situations. « Cette triple réglementation tend essentiellement à satisfaire des fins utilitaires et humanitaires ; fins utilitaires en ce sens qu'elle a pour but d'assurer dans les colonies, la main-d'œuvre dont celles-ci ont besoin ; fins humanitaires en ce sens qu'elle tend à protéger les indigènes contre les abus auxquels ils peuvent être soumis ». (1)

C'est une réglementation qui naît donc pour concilier deux intérêts ; celui de l'indigène, et celui de l'employeur européen, le travail et le capital.

1. H. Solus, *op. cit.*

Trop d'employeurs ont, en effet, aux colonies cette « âme de négriers » dont parle M. Leroy Beaulieu. Ils n'ont qu'un souci, faite rendre le plus possible le capital humain qu'ils ont à leur disposition. Une réglementation doit donc intervenir qui fixe, par exemple, les conditions du travail, règle tout ce qu'il est humainement possible d'accorder au travailleur sans défense.

Non moins cependant que l'indigène, le colon demande à être protégé. Il est chaque jour victime de la mauvaise foi de ses employés qui, n'ayant que des notions bien vagues encore des contrats et des obligations qui en résultent, s'imaginent pouvoir rompre à leur fantaisie des conventions librement souscrites. Sans l'intervention des pouvoirs publics on peut dire que l'inexécution des contrats serait devenue la règle ; l'exécution, au contraire, l'exception.

Le législateur qui se faisait le tuteur de l'indigène n'a pas voulu que celui-ci puisse professer le mépris des engagements pris, ce qui fausserait gravement le libre jeu des relations entre Européens et Indigènes, compromettrait même l'avenir de la colonisation qui ne pourrait jamais compter sur la collaboration sincère de l'élément local. Ce législateur par une réglementation appropriée s'est donc préoccupé de la réglementation du travail et des conditions du travail. Dans les conventions passées entre indigènes et employeurs il s'est, d'autre part, attaché à donner satisfaction à la double préoccupation suivante :

« Garantir d'une manière efficace la liberté des travailleurs indigènes, les mettre à l'abri des abus auxquels les exposent leur ignorance et leur infériorité, tant au point de vue de la conclusion des contrats de travail que des conditions mêmes du travail.

« D'autre part et réciproquement, protéger l'employeur contre la mauvaise foi possible du travailleur indigène qui peut si facilement, en effet, étant donné sa fréquente insolvabilité et sa mobilité, se soustraire à l'exécution de ses engagements.

« On est ainsi arrivé dans chacune des colonies françaises du continent africain après quelques essais et des tâtonnements inévitables, à une réglementation tout à fait moderne du régime du travail » (1).

Examinons maintenant cette législation.

En ce qui concerne l'A. O. F. les premières mesures qui furent prises intéressaient des colonies déterminées et non toutes les colonies du groupe.

Ainsi un décret en date du 10 juin 1910 avait réglementé la question des détournements d'avance de salaires sur les chantiers forestiers de la côte d'Ivoire, un arrêté du 10 octobre 1918 du Gouverneur Général de l'A. O. F. avait organisé l'emploi de la main-d'œuvre dans le port de Dakar et posé en même temps le principe de la liberté du travail.

Ces actes ne présentent plus qu'un intérêt historique depuis que le décret du 22 octobre 1925 est venu apporter une réglementation d'ensemble du travail indigène. Ce décret avait été précédé d'une consultation du Gouverneur Général de l'A. O. F. auprès des Lieutenant-Gouverneurs des différentes colonies de la fédération, ainsi qu'auprès des Chambres de commerce locales qui sont les organes de la colonisation, d'autre part des conseils de notables, qui réunissent les représentants qualifiés de la population indigène.

Le décret se contente de poser des principes généraux, laissant ainsi au Gouverneur Général et aux Lieutenant-Gouverneurs le soin de prendre les arrêtés d'application nécessaires et qui, eux, pourront être mieux adaptés aux conditions locales et surtout au stade de développement atteint par chacune des colonies intéressées.

En vertu de ces dispositions sont intervenus divers arrêtés. En premier lieu celui du Gouverneur Général de l'A. O. F. qui porte la date du 29 mars 1926, puis les arrêtés des Lieutenant-Gouverneurs de la côte d'Ivoire (15 mars 1927), du Dahomey (17 août 1927), de la Guinée (20 août 1926), de la Mauritanie (6 août 1926), du Soudan (14 octobre 1926, 5 décembre 1926) visant les faux engagements, (6 septembre 1927), réglementant les conditions d'exercice du travail des indigènes au service de l'Administration.

Le recrutement des travailleurs destinés à servir dans leur colonie d'origine n'est soumise à aucune autorisation administrative spéciale. Seulement il peut être suspendu... « dans le cas où à la suite d'événements de force majeure l'administration est obligée d'effectuer des travaux d'utilité particulièrement urgents ».

Quand le travailleur doit, au contraire, quitter sa colonie d'ori-

gine pour se rendre dans une autre colonie du groupe, le recrutement reste assujéti aux règles du décret du 24 avril 1928 étudié ci-dessous. Il faut donc une autorisation de recrutement, un permis d'émigration pour l'indigène, le versement d'un cautionnement etc., et les capitaines ou armateurs de navires, sont eux aussi tenus de se conformer aux prescriptions de ce même texte.

En outre les travailleurs recrutés dans ces conditions sont engagés obligatoirement par contrat soumis au visa des autorités administratives comme prévu au décret du 22 octobre 1925. Enfin le nombre de travailleurs qui peuvent ainsi passer d'une colonie à une autre est fixé pour chaque situation spéciale par le Lieutenant-Gouverneur de la colonie intéressée.

En Afrique Equatoriale, le Commissaire de la République par arrêté du 21 août 1901 avait chargé une commission d'étudier la question de la réglementation du travail entre indigènes et sociétés concessionnaires ou tous autres employeurs Français et Européens.

La réglementation qui en sortit fut le décret du 11 mai 1903 qui, posant le principe de la liberté du travail, laisse aux indigènes la faculté de contracter en toute connaissance des clauses de leur engagement. Le décret interdit de recruter des travailleurs âgés de moins de quinze ans ou apparemment inaptes au service auquel ils sont destinés. Il institue un livret de travail où doivent figurer les conditions de l'engagement, règle la question du contrat de travail, des créances de salaire, des conditions de travail et des contestations possibles en matière de travail.

Puis intervint un décret du 28 mai 1907 qui devait, disait le rapport au Président de la République, permettre aux indigènes d'apprécier « les avantages du travail au lieu d'en fuir les obligations » et qu'il y ait une proportion constante, « de nature à satisfaire aux nécessités entre la demande des colons et l'offre des travailleurs ». Ce décret peu différent du précédent fut lui-même remplacé par un autre portant la date du 7 avril 1911 qui innove sur les précédents en instituant préalablement au recrutement des travailleurs une visite médicale obligatoire et en décidant que le paiement des travailleurs aurait lieu désormais en numéraire.

Ce fut ensuite les décrets des 16 juillet 1922 destiné, celui-ci, à

garantir aux ouvriers le paiement de leurs salaires en cas d'insolvabilité des employeurs, celui du 14 avril 1920 réprimant les détournements d'avance de salaires reçus.

Si l'on excepte l'arrêté local du 18 février 1921 l'on en arrive maintenant au décret du 4 mai 1922 qui réglemente d'une manière précise le recrutement des travailleurs ainsi que les conditions de travail.

« Aux termes de ces dispositions, le recrutement et l'embauchage des travailleurs ne peuvent se faire, dit M. le professeur Solus qu'avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Administration et ceci à un double point de vue, d'une part toute personne qui désire recruter doit obtenir une autorisation de recrutement délivrée par le chef de subdivision ; d'autre part les travailleurs ne peuvent être recrutés que dans les subdivisions ouvertes au recrutement et jusqu'à concurrence d'un certain nombre d'hommes adultes, ces deux points étant fixés chaque année par le Lieutenant-Gouverneur de chacune des colonies du groupe. »

Un arrêté du Gouverneur Général du 11 février 1923 a fixé les détails d'application du décret du 4 mai 1922. Cet arrêté du 11 février a été à différentes reprises modifié, notamment par un arrêté du 7 avril 1927 dont le but était de prohiber les engagements de travailleurs pour toute période supérieure à deux ans, de poser certains principes relatifs au transport et à l'engagement de ces travailleurs.

Au Togo la charte de travail résultait sous l'Administration allemande d'un arrêté local du mois de décembre 1896.

Dès 1922 notre administration pour tenir compte des recommandations contenues dans l'acte constitutif du mandat qui précise que « La Puissance mandataire devra :....

4^o Protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs », envisageait l'intervention d'une législation appropriée.

Une commission était nommée par décision du 8 janvier en vue d'étudier la possibilité d'une réglementation définitive du régime du travail.

Le décret du 29 décembre 1922 fut donc l'aboutissement des travaux de la commission. Cet acte réglemente les conditions du travail « en s'inspirant des besoins d'un pays neuf où l'on voulait

s'efforcer de développer la classe moyenne employant des ouvriers, tout en donnant à ces derniers les garanties désirables ». Cet acte a été complété principalement par les arrêtés du Commissaire de la République des 23 mai 1923 (instituant des contrats de travail, livret de travail et contrôle du personnel), 27 octobre 1924 et 11 décembre 1925 (réglementant la visite sanitaire des travailleurs des chantiers publics et privés), 19 mai 1928, 29 novembre 1928, réglementant le livret de domestique indigène.

Au Cameroun, le recrutement de la main-d'œuvre indigène a fait l'objet d'abord d'un arrêté local du 18 février 1921 (1) ; puis d'un décret du 4 août 1922 qui s'inspire des mêmes principes que ceux qui régissent la réglementation au Togo. Ce décret dont l'objet principal disait M. l'inspecteur des Colonies Picanon, était « d'assurer l'exécution des engagements en subordonnant le concours administratif à des clauses protectrices de la main-d'œuvre, d'instituer une juridiction chargée de régler le conflit du travail et de réprimer par des peines sévères toutes les entraves à la liberté du travail » s'avéra vite insuffisant. Le Commissaire de la République française au Cameroun proposa alors au Département un ensemble de mesures visant : 1^o l'émigration individuelle ; 2^o le recrutement des ouvriers destinés à être employés dans le territoire (dans la circonscription d'origine ou hors de celle-ci) ; 3^o certaines obligations sanitaires ; 4^o le règlement des conflits du travail par des conseils d'arbitrage. Ces mesures ont fait l'objet du décret du 9 juillet 1925, complétant le décret du 4 août 1922. Ces deux textes constituent à l'heure actuelle le code du travail applicable au Cameroun.

Enfin à Madagascar la réglementation et l'organisation du travail furent à l'origine l'œuvre du général Galliéri.

1. Précédemment un arrêté du 30 décembre 1916 avait réservé à l'administration le droit d'intervenir pour le recrutement des travailleurs moyennant une rémunération fixée à 1, 3 ou 10 francs suivant la durée de la période d'emploi ; c'était tout simplement la continuation du système de l'administration précédente. Toutefois il innovait en ce sens que tout particulier pouvait procéder à l'embauchement direct sous réserve d'une autorisation du Commissaire de la République. L'acte d'autorisation devait stipuler les conditions imposées au recruteur et prescrire les garanties accordées au travailleur. Toutes ces clauses devaient être reproduites au contrat établi entre les parties. Cet arrêté, dit-on, avait pour but de réprimer énergiquement les entraves à la liberté du travail et de généraliser l'emploi du contrat de travail.

Cette réglementation fut d'abord très dure de manière à concilier les deux intérêts en présence, celui des indigènes et celui des colons.

Les dispositions de cette réglementation visaient à :

1^o L'établissement d'un livret devant permettre à l'Administration de se rendre compte de la situation exacte de la colonie au point de vue main-d'œuvre ;

2^o L'obligation au travail sous peine de vagabondage ;

3^o La réglementation du travail proprement dit.

Une commission désignée pour étudier la réglementation à intervenir en la matière mit sur pied le texte qui devint l'arrêté du 27 décembre 1896.

Tout indigène devait justifier de ses moyens d'existence en prouvant qu'il faisait partie d'une des deux catégories suivantes :

a) Qu'il était producteur (cultivateur, éleveur) ou patenté (débitant, commerçant) ;

b) Qu'il se trouvait au service de tiers.

Les personnes de la première catégorie étaient munies d'une carte d'identité ou bien devaient justifier qu'elles étaient patentées ; celles de la deuxième catégorie devaient, au contraire, porter un livret individuel, objet d'une réglementation rigoureuse.

Comme le souligne M. le Gouverneur Général Olivier l'arrêté reconnaissait bien que le fait de travailler pour son propre compte constituait un moyen d'existence : « Mais dans l'état rudimentaire de l'organisation de cette époque il fallait, en cette matière s'en remettre principalement à l'appréciation personnelle des administrateurs. Et il semble bien que certains d'entre eux aient eu tendance à ne considérer comme travail effectif que celui accompli en tant que salarié.

« C'était en somme contraindre indirectement les indigènes à louer leurs bras aux colons ou aux services publics.

« De telles mesures peuvent paraître, à juste titre draconiennes, mais pour en juger sainement, il est bon de se reporter à l'époque et aux circonstances exceptionnelles qui les inspirèrent ».

Dès 1900, il intervenait une nouvelle réglementation. Les indigènes ne sont plus tenus de justifier de leurs moyens d'existence ;

ils peuvent « s'employer comme ils l'entendent sans intervention des autorités administratives européennes ou indigènes ».

Un autre arrêté du 31 décembre 1900 créait un office du Travail à Tananarive et des offices régionaux dans les chefs-lieux de Province, en vue d'assurer la liaison entre employeurs et employés et de faciliter aux entreprises privées le recrutement de leur main-d'œuvre ; un autre du 7 mars 1901 soumettait au visa les engagements des travailleurs.

Un arrêté du 16 janvier 1900 qui accordait aux indigènes engagés par contrat, certains avantages, entre autres l'exemption de la demi-prestation donna lieu à tant d'abus (contrats fictifs) que l'administration dû, par une série d'arrêtés intervenus en 1905, décider que les contrats de travail « seraient désormais sanctionnés par les voies et moyens du droit commun » et supprimer les dispenses qu'accordait l'arrêté du 16 janvier.

En mars 1907, le Gouverneur général Augagneur établissait dans la colonie, des conseils d'arbitrage chargés de régler les conflits entre le Capital et le Travail. De 1907 à 1913 on s'efforça de perfectionner la législation intervenue à ce sujet et une série d'arrêtés assurèrent le perfectionnement du système en simplifiant la procédure.

Dès après les événements de 1914 il apparut nécessaire de remanier cette législation et il intervint alors des arrêtés du Gouverneur général du 19 août 1920 qui instituaient une Commission de travail dans chaque province, du 20 août 1920 relatif aux contrats de travail dans la colonie, du 18 avril 1921 modifiant et complétant l'arrêté du Gouverneur général du 20 août 1920, et instituant, d'autre part, une commission du travail dans chaque province et, à l'occasion, dans les districts importants, enfin organisant une inspection du Travail. Deux décrets étaient pris, à la date du 10 juin, pour réorganiser les conseils d'arbitrage indigène, et le 28 août 1921, en vue d'assurer la répression du vagabondage et des délits d'engagement fictif.

Toutes ces dispositions réparties dans un grand nombre de textes n'allaient pas sans inconvénient. Aussi, décida-t-on de les condenser en un seul acte après les avoir amendés et mis à même de répondre aux nécessités actuelles.

Ainsi sortit le décret du 22 septembre 1925 qui « tend à assurer

la stabilité de la main-d'œuvre, à lui garantir une rémunération en harmonie avec l'augmentation du coût de la vie, à donner aux employeurs une sécurité devenue précaire et à assurer le règlement impartial et rapide des différends pouvait naître de l'exécution des contrats intervenus».

Aux termes du décret de 1925, les opérations de recrutement et d'embauchage des travailleurs indigènes destinés à être employés dans la colonie, à l'intérieur et hors de leur circonscription d'origine sont autorisées dans toute la colonie. Ces opérations ont lieu sous le contrôle de l'administration mais sans qu'il soit nécessaire de se munir d'une autorisation. Dans certains cas et pour certaines régions, cependant, les opérations de recrutement peuvent être suspendues par arrêté du Gouverneur général.

* * *

Pour une personne non avertie, il peut paraître curieux pour le moins que cette matière du travail indigène n'ait pu donner lieu à aucune réglementation d'un caractère général et s'appliquant à l'ensemble de nos colonies du continent africain. Ces territoires sont en effet si peu différents, malgré tout, les uns des autres, qu'une législation d'ensemble, acte du pouvoir métropolitain, pourrait poser des principes généraux que des arrêtés locaux se chargeraient d'adapter aux colonies intéressées.

Le Département l'avait ainsi compris et avait préparé un projet de décret en quarante articles, visant en dix titres toutes les questions se rapportant au Travail indigène.

Le titre I du projet s'occupait, en effet, du recrutement (art. 1 et 2).

Le titre II du contrat de travail (art. 3 à 9), du contenu du contrat, de ses modes d'extinction. Il prévoyait aussi l'institution d'un fonds local d'enseignement.

Le titre III concernait les conseils d'arbitrage, dont l'institution dans les colonies était facultative, et la composition de ces juridictions d'exception (art. 10 à 13).

Le titre IV instituait un office central et des offices régionaux de Travail (art. 14 à 16).

Tout le titre V était relatif à l'organisation de l'Inspection du Travail dont les attributions seraient fixées par arrêtés locaux (art. 17).

Le titre VI s'occupait de l'Inspection de la Santé des travailleurs (art. 18 à 25), de leur hygiène (installation, campement, etc).

Le titre VII réglait la question de l'utilisation du contingent militaire (art. 26 et 27).

Le titre VIII, l'organisation du pécule (art. 28 et 29). Le titre suivant, les moyens mécaniques d'exploitation (art. 30 à 32).

Le dixième et dernier titre enfin, la double question de l'Emigration et de l'Immigration.

Communiqué aux chefs des différentes possessions, ce projet a soulevé de leur part certaines objections bien précises, basées notamment sur les différences climatiques, orographiques agricoles et industrielles de nos colonies ainsi que sur celles existant dans le développement social des indigènes qui peuplent ces territoires dont l'organisation administrative financière judiciaire et d'assistance n'est pas toujours identique.

Depuis lors la question ne semble pas avoir avancé d'un pas. Sans doute, attend-on avant de se décider à poser même ces principes généraux sur lesquels on recueillait l'avis unanime des gouverneurs et gouverneurs généraux, que les différentes législations, actuellement en vigueur dans ces possessions, aient fait leur preuve.

Cela ne pourra ressortir d'une manière évidente que d'ici à quelques années, les différents actes que nous avons analysés étant tous relativement récents, les plus anciens ne remontant, en effet, qu'à 1922.

SECTION B

Le contrat de travail

La législation en vigueur dans nos colonies, pose, d'une manière générale, le principe de la liberté du travail. L'indigène ne peut être employé sur une exploitation industrielle, commerciale, ou agricole que s'il s'y est engagé librement, en toute connaissance de cause.

Mais le principe si formellement énoncé ne servirait à rien s'il pouvait dépendre des particuliers de lui infliger les plus grands accrocs.

Le législateur l'a si bien compris qu'il a, à l'avance, tracé des règles dont l'observation devient obligatoire pour les parties au moment de la passation et au cours de l'exécution de leur contrat. Ce cadre, c'est le contrat de travail lui-même qui n'est en somme qu'un type spécial d'engagement. Les décrets définissent ainsi le contrat de travail. « Sont qualifiés contrats de travail, aux termes du présent décret, les conventions passées entre employeurs français ou de nationalité étrangère reconnue, ou indigènes d'une part et employés indigènes d'autre part, pour un travail déterminé dans une entreprise commerciale, industrielle ou agricole nettement définie et comportant pour la personne ou la société qui la dirige l'inscription au rôle des patentes ou la possession d'un titre régulier d'exploitation, à la condition que l'engagé par la nature du travail à fournir ne se trouve pas lui-même dans l'obligation de payer patente. » Ce contrat protège l'indigène des dangers que peut lui faire courir son ignorance ; d'autre part, il met l'employeur à l'abri des caprices ou de la mauvaise foi de son préposé.

La forme du contrat de travail varie avec la nature du travail à accomplir. Dans certains cas la loi se garde même d'intervenir. Il en est ainsi pour les engagements de courte durée ou pour d'autres tels ceux des domestiques, qui restent soumis aux usages locaux.

Dans le cas des travailleurs permanents la loi intervient au contraire pour réglementer, même d'une manière très minutieuse, les conditions de l'engagement.

Les cas où il y a lieu à passation d'un contrat de travail varient avec la législation en vigueur dans chaque colonie.

En A. O. F. l'emploi du contrat de travail s'impose pour toutes les entreprises commerciales, industrielles ou agricoles inscrites au rôle des patentes, pour tous les ouvriers fournissant un travail effectif d'au moins quinze jours par mois (art. 5 du décret du 22 octobre 1925). Il est imposé de même aux entreprises travaillant pour le compte de l'Etat ou des colonies.

En A. E. F. il y a lieu à passation d'un contrat de travail toutes les fois que les indigènes s'engagent à travailler d'une manière permanente ou en dehors de leur circonscription d'origine (décret du 4 mai 1922, art. 2).

A Madagascar le contrat de travail est obligatoire dans le cas

d'engagements contractés par des travailleurs permanents, deuxièmement dans le cas où leur engagement a été contracté par l'intermédiaire des offices de travail.

Au Togo le contrat s'applique aux engagements de plus de trois mois et doit être soumis au visa administratif.

Cette disposition est identique au Cameroun.

Le législateur n'a pas voulu en effet que le travailleur s'engageât pour un temps trop long et il a fixé partout des termes-limites au contrat de travail.

Le délai maximum est partout de deux ans, le minimum est fixé à trois mois en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun et à un mois à Madagascar.

Le contrat doit obligatoirement contenir les stipulations détaillées et complètes énonçant les conditions du travail et les droits et obligations de chacune des parties.

Ces mentions sont généralement les suivantes :

Les nom, prénoms, nationalité, profession et domicile de l'employeur, et s'il agit pour le compte d'une société la date et la nature de ses pouvoirs.

Les nom, prénom, surnom, âge, sexe de l'employé, les noms de son village et du chef de village, tels qu'ils figurent au rôle de l'impôt de capitation ; le nom de la subdivision administrative à laquelle appartient le village, les renseignements signalétiques propres à faire reconnaître l'employé telles que marques et cicatrices relevées sur sa personne.

La nature exacte du travail à fournir et le lieu où il doit être exécuté.

La constatation médicale de l'aptitude physique, dans tous les cas où un médecin est présent au lieu de l'engagement.

La durée du contrat.

Le taux du salaire, les époques et le mode de paiement et en cas de salaire à la tâche, l'indication du salaire minimum et éventuellement des primes de rendement.

La détermination exacte de la ration alimentaire.

Les conditions de vêtement, et s'il y a lieu de logement.

La déclaration que l'engagé est libre de tout engagement.

L'engagement par l'employeur de faciliter, suivant les modalités arrêtées de concert avec le chef de l'unité administrative inté-

ressé le recouvrement des impôts de l'employé pendant la durée du contrat, des impôts dont il pouvait être redevable au moment de l'engagement.

La mention des clauses particulières au contrat.

Le contrat est tantôt rédigé par les soins de l'Administration (A. E. F.) tantôt par l'engagiste sur des formules dont le modèle est fixé par l'autorité administrative (A. O. F., Madagascar, Togo, Cameroun). Il est rédigé en français, établi en trois exemplaires, dont l'un destiné à l'autorité administrative et les deux autres aux parties. Dans tous les cas, ses principales dispositions sont réunies sur un livret délivré au travailleur et qui constitue le *livret d'identité ou de travail*.

L'administration intervient dans la conclusion du contrat soit à la requête de l'une des parties, qui sollicite son visa sur le contrat de travail intervenu (A. O. F., Madagascar, Togo, Cameroun), soit pour la passation du contrat lui-même comme il est d'usage en A. E. F. par exemple, en raison du moindre développement intellectuel et social des populations indigènes ou, à Madagascar, quand l'indigène s'engage par l'intermédiaire de l'office du travail.

L'autorité administrative chargée de donner le visa doit préalablement s'assurer de l'identité des contractants et de la libre volonté de l'engagé ; elle leur donne lecture du contrat en en faisant une traduction dans la langue de l'indigène si cela est nécessaire pour sa parfaite compréhension. Les signatures sont ensuite certifiées et si une des parties est illettrée il en est fait mention.

Le contrat de travail peut être résilié pour les motifs suivants : dans le cas de volonté d'une des parties, dans les cas prévus par la convention conclue entre elles, pour les causes prévues par la réglementation locale, à la suite de décisions du conseil d'arbitrage.

Quant à l'abandon de travail, il constitue un mode particulier de résiliation du contrat et il a donné lieu à de nombreuses controverses.

Certains ont voulu en faire un délit sanctionné pénalement. C'est le cas par exemple de la législation malgache. L'article 85 du décret du 22 septembre 1925 prévoit les délits de l'espèce qu'il punit d'une peine de un à cinq jours de détention et de 1 à

15 francs d'amende. Mais la peine de détention qui n'est encourue que s'il y a eu rupture brusque, injustifiée du contrat, reste facultative pour le conseil d'arbitrage. De plus, en raison de son caractère disciplinaire, elle est subie dans les locaux réservés aux détenus administratifs.

La législation actuelle tend d'une manière générale à abandonner l'idée consistant à faire un véritable délit de l'abandon de travail.

Dans toutes les colonies, on s'arrête à cette distinction de *l'absence illégitime* et de *l'absence légitime*, l'absence étant la situation de l'engagé qui a abandonné définitivement son travail ou a entièrement négligé de s'y rendre.

L'absence est légitime dans le cas de maladie ou quand elle a lieu avec l'autorisation de l'employeur ou pour répondre aux convocations ou citations de l'autorité administrative ou judiciaire, ou pour exposer à ces dernières les doléances, plaintes ou réclamations qui peuvent être formulées contre des tiers ou même contre l'employeur, enfin en cas de force majeure.

Cette absence n'entraîne pas la résiliation du contrat de travail. Elle prive l'engagé de son salaire, mais celui-ci conserve le droit aux vivres ou, comme à Madagascar, uniquement au logement. On admet assez couramment maintenant que l'employeur peut exiger du travailleur à l'expiration du contrat la « reconduction » de celui-ci et pour un nombre de journées égal au nombre de journées d'absence.

L'absence est illégitime quand elle résulte de la seule volonté du travailleur, indépendamment de tout motif plausible. Elle est sanctionnée par une retenue de salaire si elle n'est pas trop longue ; dans le cas contraire, ou en cas de récidive, c'est la résiliation du contrat qui intervient.

Prévenant différents abus qui auraient pu se produire et qui se sont du reste produits, le législateur a sanctionné pénalement les situations suivantes :

Le fait de passer ou de consentir des contrats fictifs ;

Le fait, à l'aide de menaces, violences, dons, manœuvres frauduleuses ou dolosives, de détourner ou tenter de détourner un ou plusieurs indigènes de contracter des engagements ;

Le fait dans les mêmes conditions de déterminer ou tenter de

déterminer un ou plusieurs indigènes, déjà liés par un contrat de travail, à rompre leurs engagements ;

Le fait pour un indigène déjà engagé dans les liens d'un contrat de s'engager ou de tenter de s'engager au service d'un autre employeur.

Ces différentes infractions sont punies d'emprisonnement et d'amende. Elles peuvent même, dans certains cas, entraîner pour l'employeur la suspension du droit d'engager ou de rengager sous certaines conditions et pendant un certain temps (A. O. F., décret 22 oct. 1923 ; A. E. F., décret 4 mai 1922 ; Madagascar, décret 22 septembre 1923).

La législation en vigueur dans nos différentes colonies tend également à poursuivre par une série de dispositions appropriées, le fait pour les indigènes, de ne pouvoir justifier de moyens réguliers et avouables d'existence ainsi que le fait de se trouver sans domicile ou de résidence habituelle fixe ou variable suivant la nature de leur profession. C'est *le délit de vagabondage*.

Afin d'assurer le respect de la réglementation du travail ou de prévenir les contestations que pourrait faire naître l'exécution des contrats de travail, le législateur colonial a dû prévoir, d'une part des inspecteurs du travail, d'autre part des tribunaux d'exception désignés sous le nom de conseil d'arbitrage.

L'inspection du travail (organisme de surveillance et de contrôle) s'est développée suivant la colonie intéressée. En tous cas les fonctionnaires qui la constituent ont pour mission de visiter les chantiers, ateliers et plantations qui utilisent la main-d'œuvre indigène ainsi que les habitations des travailleurs. Ils reçoivent les déclarations des employeurs et des travailleurs, s'efforcent en cas de conflit de les concilier. Ils font toutes les vérifications et constatations utiles en vue de s'assurer de l'observation de la réglementation sur le travail, dressent, en cas d'infractions à cette réglementation des procès-verbaux aux délinquants.

Quant aux conseils d'arbitrage ils connaissent des contestations individuelles et collectives entre les travailleurs et leurs employeurs relatives aux conventions réglementant les rapports des employeurs et des indigènes employés ou ouvriers et ceci, ajoutent certains textes, « que ces conventions soient contenues dans

un contrat de travail ou qu'elles résultent d'un engagement verbal ou de l'usage des lieux ».

Ces juridictions spéciales sont créées par des actes de l'autorité administrative locale, qui fixent en même temps leur compétence territoriale.

La composition de ces conseils varient suivant la colonie mais d'une manière générale elle comporte, sous la présidence de l'administrateur chef de circonscription ou de subdivision, des assesseurs indigènes et européens. Ceux-ci sont toujours en nombre égal. Un fonctionnaire joue auprès du conseil le rôle de secrétaire.

La procédure des conseils d'arbitrage est fixée par les différents décrets relatifs au travail (forme de la requête par laquelle le conseil est saisi, formes et délai de la citation, comparution en personne ou par mandataire, serment ou récusation des assesseurs, délibérations et jugement, appel devant le juge de paix à compétence étendue ou devant le tribunal de première instance, et opposition au jugement par défaut dans un délai qui varie, suivant les colonies, de vingt-quatre heures à huit jours, exécution de la sentence avec contrainte par corps le cas échéant contre l'indigène).

Ainsi donc, une procédure très simple et particulièrement rapide se trouve prévue pour régler les contestations relatives au contrat de travail. Cette procédure est, au surplus, gratuite ; toutes les pièces sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

Cependant il ne semble pas que les conseils d'arbitrage aient répondu aux espérances qu'on fondait en eux. Leur réunion est toujours assez difficile à obtenir, bien que le législateur ait prévu des membres suppléants destinés à remplacer, en cas d'empêchement ou de maladie, les membres titulaires.

L'arbitrage est en effet toujours long, ce qui entraîne avec des déplacements de plusieurs kilomètres parfois, des pertes de temps considérables pour les assesseurs européens.

Non seulement les colons mais aussi les indigènes se détournent de cette juridiction, qu'ils aiment, dans la plupart des cas, remplacer par le tribunal de droit commun, en l'espèce la justice de paix. Aussi dans certaines colonies a-t-on tendance actuellement, sinon à supprimer les conseils d'arbitrage, du moins à ne plus en créer.

SECTION C

La législation sociale.

Non content de fixer dans des textes précis la réglementation applicable dans nos différentes colonies, en matière de travail indigène, le législateur colonial a encore prévu dans ces mêmes textes ou quelquefois par voies de dispositions spéciales toute une série de mesures relatives aux conditions de travail indigène. Les règles que nous devons examiner maintenant constituent actuellement l'embryon de la législation sociale indigène.

Comme on se l'imagine, cette législation sociale coloniale a une origine toute différente de la législation similaire de la métropole. Elle n'est pas, contrairement à ce qui a eu lieu en France, l'aboutissement de considérations d'ordre politique ou économique, de lutte entreprise par la « classe ouvrière » en vue d'améliorer à la fois ses conditions de travail et son existence.

Aux colonies, la législation sociale résulte de mouvements plutôt humanitaires et auxquels les travailleurs, dans la plupart des cas, sont restés étrangers. Cette législation, tout comme la réglementation du travail, leur est donc « octroyée » puisque les masses indigènes sont encore incapables de manifester des désirs de ce genre et que d'ailleurs, il faut l'ajouter, elles ne ressentent pas encore d'une manière bien nette.

Aussi la législation sociale indigène apparaîtra-t-elle, du moins sous certains de ses aspects, comme rudimentaire, n'accordant au travailleur indigène qu'un minimum de protection. Il est en effet exact que «... la population ouvrière doit éprouver elle-même le désir d'être protégée par une bonne législation sociale » et qu'une « législation du travail développée n'est possible qu'avec la collaboration des travailleurs organisés en syndicats ou en réunions professionnelles ». Il n'est pas moins vrai non plus que « là où la classe ouvrière n'est pas encore arrivée à la conscience de ses devoirs si elle n'a pas encore dépassé le stade de l'agitation il ne peut être question d'une législation sociale perfectionnée » (1).

1. M. SCHUMANN, rapport présenté à la 20^e session de l'Institut colonial international tenu à Bruxelles en juin 1929.

En ce sens également, Truchy, *op. cit.*, p. 380.

Chacun sait que nos colonies sont loin d'être parvenues à ce stade où la classe ouvrière possède une conscience de ses devoirs. « La population ouvrière y est encore dans une situation trop inférieure pour avoir même la notion de la législation sociale et si, de-ci, de-là on y constate des rudiments d'unions professionnelles, celles-ci sont encore trop jeunes pour manifester leur puissance autrement que par l'agitation et la grève. »

N'empêche ! l'homme étant un facteur de la production et d'autant plus important qu'il est mieux doué de qualités physiques, le législateur colonial s'est attaché à conserver à l'employeur européen les qualités que pouvait posséder son travailleur indigène.

De là, les différentes dispositions des décrets « qui visent à ce que le travail soit effectué selon des règles conformes à la justice et à l'humanité et dans les conditions satisfaisantes d'hygiène et de salubrité (1) ».

Tous les décrets sur le travail (2) contiennent des dispositions suivant lesquelles il est interdit d'employer comme travailleurs des indigènes physiquement inaptes, soit en raison de leur âge, soit à raison de leur état de santé. Cette âge minimum en dessous duquel l'engagement du travailleur indigène devient impossible varie dans chaque colonie et selon la nature des travaux auxquels on destine l'employé. Mais ce minimum reste toujours compris entre quinze et vingt ans.

En ce qui concerne la détermination de la valeur physique de l'employé elle résulte dans la plupart des cas de l'appréciation du service médical. Toutes les législations coloniales soumettent, en effet, à une visite préalable, les indigènes destinés tant aux chantiers publics que privés.

Le travail des femmes employées dans les entreprises commerciales, industrielles ou agricoles, a fait l'objet de dispositions spéciales. En A. O. F. ces dernières prévoient pour les futures mères un congé de maternité de huit semaines donnant droit à la ration

1. H. Solus, *op. cit.*

2. Les commentaires qui suivent sont tirés des dispositions du décret du 22 octobre 1925 et de l'arrêté du 29 mars 1926 relatif au travail en A. O. F., de l'arrêté du 11 février 1923, du gouverneur général de l'A. E. F., au décret de 22 septembre 1925 du gouverneur général de Madagascar, des décrets des 4 août 1922 et 9 juillet 1925 pour le Cameroun, 29 décembre 1922 pour le Togo.

alimentaire et au demi-salaire. En A. E. F. un arrêté du Lieutenant-Gouverneur du Moyen Congo règle la question pour cette colonie du groupe et interdit d'employer des femmes enceintes ou ayant des nourrissons, tant sur les chantiers publics que privés, à peine des sanctions applicables par le tribunal de simple police ou de celles prévues pour l'indigénat.

A Madagascar le décret du 22 septembre 1925 s'occupe du travail de nuit des femmes qu'il interdit de 9 heures du soir à 5 heures du matin.

La durée de la journée de travail est fixée presque partout à dix heures par jour avec repos méridien. Cependant, dans certains cas, cette durée se trouve encore inférieure à neuf heures. Il en est ainsi en A. E. F. dans le cas de travailleurs qui s'engagent pour la première fois et qui, non encore acclimatés, ne sont soumis qu'à six heures de travail par jour pendant le premier mois, à huit heures pendant le second mois.

Le repos hebdomadaire est prévu dans tous les cas, ainsi du reste que l'arrêt du travail aux jours de fête légale ou à ceux considérés comme tels par la société indigène.

Pour ce qui concerne le salaire, la réglementation prévoit un minimum de salaires ; celui-ci, généralement, devient le salaire normal de la région considérée. Dans le cas d'engagement à temps, nous avons vu, que le contrat de travail mentionnait obligatoirement le taux du salaire. Ce salaire est payable en espèces et aux époques adoptées dans chaque colonie (à la quinzaine, au mois). Il peut faire exceptionnellement l'objet d'avances (1) ; mais celles-ci sont, en principe, prohibées. Les avances de salaires ont en effet donné lieu à tant d'abus de la part des indigènes que le législateur a dû les interdire et sanctionner par l'article 408 du code pénal le délit de détournement d'avances.

Les avances autorisées donnent lieu à des retenues sur les salaires dus ; d'autres retenues peuvent encore être effectuées dans le cas de paiement des impôts des indigènes ou en vertu d'une décision du conseil d'arbitrage. C'est toujours à l'autorité administrative qu'il appartient de déterminer le montant de cette retenue.

Enfin, en vue de procurer quelques ressources au travailleur

1. Dans un ordre d'idées assez analogue, signalons l'interdiction des « économats » ou « cantines » sur les exploitations.

pour le moment de sa libération et, d'autre part, pour lui faire acquérir la notion des bienfaits de l'épargne, certains législateurs prévoient la constitution d'un pécule au profit du travailleur. La constitution de ce pécule donne lieu à prélèvement sur le salaire de l'indigène; les sommes ainsi obtenues servent à l'achat de timbres spéciaux dits « timbres pécules », qui sont apposés sur des carnets individuels appelés « carnets de pécule » établis au nom de chaque travailleur.

Une autre série de dispositions visent la nourriture des travailleurs, leur logement, leur habillement.

Chaque travailleur a droit à une ration journalière de vivres, ainsi que sa famille, s'il en possède. Cette ration est allouée en nature et ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle peut être remplacée par une indemnité en espèces. Les contrats de travail prévoient le taux et la composition en nature de la ration. Celle-ci peut être augmentée des produits du travail personnel de l'indigène à qui les différents cahiers des charges réservent toujours des lots de terrain pour ses jardins familiaux.

Quant au logement il est dû aux travailleurs indigènes qui sont employés en dehors de leur village. Les logements des travailleurs doivent être établis en des endroits salubres bien aérés, faciles à ravitailler en eau potable. Ils doivent remplir toutes les conditions d'hygiène désirables, et répondre à certaines prescriptions de l'administration. Les camps ou villages indigènes ainsi construits doivent être dotés d'installations d'hygiène; selon le nombre des travailleurs employés, un infirmier indigène ou un médecin doit y être attaché.

Enfin l'habillement des travailleurs est organisé selon la colonie considérée.

Les mesures relatives à la santé des travailleurs n'ont pas été oubliées par le législateur.

Les textes ont prévu l'organisation et la composition d'un service médical et pharmaceutique qui doit fonctionner dans les entreprises et exploitations, l'installation d'infirmières ou postes de secours avec la nomenclature des médicaments qu'ils doivent obligatoirement posséder et on s'est montré à ce sujet d'autant plus difficile que le nombre des travailleurs était plus élevé.

Dans certaines colonies A. O. F., A. E. F., des visites péri-

diques sont faites par les médecins de l'assistance médicale indigène qui jouent en quelque sorte le rôle de médecins-inspecteurs. Ils inspectent les infirmeries, vérifient leur approvisionnement en médicaments, constatent l'état sanitaire des agglomérations d'ouvriers avec observations relatives à l'hygiène générale, le logement, la nourriture, l'alimentation en eau, le nettoyage des fosses d'aisance, l'exécution des travaux périodiques de débroussaillage. Ils rédigent, à l'occasion de leurs visites, des rapports en double exemplaire, envoyés, d'une part à l'autorité administrative, d'autre part, au chef du service de santé.

Dans le cas où l'état sanitaire d'une agglomération laisserait à désirer, l'autorité administrative pourrait prendre les mesures que comporterait la situation sans que l'employeur puisse prétendre, en A. O. F., à aucune indemnité pour le préjudice qu'il aurait pu avoir subi de ce fait.

Outre l'organisation sanitaire et prophylactique des centres de travail, la législation coloniale prévoit pour le travailleur des soins et prestations en cas de maladie. « Sur ce principe, dont remarquons le bien, écrit M. Solus, il n'y a pas d'équivalent dans la Métropole, les textes relatifs à nos différentes colonies africaines sont unanimes. » (1).

La durée pendant laquelle les soins médicaux et pharmaceutiques sont dus, celle pendant laquelle la ration de vivres ou une portion de salaire reste acquise au travailleur malade varient avec chaque colonie. Si à l'expiration du temps ainsi prévu le malade ne se trouve pas rétabli et reste dans l'impossibilité de reprendre immédiatement son travail, la résiliation du contrat d'engagement pourra être prononcée par le conseil d'arbitrage. Si l'employeur aime mieux attendre le rétablissement du travailleur, celui-ci pourra à l'expiration du contrat être retenu pour un nombre de journées égal à celui qui excède la durée de l'indisponibilité autorisée en cas de maladie. Pour ces journées supplémentaires le travailleur perçoit l'intégralité de son salaire ainsi que les diverses autres prestations d'usage.

Enfin, dans certaines colonies, en cas de décès du travailleur la famille de celui-ci touche une indemnité fixée par l'admi-

1. H. Solus, *op. cit.*

nistration et qui est sensiblement plus élevée quand le décès provient d'un accident, d'une maladie du travail que lorsqu'il résulte de maladie ordinaire.

Nous en arrivons ainsi aux dispositions relatives aux accidents et maladies du travail.

En Afrique Occidentale l'accident ou la maladie professionnels, contrairement à ce qui a lieu dans les autres cas, enlèvent à l'employeur la faculté de pouvoir demander la résiliation du contrat quand l'indisponibilité dépasse la durée fixée par l'autorité administrative. De même l'employeur n'est pas fondé à réclamer du travailleur à l'expiration de son engagement, la reconduction de son contrat (art. 9, A. G. G., 29 mars 1926).

Les droits du travailleur malade comprennent outre les prestations en nature (ration journalière, logement et portion de salaire fixée par l'administration) accordées en cas d'accidents ou de maladie même non professionnels, les soins fixés par l'article 40 de l'arrêté du Gouverneur Général du 29 mars 1926, arrêté pris, nous le savons, en application du décret du 22 octobre 1925. Cet article dispose : « En cas de maladie ou de blessure ayant sa cause directe dans un risque de la profession, les travailleurs reçoivent jusqu'à guérison complète ou constatation d'incurabilité ou jusqu'à consolidation de la blessure les soins motivés par leur état, sans préjudice des réparations civiles auxquelles ils peuvent prétendre le cas échéant ».

« Ainsi donc, écrit M. Solus, en dehors des soins et prestations en nature qui lui sont accordés de plein droit, le travailleur ne peut obtenir l'indemnité que s'il prouve dans les conditions du droit commun la faute et la responsabilité du chef d'entreprise » (1).

Il faut remarquer cependant que si sa maladie ou l'accident entraînent la mort du travailleur, la famille de celui-ci peut, sans autre condition, obtenir de l'employeur ou de l'Administration dans le cas où il aurait été au service de cette dernière, une certaine indemnité dont le taux est fixé par l'autorité administrative.

En Afrique Equatoriale, les accidents du travail — les maladies professionnelles ont été omises — ont fait l'objet d'une disposition contenue en l'article 15 de l'arrêté du Gouverneur Général du

11 février 1923. « L'employeur, aux termes de cette disposition, est responsable des accidents subis par les engagés pendant leur présence sur les chantiers durant les heures de travail ». Cela laisse à entendre que l'employeur est responsable de tous les accidents qui peuvent se produire sur les chantiers sans qu'il soit nécessaire au travailleur de rapporter la preuve de la faute, comme c'est le droit commun.

Cette opinion n'est pas partout admise et beaucoup prétendent que l'expression employée a dépassé l'esprit du législateur qui, très certainement, entendait appliquer en A. E. F. un système analogue à celui en vigueur dans les autres colonies et non dérogoire au droit commun.

Il semble qu'en égard à la moindre des populations de l'A. E. F. le législateur ait voulu les protéger plus solidement que partout ailleurs et ait admis un système tout différent de celui habituellement suivi.

L'article 15 continue ensuite : « Si l'accident est compatible avec la reprise du travail, l'employeur a la charge des soins médicaux donnés à l'engagé soit par un médecin attaché à l'entreprise, soit dans une formation sanitaire de l'Administration. Pendant la durée de l'indisponibilité, l'engagé touche un demi-salaire, la ration entière lui est due s'il n'est pas soigné dans une formation sanitaire.

Si l'accident entraîne l'incapacité pour l'engagé de continuer ses services, l'employeur sera tenu de lui garantir une indemnité dont la quotité sera fixée par un arrêté ultérieur. En attendant la promulgation du dit arrêté, la quotité de l'indemnité sera déterminée amiablement par les parties ; en cas de désaccord, l'affaire sera portée devant le conseil d'arbitrage.

Au Cameroun, le décret du 9 juillet 1925 pose en son article 23 le principe que tout travailleur malade doit être soigné. Les dépenses concernant le traitement à donner aux ouvriers sont à la charge de l'employeur.

Le décret ne distingue pas entre les maladies et les accidents professionnels, puisqu'il dispose peu après que les grands blessés susceptibles d'être transportés et les contagieux et les malades graves seront dirigés sur l'hôpital le plus rapproché.

Il appert par ces spécifications que la victime d'un accident ou

d'une maladie du travail n'a pas à établir la preuve de la faute de l'employeur pour bénéficier des soins qui lui sont dus dans tous les cas, ni d'une indemnité dans le cas où il croirait devoir actionner son employeur en dommages et intérêts. La législation du Cameroun, à ce point de vue rappellerait, celle de la colonie voisine de l'Afrique Equatoriale. Mais il peut sembler aussi que le législateur, en conservant le silence à ce sujet, se soit tout simplement conformé aux règles habituelles.

Au Togo enfin, les dispositions analogues ont été prévues soit dans les décrets sur le travail, soit dans les arrêtés pris en application de ces derniers.

A Madagascar, le travailleur frappé d'une indisponibilité, accident ou maladie, ne bénéficie pas des mêmes avantages qu'en A. O. F. ou en A. E. F. Il ne peut, en effet, exiger de l'employeur que les soins médicaux et pharmaceutiques, la ration et le demi-salaire pendant un mois au maximum (art. 46 et 47 du décret du 22 septembre 1925). A l'expiration du délai d'un mois, l'employeur peut demander au conseil d'arbitrage la résiliation du contrat, sans préjudice des suites judiciaires que peut entraîner l'accident (art. 48 du décret).

Le dernier membre de phrase du texte laisse supposer qu'en cas où le travailleur intenterait un procès à l'employeur qu'il appartiendrait au premier de prouver la faute du second. C'est l'application du droit commun. Où le texte manque de souplesse, c'est en n'établissant pas cette discrimination faite en A. O. F. entre la possibilité et l'impossibilité pour le travailleur de reprendre son travail à l'expiration du délai d'un mois légalement autorisé.

A vrai dire, aux termes de l'article 52 du décret, les articles 46, 47, 48 n'étaient édictés qu'à titre provisoire ; mais la réglementation annoncée n'étant pas encore intervenue, les solutions provisoires des articles en question restent toujours en vigueur (1).

On s'est demandé avec raison s'il ne convenait pas d'étendre aux colonies du continent africain, les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, applicables jusqu'ici dans

1. Il est remarquable de constater combien toutes ces législations basées encore sur la notion de *faute*, diffèrent de celles en vigueur dans la Métropole inspirées avant tout de l'idée du *Risque Professionnel* !

les seules vieilles possessions, afin de protéger plus efficacement encore le travailleur indigène.

« ... Cependant, écrit M. Monnet, l'ouvrier indigène n'a-t-il pas droit à être protégé au même titre que l'ouvrier français ? L'opposition des employeurs à qui on a épargné au début de leurs entreprises coloniales des charges trop lourdes, opposition qui se rencontre généralement quand il s'agit de promulguer une loi sociale nouvelle, ne suffit plus à justifier l'absence de réglementation sur un point aussi délicat. » Le même auteur ajoute : « Le principe de la réparation des accidents dus aux risques professionnels est un principe de Justice qui doit, à l'heure actuelle, être universellement admis, et il n'est pas impossible au gouvernement d'organiser un système dont les conditions d'application varieraient au besoin avec chaque colonie, mais qui donnerait aux ouvriers les garanties élémentaires auxquelles ils ont droit. »

C'est une question très délicate que celle de l'extension de cette loi qui est ainsi soulevée et dont la solution doit tenir compte du degré d'évolution de nos colonies.

Evidemment, les indigènes ont besoin d'être mis à l'abri de l'arbitraire des employeurs. Mais il est certain que la masse indigène, à quelques exceptions près, ne ressent pas immédiatement le besoin de se voir appliquer ces dispositions.

Soulevant à nouveau le débat, l'étendant même, M. le député Candace demandait à la Chambre au cours de la séance du 22 janvier 1929 que les lois sociales fussent appliquées dans ces territoires où il est grandement désirable d'encourager la natalité. « Les colonies, ajoutait l'orateur, ne sont pas des réservoirs d'hommes inépuisables », il convient d'organiser dès maintenant, pour résoudre toutes les questions de cette nature, une direction de travail, d'hygiène et de toutes les œuvres sociales aux colonies.

On fait valoir contre l'extension immédiate à ces colonies du système institué par la loi de 1898 et les lois subséquentes qui l'ont modifiée et étendue, un certain nombre d'objections.

La première, c'est l'insuffisance de l'évolution des indigènes qui ne semblent pas encore aptes à bénéficier de ces lois sociales. Il est à craindre en effet, que l'indigène, du fait des allocations diverses qui lui seront attribuées, ne perde tout goût du travail et

ne simule fréquemment des maladies, une indisponibilité excessivement longue pour tout simplement rester le plus longtemps possible inactif.

La seconde objection qui est formulée c'est que nos colonies du continent africain ne présentent pas encore toutes les conditions matérielles d'organisation administrative (service médical, contrôle, fonctionnement des sociétés d'assurances, etc.), que requiert le fonctionnement de la loi.

Ainsi tout récemment encore, on s'est préoccupé de savoir si, en vue de l'introduction dans la Grande Ile de cette législation sur les Accidents du Travail, on pourrait éventuellement compter sur les compagnies françaises d'assurances. Celles-ci ont répondu par la négative.

D'autre part, aux colonies, devra-t-on, dit-on, assimiler les maladies aux accidents professionnels ? Il sera souvent assez délicat, en raison des endémies tropicales, de faire la discrimination exacte entre les maladies contractées sur les chantiers, étant au service de l'employeur, et par suite professionnelles, et d'autre part, les maladies ayant une autre origine.

Enfin, si l'on se prononce en faveur d'une application fragmentaire de la loi, les difficultés ne seront pas moindres, car toute la question sera dès lors de savoir comment établir les catégories d'ouvriers européens ou indigènes, qui seront soumis ou non au régime de la loi de 1898.

Il semble que dans ce domaine on ne doive s'engager qu'avec une extrême prudence. Ainsi qu'on l'a signalé bien des fois et que nous le rappelions au début de cette section, l'évolution sociale d'un pays doit aller de pair avec l'évolution économique. Si certains indigènes peuvent dès maintenant bénéficier des dispositions dont il s'agit il en est malheureusement beaucoup trop d'autres et c'est la grande majorité qui ne sont pas du tout intéressés à leur application. Aussi, dans le cas de Madagascar a-t-on pu demander de renvoyer *sine die* l'application d'une telle réglementation.

La réponse ne peut être différente pour nos autres colonies moins socialement évoluées.

Ce n'est pas que la loi du 9 avril 1898 en cette matière, ne soit pas applicable aux colonies.

Il en est ainsi de la loi du 26 avril 1884 modifiée par celle du

13 mars 1920 et relative aux syndicats professionnels. Elle a été étendue aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion. Mais aucune disposition n'a prévu son application aux colonies beaucoup plus jeunes du continent africain. Récemment, M. le Député Guernet posait au ministre des Colonies la question de savoir si ces lois n'étaient pas encore applicables aux colonies considérées, à quelle date on pourrait envisager leur promulgation (question du 27 juin 1929) ; la réponse du ministre fut que la loi du 12 mars 1920, modifiant celle de mars 1884 a été par son article 10, déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies et que de fait elle a été successivement mise en vigueur dans les colonies des Antilles, de la Réunion, de la Guyane, de la Nouvelle Calédonie, de la côte des Somalis, à Saint-Pierre et Miquelon. Quant aux autres colonies, les gouverneurs et gouverneurs généraux ont signalé les difficultés qui résulteraient de l'application trop rapide de cette législation aux colonies. Une telle mesure serait prématurée eu égard à l'état social actuel des populations indigènes.

La réponse du ministre ajoutait que le Département a préparé un projet de la loi modifiant celle du 12 mars 1920 et tenant compte de la législation sociale. Ce projet, déposé sur le bureau de la Chambre le 24 décembre 1920, est devenu caduc n'ayant pas été mis en discussion au cours de la législature. Aussi, le Ministère des Colonies ne perdant pas de vue la question avait-il poursuivi la mise au point d'un nouveau projet qui permettrait dorénavant la mise en jeu aux colonies considérées, de la loi du 12 mars 1920.

Par contre, il a été appliqué à ces possessions, un certain nombre d'autres dispositions telles que :

La loi sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes.

La convention du 26 septembre 1906 relative à l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes, accepté par la France le 26 novembre 1909 et déclaré applicable aux colonies par un décret du 12 février 1910.

Celles sur l'exploitation des mines et qui posent une série de mesures dans l'intérêt de la sécurité et de la santé des travailleurs.

Dans ce même ordre d'idées, signalons qu'un arrêté du 23 mars du Gouverneur général de Madagascar a réglementé les conditions d'ouverture et de fonctionnement des fonderies de graisse et de

saindoux et des établissements pour la salaison des viandes.

En matière d'institutions de Prévoyance il n'est pas besoin de se demander si la loi du 15 juillet 1920 qui étend aux colonies certaines dispositions des lois des 15 juillet 1893 sur l'Assistance médicale, celles du 27 juin 1904 sur les enfants assistés, du 28 juin 1904 sur les Pupilles de l'Assistance, difficiles ou vicieux, 14 juillet 1905 sur l'Assistance obligatoire aux vieillards infirmes et incurables sans ressources, enfin du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses ne sont pas applicables à ces territoires (1).

A défaut de ces textes qui n'ont encore pu trouver place dans nos colonies, en l'état actuel de leur développement économique et social, d'autres dispositions ont été envisagées.

A titre d'exemple, on pourrait citer un arrêté du 30 juin 1911 du Lieutenant-Gouverneur de l'Oubanghi-Charki, créant à Fort-Lamy une caisse de prévoyance chargée de recevoir et de conserver les dépôts d'argent effectués par les indigènes, sans d'ailleurs servir aucun intérêt aux déposants.

Le décret du 9 juin 1915 qui organise en A. E. F. des sociétés de secours mutuels, celui du 4 juillet 1919 modifiant celui du 5 décembre 1913 et créant en A. O. F. des sociétés indigènes de prévoyance. Au Togo, au Cameroun, des sociétés de prévoyance

1. C'est à dessein qu'il n'a pas été fait mention au texte de certaines dispositions posant le principe de l'assurance obligatoire et tendant à garantir le travailleur contre le risque de la vieillesse : 1^o de la loi du 5 avril 1910 sur les *Retraites Ouvrières et Paysannes*, non encore applicable même dans les vieilles colonies qui en ont cependant demandé l'extension, notamment par l'organe du *Referendum Ouvrier et Paysan*, de la Guadeloupe ; 2^o de la loi du 30 avril 1930 sur les *Assurances sociales*.

Dans un autre ordre d'idées, nous devons souligner qu'à l'occasion de la codification métropolitaine des lois ouvrières réalisée par les lois du 28 décembre 1910 et 26 novembre 1912, il fut proposé d'étendre cette législation aux colonies. Cette extension n'ayant pu être opérée immédiatement, l'article 6 de la loi du 26 novembre 1912 stipula que les lois en vigueur en Algérie et aux colonies continueraient d'y être appliquées et que des décrets détermineraient les conditions d'application des dispositions du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Le Comité Permanent de la Législation Coloniale du Travail et de la Prévoyance Sociale, établi par décret du 4 décembre 1911 au Ministère des Colonies, fit étendre aux vieilles possessions (Antilles, Réunion, Guyane), avec les modifications nécessaires, les dispositions du Code du Travail. Quand il voulut en faire autant pour les Gouvernements généraux sa proposition souleva de la part de ces derniers et principalement de l'Indo-Chine, de vives protestations. Le projet dut être ajourné.

d'un genre spécial, s'appliquant exclusivement en effet à l'agriculture, les coopératives agricoles ont été prévues.

D'autre part, dans certaines de ces colonies (en A. O. F., à Madagascar) fonctionnent des caisses d'épargne postale. Ces organismes ont été créés en vue de développer le goût de l'épargne chez l'indigène, et il serait nettement désirable qu'on pût prévoir leur extension non seulement dans celles des colonies du groupe où ils n'existent pas encore, mais aussi dans nos territoires sous mandat où l'indigène vit, comme partout ailleurs, dans cette imprévoyance qu'on veut précisément combattre en A. O. F. et à Madagascar. Au Cameroun, des caisses de retraites ont été prévues pour les agents de l'administration. Ces mesures bienveillantes semblent s'étendre également dans les territoires voisins.

Pour finir dans ce domaine, signalons que la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés à des professions ambulantes et celle du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, etc., commis sur les enfants, ont été rendues applicables aux colonies de l'A. O. F., de l'A. E. F., Madagascar, par décret du 10 novembre 1908 en même temps qu'aux autres colonies de la Nouvelle Calédonie, de Saint-Pierre et Miquelon, de l'Indochine, de l'Inde et de l'Océanie.



Les dispositions que nous venons d'énumérer si brièvement ne peuvent évidemment pas avoir la valeur des codes de Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociales. Telles qu'elles sont cependant, elles constituent pour nos colonies une réglementation précieuse, qui se perfectionnera encore, sans doute, mais qui permet dès maintenant de concilier à la fois les intérêts du Capital et du Travail.

DEUXIÈME PARTIE

Le travail public obligatoire.

*« Le tort des puissances métropolitaines
est de n'avoir pas entrepris depuis longtemps
une réglementation et une limitation rigou-
reuses de la réquisition... »*

LOUIS ROUBAUD.

DEUXIÈME PARTIE

Le travail public obligatoire.

Une étude de la main-d'œuvre indigène dans les colonies africaines serait forcément incomplète si elle se bornait uniquement à l'examen des rapports du colon et du travailleur et de la législation appréciable à cet égard.

La colonisation n'est, en effet, pas le fait des seules entreprises privées.

A côté et au-dessus du colon se trouve l'administration.

Certes, tous deux, le colon et l'administration contribuent à la mise en valeur des pays où ils se sont installés. Mais alors que toute l'activité du premier — et cela se conçoit aisément — provient de mobiles où les considérations d'intérêt tiennent la première place, celle de l'autre, au contraire, est déterminée par le souci de l'intérêt général, du bien de la collectivité tout entière. Création de l'outillage public, développement du pays, transformation matérielle et sociale du milieu, accroissement du bien-être collectif, tout cela incombe au gouvernement de la colonie. Il n'est pas, en somme, de problème se posant sur le plan de l'utilité générale qui puisse le laisser indifférent. Tous l'intéressent au premier chef.

S'occupant donc de travaux des plus variés : routes et ponts, voies ferrées, ports et rades, hydraulique, assainissement, l'administration aura besoin d'un personnel approprié, d'une main-d'œuvre importante. Parfois même, pour exécuter les travaux qui ressortissent de sa compétence il lui faudra disposer d'un personnel, d'une main-d'œuvre si considérable que la présence de plusieurs centaines, de plusieurs milliers de travailleurs sera nécessaire pendant de longs mois sur les chantiers. Déjà donc, recrutement

plus élevé que celui des plus grandes entreprises privées, voire quelquefois de toutes les entreprises pouvant exister dans la colonie à un moment donné. Comme exemples, on pourrait citer le cas du chemin de fer du Cameroun, celui de l'A. E. F. Dans notre territoire sous mandat de 1922 à 1927 il n'a pas été réuni pour les travaux de prolongement du chemin de fer du centre moins de six mille manœuvres. Chiffre certainement plus élevé que celui de tout le personnel des autres installations du moment si l'on se rappelle qu'à l'époque le nombre des entreprises agricoles n'était pas supérieur à la cinquantaine et que celui des exploitations forestières ne dépassait pas la dizaine.

Pour l'Afrique équatoriale française, la même observation s'impose, si l'on pense que lorsqu'il fut question du Brazzaville-Océan on n'estimait pas à moins de 10 à 15.000 le nombre d'hommes nécessaires au fonctionnement normal des chantiers. Grâce au développement de l'outillage, à l'augmentation du matériel mécanique ce nombre a été sensiblement réduit. Mais dans les prévisions initiales, il n'était pas inférieur aux chiffres indiqués.

Pour le recrutement de masses d'hommes aussi considérables, le Gouvernement de la colonie, doit-il, sur le marché du travail, se placer comme un simple particulier ? Si l'on adopte cette solution qui n'est que la mise en jeu de la loi de l'offre et de la demande, il va falloir, avant de commencer aucun travail attendre que les indigènes se soient, en nombre suffisant, présentés pour louer leurs bras. Qui ne se rend compte immédiatement combien une telle méthode peut être préjudiciable aux intérêts bien compris de la colonie ! On a assez répété que l'indigène était paresseux pour que l'on ne s' imagine pas qu'il suffit de lui montrer le caractère d'utilité des travaux à entreprendre ou de l'allécher par quelque promesse, l'espoir d'un fort salaire, par exemple, pour l'amener à s'engager sur les chantiers. Par nature le travailleur indigène ne se lie point. il lui répugne de se savoir astreint à une obligation bien précise. Aux occupations régulières il préfère la douce flânerie, au seuil des cases ou à l'ombre des grands arbres.

Dans ces conditions, ce serait s'illusionner grandement, pêcher par manque de psychologie africaine que de prétendre recruter sans contrainte un contingent d'hommes aussi important.

Si l'on se décide à recruter de force les travailleurs nécessaires

aux entreprises publiques, une telle opération ne risque-t-elle pas d'abord de priver la colonisation libre de la main-d'œuvre qu'il lui est déjà si difficile de se procurer, même en période normale ; ensuite, si les opérations sont trop souvent renouvelées ou immobilisent pendant trop longtemps les travailleurs, ne risque-t-on pas encore de la décourager ?

Il est heureux de constater que, dans la pratique, le problème n'a pas revêtu cet aspect d'extrême gravité. Se fut-il présenté ainsi qu'il eut été nécessaire d'arguer de la qualité de l'Administration, des buts généraux qu'elle se propose, pour lui céder le pas sur les entreprises privées, car l'exécution du programme d'outillage, indispensable à la transfiguration économique du pays ne peut être indéfiniment ajournée. Pour développer le commerce, l'agriculture ou l'industrie, mettre en œuvre les richesses latentes du sol ou du sous-sol, modifier la mentalité primitive de l'indigène, faire de cet être attardé, un « évolué », il est indispensable, en effet de transformer le pays, de créer grâce aux moyens de communication et de transport ou d'un outillage approprié, une vie meilleure pour l'autochtone. C'est donc vers la réalisation de grands travaux que doivent, en tout premier lieu, porter les efforts de l'administration si elle entend faire rayonner au sein de la brousse millénaire l'influence de ses méthodes et de sa science, y infuser la vie, le bien-être et la civilisation.

Il apparaît dès lors comme un devoir s'imposant à la puissance colonisatrice, d'user de toute son influence pour résorber les mauvaises habitudes de la main-d'œuvre locale, l'amener au travail, la faire participer aux travaux d'intérêt général sans lesquels il n'est pas exagéré de prétendre, qu'on assurerait, immanquablement « la banqueroute de la colonisation » (1).

De l'impérieuse nécessité où l'on se trouve ainsi de s'attacher le concours des bras des indigènes, au travail forcé ou obligatoire, il n'y a plus qu'un pas. Il a été vite franchi, et les peuples coloniaux ont justifié leur geste, en invoquant, précisément, les intérêts supérieurs de la colonisation.

C'est au nom du même principe qu'on a pu imposer aux indigènes l'obligation de certaines cultures.

1. H. Bérenger, cité par Fayet dans *op. cit.*

D'une manière générale, l'indigène est sous-alimenté, il mène une existence physiologique misérable. Pour le rendre plus apte aux travaux qu'on exigera de lui, il est indispensable qu'il soit convenablement nourri, qu'il puisse manger à sa faim. De là, la nécessité de le pousser soit à produire des vivres en quantité telle qu'il puisse s'alimenter régulièrement et être à l'abri des disettes ou des famines, soit encore à louer ses bras à des entreprises qui, aux termes du contrat à intervenir, seront forcées de lui assurer quotidiennement une nourriture répondant quantitativement et qualitativement à certaines conditions déterminées.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, c'est directement ou indirectement, le système des cultures obligatoires.

Le procédé conserve encore son caractère « forcé » même quand il est entrepris en vue de faire l'éducation de l'indigène.

Le système, d'ailleurs, n'est pas nouveau. Il a assuré voilà déjà quelques années la prospérité des Indes Néerlandaises où il a été appliqué sous le nom du Gouverneur de l'époque, le Gouverneur Van den Bosch. Obligation est faite à tous les autochtones de complanter leur terre en cultures d'une certaine catégorie dont le produit est acheté par le gouvernement des Iles à un prix déterminé. Le gouvernement est le seul intermédiaire entre le producteur et l'acheteur ; il augmente ou diminue les surfaces consacrées à un produit déterminé selon la vogue de celui-ci sur le marché.

Appliqué en Côte d'Ivoire pour une culture riche, celle du cacao, le système a donné encore d'excellents résultats. Il a permis de développer les plantations de cacaoyers dans notre colonie de la côte Occidentale d'Afrique, et d'assurer ensuite la prospérité des indigènes de la colonie.

* * *

Voilà donc posé le problème du travail obligatoire qui comprend donc non seulement les réquisitions de travailleurs pour les chantiers publics, mais aussi les cultures forcées. Examinons donc rapidement comment on peut arriver à justifier le recours au travail par contrainte.

D'abord les arguments à l'appui de ce procédé ont reposé sur la nécessité. En l'état actuel des choses, laissait-on à entendre, il est impossible d'envisager la mise en valeur des colonies sans l'indigène. Mais une apathie, une paresse innée, d'autre part une nature trop généreuse, l'empêchent de rechercher et de se livrer à aucun travail régulier. Il n'est donc pas d'autre moyen que la contrainte pour le soumettre au travail qu'il ne veut pas accepter de plein gré. Il semble que le premier, M. Duchêne, alors chef du bureau de l'Afrique au ministère des colonies ait eu le courage de donner une forme bien précise à cette théorie. Si les populations indigènes ni par *éducation*, ni par *besoin*, disait-il en substance, ne fournissent spontanément la main-d'œuvre nécessaire aux œuvres de colonisation européenne « elles y seront autrement incitées ; on la leur réclamera par force, on essaiera de les y amener par intérêt » (1).

M. Leroy-Beaulieu à qui nous empruntons cette citation s'indigne de ces propos. Il note : « le dernier membre de phrase ne prête pas directement à la critique, car c'est l'intérêt qui est le mobile de la généralité des actes économiques ; il semble toutefois, ici, couvrir des sous-entendus, et, en tous cas, l'avant dernier membre est très explicite « on la leur réclamera (la main-d'œuvre) par force ».

Néanmoins, l'alternative que l'on posait ainsi proposait d'un côté le travail obligatoire et que l'on pensait obtenir d'abord, grâce à une législation appropriée sur la répression du vagabondage. Les indigènes ne travaillant pas pour leur compte et incapables d'exhiber un contrat d'engagement avec un colon dans des formes et pour une durée déterminées sont poursuivis comme vagabonds et punis comme tels. Ici la contrainte est directe, absolue et elle ne laisse pas même d'être arbitraire et vexatoire. On suggérait ensuite la corvée, la prestation d'aujourd'hui qui s'analyse, en somme, en la fourniture gratuite à l'administration d'une quantité de main-d'œuvre déterminée et pour des travaux d'utilité générale. Le problème de la corvée ou des prestations sera examiné plus loin. Mais il est à noter, dès maintenant, que le Congrès de Sociologie coloniale, tenu à Paris en l'année 1900 accusait ce régime d'avoir donné lieu à des abus très graves et de revêtir d'autre part, dans

1. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*

certaines colonies un caractère d'arbitraire et d'extrême dureté.

Dans le même ordre d'idées, on proposait enfin de considérer comme un délit et de sanctionner comme tel, la rupture du contrat d'engagement.

Sans doute ici la contrainte se trouve singulièrement voilée, atténuée. Mais le principe lui-même bouleverse les conceptions juridiques les plus solides. On assure, il est vrai, qu'aux colonies, les sanctions civiles sont tout à fait illusoires, et que dans la mentalité primitive du nègre, la notion d'obligation est inséparable de l'idée de peine.

« Bien des arguments ont été mis en avant pour justifier les sanctions pénales, dit M. Jacquier. On a invoqué notamment le rôle moralisateur de la peine ; on a cru rendre le principe plus acceptable en infligeant ces sanctions non seulement au travailleur indigène en rupture d'engagement, mais aussi à l'employeur européen qui ne remplirait pas ses obligations (et nous estimons en effet que l'égalité des parties au point de vue des sanctions est indispensable), mais l'intérêt supérieur de la colonisation est à lui seul une justification suffisante » (1).

Cette même alternative, recommandait, en second lieu, de prendre l'indigène par l'intérêt qui en définitive est le grand moteur de l'activité humaine. Pour l'inciter au travail on lui accorderait un avantage important, la dispense de corvée au cas où celle-ci existerait à la colonie, ou une exemption d'impôts.

Cette théorie du travail obligatoire basée sur la nécessité est moins ancienne qu'on ne le saurait croire, ou du moins elle compte encore des défenseurs même à notre époque, chez des esprits éminents. « Le caoutchouc et les noix palmistes qui se trouvent à une grande distance de la côte écrit le docteur A. Schweitzer, ne sont d'aucune utilité s'ils ne peuvent être transportés. Souvent le seul moyen de transport est constitué par le portage imposé par l'Etat, ce portage devant être effectué entre les plantations et le point accessible au commerce côtier par vapeurs, chemins de fer, ou véhicules à moteur (2) ». C'est aussi l'opinion de M. Louwers, membre du Conseil colonial belge. Pour lui « la contrainte des indi-

1. Jacquier, *op. cit.*

2. Cité dans le *Livre gris* du B. I. T. sur le travail forcé.

gènes au travail est le résultat direct de la multiplication des entreprises européennes ; et il est impossible de concevoir la généralisation de ces installations sans le travail obligatoire ».

Néanmoins, il semble qu'à ce sujet on assiste à une évolution des idées. La tendance actuelle serait d'abandonner le fait brutal de la nécessité et de remplacer cette conception quelque peu matérialiste par une autre plus colorée d'humanité. Le principe nouveau établirait en effet une sorte de communauté, de solidarité dans l'effort et le travail, de même que dans la possession des biens. Si nul homme n'a le droit de priver les autres des richesses que recèle le sous-sol ou que produit le sol du territoire qu'il habite, il n'a pas davantage le droit de le frustrer du supplément de bien-être que pourrait lui procurer son travail. Au surplus le travail est une loi de l'humaine nature, imprescriptible et universelle.

« Celui qui consomme doit produire, écrit M. Eleuthère Martin, il faut qu'il donne quelque chose en échange de ce que les autres lui donnent. On n'a rien sans rien, telle est la règle du jeu civilisateur duquel l'aumône est proscrite. » (1).

Le Gouverneur Général Olivier partage également ce sentiment « Sur le plan philosophique les arguments ne manquent pas non plus, depuis qu'une malédiction divine a astreint l'homme à gagner sa vie à la sueur de son front. Le travail obligatoire n'est pas seulement la condition *sine qua non* de toute civilisation, de tout progrès. Il existe chez les peuples les plus primitifs, il existait déjà où l'on reproche à la colonisation de l'avoir introduit ; les femmes, les esclaves et les faibles en savaient quelque chose. Et si, chez beaucoup trop d'entre eux, la passion ne l'emportait sur le raisonnement, les adversaires du travail obligatoire pourraient vérifier aisément que la liberté du travail n'entre dans les lois d'un pays qu'après que l'obligation du travail est entrée dans les mœurs » (2).

Mais le travail est également un élément du bonheur humain. Les théologiens eux-mêmes, semble-t-il, avaient remarqué qu'il fallait un minimum de bien-être pour être vertueux. Ce minimum de bien-être s'accroît avec la civilisation, mais le travail seul le

1. *Gazette coloniale*, numéro de décembre 1931.

2. Olivier, *Six ans de politique sociale à Madagascar*.

procure. Aussi convient-il de pousser l'indigène au travail. Il n'est pas nécessaire de lui demander s'il lui plaît d'agir de la sorte ; la réponse ne se ferait pas attendre et serait exactement celle de l'enfant à qui on demande s'il veut apprendre à lire, ou du soldat dont on prend l'avis avant de lui mettre en main un fusil pour assurer la défense de la patrie. Si l'enfant apprend à lire malgré lui, si le soldat, bien souvent, doit combattre aussi malgré lui, l'indigène doit être pareillement amené au travail. « La contrainte au travail que nous exerçons vis-à-vis du primitif est du même ordre et doit rester du même ordre ». C'est un devoir envers l'indigène que de l'inciter au travail. « Un homme n'a jamais le droit de ne rien faire. Il a des devoirs vis-à-vis de lui-même, vis-à-vis de sa famille, vis-à-vis de la collectivité entière. Le plus pressant c'est de s'alimenter ainsi que les siens, c'est de sortir de cet état de vie ralentie dans lequel beaucoup trop se complaisent et s'attardent, c'est de cesser de vivre en parasite de la collectivité, au progrès et au développement de laquelle il a le devoir de contribuer par son effort de quelque nature qu'il soit, c'est en un mot de se plier à cette inexorable loi dont l'observation seule lui permettra de s'élever dans la hiérarchie sociale et humaine (1).

Cette opinion semble avoir gagné du terrain même au sein de la Commission Permanente des Mandats. M. Freire d'Andrade, suivi en définitive par la majorité de ses collègues, n'hésite pas à dire : « l'idée que l'homme doit gagner sa vie par son travail et qu'il ne doit pas exister d'oisifs dans une société bien organisée fait chaque jour plus de chemin ». (2)

« La loi du travail est une loi naturelle à laquelle personne ne doit se soustraire. Et, si cela est vrai dans les sociétés organisées et développées, le même principe doit être admis pour les populations en voie de civilisation et pour les pays qui commencent à se développer ». Précédemment M. Freire d'Andrade avait déclaré :

1. Olivier, *Circulaire sur l'application* du Décret de 1925 sur le travail.

2. Dans une note publiée dans son ouvrage *Madagascar*, M. Julien apprend que les rois malgaches Andriamasinavalona et Andrianampoinimerina avaient déclaré la guerre à l'oisiveté. Ces rois avaient en effet décrété que tout sujet qui mangeait ou consommait devait faire la preuve qu'il travaillait, c'est-à-dire qu'il produisait.

« Il y a dans tout, une question de mesure ; s'il y a des races qui ne peuvent pas travailler, sans aucun doute, par le fait de la civilisation on s'apercevra qu'elles ne sont pas armées pour la vie et elles finiront par disparaître. Quant aux autres races, ce qu'il faut exiger d'elles c'est très strictement le travail qu'elles peuvent donner afin d'aider la puissance mandataire dans la mission qu'elle délient du Pacte. Cette mission ne serait pas accomplie si le pays mandataire se contentait pour des raisons philanthropiques, de laisser les indigènes boire et palabrer dans l'inaction sous prétexte qu'ils sont plus heureux de cette façon et que l'on doit respecter leur existence (1) ».

Telle est donc la norme actuelle qui, reposant à la fois sur les idées de besoin naturel et d'indépendance humaine, de bonheur de l'être et de sa valeur sociale, légitime le travail obligatoire quand il s'applique à la création ou à la poursuite de la civilisation matérielle qui est l'armature solide, indispensable de la civilisation spirituelle.



Mais le principe lui-même du travail forcé ou obligatoire quelles que soient les considérations par lesquelles on entend le justifier, le caractère temporaire qu'on veut bien lui assigner, étant entendu, en effet, qu'il disparaîtra avec la transformation et l'évolution des pays neufs, est rejeté sans examen, condamnésans appel par beaucoup. Le nom seul de l'institution leur répugne ; ils y voient « un régime habilement plagiaire de l'esclavage » ou mieux encore, une « survivance » de ce régime. Car, que l'administration opère ou non au nom et pour le compte de la collectivité tout entière, en forçant au travail des indigènes qui ne demandent qu'à vivre en paix dans leur brousse, elle en fait non seulement des désaxés, mais, chose plus grave, elle porte atteinte à leur liberté, attente même à leur dignité d'homme.

La thèse est chère aux fervents du syndicalisme marxiste qui, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits ont voulu montrer que le travail forcé était indéfendable et que sa disparition devait être poursuivie sous toutes ses formes : directes ou indirectes. Pour

eux, c'est en vain qu'on chercherait à faire valoir certains cas très particuliers, très limités, telle l'obligation de certaines cultures, où l'on pourrait admettre temporairement le recours à ce mode de travail. Ils en veulent immédiatement l'abrogation, et, pour eux, périssent peut-être les colonies, plutôt qu'un principe. « Le travail forcé, disait le chef du groupe ouvrier à la XII^e conférence du travail, a provoqué et provoque encore, partout où il est pratiqué, des abus d'un tel ordre que sa suppression est un impérieux devoir pour les Etats civilisés.....Le rapport gris du B. I. T. en donne (des témoignages) de suffisamment probants pour établir l'impossibilité morale de perpétuer ce système.

« C'est en vain que l'on cherche à invoquer des nécessités culturelles. Dire que le travail forcé est un facteur de relèvement des indigènes et qu'il a une valeur éducative est une affirmation qui ne résiste pas à l'examen.

« Dire encore qu'il est une nécessité économique est une erreur à de multiples égards. Les douloureuses expériences faites dans trop de territoires coloniaux l'établissent. L'espace mis en valeur de ces territoires est compromis, non aidé, par le recours au travail forcé ». (1).

* * *

Au fait, la question du recours au travail forcé ou obligatoire n'est plus seulement une affaire nationale. Les controverses que le problème n'a pas manqué de soulever sont passées du plan continental au plan international. Déjà les mandats B et C prévoyaient dans une de leurs dispositions que la « puissance mandataire devra interdire tout travail forcé ou obligatoire sauf pour les travaux et services essentiels et sous condition d'une équitable rémunération ». Plus tard, à propos de la convention relative à l'esclavage, l'attention de la S. D. N. devait être attirée sur le travail forcé ou obligatoire qui « peut avoir de graves conséquences ». Cette dernière recommandation devait engager l'Assemblée de Genève, ainsi que nous le montrerons plus loin, à aborder de front la question du travail non volontaire et à affirmer sa compétence même en matière de travail indigène.

1. *L'Europe nouvelle*, 14 juin, 1930.

Désormais le contrôle de la S. D. N. sur le travail indigène est un fait. « Qu'on s'en afflige ou qu'on s'en félicite, qu'on le blâme ou qu'on l'approuve, la Société des Nations, dit M. Fayet, entend exercer, au nom de la communauté des peuples, un droit de regard non pas seulement nominal mais pleinement effectif sur l'œuvre colonisatrice des Puissances mandataires : on perçoit chez elle comme une ferveur de conscience internationale, d'idéal humanitaire, qu'aiguillonne et peut-être pas toujours sans danger de dépassement, le recrutement très internationalisé de ses membres. » (1)

Aussi est-ce en vertu de son caractère d'organe de contrôle chargé en même temps d'étudier les conditions grâce auxquelles le travail peut être rendu plus supportable aux masses ouvrières, que le B. I. T., émanation de la S. D. N. essayait de mettre sur pied en 1930 une convention ayant pour but sinon la suppression, du moins la limitation du recours au travail forcé ou obligatoire.

Nous allons voir, plus tard, comment il nous fût impossible d'adopter cette convention.

Mais avant cela, il nous faudra, dans un premier chapitre rechercher sous quelles formes se rencontre chez nous le travail obligatoire, quelle est la législation qui la prévoit.

Dans un second chapitre, nous nous attacherons à exposer les travaux de l'organisme international du Travail (2), en matière de travail indigène en particulier.

Enfin, un troisième chapitre sera consacré à l'examen des faits postérieurs à la Conférence Internationale du Travail.

1. Fayet, *op. cit.*

2. L'Organisation Internationale du Travail est un des principaux organes de la Société des Nations. Elle est chargée d'assurer et de maintenir des conditions de travail humaines et équitables pour l'homme, la femme et l'enfant. Elle comprend trois organes essentiels : la conférence, le Conseil d'administration et le Bureau International du Travail correspondant à l'Assemblée, au conseil et au Secrétariat de la S. D. N. Outre les gouvernements des Etats membres de la société, les patrons et ouvriers sont représentés au conseil, à la conférence et dans certaines commissions.

La conférence adopte deux sortes de textes : des projets de convention et des recommandations. Les projets de convention ne deviennent obligatoires qu'après avoir été ratifiés par les Etats. Le Bureau international du Travail a à sa tête un directeur qui est M. Albert Thomas, ancien ministre du Travail français.

CHAPITRE PREMIER

LES MODES DE TRAVAIL OBLIGATOIRE

Avant d'examiner les formes que peut revêtir le travail obligatoire, il importe de préciser un point d'étymologie.

Après l'avoir suggéré à Genève dans sa réponse au questionnaire du B. I. T. et renouvelé, au sein de la Commission du Travail forcé, le Gouvernement de la République a décidé d'écarter d'une manière définitive l'expression « travail forcé ». Elle est en effet fausse, parce qu'elle ne correspond pas à la réalité des faits, et par surcroît péjorative. Evoquant dans notre droit français, l'idée du bagne, de la peine criminelle, la plus forte dans l'échelle des peines après la peine de mort, une telle expression, à raison de la confusion et de l'équivoque qu'elle peut faire naître, doit être à juste titre écartée quand on envisage le travail des indigènes dans les colonies. Autrement ce serait laisser à comprendre, comme il a été fait remarquer, que les puissances coloniales ont tendance à faire reposer leurs œuvres de colonisation et de civilisation sur l'emploi du travail forcé proprement dit, dont le nom seul rappelle le temps, aboli dans nos colonies, de l'esclavage (1).

Mais le terme, prétend-on, est tout à fait usuel, et l'opinion publique ne se méprend pas sur son sens (2). Sans doute est-ce en vertu d'un pareil sentiment qu'au sein de la Commission du Travail forcé, on s'ingénia à faire repousser un amendement français qui substituait les mots « travail public obligatoire » à « travail forcé ». La commission, nous apprend-on, s'est livrée à d'in vraisemblables interprétations de ce terme, d'où il ressort surtout qu'il y a intérêt à perpétuer l'équivoque. M. Le Neveu qui rap-

1. Fayet, *op. cit.*

2. En ce sens M. Jouhaux à la C. I. T.

porte la discussion intervenue à ce sujet, d'ajouter : « l'argumentation la plus invraisemblable fût soutenue, avec un parfait sang-froid qui devait cacher un humour profond, par le représentant du Gouverneur Britannique. En anglais, dit-il, l'expression française *Travaux forcés* se traduit par *Hard labour* et, pour *Travail forcé* ou *obligatoire*, nous disons *Compulsory* ou *Forced labour*. Il n'y a donc pas d'équivoque et, au contraire, l'expression dit bien ce qu'elle veut dire ; il n'y a donc qu'à la maintenir (1). »

Conservée à Genève, l'expression a été néanmoins rejetée par les milieux coloniaux de notre pays qui l'ont définitivement remplacée par « travail obligatoire ». C'est ce terme ou un synonyme que, pour nous conformer au vocabulaire français, nous emploierons le plus souvent (2).

Les modes de travail obligatoire.

Il semble qu'il soit nécessaire, dès le début, de faire une distinction radicale entre deux grands modes de travail obligatoire ; le travail imposé dans l'intérêt des particuliers d'une part d'autre part, les réquisitions de travailleurs au seul profit de l'Etat, du gouvernement de la colonie.

La première de ces formes de travail a pu être pratiquée à une époque voisine de la conquête, au moment de l'installation des premiers colons. En vue de favoriser l'œuvre de colonisation et de civilisation, l'administration intervient pour procurer au chef d'entreprise les travailleurs nécessaires à son exploitation. C'est l'histoire des compagnies concessionnaires de l'ex Congo, de notre Afrique Equatoriale française actuelle. Par décret en date du 28 mars 1899, certaines sociétés avaient obtenu des concessions trentenaires dans

1. *Quinzaine colonial*, année 1930.

2. Une distinction très claire, dit-on, a été faite par M. Freire d'Andrade, représentant du Portugal à la Commission permanente des Mandats, au cours des discussions qui eurent lieu lors de la séance tenue par cette commission le 27 octobre 1921, entre le Travail forcé et le Travail obligatoire ? Pour le représentant de la République Lusitanienne le *travail forcé* consiste à réquisitionner l'indigène pour telle besogne déterminée. Le *Travail obligatoire*, ainsi que son nom l'indique, impose au contraire à l'indigène l'exercice d'une profession, mais il le laisse parfaitement libre de choisir et son occupation et son maître.

la colonie du Congo. Ces compagnies, affirme-t-on, pour assurer la mise en valeur des régions où elles étaient installées, et peut-être aussi, pour se mettre en règle avec les clauses de leur cahier des charges, telles celles relatives à l'évacuation d'un tonnage minimum de produits d'une certaine catégorie, ou de la mise en culture d'une certaine superficie, allaient jusqu'à l'imposition aux indigènes d'un régime très voisin de l'esclavage. Chacune des collectivités indigènes comprises dans le territoire d'une compagnie déterminée devaient fournir à la compagnie une certaine quantité de marchandises, le plus souvent du caoutchouc, dont le prix était unilatéralement fixé par cette même compagnie. Ces sociétés n'existent plus, et de nos jours les faits qu'on vient de rapporter n'existent plus eux-mêmes qu'à l'état de souvenir (1).

Le travail obligatoire n'existe pas davantage dans les autres possessions au profit des particuliers. La réglementation du travail indigène dans nos colonies établit le départ d'une manière absolue entre les notions de l'intérêt général et de l'intérêt des particuliers. Au Cameroun, comme le fait remarquer le rapport du B. I. T., les droits que l'arrêté du 30 décembre 1916 donnait en cette matière à l'administration ont été supprimés par le décret du 4 août 1922. Pareille mesure est, par un décret du 29 décembre 1922 intervenue pour le Togo. En ce qui concerne Madagascar, le gouverneur général, par circulaire en date du 10 décembre 1910 plusieurs fois rappelée, a pris de semblables dispositions.

La question du travail obligatoire dans l'intérêt des particuliers se trouvant ainsi éliminée, il ne reste plus qu'à considérer le travail obligatoire demandé par l'Administration pour des « fins publiques ». Ces fins sont doubles ; elles peuvent être en effet, d'intérêt général ou d'intérêt local. Dans le premier cas les travaux à entreprendre revêtent un caractère général, répondent à l'intérêt du pays ou du territoire considéré comme un tout.

Dans l'autre cas, au contraire, ils n'ont qu'un caractère local tendent exclusivement au profit de communautés déterminées : villages, groupe de villages, tribu, etc. Mais autre différence encore : Alors que les travaux publics d'utilité générale peuvent exiger la

1. Les grandes concessions n'ont pas été renouvelées en 1929, époque de l'expiration de leurs privilèges.

présence du travailleur sur des chantiers très éloignés de son village, les travaux d'intérêt local, tout à l'opposé, utilisent les hommes non loin de leur foyer, leur cause, de ce fait même, une absence relativement courte. De plus, contrairement aux premiers, les travaux d'intérêt local n'impliquent l'utilisation que d'un contingent de main-d'œuvre relativement faible.

SECTION A

Travail obligatoire d'intérêt général.

Le Livre Gris publié par le B. I. T. et qui contient un exposé à cet égard commence par souligner que, la législation française sur le travail obligatoire, applicable aux indigènes, étant assez complexe, il devient assez malaisé de présenter un exposé systématique des textes relatifs aux diverses formes de travail par contrainte.

Dans la plupart de nos colonies, il n'existait pas de lois et de décrets, du moins avant le décret du 26 août 1930 dont il sera parlé plus loin, autorisant et réglementant les réquisitions de main-d'œuvre. Pour les auteurs de ce rapport, il semble que les réquisitions doivent être considérées comme rentrant dans les pouvoirs des gouverneurs.

En tout cas, le recrutement de la main-d'œuvre non volontaire a donné lieu à des régimes très variés (1).

En A. E. F. un décret en date du 4 mai 1922 a établi le principe de la liberté du travail. Ce texte semble n'avoir eu d'effet que dans les rapports entre Européens et Indigènes. Quand il s'agit de l'administration, un contrat est naturellement passé pour les travaux publics exigeant des engagements à longs termes, mais néanmoins un acte de contrainte se trouve à la base du recrutement. Le gouverneur général de la Colonie le reconnaissait lui-même en déclarant à l'Union Coloniale, le 28 avril 1927, au sujet de la construction du Brazzaville Océan : « Il était impossible de ne pas prélever sur l'ensemble de la colonie les 10.000 à 15.000 hommes indispensables et il était juste de répartir

1. Rapport Gris du B. I. T. sur le travail forcé ou obligatoire.

l'effort demandé sur le pays tout entier. D'où nécessité de faire venir de loin des indigènes qui par surcroît, refusaient d'obéir aux ordres et de suivre les sages conseils des Européens qui les encadrèrent. »

La main d'œuvre employée à la construction de Brazzaville-Océan a donné lieu, au cours des années écoulées, à un certain nombre d'arrêtés. Un arrêté en date du 30 janvier 1923, modifié par les arrêtés des 6 novembre 1926 et 21 décembre 1927 a fixé les obligations, droits et allocations de cette main d'œuvre. Une décision du 3 février 1923 suivie d'une instruction du 31 mars 1923 en a organisé une protection sanitaire. Depuis plusieurs années, des milliers d'indigènes travaillent sur les chantiers. D'abord ils n'étaient embauchés que pour une période de trois à six mois. Puis est intervenu un arrêté en date du 23 décembre 1927 qui fixe à douze ou dix huit mois, selon la circonscription d'origine, la durée normale de la réputation. Les hommes sont nourris, logés, ils reçoivent un salaire correspondant au salaire moyen en usage dans le pays. Au moment de leur libération ils perçoivent le montant d'un pécule institué en leur faveur. Tous ces travailleurs sont administrés par un organisme autonome, le service de la main-d'œuvre, à la tête duquel est un administrateur en chef des colonies. Ce fonctionnaire a dans ses attributions tout ce qui concerne le recrutement, la discipline, l'administration, le couchage, l'hygiène et le retour dans leur foyer, des travailleurs indigènes.

A la suite de conventions passées avec la Société des Batignolles chargée de la construction d'une partie de la voie, en raison, d'autre part, du développement de l'outillage mécanique sur les chantiers, le nombre de travailleurs a pu être réduit d'une manière très sensible. Par l'avenant du 30 août 1927 ratifié par le ministre des Colonies, le personnel indigène mis à la disposition de la société était réduit de 8 000 à 4 000 manœuvres. A la date du 20 décembre 1927 l'infrastructure se trouvait terminée jusqu'au 120^e kilomètre, la voie posée jusqu'au kilomètre 73. On estimait alors à cinq ans au minimum le terme nécessaire pour parachever les travaux.

Poursuivant en même temps que l'amélioration incessante des conditions hygiéniques des travailleurs les conditions mêmes d'exécution des travaux, on augmentait l'outillage mécanique.

Pelles à vapeur, bétonnières, concasseurs, appareils à air comprimé se trouvant à pied d'œuvre, il fut encore possible d'envisager une nouvelle réduction du personnel. Elle a été opérée par un avenant à la convention, à la date du 11 août 1930. Désormais on ne compte plus que deux mille hommes sur les chantiers. Pour inciter la société à persévérer dans cette voie, le prix de remboursement de la journée de travail a été sensiblement élevé et porté de 2,80 à 12,50 francs (1).

Ce chiffre ne concerne que la main-d'œuvre mise à la disposition de la compagnie concessionnaire.

L'effectif moyen des travailleurs occupés aux travaux de la voie, aurait été, d'après le rapport établi par le Dr Laquieze de l'inspection générale des services sanitaires de 8,943 en 1928 13 024 en 1929. 15.000 en 1931.

D'après ce même rapport, la mortalité s'établissait en 1928, à 281 pour 1.000. en 1929 à 126 pour 1.000 et en 1931 à 120 pour 1.000.

Il est impossible à ce jour de prévoir la date probable de l'achèvement des travaux.

Le rail qui doit se développer sur une distance de 515 à 530 kilomètres, et qui fut posé en partant à la fois de Pointe Noire, à l'ouest et de Brazzaville, à l'est, se trouvait aux points suivants au premier juillet 1931 :

Dans la première zone, le matériel de 1m.067 se trouvait posé jusqu'au kilomètre 102.500, ayant ainsi réalisé par rapport à juillet 1924, époque où il se trouvait au kilomètre 51 de Pointe Noire, une avance de 51 km 500 en sept années.

Dans la zone de Brazzaville, la plate-forme atteignait à la même date le kilomètre 191 soit une avance de 130 kilomètres en sept années. Elle était équipée en rails de 0 m. 60 sous-loués à la Compagnie minière du Congo français sur une longueur de 126 kilomètres. On envisageait à cette époque la pose du rail de 1 m. 067 à partir de Brazzaville.

Pourtant ni d'un côté, ni de l'autre les difficultés n'ont pas manqué. Les obstacles à surmonter dans ce pays dépassaient de loin tous ceux qu'ont eu à vaincre les constructeurs de rail en

1. Le prix de la journée de travail revient à environ 7 francs à l'administration.

n'importe quelle partie du monde. Au kilomètre 140 (1), par exemple, le souterrain de Bamba, long de 1640 mètres a dû être percé dans un terrain composé d'argile et de schiste en décomposition avec abondant écoulement d'eau.

La traversée du massif du Mayumbe a suscité des problèmes non moins difficiles à résoudre.

* * *

En Afrique occidentale française le décret du 22 septembre 1925 qui réglemente le travail indigène ne stipule pas, dit-on, le principe de la liberté du travail. Il est également muet sur l'obligation d'une convention écrite soumise à la sanction de l'Administration, pour tout engagement d'une certaine durée. Par contre, il dispose à l'article 36 que dans les cas exceptionnels le Lieutenant Gouverneur peut suspendre provisoirement les engagements de travailleurs. On en déduit que l'Administration a voulu se réserver la faculté de lever des travailleurs par contrainte pour les travaux particulièrement urgents.

« De fait lit-on au Livre Gris, le nombre des chantiers de grands travaux ne cesse de s'accroître en A. O. F. parachèvement de la voie ferrée Thies-Kayes-Niger, prolongement de la ligne de la côte d'Ivoire, construction du Lounga Linguire, du Cotonou Porto-Novo, prolongement du central Dahoméen vers le Niger, travaux de port et d'irrigation. Le recrutement de la main-d'œuvre ne peut s'effectuer à proximité des chantiers et l'administration se voit forcée d'aller enrôler des bras à de grandes distances. »

Le développement des chantiers avait attiré l'attention du Gouverneur Général Carde. Il se proposait d'établir pour les travailleurs de l'administration une réglementation analogue à celle s'appliquant aux travailleurs libres. Par circulaire en date du 1^{er} janvier 1928 il demandait aux chefs des différentes colonies du groupe de hâter l'élaboration de cette législation. La circulaire insistait sur les points principaux suivants à prévoir dans le projet de texte demandé : conditions de recrutement, acheminement des travail-

1. A la fin de 1931, le rail pour cette première section a dû atteindre le kilomètre 235, la plate-forme elle-même attaquée jusqu'au kilomètre 285.

leurs, contrôle de la réglementation. Afin d'éliminer les sujets inaptes, il devait être prévu plusieurs visites médicales ; le campement devait être l'objet de soins tout particuliers. Repos hebdomadaire, durée de la journée du travail avec arrêt à l'heure méridienne ne devaient pas être oubliés. Enfin, en fait de sanction une seule était admise, la retenue de solde venant en déduction du pécule remis à chaque indigène à son départ des chantiers.

Il ne semble pas que l'arrêté envisagé ni qu'un décret aient été pris pour réglementer cette importante question...

Au Cameroun, l'arrêté du 4 octobre 1924 pris en application du décret du 8 août précédent, au Togo, l'arrêté du 24 mai 1923 prévoyait des pénalités en cas de manquements de l'indigène à certaines catégories de travail pour des fins publiques. C'est ainsi que dans le premier de ces pays sous mandat, il se trouve prévu comme infraction « l'insoumission aux réquisitions de l'administration pour travaux publics essentiels. »

Au Cameroun, les réquisitions de main-d'œuvre ont été opérées de telle sorte qu'elles constituent un minimum de charge pour ceux qui en sont l'objet. La politique suivie par le Commissariat et qui se comprend fort bien a été de procéder par étapes successives, de façon à donner aux populations le temps de se reposer et d'autre part de partager les charges entre les générations.

Les appels de main d'œuvre non volontaires ont dû être faits d'abord, pour le prolongement du chemin de fer du centre (1), opération dont la nécessité et l'urgence étaient incontestables. Les circonscriptions situées dans les régions que devait desservir le rail, ont alors fourni un contingent moyen de 6.000 hommes, chacune, du reste, en proportion du chiffre de sa population mâle valide. Une sévère visite médicale assurant l'élimination absolue des individus inaptes, précédait le recrutement ou la mise en route sur les chantiers. (2) La durée de l'engagement était de neuf mois ; le salaire quotidien des manœuvres fixé à 0 fr. 90 revenait, du fait de la ration de vivre allouée à chaque homme, à 1 fr. 90. Enfin les

1. Les travaux de prolongement du chemin de fer en question ont duré du 20 janvier 1922 date de commencement des travaux au 12 mars 1927.

2. L'encadrement des travailleurs rassemblés par groupe ethnique de 100 à 400 individus sous la surveillance du chef indigène qui les avait accompagnés était assuré par des sous-officiers ou des fonctionnaires civils.

travailleurs étaient autorisés à se faire accompagner d'une femme pour la préparation des aliments à raison d'une femme par groupe de dix manœuvres.

Le 12 mars 1927, le rail atteignait Yaoundé le chef-lieu du territoire et le 1^{er} août de la même année le chef-lieu de la division de M' balmayo. Le licenciement des travailleurs commença peu après, et le 1^{er} janvier 1928 il n'en restait plus un seul sur les chantiers.

De cette date à nos jours des réquisitions de main d'œuvre sont intervenues pour des travaux de route. Mais elles n'ont pas revêtu l'importance des premiers appels. On peut citer la réfection de la ligne du Nord, les travaux du port de Douala, ceux de la route de Yaoundé vers l'Oubanghi dite route de l'Est (4.000 travailleurs), ceux enfin de la route de Yaoundé à Garoua (1.500 hommes).

Comme partout ailleurs, la réquisition de travailleurs peut encore intervenir dans des cas exceptionnels (famine, épidémie fléau).

L'arrêté du 4 octobre 1924 qui détermine les infractions réprimées par voie disciplinaire cite entr'autres cas de l'espèce le refus de prêter aide en cas de sinistre ou d'accident.

Au Togo, l'abondance relative de la main d'œuvre a jusqu'ici dispensé l'administration du territoire de recourir à ce procédé. Tous les chantiers des grands travaux entrepris par la puissance mandataire ont pu être exécutés par l'emploi exclusif de main-d'œuvre libre. Toute la législation en la matière semble être contenue dans le paragraphe 14 de l'arrêté du 24 mai 1923 relatif à l'exercice des pouvoirs disciplinaires et qui prévoit certaines pénalités pour certaines catégories d'infraction.... 14° « refus d'exécuter les travaux ou de prêter les concours réclamés par réquisition écrite ou verbale dans un cas intéressant l'ordre, la sécurité ou l'utilité publique, ainsi qu'en cas d'incendie, naufrage, famine, épidémie, épizootie et aux autres sinistres ou calamités: »

D'aucuns veulent ainsi reconnaître dans le S. M. O. T. I. G. ou utilisation de la deuxième fraction du contingent, en vigueur en A. O. F. et à Madagascar (pour le premier, décret du 3 juin 1926 pour le 2^e décret du 31 octobre 1926), une forme nouvelle de travail public obligatoire. Consacrant une partie spéciale à cette importante question, nous verrons alors ce qu'il faut retenir de cette opinion.

* * *

En dehors de la réquisition de travailleurs pour l'exécution de travaux publics, que nous venons d'indiquer, un autre mode de réquisition est généralement pratiqué dans ces différentes colonies et qui consiste à la levée de porteurs pour le transport du matériel ou du personnel administratifs. Dans les pays comme l'A. E. F., le Cameroun où la végétation luxuriante entretient une humidité considérable, le bétail vit très mal. Au surplus, non immunisé contre les endémies tropicales telle la maladie du sommeil que lui inocule, comme à l'homme, la mouche tsé-tsé abondante dans les régions boisées, il ne tarde pas à disparaître. A défaut d'animaux de bât, les hommes sont forcés de « s'atteler » à la besogne. Ils le font tant que des routes n'ont pas été ouvertes dans les régions considérées et que la voie normale d'évacuation se réduit à une piste étroite, un sentier susceptible de disparaître du reste, assez facilement. Une longue théorie d'hommes conduits à l'avant par un milicien, surveillés à l'arrière par un autre transportant chacun une charge d'un poids déterminé qui repose sur leur chef dénudé où elle réalise de beaux prodiges d'équilibre, tous ces hommes poursuivant des conversations animées ou entamant comme un seul, au signal invisible d'un chef d'orchestre improvisé les mélodies et les chants du village à mesure qu'ils avancent sur l'étroit sentier frayé au milieu des arbres, aux épaisses frondaisons, tel est habituellement le convoi de porteurs de matériel. Si dans cette caravane l'on aperçoit au contraire, une chaise à porteurs très primitive — le tipoye ou le Filanzane — il n'y a plus à hésiter d'affirmer que l'on se trouve en présence d'un Européen ou d'un indigène important en déplacement.

Moyen de transport déprimant et tout à fait primitif, a-t-on dit. Evidemment ! L'administration s'ingénie à faire disparaître ces procédés au plus tôt, en pratiquant des routes nouvelles ou en élargissant les pistes de manière à les rendre carrossables, en multipliant les moyens de communication. Au surplus une législation très minutieuse qui réglemente le portage dans chaque colonie atteste le souci constant de l'administration d'améliorer la condition des porteurs.

Comme le fait remarquer le rapport du B. I. T. la construction de Brazzaville Océan aura, en A. E. F., nécessité de lourds travaux de portage. Ainsi qu'il résulte d'une déclaration de M. Antonetti à l'union coloniale, « il a fallu minutieusement explorer ce terrain difficile (celui du chemin de fer) sillonné de pistes étroites et où il fallait employer le portage pour toutes les marchandises, pour tous les matériaux amenés à pied d'œuvre : porteurs pour le ravitaillement, porteurs pour le rail et les travaux nécessités par l'installation du décauville au fur et à mesure que quelques mètres étaient gagnés sur la nature hostile, porteurs encore pour tous les objets indispensables à la vie d'une véritable armée de travailleurs ».

A l'avantage du gouvernement général on doit cependant citer l'effort fait en vue de supprimer dès maintenant le portage et de remplacer ce système par tous autres moyens : autos, camions décauville. Il a été calculé que pour la seule région de Brazzaville, l'utilisation de ces procédés nouveaux aurait fait économiser de 200 à 300.000 journées de porteurs.

En définitive la construction du Brazzaville Océan aura pour conséquence de supprimer le portage dans la région desservie par le rail, en même temps qu'elle l'ouvrira aux grands courants de la vie économique.

Sans doute ne disparaîtra-t-il pas dans tous les cas, mais ceux-ci se trouveront exceptionnels, limités. On pourrait citer comme exemples, ceux visés par l'arrêté du 7 janvier 1923 relatif au régime des prestations qui énumère, parmi les travaux pour lesquels les prestations pourront être exigées, les travaux d'hygiène intéressant particulièrement l'état sanitaire des agglomérations et notamment ceux de la lutte contre la maladie du sommeil ou toute autre maladie endémique ou épidémique. Le même texte prévoit en son article 9 que « dans le cas de sinistre ou de calamité publique ou de circonstances exceptionnellement urgentes, les commandants de cercle pourront recourir à la main-d'œuvre prestataire ».

Quant aux autres régions, ce n'est que progressivement qu'on pourra y faire disparaître la pratique du portage. Au sens du gouvernement général de l'A. E. F. le prolongement du chemin de fer du Cameroun dans la direction de Deng-deng Koundé-Meiganga-

Baibokoum serait indispensable pour atténuer chez les populations riveraines de l'A. E. F. la charge du portage.

Ce programme était du reste prévu dans le projet de mise en valeur des colonies élaboré par M. Sarraut.

« Au delà du Yaoundé, écrivait l'ancien ministre des Colonies, le rail suivant le tracé Nanga-Eboko, Deng-Deng, Koundé, Meiganga ne présentera pas de sérieuses difficultés, et les routes qui, de chaque côté vers Carnot et Bania sur la Sangha, vers Bangui et Ouadda sur l'Oubanghi viendront se greffer sur cette arête centrale pour en alimenter le trafic seront dans un pays où les chutes de pluie sont relativement faibles, d'une exécution et d'un entretien faciles.

« Jusqu'à Deng-Deng (270 km.) le rail desservira des contrées à populations moins denses que le Yaoundé, mais fort riches en produits naturels. Il assurera aussi la liaison avec la haute vallée de la haute Sanga.

« Enfin, troisième étape (230 km.), le rail en remontant par les vallées du Lom, affluent de la Sanaga, de la haute M'bééré et de la Vira, tributaires du Logone, et en passant par Buidéré et Bongor, affrontera les plateaux de l'Adamaoua et du Tchad Occidental, réservoirs de population et probablement terrains d'élection pour la culture du coton (1). »

Envisagé très favorablement par M. Antonetti, ce système qui aurait pour résultat, en débloquent cette région de l'A. E. F., d'y diminuer le portage, ne semble pas rencontrer l'adhésion du Commissaire de la République française au Cameroun. M. le gouverneur Marchand argue à bon droit, du reste, qu'une telle solution dont le profit immédiat irait presque exclusivement au gouvernement général voisin, aurait encore pour résultat, et c'est ce qui est plus grave, d'imposer à ses populations fatiguées du fait des réquisitions précédentes, une charge supplémentaire. Dans ces conditions il estime, sans méconnaître la nécessité de ce prolongement, qu'il y aurait peut-être intérêt à se laisser reposer pendant quelque temps les générations actuelles et à faire reposer le poids de ces travaux sur la suivante.

Quoi qu'il en soit, une mission d'études actuellement sur le ter-

1. Albert Sarraut, *La mise en valeur des colonies*.

rain a déjà reconnu le futur tracé de la voie qui, partant de Yaoundé à la côte 820, se dirigerait vers le nord sur une soixantaine de kilomètres pour rejoindre la Sanaga aux abords des chutes de Nachtigall (Puissance hydraulique disponible ; 100.000 HP) et suivrait la rive gauche du fleuve sur 200 kilomètres environ, puis, traversant dans sa partie la plus étroite (40 km.) la grande forêt équatoriale, remonterait le Lom jusqu'à sa source. La crête séparant les bassins serait franchie vers 1.200 mètres d'altitude avec des rampes inférieures à 10 millimètres par mètre et des rayons de courbure supérieurs à 300 mètres, assure-t-on, sans souterrain ni viaduc ; la descente sur le Logone, enfin, aurait lieu à flanc de coteau, par les vallées du Yoyo et de la M'béré jusqu'à Gandimay et de là jusqu'à Baibokoum. De ce point, la route ou le rail atteindrait Fort Archambault (350 km.) avec, de là, un réseau routier régulier s'étendant à travers tout le pays Sara ouvert désormais au commerce extérieur (1).

En A. O. F. où existent des animaux de bât, le portage est un fait plutôt rare. Le seul texte relatif à la matière est l'arrêté du 17 avril 1926 qui réglemente les transports dans la colonie de la Guinée française.

Au Cameroun (2) les réquisitions de porteurs nombreuses à une époque où il n'existait pas encore de voies de communication ni de moyens de transport, ont diminué d'une manière très sensible avec le développement du réseau routier. L'information donnée à ce sujet par le Rapport Gris du B. I. T. manque d'actualité. Sans doute le rapport de la Puissance mandataire sur l'administration du territoire au cours de l'année 1930 indique-t-il qu'il a été utilisé au cours de cette période près d'une centaine de mille de journées de porteurs contre 180.000 en 1927. Mais cette situation est uniquement due au fait que pendant une partie de l'année, certaines routes, en raison des pluies torrentielles et des crues subites, se trouvent provisoirement coupées. L'amélioration de ces routes, la construction d'ouvrages d'art en matériaux durables,

1. Antonetti, *Le déblocage de l'A. E. F. dans Europe Nouvelle*, 20 juin 1931.

2. La question du portage a été à l'origine réglée par un arrêté local du 16 février 1917 modifié sur des points de détail par un autre arrêté du 24 février 1920.

permettront de réduire, encore très prochainement, ces réquisitions.

La question du portage ne se pose pas, pas plus pour le Togo que pour Madagascar, eu égard à l'existence d'animaux de bât et à l'extension donnée aux voies de communication ou l'importance sans cesse plus grande des moyens mécaniques de transport. Toutefois on signalait récemment que dans la grande Ile, des travailleurs militarisés employés à la construction de la voie ferrée de Fiannarantsoa à la côte est, devaient, en attendant que le port fût construit, aller chercher à la nage « aux bateaux mouillés au large » les rails de la future voie ferrée.

* * *

Il ressort de ce qui précède que c'est beaucoup plus en vue de l'exécution des travaux publics proprement dits que du portage qu'il a été fait appel aux travailleurs non volontaires. De tels travaux exigent en effet, sur les chantiers, la présence d'un grand nombre de travailleurs qu'il est, dans la plupart des cas, impossible de se procurer autrement. Mais dans tous les cas où l'on faisait appel à ces travailleurs, nous avons vu qu'une réglementation précise était intervenue.

Le rapport du B. I. T. mentionne des récits d'écrivains où l'on parlerait du travail des femmes et des enfants.

Les réquisitions de ces catégories de personnes sont formellement interdites dans nos colonies bien que dans la plupart des cas le travail qu'elles auraient à exécuter de ce chef n'eût été ni pénible ni très fatigant.

Le Rapport qui souligne que les travaux publics importants (construction ou réparation de voie ferrée, construction ou entretien de routes importantes, de quais, travaux de drainage et d'assainissement) sont toujours accompagnés de maux très graves pour les assujettis du travail obligatoire, proposait dans ce cas une réglementation très stricte s'inspirant des considérations suivantes :

Interdiction absolue de réquisitionner les femmes, les enfants et les vieillards ainsi que les individus reconnus inaptes ;

Nécessité également absolue de faire précéder d'une visite obli-

gatoire le recrutement des travailleurs, adultes et mâles, destinés aux grands travaux de construction, et obligation d'écarter ceux qui se trouvent soit inaptes à remplir le travail envisagé ou à supporter les fatigues que l'exécution de celui-ci peut comporter, soit atteints de maladie contagieuse ;

Le contingent de travailleurs à prélever sur la population totale mâle et permanente d'une région donnée devrait être déterminé par l'administration après une étude complète et approfondie de toutes les circonstances locales.

Le rapport envisage la protection sanitaire et médicale des travailleurs, les précautions à prendre lorsque ceux-ci devront être transportés dans des régions où le climat et la nourriture sont différents de ceux du village d'origine. Dans le premier cas il sera indispensable de renouveler à des intervalles déterminés l'examen médical de chaque travailleur ; de construire des dispensaires et des hôpitaux dotés d'un personnel médical suffisant, de prendre aussi toutes les mesures que recommandent l'hygiène des chantiers, l'approvisionnement en eau potable, la nourriture, le logement et l'habillement des hommes. Dans le second cas il préconise qu'on aménage une transition ; le régime alimentaire sera aussi voisin que possible de celui du pays d'origine ; tout ce qu'il est possible de faire sera entrepris pour faciliter l'acclimatement des travailleurs. Dans le cas où ils seraient destinés à des travaux auxquels ils ne sont pas habitués, des mesures d'adaptation devraient être prises et l'on devrait alors considérer principalement la durée du travail, la valeur de la ration alimentaire.

Nous ne pouvons suivre le rapport dans tous ses détails. Indiquons seulement qu'à ce propos, il suggère une réglementation des conditions de travail proprement dites, des indigènes réquisitionnés pour les grands travaux publics. Celle-ci prévoirait notamment la durée de la réquisition, la rétribution des travailleurs, la réparation des accidents et des maladies professionnelles.

Pour ce qui concerne le portage, il semble aux auteurs du Rapport qu'une réglementation privée s'imposerait également. Elle contiendrait des dispositions analogues aux précédentes, c'est-à-dire que :

1^o L'on devrait exonérer de cette charge les enfants, les femmes et les sujets inaptes ;

2° Des conditions rigoureuses d'hygiène devraient être observées ;

3° Le salaire des porteurs réquisitionnés ne devrait pas être inférieur à celui des porteurs libres dans la région où ils sont employés ;

4° Les réparations des accidents du travail ou des maladies provoquées par le portage devraient être à la charge de l'Administration.

Celle-ci au surplus, se devrait de :

1° Limiter dans le temps et dans l'espace le trajet quotidien à effectuer ;

2° Adopter une réglementation concernant le fardeau maximum à imposer aux porteurs ;

3° Fixer le maximum de jours par mois pendant lesquels l'indigène peut être contraint au service comme porteur ainsi que la distance maximum dont on peut l'éloigner de son village ;

4° Définir enfin, d'une manière précise, les catégories de personnes autorisées à réquisitionner des porteurs.

Si telles étaient les recommandations du B. I. T., on comprend aisément que, précédemment, les critiques n'avaient manqué, ni aux réquisitions de main-d'œuvre destinées aux travaux publics, ni à celles devant alimenter le portage. En ce qui concerne tout particulièrement cette première forme de travail non volontaire, on fait remarquer qu'en enlevant l'indigène à son milieu, elle provoque la dislocation des foyers indigènes. Souvent, l'homme transplanté bien loin de son village ne songe pas à y revenir et grossit dans les centres, au détriment des campagnes privées des bras qui leur seraient nécessaires, les rangs du prolétariat indigène ou de la société interlope. Quelquefois l'homme revient dans son foyer avec des habitudes vicieuses contractées sur les chantiers, quand ce n'est avec les maladies si fréquentes dans ces lieux.

Si l'on répond à ces objections que l'administration fait actuellement tout ce qui lui est possible pour remédier à ces inconvénients, qu'elle autorise les travailleurs à se faire accompagner de leur femme toutes les fois que cette mesure ne peut être préjudiciable au bon ordre qui doit régner sur les chantiers ou dans les camps, qu'elle a organisé enfin un service de la main-d'œuvre

chargé entre autres attributions de faciliter le retour dans leur village, des travailleurs indigènes, on rétorque que les recrutements exagérés de l'administration empêchent le développement des régions privées désormais de leurs éléments les plus jeunes, les plus actifs.

Raisonnement inexact également si l'on considère qu'il est de pratique courante dans nos diverses colonies de faire supporter la charge des opérations proportionnellement à la population de chaque circonscription. De plus, dans la plupart des cas, il est tout à fait d'usage dans la société indigène de confier aux femmes exclusivement l'entretien des jardins familiaux.

Une autre objection faite aux réquisitions de travaux publics, c'est que l'employeur n'a cure d'économiser une main-d'œuvre qu'il sait pouvoir se procurer en toute circonstance.

Objection qui s'adresse d'une manière plus générale au travail obligatoire et que nous retrouverons. Mais l'on peut dès maintenant répondre que dans certains cas, celui du chemin de fer de l'A. E. F. notamment, des économies sérieuses de main-d'œuvre ont pu, au contraire, être réalisées grâce à un développement du machinisme et qu'ainsi le nombre des travailleurs a pu être ramené, ainsi que nous l'avons vu, successivement de 8.000 à 4.000 puis à 2.000 hommes, pour ce qui concerne la main-d'œuvre cédée à la compagnie concessionnaire.

Concernant plus spécialement le portage on fait remarquer que de toutes les réquisitions, c'est la plus honnie des indigènes. Il donnerait, en effet, lieu à une vive résistance de leur part, et son résultat le plus immédiat serait de pousser les populations à désertifier les villages, négliger les travaux de culture. Cherchant à se soustraire à un système aussi dur qu'arbitraire, les indigènes, avertis de village en village de l'approche « du blanc » seraient portés à se réfugier en pleine forêt ou en pleine brousse et à y mener une existence inquiète, précaire. En bref, le procédé est impopulaire, coûteux, lent et entraîne inévitablement un gaspillage appréciable de forces, propage les maladies.

Qu'il s'agisse là d'une corvée ingrate on ne peut, en vérité, le nier. Elle déprime l'homme qu'elle réduit à l'état de bête de somme et compromet l'avenir de la race. Mais il est juste de souligner que le souci constant de l'administration tend à faire dispa-

raltre « l'horreur du portage ». Déjà toute une réglementation existe à ce sujet qui définit les catégories de personnes assujetties à cette corvée et en exonère d'autres, les femmes, les enfants, les vieillards, les infirmes ou encore ceux atteints de maladie telle que la trypanosomiasme. Elle leur assure un salaire variable suivant les régions, prévoit la longueur de l'étape (en moyenne 25 km. par jour) à accomplir aux heures les plus fraîches du jour (de préférence le matin et le soir), limite à 25 kilos la charge maximum du porteur, lui assure des gîtes d'étape pour la nuit, etc., etc.

Obligé de confier le plus souvent le recrutement de ces hommes à des miliciens cupides et brutaux, sans doute y entre-t-il des éléments qui devraient être exonérés de cette prestation. Mais il ne s'agit là que de cas très exceptionnels.

Pour ce qui concerne la propagation des maladies que l'usage de ce système peut entraîner il est juste de convenir que l'indigène toutes les fois qu'il n'a pas été trop éloigné de son village peut après une très courte absence revenir dans sa famille. Les cas, comme ceux que rapporte, d'autre part, le Dr Martin, sont infiniment moins nombreux qu'on ne le prétend.

SECTION B

Travail obligatoire d'intérêt local.

En matière de travail pour fins publiques d'intérêt local le régime des prestations, constate le *Rapport Gris* publié par le B. I. T. est actuellement la règle dans les colonies françaises.

Cette opinion dépend évidemment de la conception particulière qu'on peut avoir en la matière. Le champ d'application de la prestation devant s'étendre avec l'opinion qu'on a sur le caractère du système, toute la discussion se concentre tout simplement sur la détermination de la nature de la prestation. A-t-on là affaire à une exception au travail libre, à un mode de travail obligatoire ou, au contraire, ne faut-il considérer la prestation que comme une institution de droit fiscal appropriée aux circonstances de manière à être moins pénible aux assujettis ?

Le bureau international du travail qui partage la première opinion se conforme en cela aux normes établies à Genève par la Commission permanente des Mandats, d'une part, d'autre part, par la Commission Temporaire de l'esclavage qui, toutes deux, avaient précédemment agité, sans la résoudre définitivement d'ailleurs, la question de la nature juridique et économique des prestations.

Au sein de la Commission Temporaire de l'esclavage, Sir Frédéric Lugard estimait que le régime des prestations devrait être considéré comme une mesure purement fiscale et non comme un mode de travail obligatoire destiné à assurer l'exécution de travaux ou de services publics. Seulement, il était d'avis que le système du rachat prévu dans certains cas seulement dans notre législation coloniale dût être généralisé. Un autre membre de la Commission, M. Bellegarde se rangeait à l'avis de son collègue en insistant sur le fait que la prestation devait être payée par tout le monde puisque aussi bien tout le monde bénéficiait des travaux réalisés grâce à ce procédé.

Sans doute, la faculté du rachat peut être généralisée. Mais si on peut le faire sans difficultés pour des colonies où il existe une société indigène assez évoluée ou assez dense, il n'en va pas de même, tant sans faut, pour d'autres territoires où la population mène une existence des plus primitives. Comme dit M. le professeur Solus « plutôt que de demander aux indigènes une contribution en argent qui, pour eux, peut être onéreuse, il est à coup sûr préférable de leur demander de fournir quelques journées de travail en vue de l'accomplissement de travaux dont ils seront les premiers à bénéficier (1) ».

C'est la solution du bon sens. Pourtant, en partant de prémisses peu différentes de celles qui viennent d'être présentées, le représentant de l'Organisation internationale du travail à la Commission Temporaire de l'esclavage arrivait à poser le dilemme suivant : « Si l'on accorde à l'indigène des facilités de rachat, disait-il, le travail ne sera pas fait, et devant la carence du travailleur, l'on sera forcé de recourir à la réquisition. Si l'on voit, au contraire, dans les prestations un impôt fiscal, autant donc établir un impôt direct. »

Bref, après de longues discussions, la Commission Temporaire

1. Solus, *op. cit.*

de l'esclavage finit par se ranger à cet avis, écartant ainsi les exactes suggestions de Sir Frédéric Lugard.

A quelque temps de là, la Commission Permanente des Mandats fut amenée à examiner la question de la nature des prestations. C'était au cours de la sixième session de la Commission. M. Van Rees, vice-président en exercice de la Commission des Mandats, à l'occasion de la discussion du rapport de la Puissance Mandataire sur le Cameroun en vint à critiquer, comme contraires à la lettre et à l'esprit du Mandat, des arrêtés du commissaire de la République française au Cameroun sur le régime des prestations. Il lui semblait trouver sous cette formule déguisée un travail obligatoire non rémunéré.

Le représentant de la France intervint pour poser la question telle qu'elle devait l'être. Mais, en dépit de son intervention, la Commission persévéra dans cette opinion que cette prétendue prestation n'était qu'une forme de travail obligatoire non rétribué.

Si l'on consulte à ce sujet les personnalités coloniales les plus notoires de chez nous, il ne fait pas de doute que l'on se trouve en présence d'une taxe fiscale certaine que l'état économique rudimentaire de nos colonies oblige à revêtir pour l'instant une forme particulière. A mesure que le développement économique de ces possessions le permettra, le caractère de la prestation, impôt fiscal, se précisera. Même, au lieu de prévoir la possibilité générale de rachat, la taxe sera transformée tout simplement en une contribution directe.

Cette thèse a été constamment soutenue par le Gouvernement. Nous la retrouvons dans sa réponse au questionnaire du B. I. T. sur le travail forcé ou obligatoire!

Ces textes, y lit-on (il s'agit des décrets des 4 mai 1922, 22 septembre 1923, réglementant en A. E. F. et à Madagascar l'utilisation de la main-d'œuvre sur les chantiers) ne visent pas la question des prestations qui ne peut être considérée dans la législation française que comme un impôt en nature rachetable du reste, et que nous connaissons en France.

« Les prestations aux colonies, continue-t-on, ont été réglementées conformément aux principes de la législation métropolitaine qui prévoient leur rachat dont le taux est toujours basé sur le prix normal de la journée de travail.

« Par ailleurs, le gouvernement français maintient que le régime des prestations dont il surveille de très près et l'emploi et la réglementation est une *mesure d'ordre fiscal relevant de la législation financière* et qui ne rentre pas dans les cadres de la convention en discussion ».

Cette opinion si nettement affirmée devait recevoir une nouvelle consécration par le décret du 26 août 1930 dont il sera parlé plus loin.

Ce qui fait condamner le système des prestations c'est qu'il s'apparente étroitement avec l'institution qu'elle a remplacée, la corvée. De celle-ci on a, en effet, dit beaucoup de mal et très peu de bien. Son caractère arbitraire, vexatoire, ses résultats plus que médiocres ont été critiqués par plus d'un. « Ce qui aggrave le poids de la corvée, écrit M. Hardy directeur de l'Ecole Coloniale, et que personne ne peut suspecter de partialité à l'égard de la colonisation, c'est qu'elle n'est pas spéciale aux chefs indigènes et que presque partout, l'administration européenne y recourt largement. Sans doute est-elle destinée en ce cas non plus au bénéfice d'un particulier mais à des travaux d'intérêt général : construction de bâtiments publics, routes, assainissement, etc. Il n'en reste pas moins qu'elle détourne les habitants de leurs cultures et prélève une forte part de leur énergie et de leur rendement déjà si limités » (1).

Pour l'économiste que fut M. Leroy Beaulieu, la corvée ou la prestation c'est le rétablissement de l'esclavage sous un nom plus doux (2).

Pour sa part M. le Professeur Arthur Girault estime qu'en cette matière l'usage est presque inséparable de l'abus.

Pourtant le savant professeur ne condamne pas irrémédiablement la prestation. La condamnation qu'il prononce contient certaines réserves. Celles-ci nous les retrouvons aussi sous la plume d'un autre auteur qui écrit : « La corvée doit répondre à plusieurs conditions. Il faut qu'elle soit toujours rachetable en argent. Elle ne doit s'appliquer qu'à des travaux d'intérêt public profitant plus ou moins directement à l'assujetti. Il faut enfin, et c'est là une condition essentielle, qu'elle soit absolument locale.

1. G. Hardy, *Nos grands problèmes coloniaux*.

2. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*

« Ainsi ramenée à ces justes protections, à la conception moderne de la prestation, la corvée ne saurait, à notre sens, soulever aucune critique sérieuse (1) ».

A lire ces lignes, on croirait lire les recommandations que contient le Livres Gris à propos du travail obligatoire destiné à des fins publiques d'intérêt local.

Ce rapport groupait sous quatre chefs les travaux à exécuter sous le régime des prestations; les travaux s'appliquant à l'hygiène locale, ceux relatifs aux voies de communication, et aux constructions administratives, enfin ceux se rapportant à des travaux d'utilité publique.

Il soulignait qu'en tenant compte de la tendance générale manifestée par les législations, la prestation ne devrait être exigée que pour l'entretien des routes d'intérêt local, à l'exception des routes importantes ou empierrées, et à quelques travaux de construction tels que les gîtes d'étape.

La réglementation à intervenir dès lors devrait contenir des stipulations analogues à celles considérées pour les travaux publics importants, et notamment celles qui ont trait à l'emploi des indigènes valides du sexe masculin; à la fixation par les autorités locales du nombre maximum des journées de travail exigibles par année; aux heures et à la durée de travail; aux salaires, à la responsabilité de l'administration en cas d'accident ou de maladie des travailleurs; à la période pendant laquelle la prestation serait demandée, etc.

* * *

Toute notre législation coloniale atteste le souci de l'administration de faire disparaître le « caractère rebutant et plus ou moins odieux » de cette formule et à lui donner une valeur éducative. En même temps on assiste à l'effort fait en vue, sinon de supprimer, du moins de réduire très sensiblement les abus. Sûrement il en a été commis et ils ont rendu les prestations impopulaires en donnant des armes à des observateurs mal avertis « Mais c'est précisément pour prévenir ces abus qu'a été récemment refondue

1. Jacquier, *op. cit.*

et améliorée la réglementation des prestations sur le continent africain » (1).

En A. E. F., le régime des prestations est en effet organisé par un arrêté en date du 7 janvier 1925. Cet acte qui fut suivi d'une circulaire du Gouverneur Général datée du 16 du même mois, fixe en détail la procédure à suivre pour l'établissement du programme de travaux auxquels s'appliquent les prestations, détermine les catégories de personnes soumises à cette contribution.

Le programme de travaux établi par le chef de la circonscription est soumis, avant le 31 décembre, à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur de la colonie intéressée qui y apporte, si besoin est, les corrections nécessaires.

Les prestations sont accomplies sous l'autorité et la surveillance des commandants de cercle ou des chefs de subdivision. Elles sont réservées :

- 1° Aux travaux se rattachant à l'hygiène, au débroussement ;
- 2° A l'établissement et à l'entretien des routes, pistes et sentiers de village à village et de marché à marché, aux travaux divers se rattachant à la circulation, à l'entretien des ponts, l'enlèvement des troncs d'arbres et autres obstacles ;
- 3° A l'entretien des pistes télégraphiques ;
- 4° A la construction et à l'entretien des bâtiments administratifs.

Y sont assujettis tous les individus du sexe mâle, âgés de 15 à 60 ans. Toutefois des exemptions sont prévues concernant les enfants, les infirmes, les militaires, les agents de la force publique, les indigènes attachés au service de l'administration, les membres des tribunaux indigènes, les chefs de tribu, de province, de canton et de village, les commis de l'administration.

Le nombre de journées de prestation à fournir par chaque individu est fixé tous les ans par arrêté du Lieutenant-Gouverneur.

En règle générale, chaque village ou groupement ne doit effectuer les prestations qui lui incombent que dans les limites de sa circonscription territoriale.

Quand le prestataire doit s'éloigner à plus de 30 kilomètres de

1. H. Solus, *op. cit.*

son village d'origine, il a droit à une ration quotidienne délivrée en nature.

Pour ce qui est enfin du rachat de la prestation la faculté se trouve limitée :

1^o Aux habitants de certains centres urbains et ruraux fixés chaque année par arrêté du Lieutenant-Gouverneur;

2^o Aux indigènes employés dans les entreprises privées ;

3^o Aux indigènes possédant des cases couvertes en tôle ou en tuiles, ceci pour amener l'indigène à se loger dans des cases convenables, réalisant des conditions d'hygiène autres que celles que présentent les paillottes habituelles.

En A. O. F., le texte de base est un arrêté du 25 novembre 1912 abrogé par arrêté du 31 décembre 1917 mais remis en vigueur d'une façon provisoire, par un arrêté du 23 septembre 1923. Divers arrêtés locaux fixent pour chaque colonie du groupe les modalités du régime.

Dahomey (arrêté du 8 février 1919, modifié le 23 juillet 1921) ;

Soudan (arrêté du 14 février 1919, modifié le 5 août 1921) ;

Haute Volta (arrêté du 14 février 1919, modifié le 14 septembre 1930) ;

Côte d'Ivoire (arrêté du 25 octobre 1919) ;

Niger (arrêté du 20 décembre 1918) ;

Mauritanie (arrêté du 20 décembre 1918).

Les prestations sont destinées à l'entretien des voies de communication (routes, ponts, puits) et des pistes télégraphiques. Tous les indigènes du sexe masculin adultes et valides, à l'exception des vieillards, des militaires, garde-cercles, préposés des douanes, gardes-forestiers y sont assujettis. Pour déranger le moins possible les redevables de leurs occupations habituelles, les prestations sont exigées en dehors des périodes de culture ou de cueillette. Elles ne peuvent s'effectuer à plus de 5 kilomètres du village de l'intéressé sauf alors pour ce dernier l'allocation d'une ration en nature ou en espèces.

Le nombre de journées de prestation varie dans chaque colonie, avec la région où doit s'appliquer le système. En principe, cependant, il ne peut dépasser douze jours par an. Les prestations sont exigibles en nature et le rachat en est limité aux habitants des centres urbains désignés par arrêtés du Lieutenant-Gouverneur,

aux indigènes figurant sur le rôle de la population flottante, à ceux employés sur les exploitations agricoles, commerciales ou industrielles.

Au Cameroun, le régime des prestations est prévu par un arrêté du 8 mars 1927 qui limite aux travaux suivants l'usage de la main-d'œuvre prestataire :

1° Travaux se rattachant à l'hygiène (déboisement, nettoyage des marigots et des habitations, forage des puits) ;

2° Etablissement et entretien des pistes ou des sentiers de village à village ou de marché à marché, entretien des pistes de bétail ;

3° Entretien et révision des ponts et gués traversés par les routes ou pistes ci-dessus ;

4° Enlèvement des troncs d'arbre ou autres obstacles gênant la circulation dans les cours d'eau, lacs ou lagunes, reboisement ;

5° Etablissement et entretien des pistes et lignes télégraphiques ;

6° Construction et entretien des bâtiments administratifs lorsque les difficultés de communication obligent à les faire en matériaux du pays, entretien des camps d'aviation, terrain d'atterrissage ou de gîtes d'étape.

Le programme des travaux annuels est établi par le chef de circonscription, après consultation du conseil des notables. Ce programme fixe la répartition des travaux entre villages ainsi que leur période d'exécution de telle sorte qu'ils apportent le moins de trouble possible aux cultures ou à la récolte.

Les indigènes soumis à la prestation sont tous les individus du sexe masculin âgés de 16 à 60 ans, avec des exceptions identiques à celles vues dans les autres cas. Le nombre de journées de prestation est fixé à dix, le prix du rachat établi chaque année par arrêté du Commissaire de la République sur la proposition des chefs de circonscription. Le produit du rachat est affecté à des travaux à accomplir dans la circonscription d'origine de l'indigène admis au rachat. Les prestataires reçoivent enfin une ration journalière.

Dans le territoire du Togo, les prestations prévues par un arrêté du 3 juillet 1922 sont destinées à l'entretien des voies de communication à l'exclusion de tous autres travaux. Le nombre de journées de prestation est fixé à quatre, et tous les adultes mâles, valides, âgés de 18 à 50 ans, aussi bien indigènes qu'européens, y

sont assujettis. Une ration en nature ou une indemnité compensatoire est allouée à tout prestataire déplacé à plus de 20 kilomètre de sa résidence. La faculté de rachat s'étend sans aucune distinction à tous les redevables de cet impôt en nature. Enfin, un arrêté du 20 septembre 1923 accorde une remise de 5 % aux chefs indigènes qui participent à la rentrée de la taxe, ainsi qu'une allocation forfaitaire.

A Madagascar le système des prestations résulte d'un arrêté du 3 novembre 1920 modifié et complété par des actes postérieurs, notamment les arrêtés des 7 février et 10 avril 1924, 16 novembre 1926 et 10 avril 1927.

Tout ce qui a été dit précédemment en examinant le cas des colonies autres que le Togo sur les personnes soumises à la taxe ou qui en sont exemptées, sur l'affectation des prestations, s'applique ici.

Les rôles des prestataires sont établis chaque année par les gouverneurs *madinika* ou chefs de canton. Ils sont publiés et rendus exécutoires par le chef de province. La durée des prestations est fixée à dix jours, et les prestataires sont employés dans un rayon de 6 kilomètres au plus de leur résidence.

Les prestations exigibles en nature ne peuvent être rachetées que par des catégories d'indigènes nettement déterminées, par exemple les indigènes auxquels ne peut être appliqué le droit de répression par voie disciplinaire, ceux qui sont engagés pour une année au moins par un contrat de travail régulier, ceux encore qui occupent une situation sociale ne permettant pas d'exiger la prestation en nature.

Sont également admis au rachat les indigènes âgés de 50 ans et au-dessus, les agents ouvriers et employés rétribués sur les budgets locaux ou municipaux, les indigènes payant annuellement au titre des impôts directs une somme de 3.000 francs au minimum, ceux enfin qui possèdent ou détiennent à un titre quelconque une charrie et l'utilisent effectivement et habituellement pour les cultures.

Chaque année le Gouverneur Général arrête sur la proposition des chefs de province le taux de rachat de la taxe. Ces rachats sont perçus par les gouverneurs *madinika* ou chefs de canton. Les fonds qui proviennent de ces opérations et qui demeurent la propriété des communautés indigènes servent à rétribuer notamment les

agents techniques chargés d'étudier les travaux projetés, ainsi que le personnel et les spécialistes qui donnent leur concours, à payer l'outillage et les matières premières nécessaires pour l'exécution des travaux, à racheter les semences destinées au reboisement ainsi qu'à l'amélioration des cultures indigènes, à alimenter les greniers de réserves des municipalités, à rembourser le montant des imprimés utilisés pour les prestations, enfin à payer aux agents percepteurs une remise de 5 % sur les sommes encaissées.



Maintenant que nous connaissons les formes que peut revêtir le travail obligatoire et que nous avons considéré les appréciations différentes auxquelles chacune d'elles pouvait avoir donné lieu, il nous est possible d'exposer d'une manière plus générale les critiques que l'on adresse au genre de travail dont nous nous occupons.

Celles-ci ont été présentées à un triple point de vue : social, économique et éducatif.

Au point de vue social, on prétend que les effets les plus directs du travail obligatoire se manifestent d'abord sur la santé des indigènes qui, dans bien des cas, ne peuvent supporter le régime auquel ils sont soumis et dégénèrent apparemment. Ces effets se traduiraient ensuite sur le dépeuplement des régions ; une corrélation étroite pourrait être établie entre la raréfaction de la population dans certains centres et l'institution du travail contraint.

Mais outre la fuite des indigènes, le dépeuplement des contrées s'expliquerait encore par le taux généralement élevé de la mortalité et de la morbidité sur les chantiers. Les travailleurs enlevés à leur milieu seraient décimés par des épidémies et des maladies multiples dont les plus fréquentes auraient pour cause une nourriture défectueuse.

D'éminentes personnalités semblent avoir mis ces faits en lumière. C'est M. Joseph Wauters qui écrit à propos du Congo : « On a épuisé et décimé les villages ; beaucoup ont fui loin des centres de trafic. La civilisation qui eut dû les attirer, les a refoulés et dispersés ».

De son côté le Dr Schulz fait remarquer que la principale cause

du dépeuplement du Congo réside dans la pénétration européenne qui a dès lors mis les indigènes dans l'incapacité de s'accoutumer et de vivre aux conséquences inhérentes à son passage : portage, travail continu, changements subits de nourriture, changements plus ou moins subits de milieu, etc.

Enfin, l'installation de la civilisation occidentale provoquerait chez les indigènes, l'anéantissement de la « volonté de vivre ».

Ainsi donc « on comprend aisément, écrivait l'auteur du Livre gris, que tout au moins chez les indigènes quelque peu évolués, le travail forcé, même soigneusement réglementé, puisse être considéré comme un symbole d'assujettissement ».

En second lieu, l'on conteste la valeur économique du travail obligatoire. Au lieu de constituer un procédé dont le profit serait certain, ses résultats ne seraient, au contraire, que désavantageux.

Pour commencer, la qualité de ce travail serait inférieure à celle du travail libre, car, la possibilité d'embaucher des travailleurs contre leur gré retarderait tout progrès et amènerait fatalement les employeurs à se désintéresser des moyens susceptibles d'économiser la main-d'œuvre par l'emploi d'un outillage mécanique approprié.

Ensuite, ce système qui paralyse l'esprit d'initiative et voue à l'imprévoyance des employeurs qui se procurent de la main-d'œuvre sans aucun effort de leur part, attente, dit-on, à la liberté humaine et constitue un procédé tyrannique qui pousse bien souvent au désordre. Souvent, en effet, les réquisitions sont faites mal à propos, elles coïncident avec les époques de la culture ou de la récolte, et se trouvent alors particulièrement indésirables, impopulaires. Aussi les indigènes ne se gênent-ils pas pour montrer la singulière défaveur en laquelle ils les tiennent.

Bref, d'une manière générale, le travail obligatoire entraînerait un gaspillage de valeurs économiques et, pour cette seule raison, on ne devrait y recourir que lorsqu'il est impossible de se procurer autrement de la main-d'œuvre volontaire en quantité suffisante. Même dans ce cas tout à fait exceptionnel, l'usage temporaire de cette main-d'œuvre ne devrait intervenir que dans le seul intérêt de l'Etat ou des collectivités et qu'avec toutes les garanties qu'exige la protection de la santé des travailleurs.

Enfin, on méconnaît aussi le rôle éducatif du travail obligatoire.

Les partisans d'une théorie que nous avons exposée considèrent que les mesures de coercition constituent le meilleur moyen pour faire comprendre aux indigènes que le travail est une obligation à laquelle nul être humain ne saurait se soustraire.

Ils estiment donc que le travail contraint peut avoir et même possède une valeur éducative certaine. C'est grâce à ce régime, selon eux, qu'on a pu assurer la prospérité de l'Afrique Centrale où l'occupation européenne a banni l'esclavage, garantir le progrès de l'hygiène. Si le travail forcé présente des inconvénients, ajoutent-ils, cela résulte beaucoup moins du principe lui-même que des applications de la règle.

Tout à l'opposé est le sentiment des partisans de la thèse adverse.

Ils pensent eux, que l'emploi de travailleurs non volontaires ne se justifie que lorsqu'il est impossible de se procurer autrement la main-d'œuvre nécessaire aux travaux publics, car un tel système empêche le développement des contrats volontaires, rend impuissant le travail au service de l'Administration.

D'autre part, l'indigène contraint au travail, y voit un châtiment, une oppression de la part de l'employeur et de l'administration. Finalement, il se détourne entièrement du travail, ne s'occupe que s'il est forcé de le faire, et, en dernière analyse, adopte une « mentalité servile ».

Telles sont les objections générales que l'on fait au travail obligatoire dont nous venons de présenter les différentes modalités.

Les développements qui précèdent nous permettent déjà de nous rendre compte de ce qu'il en faut retenir. Ceux qui vont suivre ne manqueront pas, non plus, d'éclairer notre opinion à ce sujet.

SECTION C.

**Actes généraux de l'administration
en matière de travail obligatoire.**

Avant le décret du 26 août 1930 intervenu pour réglementer dans les colonies de l'Afrique tropicale la question de la main-d'œuvre obligatoire, la législation applicable en la matière était tout à fait inexistante. Aucun texte d'ensemble, aucun acte revêtant un caractère général, à part quelques dépêches ou circulaires ministérielles. Cette absence si prolongée de législation inspirait à M. Louis Ronbaud la réflexion suivante : « Le tort des puissances métropolitaines, écrivait-il, est de n'avoir pas entrepris depuis longtemps une réglementation et une limitation rigoureuses de la réquisition. *On a voulu ruser avec la vérité* Mais ce caractère équivoque et clandestin laissé volontairement à *des opérations qu'on savait inévitables* n'a jamais permis une organisation rationnelle, méthodique, humaine, du travail obligatoire. Il est la cause indirecte, mais réelle, de la plupart des excès que l'on impute, avec raison, à ce régime. On a brimé l'individu au lieu de l'éduquer. On a bouleversé profondément le milieu social où il vit au lieu d'en préparer l'évolution (1) ». La préoccupation du gouvernement fut d'assurer ou d'entretenir sur les chantiers une situation sanitaire aussi bonne que possible ; et les actes visés ci-dessus s'appliquent-ils exclusivement à la réglementation de l'hygiène des travailleurs recrutés. Dans cet ordre d'idées, il convient de mentionner en tout premier lieu, la circulaire du Ministère des colonies en date du 22 juillet 1924 qui prescrivait un ensemble très détaillé de mesures sanitaires pour toutes les colonies, ensuite la circulaire du 4 octobre 1924 qui complète la première en fixant les conditions d'aptitude physique au travail et des règles d'hygiène plus précises. Ces textes s'occupent du travailleur depuis le moment de son recrutement jusqu'au jour du rapatriement dans la colonie d'origine et étudient minutieusement, après la mise en route tout ce qui concerne l'hygiène des chantiers, le fonctionne-

1. L. Ronbaud, dans *Europe Nouvelle*, du 20 juin 1930.

ment du service médical, l'inspection sanitaire, la nourriture, le logement et l'habillement des hommes, la période d'adaptation sur les chantiers les accidents du travail, le contrôle officiel, etc.

Tel était l'état de notre législation en matière de travail obligatoire quand, les études entreprises depuis plusieurs années, sur le même sujet par le B. I. T. ayant été jugées à point il fut décidé d'inscrire la question de la suppression ou de la limitation du travail par contrainte au rôle de la prochaine conférence qui devrait être la XII^e des assises de l'Organe International du Travail.

CHAPITRE II

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL ET LA QUESTION DU TRAVAIL INDIGÈNE OBLIGATOIRE

SECTION A.

Genèse de l'activité du B. I. T.

Le Bureau International du Travail ne s'est pas occupé dès son origine de la question du travail indigène. Pour certains il ne fait pas de doute que le problème devait rester en dehors de son activité. Le Traité de Versailles du 28 juin 1919 contient en son article 421 des dispositions ainsi conçues : « Les Etats membres, nations colonisatrices, doivent appliquer dans leurs colonies comme dans la Métropole, les conventions internationales générales relatives au travail auxquelles ils ont adhéré ». C'est donc, dit-on, que la compétence du B. I. T. en cette matière spéciale est réservée, ensuite que les conventions visées à l'article 421 du traité de paix ne peuvent être appliquées dans les territoires d'outre-mer que sous deux conditions : la première, c'est que la convention ne soit pas rendue inapplicable par les conditions locales, la deuxième, que les puissances coloniales conservent toute latitude pour modifier, adapter ces conventions à leurs territoires extérieurs. Vouloir intervenir pour réglementer aux colonies le travail indigène c'est outrepasser les limites de son activité, étendre abusivement aux colonies considérées au sens strict du mot, les dispositions prévues dans le texte des mandats.

Nous trouvons, en effet, dans ces actes une allusion directe au travail indigène obligatoire. Les mandats du type « B », tel celui

sur le Cameroun, contiennent la clause ci-après : « art. 4. La puissance mandataire devra :

.....

3° Interdire tout travail forcé ou obligatoire sauf pour les travaux ou services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération ;

4° Protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs ».

La même recommandation bien que différente en la forme, est adressée aux puissances mandataires exerçant leur tutelle en vertu de mandat du type « C ». « Le mandataire veillera, dit le texte, à ce que le travail obligatoire ne soit autorisé que dans les cas de travaux publics et sous condition qu'une rémunération équitable soit allouée. »

Il ne semble pas, et il le sera montré plus loin, qu'on puisse contester la compétence de l'organisation internationale du Travail en matière de travail indigène. Pour que cet organisme intervienne, il lui suffit de se rendre compte, comme le faisait remarquer le Directeur du B. I. T., M. Albert Thomas, que son intervention est nécessaire. « Il (le B. I. T.) constate que dans la plupart des territoires soumis à l'administration des puissances coloniales, écrivait l'ancien ministre du Travail français, il existe une classe plus ou moins nombreuse de travailleurs indigènes employés soit par l'administration soit par les entreprises européennes, soit même par d'autres indigènes, que l'emploi de ces travailleurs donne parfois lieu à des abus, qu'en tout cas leur statut demande à être réglementé comme celui de tous les travailleurs en général et même d'une manière plus stricte si l'on songe aux facilités plus grandes d'abus et aux modalités rudimentaires du contrôle de la législation dans l'état actuel de la plupart de ces territoires (1). »

Cette argumentation laisserait à croire cependant que le B. I. T. se serait de sa propre initiative occupé de la question du travail indigène. Nullement ! car voici la genèse de l'intervention de l'Organe International du Travail.

1. A ce sujet, voir les cahiers de l'Institut colonial de Marseille (1929-1930).

Les mandats, par le jeu des dispositions que nous venons de rappeler ; d'autre part, par l'obligation d'adresser un rapport périodique relativement à l'administration de la Puissance Mandataire, laissent à la S. D. N. un droit de regard sur les conditions d'exécution du travail indigène. Ce droit, limité d'abord à des territoires donc bien déterminés, allait être étendue aux autres colonies par la commission temporaire de l'Esclavage nommée par la Société de Genève pour procéder à une étude approfondie de l'esclavage dans le monde d'après-guerre. Le rapport de cette Commission condamnait en même temps que l'esclavage, le recours au travail forcé. Aussi lorsqu'en 1920 la commission soumit à la sixième commission de l'Assemblée de la Société des Nations, un projet de convention sur l'esclavage, celui-ci comportait-il une clause d'après laquelle les « parties contractantes devaient prendre les mesures utiles pour éviter que le travail forcé n'amène une situation analogue à l'esclavage » (1) (2) (3). L'adoption de ce principe, donna lieu, affirme-t-on, à une importante discussion sur le point spécial de la « rémunération équitable » du travail. Le texte définitif de la convention sur l'esclavage, qui fut ratifié par l'assemblée de la S. D. N. de 1927, dispose ainsi en l'article 5 : « les hautes parties contractantes reconnaissent que le recours au travail forcé ou obligatoire peut avoir de graves conséquences et s'engagent chacune, en ce qui concerne les territoires soumis à sa souveraineté, à sa juridiction, à sa protection, à prendre des mesures utiles pour éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène des conditions analogues à l'esclavage. »

Ainsi donc, les auteurs de la Convention, tout en reconnaissant les graves dangers que pourrait faire courir à la civilisation le travail forcé ou obligatoire, s'abstenaient de légiférer en la matière. Les déclarations du Vicomte Cecil A. Chelwood à l'Assemblée, établissent ce point que la réglementation du travail obligatoire avait été à dessein écartée de la Convention « En rédigeant cet article (article 5), révélait-il à l'Assemblée, la Commission s'est trouvée en présence d'un problème peut-être le plus difficile de tous ceux qui lui ont été posés. Après de mûres délibérations, elle s'est

1. *Europe nouvelle*, numéro du 14 juin 1930.

2. *Livre Gris*.

3. *Quinzaine Coloniale* (1929-1930).

arrêtée finalement au texte actuel qui représente un effort très net en vue de résoudre la question du travail forcé par voie d'accord général international. » A la Chambre des Lords Britanniques, le représentant de l'Angleterre à la Commission temporaire de l'esclavage avait fait connaître que la réglementation du travail forcé serait préparée par le bureau international du Travail, celui-ci, en raison de sa collaboration à la commission permanente des Mandats et à la Commission temporaire de l'esclavage, se trouvant particulièrement qualifié pour l'entreprendre. En 1925, le Dr Nansen, au nom de la délégation norvégienne, avait, en effet, développé devant l'Assemblée les raisons qui s'attachaient à ce que l'on confiât cette étude au B. I. T. de préférence à la S. D. N. L'année d'après l'Assemblée votait la résolution suivante : « Prenant acte des travaux entrepris par le B. I. T., en accord avec la mission qui lui a été confiée et dans le cadre de sa constitution.

« Considérant que ces études comprennent actuellement les problèmes du travail forcé,

« Prie le Conseil d'informer le Conseil d'Administration du B. I. T. du vote de la Convention relative à l'esclavage et d'attirer son attention sur l'importance que présentent les travaux entrepris par le Bureau en vue d'étudier les modalités les plus appropriées afin d'éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène une situation analogue à l'esclavage. »

Sur la demande de Sir Austen Chamberlain, le conseil de la S. D. N. priait alors, en décembre 1926, le B. I. T. d'évoquer d'une manière définitive, le problème du travail obligatoire. Le conseil d'administration du B. I. T. instituait peu après une *commission d'experts* en matière de travail indigène, à l'effet d'assister le bureau dans une tâche évidemment lourde et difficile. Le bureau fit, bien entendu, tous ses efforts pour obtenir la collaboration de personnalités ayant une compétence et une expérience reconnues en ce qui concerne tous les territoires coloniaux importants, ce qui permit ainsi au Bureau d'être au courant de la pratique suivie par les Puissances coloniales et leur point de vue. Une première étude de la question soumise à la commission par le B. I. T. lui revint sensiblement amendé. Enfin la collaboration du Bureau et de son auxiliaire, la Commission des Experts, aboutirent à l'élaboration d'un rapport communément appelé *Livre Gris*. Ce rapport qui fut

soumis à la XII^e Conférence du Travail était, en outre, suivi d'un projet de questionnaire envisageant les divers aspects d'une réglementation très précise du travail obligatoire. Il provoqua au milieu de la conférence, à la suite d'un débat général précédant le renvoi du texte à la Commission compétente, une déclaration unanime : la condamnation du travail obligatoire au profit de particuliers ou d'entreprises privées. La commission, après l'élection de son bureau se mit immédiatement à l'ouvrage afin de rédiger sur les bases du projet qui lui était soumis, un questionnaire définitif. Celui-ci devait être aussi complet que possible, envisager toutes les situations de manière à procurer à la Conférence Internationale du Travail, grâce aux réponses qu'il aurait provoqué de la part des Etats, une documentation très abondante. Celle-ci refléterait l'opinion des Etats, et offrirait ainsi à la future Conférence les bases de la réglementation qui serait apparue la meilleure.

Les premières discussions engagées à la Commission, ne tardèrent pas à élargir les cadres de la convention prévue. Au lieu d'une limitation ou d'une réglementation du travail obligatoire on en vint immédiatement à envisager la suppression. On s'essaya ensuite à définir les termes « travail forcé » et « travail obligatoire » et au besoin à les concilier. La commission s'étant trouvée impuissante à choisir entre ces deux termes se résolut à faire une côte mal taillée en les adoptant tous les deux. Accolés, ils avaient désormais droit de cité dans le vocabulaire international. Puis l'on en vint à la question qui se posait de savoir si la Convention prochaine serait applicable dans son intégrité à l'Etat membre qui l'aurait ratifiée ou si celui-ci pourrait, même dans le cas d'une convention spéciale aux colonies, faire jouer encore les dispositions de l'article 421 du traité de Paix. D'autre part, la période maximum pendant laquelle un individu pourrait être astreint au travail obligatoire fixé dans le projet à soixante jours par période de douze mois, dans *les cas normaux* et à six mois par période de douze mois dans *les cas exceptionnels*, fut ramené dans cette dernière situation à six mois par période de *vingt quatre mois*. Le travail obligatoire au bénéfice des chefs de tribus, admis dans les coutumes locales, fit l'objet d'un additif au questionnaire, de manière à recueillir l'avis des Gouvernements sur l'opportu-

nité d'une réglementation de ce travail. La commission aborda également le problème du travail obligatoire en tant que mesure de sanction collective, celui du travail dans les souterrains et deux nouvelles questions furent ainsi insérées au questionnaire.

Les autres points visés par le projet de questionnaire furent retenus sans grande modification.

Cependant le groupe ouvrier qui n'avait pu obtenir satisfaction sur certaines revendications qu'il considérait comme essentielles pour les travailleurs indigènes — telles l'application sur les chantiers, de la journée de huit heures, la liberté de constituer des associations syndicales, etc. — se sépara de la majorité et présenta un rapport de minorité. On avait notamment objecté : « D'une part on nous dit, pour justifier les méthodes de colonisation, même les pires, qu'il s'agit d'élever le niveau culturel et économique des peuples primitifs ou attardés et d'autre part on prétend refuser à ces peuples un élément effectif de relèvement et de défense.

« Mais il nous paraît quand même que la liberté de s'associer doit être prévue dans la convention, donc incluse dans le questionnaire, aussi bien parce que sa reconnaissance est immédiatement nécessaire dans certains cas, que parce que dans d'autres elle constituera une sauvegarde d'avenir (1).

La Conférence qui discuta ensuite pendant trois séances les deux rapports qui lui avaient été présentés, repoussa un amendement de groupe ouvrier sur la question du travail obligatoire de caractère fiscal. Pour ce qui concerne le travail obligatoire au profit des chefs de tribu, elle adopta au lieu de l'amendement ouvrier qui en envisageait la suppression, une proposition transactionnelle suggérée par le délégué gouvernemental britannique. On se contentait en effet de prendre l'avis des gouvernements sur la possibilité d'abolir le plus tôt possible cette forme de travail, et, en attendant cette abolition, de le réglementer étroitement. Par contre, les trois amendements présentés par le groupe ouvrier étaient adoptés. Ils visaient : le premier, à donner une garantie supplémentaire aux travailleurs contraints en leur permettant de présenter aux autorités toutes réclamations relatives à leur condition de travail et de négocier à ce sujet ; le second, la question de la

1. *Livre Rouge sur le Travail forcé.*

durée du travail obligatoire (journée de 8 heures, semaine de 48 heures) qui avait été écartée par la commission, enfin l'opportunité de l'installation auprès du B. I. T. d'une *Commission permanente d'Experts du Travail forcé* qui serait entre autres choses : chargé de l'examen des rapports présenté par les Puissances en vertu de l'article 408 du Traité de Versailles.

Le questionnaire définitif étant ainsi mis sur pied, la conférence par 101 voix contre 15 décida ensuite d'inscrire la question du Travail obligatoire à l'ordre du jour de la Conférence de mai 1930.

Mais les travaux de cette première Conférence n'avaient pas été sans soulever quelques critiques. « Il semble que ce qui a caractérisé la première session de la Conférence Internationale du Travail, « convoquée par le B. I. T. et qui s'est tenue l'année dernière, déclarait M. Baillaud, secrétaire général de l'Institut colonial de Marseille, a été la non-préparation par les divers Gouvernements coloniaux de leur participation à cette conférence.

« Celle-ci a consisté simplement en déclarations purement oratoires par la plupart des délégués ouvriers, des méfaits et des abus de la colonisation, tandis que les délégués patronaux ou gouvernementaux ont proclamé ses bienfaits.

« Cette session a eu simplement pour conclusion l'établissement d'un projet de questionnaire aux diverses puissances coloniales pour leur demander comment elles envisageaient les modalités d'obligation du travail pour des fins publiques, les délégations ouvrières ayant en outre, déclaré, qu'il serait ensuite nécessaire de s'occuper des modalités du travail privé, en particulier au point de vue des contrats de travail » (1).

« La matière, a-t-on dit aussi, était nouvelle pour le B. I. T. et pour la plupart des délégués ; il semblait pour le moins surprenant que des puissances n'ayant et pour cause, aucune tradition ou doctrine coloniale pussent discuter de question aussi complexes et auxquelles en définitive ne sont intéressés que les pays colonisateurs. Cet « état d'âme » explique en partie l'allure doctrinaire du questionnaire. Quoi qu'il en soit et sans faire état ici des divergences de vues des trois groupes constituant la conférence, gou-

1. Les cahiers coloniaux de l'Institut colonial de Marseille, décembre 1930.

vernemental, patronal et ouvrier, la conférence parvint à adopter un questionnaire définitif » (1).

Le délégué gouvernemental des Pays-Bas, M. Schrucke qui avait suggéré un questionnaire « aussi complet et aussi précis qu'il était possible, de façon à enfermer tous les cas sur lesquels l'expérience prouve qu'il est nécessaire de connaître l'avis des Etats, entièrement libres de faire telles réponses qu'ils jugeront convenables et, d'autre part à procurer à la C. I. T. lors de la discussion des termes de la convention, la plus large documentation sur le travail forcé ou obligatoire et les modalités très variées de la suppression ou de la limitation et de la réglementation (2) avait donc été pleinement satisfait.

Ce questionnaire définitif précédé des deux rapports exprimant les opinions qui s'étaient rencontrées au sein de la Commission fit l'objet d'un *Livre Rouge* qui fut envoyé par les soins du B. I. T. à tous les gouvernements membres de l'O. I. T. Les réponses recueillies par ce même organisme ont été réunies en un *Livre Bleu* suivi d'un avant-projet de convention établi en tenant compte, autant que possible, des opinions des Etats intéressés. D'autres ajoutent : « des suggestions favorables à sa thèse socialiste en négligeant les objections des puissances coloniales basées sur leur expérience ». Mais il faut réserver pour plus tard toute appréciation sur l'œuvre du Bureau.

Sur 52 Etats consultés, 23 seulement répondaient au questionnaire envoyé, ce qui pouvait laisser à supposer que les 29 autres se désintéressaient totalement de la question du travail indigène. Quant aux réponses parvenues, certaines ont été faites uniquement par déférence pour le Bureau, les Etats en question n'ayant pas une compétence bien grande et pour cause en la matière. Il en était ainsi pour 11 Etats (Cuba, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Pologne, le Siam, la Suède et la Suisse) ; 12 autres Etats adressaient des réponses bien nettes aux questions posées. Sur ces 12 Etats, 9 seulement se trouvaient être des puissances coloniales et par suite directement intéressés à l'affaire. C'étaient la Belgique, l'Espagne, la France,

1. Fayet, *op. cit.*

2. *Livre rouge.*

la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, l'Afrique du Sud et l'Inde. Les 3 autres Etats, Bulgarie, Yougo-Slavie, Allemagne n'avaient aucun intérêt à la question, les deux premières n'ayant pas de possessions outre-mer, l'Allemagne, elle, ayant été déchue de ses droits, titres et possessions en vertu du Traité de Versailles du 28 juin 1919 (1).

Sans vouloir examiner en détails les réponses des gouvernements, il peut être bon d'indiquer que : l'Italie et l'Allemagne se montraient favorables à l'adoption d'une convention ayant pour but l'abolition immédiate du travail obligatoire, le Portugal émettait un avis diamétralement opposé au précédent, estimant « que tout ce qu'il était désirable et possible de faire pour le moment, en cette matière, avait été fait par la convention du 22 septembre 1926 », sur l'esclavage. Le Gouvernement belge était d'avis que la convention fût conclue entre pays colonisateurs, « lesquels, en raison de leur connaissance pratique et de leur expérience des situations spéciales qui se présentent dans les possessions d'outre-mer, sont plus à même de résoudre le problème en tenant compte des contingences et des difficultés ». Les autres gouvernements ne voyaient aucun inconvénient à ce qu'il intervint une convention qui aurait pour dessein, sinon la suppression immédiate qui était quasiment impossible, du moins la réglementation et la limitation du Travail non volontaire. Ainsi est rédigée la réponse du Gouvernement français qui se déclare non opposé à l'adoption d'un projet de convention. Cette réponse est précédée d'un préambule qui brosse en un raccourci le tableau de la situation actuelle de nos colonies, si diverses et si différentes dans leur évolution. Exposé de la situation démographique des possessions extérieures, législation intervenue dans chacune de ces possessions, tout y était contenu. En même temps le gouvernement français attirait l'attention de la conférence sur le danger d'une réglementation trop précise en ce qui concerne les mouvements de main-d'œuvre.

A son point de vue « le caractère si complexe de la répartition normale des travailleurs obligeait à penser que sur ce point encore, une réglementation internationale ne pourrait être opérante qu'à

1. Voir à ce sujet la *Revue des Questions maritimes et coloniales*, juin-juillet 1930.

la condition de ne poser que des principes généraux ». Enfin le Gouvernement annonçait que la France se refuserait à admettre qu'on pût, à l'abri de conceptions humanitaires, établir un contrôle arbitraire sur la gestion des puissances coloniales.

Cette déclaration s'imposait dit-on, pour calmer les inquiétudes que l'action du B. I. T. avait fait naître dans l'opinion publique. Celle-ci s'était, en effet, élevée contre l'intervention du B. I. T. Elle la considérait comme uniquement dirigée contre l'œuvre coloniale du pays et destinée à faire le jeu de puissances ennemies de l'expansion coloniale de la France. Le personnel du B. I. T. et son directeur violemment pris à partie étaient représentés comme hostiles à la France, tant à raison de leurs relations dans le monde international qu'à cause de leur sympathie trop vive au parti socialiste international. Ces attaques devaient entretenir cet « état d'âme » dont il a été parlé plus haut, créer une atmosphère singulièrement lourde pour les travaux de la future conférence.

Pour revenir à la réponse du Gouvernement français, celle-ci suggérait que la convention ne comprit pas dans ses termes la question de l'utilisation de la seconde fraction du contingent ni celle des prestations. « Le Gouvernement a toujours considéré la prestation comme un impôt en nature et quant à l'emploi des conscrits indigènes à des travaux de mise en valeur il l'estime comme essentiellement d'ordre militaire et de ce fait, relevant de sa seule souveraineté ».

La XIV^e session de la Conférence Internationale du Travail s'ouvrit à Genève au lieu du mois de mai primitivement prévu au mois de juin 1930. Elle avait été précédée à Paris d'un échange de vues survenu à la dernière heure entre les délégués des principaux gouvernements intéressés. Mais cette rencontre préliminaire n'avait abouti à aucun résultat positif ; aussi avait-on pu avancer que la préparation de la session de 1930 n'avait donné lieu, après une conférence d'experts purement formelle, qu'à une réunion faite *in extremis* à Paris, et que cette réunion unique s'était révélée impuissante et trop tardive pour établir l'unanimité nécessaire (1).

1. Les cahiers coloniaux de l'Institut colonial de Marseille, décembre 1930.

Les Associations coloniales françaises (Académie des Sciences Coloniales, Union coloniale, ligue Maritime, Comité de l'Indo-Chine, d'une part, d'autre part l'Institut Colonial) qui, de 1929 à 1930, avaient très minutieusement examiné la question du travail indigène avaient suggéré que la France choisit ses représentants directs à la conférence — tout au moins pendant les sessions coloniales, — parmi les personnalités ayant une connaissance précise des questions à examiner, une compétence certaine en matière de colonisation. Ainsi seulement le point de vue du gouvernement pourrait être défendu avec toute l'autorité nécessaire. Pour répondre sans doute à ce vœu le gouvernement désigna pour le représenter à Genève, M. Diagne, député de la colonie du Sénégal.

Jamais session ne réunit tant de délégués. Tous les Etats membres de l'O. I. T. (ils étaient 55) sauf quatre avaient en effet envoyé des délégués (1). Aussi les travaux de la Commission et de la Conférence s'en ressentirent-ils et put-on, à différentes occasions, assister à des séances mouvementées.

Il est impossible de suivre la Commission dans tous ses travaux ; nous indiquerons donc très brièvement les points essentiels qui furent, après de laborieuses discussions, arrêtés par cette assemblée de 45 membres (représentants de chacun des trois groupes) que présidait M. J. Gautier délégué gouvernemental adjoint français.

La Commission du travail forcé, après bien des amendements au texte primitif, posa dans un article premier le principe de la suppression du travail forcé ou obligatoire à intervenir dans le plus bref délai possible. Cette forme de travail était toutefois maintenue pour les travaux publics pendant une période transitoire. Dans un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la convention le conseil d'Administration du B. I. T. examinerait la possibilité de supprimer, sans nouveau délai, le travail obligatoire ainsi que l'opportunité d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence.

Certains délégués estimant insuffisant le délai de cinq ans, avaient demandé qu'il fût porté à dix ans. Le délégué gouvernemental français notamment avait montré que la période transi-

1. *Europe nouvelle*, 19 juillet 1930.

toire devait varier avec l'état social des populations auxquelles s'appliquait la convention en discussion. Il jugeait donc nécessaire que cette période ne fût pas inférieure à dix ans. Cette opinion soutenue par la délégation du Portugal fut au contraire attaquée par les délégués ouvriers anglais et français.

La définition des termes « travail forcé et travail obligatoire » provoqua les controverses exposées plus bas. Finalement la Commission se décida pour la fusion de ces deux expressions, faisant ainsi peu cas des observations présentées par le Gouvernement français dans sa réponse au questionnaire du B. I. T. d'abord, ensuite par l'organe de son délégué quant à l'équivoque que pouvait faire naître l'expression « travail forcé ».

Le délégué gouvernemental britannique obtint l'approbation d'un amendement excluant l'interdiction de tout travail ou service demandé à des citoyens de « territoires se gouvernant pleinement » comme faisant partie de leurs devoirs normaux. A cette occasion, un incident très vif se produisit au sein de l'Assemblée, entre les délégués ouvrier et gouvernemental anglais à propos du paragraphe A de l'article 4. Ce texte indiquait, en effet, parmi les catégories de travail auxquelles la Convention ne pourrait s'appliquer, les cas de guerre, de sinistres nationaux et de troubles intérieurs. Le cas de l'Inde et des Dominions anglais était ainsi nettement prévu. Le délégué patronal de l'Inde engagea une vive controverse avec le délégué gouvernemental britannique pour la suppression de cette réserve en ce qui concerne les troubles intérieurs. Le groupe ouvrier prenant parti pour le délégué national indien, l'exception fut supprimée par vingt et une voix contre quatorze.

L'article 5 dont le premier paragraphe interdit le travail forcé au profit des particuliers prévoyait dans son deuxième paragraphe que s'il existait encore « une forme de travail forcé ou obligatoire au profit des particuliers », elle devrait être complètement supprimée dans un délai de trois ans à partir de la ratification de la Convention. La Commission adopta à la presque unanimité de ses membres un amendement présenté conjointement par le groupe ouvrier et le groupe patronal en vue de la suppression immédiate du travail forcé au profit des particuliers.

Le troisième paragraphe de l'article 5 de l'avant-projet disposait

que la Convention ne s'appliquerait pas « au travail forcé et obligatoire au profit de particuliers, de compagnies ou de personnes morales autres que la collectivité dans les cas où ces particuliers, compagnies ou personnes morales seraient partie contractante en vue de l'exécution de travaux publics légalement autorisés par les autorités compétentes et exécutés sous leur surveillance ».

Les délégués gouvernemental et patronal français intervinrent, le premier pour faire remarquer que le Gouvernement français ayant déjà pris des engagements pour des travaux en cours il ne lui était pas possible de revenir sur sa décision, l'autre pour montrer le danger de l'étatisation qu'on préconisait ainsi. Le principe du recrutement de la main-d'œuvre, par l'Administration, pour les concessionnaires de travaux publics fut maintenu par 21 voix contre 18.

La question du travail forcé au profit des chefs indigènes qui figurait à l'article 8 du projet de convention intéressait particulièrement la Grande-Bretagne qui pratique dans beaucoup de ses possessions le système d'administration indirecte par l'intermédiaire des chefs ; ses administrés sont, par ce procédé indirect, assujettis au travail obligatoire, principalement sur les routes.

En commission, on se contenta de modifier tout simplement selon la suggestion du délégué gouvernemental hollandais le texte du projet et de préciser que des mesures devraient être prises par les autorités pour éviter les abus, d'autre part, que le travail forcé devrait être remplacé progressivement par le travail rémunéré. Ainsi la situation de l'Angleterre était sauvée.

La question des prestations en nature était visée à l'article 12 relatif au « travail forcé ou obligatoire demandé comme équivalent d'un impôt ou pour remplacer cet impôt ». Le texte du B. I. T. « prévoyait que cet impôt devrait être progressivement supprimé et remplacé en tout ou en partie par des paiements en espèce ». Hadji Salim, délégué ouvrier des Indes Néerlandaises où cette pratique est généralisée, défendit un amendement du groupe ouvrier demandant la suppression du passage relatif au remplacement par des impôts en espèces. Il considérait en effet qu'il suffisait de se prononcer en faveur de la suppression et qu'il convenait de laisser aux gouvernements intéressés le soin d'adopter la meilleure manière d'y parvenir. L'amendement fut

approuvé à l'unanimité ainsi que l'article 12 modifié en conséquence.

Les précautions énumérées en l'article 13 du projet pour assurer aux assujettis au travail forcé les meilleures conditions d'hygiène dans l'accomplissement de leur travail, furent maintenues, un amendement qui fut adopté fixait à 45 ans l'âge après lequel le travail forcé ne peut plus être imposé aux indigènes. Il fut en outre décidé que jamais plus de 25 % des hommes valides et adultes ne pourraient être engagés pour des travaux forcés ou obligatoires.

Plus vives furent les discussions auxquelles donna lieu la question de la durée maxima des périodes pendant lesquelles le travail forcé peut être exigé, et où intervinrent les délégués gouvernementaux français et belge. Pour le premier, il ne fallait pas sur cette question, fixer de trop courts délais, les travailleurs recrutés pour le Brazzaville Océan par exemple, mettant déjà plus de soixante jours, dans certains cas, pour arriver sur les chantiers. Pour le délégué belge, il était nécessaire de laisser aux autorités compétentes des nations intéressées, le soin de régler la question dans son ensemble.

La commission ferma l'oreille à ces revendications et la période de 60 jours fut considérée comme durée maxima normale pour le travail obligatoire.

Quant aux heures de travail, l'article 15 du projet du B. I. T. prévoyait la journée de huit heures avec maximum de quarante-huit heures par semaine. On fit remarquer que cette disposition aurait pour conséquence d'avantager le travail obligatoire qu'on voulait supprimer sur le travail libre dans les colonies où cette réglementation ne devait pas être introduite ou dans une même colonie, d'établir deux catégories de travailleurs.

Finalement le texte suivant fut institué par 23 voix contre 17 au précédent : « la durée normale du travail des travailleurs forcés, doit être la même que celle en usage pour les travailleurs libres. Il en est de même pour le prix des heures supplémentaires. »

Le texte préparé par le B. I. T. autorisait les cultures obligatoires, tantôt pour prévenir les famines ou disettes, tantôt à titre de mesure d'enseignement agricole justifiée par la paresse ou l'imprévoyance de la population. Le délégué national de l'Inde présenta

un amendement tendant à interdire les cultures dans le second cas. Après une intervention de M. Jouhaux condamnant les cultures « industrielles », c'est-à-dire celles recherchées par la grande industrie mondiale, le délégué gouvernemental belge, M. Leplae, vint placer le débat sur son véritable terrain. Il exposa qu'il y avait en Afrique Centrale des populations arriérées auxquelles l'agriculture doit être enseignée, et que l'on doit aider à trouver un marché pour leurs produits. L'amendement indien fut rejeté par 21 voix contre 14 et le texte du bureau fut maintenu.

Chaque membre ayant ratifié la convention devra présenter au B. I. T. un rapport sur les mesures prises pour donner effet aux dispositions de la convention (art. 24). Ces rapports devront contenir des informations aussi précises que possible sur la mesure dans laquelle il aura été fait appel au travail forcé pour chaque territoire intéressé. Certains avaient pu croire que ces dispositions entraîneraient un contrôle permanent du B. I. T. sur les conditions de travail indigène. Mais il ressort des déclarations faites au sein de la commission qu'il n'y a pas lieu de craindre en l'état actuel des choses l'exercice de ce contrôle.

L'article 25 du projet relatif au droit des indigènes assujettis au travail obligatoire de présenter leurs réclamations éventuelles, se trouva allégé, après discussion de la phrase où on les autorisait à « négocier » avec leurs employeurs. Le délégué gouvernemental français avait déclaré, à ce propos, que le gouvernement français n'entendait pas refuser aux travailleurs forcés le droit de présenter des réclamations mais ne voulait pas « les livrer » à la malice des gens qui les entraîneraient dans le domaine politique et les engageraient à des actes qui se tourneraient contre la population indigène elle-même.

Le contrôle proprement dit prévu à l'article 25 comme devant être effectué par des organismes appropriés et des inspections, doit s'entendre, au sens des travaux de la commission, de contrôle et d'inspections exercés par l'autorité nationale intéressée. Le B. I. T. a expliqué également que ces dispositions devaient être comprises strictement au point de vue national sans idée d'atteinte à la souveraineté des Etats.

La commission rejeta le contrôle de l'inspection libre du travail qu'on voulait étendre au travail forcé. L'argument décisif en ce

sens fut apporté par M. Moresco délégué gouvernemental hollandais qui fit observer que les fonctionnaires administratifs et les chefs qui connaissent les coutumes de la population sont les mieux placés pour contrôler le travail forcé.

Le projet de convention contenait encore deux articles Y et Z.

A propos de l'article Y aux termes duquel « tout membre de l'O. I. T. qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer aux territoires soumis à sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle », M. Von Rechenberg, délégué gouvernemental allemand, se leva pour demander que cette législation ne fût pas étendue aux territoires sous mandat, parce que ses dispositions pouvaient être, en certains cas, moins libérales que les règlements en vigueur. La commission ne fit aucune difficulté pour convenir que tout ce qui se trouverait dans la convention moins bienveillante pour les territoires sous mandat que les dispositions déjà en vigueur, ne leur serait pas applicable.

L'article Z du projet de convention invitait les membres désireux de faire usage de l'article 421 du traité de Versailles, à accompagner leur ratification d'une déclaration faisant connaître les territoires où ils entendaient appliquer la convention soit intégralement, soit avec des modifications et les territoires pour lesquels ils réservaient leur décision. Le conseiller juridique du B. I. T. fit alors cette déclaration que l'article Z est en accord avec l'article 421 et apporte seulement plus de précision.

Enfin concernant l'entrée en vigueur de la convention, M. Moresco soumit un projet aux termes duquel l'acte entrerait en vigueur lorsqu'elle aurait été ratifiée par la majorité des puissances coloniales. Ce projet fut modifié par la commission de rédaction, de telle sorte que la ratification de deux puissances intéressées au travail forcé ou obligatoire serait suffisante. Un amendement franco-portugais reprit la proposition de M. Moresco, il fut lui aussi repoussé. En définitive, la commission, sur la proposition du délégué gouvernemental britannique, admit que la convention entrerait en vigueur lorsqu'elle aurait été ratifiée par deux puissances faisant partie de l'O. I. T., intéressées ou non à la question du travail forcé.

En 1929, le rapport de minorité présenté par le groupe ouvrier envisageait certaines recommandations ayant essentiellement pour

but d'éviter « toute contrainte indirecte » au travail forcé « susceptible de peser trop lourdement sur les populations des territoires ».

Au moment de leur discussion devant la commission, à la session de 1930, le délégué gouvernemental français, au nom du gouvernement, les représenta comme dépassant singulièrement l'objet de la convention en discussion et les attributions du B. I. T. Le délégué français estimait en effet que c'était mettre en jeu la colonisation, ces recommandations revêtant non seulement un caractère économique mais aussi politique.

D'une manière plus précise, la première recommandation invite les Puissances à réfléchir sur les répercussions que peuvent exercer sur les conditions d'existence et le travail des populations indigènes, l'augmentation du nombre et de l'étendue des entreprises européennes, l'octroi des concessions forestières et l'établissement d'éléments « non autochtones » dans leurs territoires ; en outre elle condamne divers moyens indirects susceptibles de pousser la population vers le travail salarié, par exemple l'imposition des charges fiscales trop lourdes, les restrictions à la possession de la terre, etc...

Les délégués gouvernementaux français, belge et portugais et tout le groupe patronal à l'exception du représentant de l'Inde s'opposèrent à l'adoption de cette recommandation. Celle-ci rencontra par contre l'adhésion du délégué gouvernemental britannique et sous certaine réserve, celle du délégué gouvernemental hollandais.

Bref la commission décida au vote d'accueillir cette recommandation.

La deuxième recommandation concernait la diffusion des textes relatifs à la réglementation du travail obligatoire, le recours illégal à ce genre de travail, à celui des femmes et des enfants. Elle déconseillait le recours du travail forcé ou obligatoire pour le transport des personnes ou des marchandises.

Comme la première, elle fut adoptée à la majorité des voix, les représentants gouvernementaux de la France, du Portugal et du Libéria s'étant seuls trouvés du côté de l'opposition.

Si nous négligeons pour l'instant la question de l'utilisation de la main-d'œuvre militaire à des travaux d'intérêt général, qui sera examinée plus loin, telles se trouvaient être les dispositions

essentielles du projet de convention qu'après seize séances de quatre heures, mettait sur pied la Commission du travail forcé ; celle-ci allait à son tour, demander à la Conférence d'approuver le projet élaboré.

La conférence plénière représentait une assemblée de 366 personnes, dont 86 délégués gouvernementaux, 35 délégués patronaux, autant de délégués ouvriers, 210 conseillers techniques.

Le projet de convention établi par la commission fut devant la conférence plénière invoqué à nouveau dans son intégralité. Le groupe ouvrier ayant déposé un mémoire de minorité, une discussion générale devait avoir lieu sur l'ensemble de la convention.

La caractéristique de cette seconde discussion fut que la plupart des amendements du groupe ouvrier furent adoptés. En particulier la conférence supprima le troisième paragraphe de l'article 5, si bien que les concessionnaires de travaux publics ne pouvaient plus disposer de la main-d'œuvre par contrainte et que les administrations coloniales se trouvaient condamnées à exécuter elles-mêmes leurs travaux toutes les fois qu'elles voulaient recourir aux travailleurs non volontaires.

La conférence retint de même une suggestion du groupe ouvrier tendant à la suppression des cultures obligatoires entreprises à titre d'enseignement, motif pris de ce que la période actuelle se caractérise par la « surproduction de matières premières dans le monde ».

Les recommandations du groupe ouvrier envisageant l'abolition de toute « contrainte indirecte » au travail, ensuite la diffusion des textes relatifs à la réglementation du travail obligatoire et contre l'adoption desquelles avaient protesté les délégués gouvernementaux français et portugais furent également acceptées.

La conférence n'accordait qu'un mince avantage aux délégués gouvernementaux et patronaux en repoussant la motion du groupe ouvrier relative à la durée de la journée de travail ; le principe de la journée de 8 heures fut écarté, le texte transactionnel harmonisant la durée du travail obligatoire avec celle du travail libre acceptée.

Bref, la convention définitive était adoptée le 28 juin 1930 par 93 voix contre zéro mais avec 64 abstentions. Les représentants

de la France, de la Belgique, du Portugal, de l'Afrique du Sud et de l'Inde prirent immédiatement la parole pour déclarer à la Conférence que leur gouvernement ne ratifierait vraisemblablement pas la convention.

* * *

Ainsi donc, on peut souligner dès maintenant que les dispositions les plus hardies contenues dans cette convention, avaient été prises à l'instigation du groupe ouvrier dont l'influence fut prépondérante tant au sein de la Commission qu'auprès de la Conférence.

Les gouvernements s'étaient présentés à Genève divisés; aucune base d'accord, au cours de la réunion « in extremis » de Paris, n'ayant pu être trouvée.

Malgré tout si l'on s'en rapporte à certaines déclarations faites à la presse par des membres de la Conférence, il semble qu'on aurait pu aboutir à une convention qui aurait rallié l'unanimité des suffrages. Le major Cayen, M. Leplae, délégués belges, ont en effet déclaré que le projet de convention tel qu'il avait été établi avant l'assemblée plénière qui a tout bouleversé, était entièrement satisfaisant, et que le projet de convention établi par le B. I. T. aurait pu lui-même être accepté sans inconvénient avec de simples retouches de détails.

Mais une atmosphère particulière devait tout compromettre : « la prédominance de l'intérêt particulier sur l'esprit de solidarité internationale » devait tout paralyser. Le rôle de la conférence qui d'habitude s'efforce de concilier les opinions fut rendue particulièrement difficile, du fait de la présence d'une majorité d'Etats non coloniaux qu'elle groupait dans son sein et qui « perturba » le jeu habituel des opinions, des influences et des votes (1) — par sa collision, dit-on, avec le groupe ouvrier — « En quelques heures de discussion devant la conférence plénière, écrit M. Fayet, il (le groupe ouvrier) a bouleversé les résultats du labour auquel s'était astreinte la Commission durant seize séances et aussi celui de la commis-

1. Dr Mazière dans la *Chronique de l'Institut Colonial*.

sion d'experts en matière de travail indigène et du bureau lui-même, pour n'aboutir qu'à compromettre la ratification de la convention et à faire le jeu d'une grande « Puissance » dont les dominions pesaient déjà de tout le nombre de leurs voix sur les résultats des votes » (1).

1. Fayet, *op. cit.*

CHAPITRE III

APRÈS LA CONFÉRENCE. NOUVELLES OPINIONS SUR LE TRAVAIL OBLIGATOIRE

Telle qu'elle intervenait, la convention du 26 juin 1930 sur le travail obligatoire dans les colonies était, comme l'avait déclaré le délégué gouvernemental, inacceptable pour la France. Et cela pour plusieurs raisons. La première, c'est que l'interdiction de recruter de la main-d'œuvre obligatoire au profit des entreprises concessionnaires de travaux publics allait rendre stérile la mise en valeur commencée dans certains de nos territoires et principalement en A. E. F. La construction du Brazzaville-Océan pour laquelle la colonie se trouvait déjà engagée avec une compagnie privée devait être arrêtée. La seconde concernait l'utilisation des travailleurs. La convention les astreignant à un maximum de soixante jours de travail obligatoire par période de douze mois, leur recrutement devenait quasiment impossible, quand il était nécessaire de leur faire effectuer de longues distances pour arriver sur les chantiers. C'est en vain que le délégué gouvernemental français avait attiré l'attention de la Commission sur l'impossibilité où l'on allait se trouver de ce fait de pouvoir employer sur les chantiers publics la main-d'œuvre de cette origine.

Troisièmement, l'utilisation de la deuxième fraction du contingent à des travaux de mise en valeur devenait aussi impossible.

Il en eut été de même de l'éducation culturelle à donner aux indigènes, le travail obligatoire s'appliquant à des cultures industrielles ayant été condamné.

Enfin, et d'une manière générale, la suppression du travail obligatoire dans un délai de cinq ans avait le grave inconvénient de ne pas tenir compte de l'évolution très différente de nos colonies ;

elle risquait de compromettre la réalisation du programme de grands travaux et d'outillage économique entrepris dans ces diverses possessions.

La convention devenait difficilement applicable aussi parce que, selon la réflexion d'un personnage colonial notoire, elle se trouvait être beaucoup plus une convention de l'avenir que du présent (1).

D'autre part, l'on crut que le B. I. T. avait travaillé contre la France ; et le sentiment national s'en trouva froissé. L'opinion publique était surexcitée ; elle voyait dans l'œuvre du B. I. T. une attaque directe contre l'œuvre coloniale française.

« Ce qui l'entache (la convention) de façon indélébile écrivait-on dans un grand quotidien, c'est la collusion entre le bloc ouvrier et quelques éléments anti-français, d'autre part, c'est la manière dont ont été conduites ou tentées certaines négociations entre fonctionnaires du B. I. T. et certains délégués pour obtenir une majorité dans le vote final ; c'est encore et surtout les injures qui ont accueilli dans les propos de couloirs et dans la presse inspirée, le délégué gouvernemental français, M. Diagne, député du Sénégal auquel on ne pardonnait ni sa couleur, ni sa connaissance approfondie du problème (2). Ce même journal continuait en demandant qu'il fut bientôt donné une *manifestation* qui marquerait avec éclat comment la France entend qu'on respecte ses représentants et surtout quand ceux-ci se trouvent être ses fils d'adoption.

A côté de cette opinion qui demandait par conséquent que la France ne ratifiât par la convention, il s'en trouva bientôt une autre pour la réclamer. La convention sur le travail forcé disaient les partisans de cette dernière opinion est acceptable. Elle pose le principe de la suppression du travail forcé dans le plus bref délai possible, mais sans fixer de délai ; le conseil d'administration du B. I. T. doit seulement examiner la possibilité de supprimer cette forme de travail à l'expiration du délai de cinq ans qui suivra l'entrée en vigueur de la convention. En somme le travail obligatoire n'est pas pour l'instant interdit. Par ailleurs, ajoutaient les partisans de cette thèse, la convention ne contient aucune règle à laquelle la France ne puisse satisfaire, sa législation coloniale

1. *Chronique de l'Institut colonial.*

2. *Le Temps colonial*, juin-juillet 1930.

actuelle les contenant déjà toutes. Témoins ces textes sur l'hygiène des travailleurs, leur protection sanitaire et sociale, cette réglementation des conditions de travail.

Ce fut cependant la première opinion qui l'emporta. Le gouvernement de la République ne ratifia pas la convention. Celle-ci du reste ne fut même pas soumise au Parlement. La « manifestation prochaine et nécessaire » qu'avait demandée le *Temps colonial* intervenait sous la forme d'un décret qui réglemente le travail public obligatoire aux colonies. Pour certains cet acte fut « le coup direct porté aux conclusions de la XIV^e Conférence Internationale du Travail, dont il éliminait d'un seul coup pour la France et ses colonies les dangereuses répercussions » et il notait de la part de ses auteurs, affirmait on, « un louable esprit de réaction contre le sophisme de certaines hérésies démagogiques ». Il était enfin conforme aux intérêts de la nation, « conforme également à l'attitude pleine de réserve prise par ses délégués gouvernementaux lors du vote final » (1).

Pour d'autres au contraire, ce décret paraissait avoir uniquement pour but de permettre au Gouvernement français de répondre par avance aux préoccupations du B. I. T.

En effet s'il écartait certaines dispositions de la convention, celles précisément sur lesquelles des représentants avaient présenté au sein de la commission, les plus expresses réserves, il s'appropriait bien volontiers toutes les autres (2).

La vérité c'est, d'après M. Fayet, que le gouvernement en acceptant de se rendre à la conférence était fermement décidé à n'autoriser le travail obligatoire que dans l'intérêt des indigènes eux-mêmes. « Il estimait d'ailleurs qu'il était strictement indispensable de préparer la suppression de ce travail, et d'ici-là, d'approuver et d'appliquer rigoureusement toutes mesures susceptibles de prévenir les abus (3). »

Il semble que cette intention se retrouve exactement dans le décret du 26 août.

Le rapport qui présente cet acte au Président de la République commence par souligner l'importance donnée, dans nos diverses

1. *Le Temps colonial*.

2. En ce sens les cahiers coloniaux de l'Institut colonial de Marseille.

3. Fayet, *op. cit.*

colonies, à la réglementation de la main-d'œuvre obligatoire. Il contient l'affirmation de la conception française en la matière et qui peut se résumer ainsi : « volonté formelle d'une suppression progressive de ce mode de travail, maintien temporaire des réquisitions de travailleurs pour les seuls travaux publics ; distinction précise entre le travail obligatoire public et les devoirs militaires incombant, dans certains cas, à différents éléments de la population ainsi que les obligations fiscales frappant les habitants ; respect des traditions locales et observation rationnelle des conditions démographiques et sociales dont seules les autorités coloniales sont à même de déterminer l'incidence ».

Ce même rapport indique les raisons pour lesquelles la convention de Genève ne peut être ratifiée : certaines de ses dispositions portent atteinte à nos droits souverains, d'autres sont inapplicables à certaines de nos possessions en l'état actuel de leur évolution. Toutefois nous adhérons pleinement au principe humanitaire dont s'inspire un tel acte. Aussi le décret lui-même s'en inspire-t-il ; son texte « cadre avec le plan d'ensemble de toute notre politique indigène, en même temps qu'il dégage avec netteté, les principes généraux contenus dans les réglementations et les instructions en application dans nos grandes colonies ». Vient ensuite ces considérations économiques et sociales : « s'il n'est pas possible de songer, pour l'heure, à une suppression désirable, s'il s'agit de prévoir une période transitoire dont il est difficile de fixer l'échéance, il est de notre devoir de veiller, par une série de mesures appropriées, à ce que ces appels de « main-d'œuvre contrainte » ne constituent pas un trop lourd fardeau pour les assujettis. Il faut en outre que ces chantiers soient comme de véritables chantiers d'application d'où les indigènes puissent sortir mieux armés pour l'effort et les progrès que la civilisation réclament d'eux. »

Quant au décret lui-même, il condense toute la réglementation nouvelle, en neuf articles.

D'abord, dans son article premier, il fait justice de l'expression péjorative consacrée à Genève pour désigner le travail réquisitionné. Il parle de « travail public obligatoire » et non plus de travail forcé ou obligatoire. Il exclut le travail obligatoire au profit des particuliers disposant en effet que, pendant une période

dont un nouveau décret marquera la cessation, les autorités compétentes pourront, dans les colonies et pays de Protectorat relevant du ministère des Colonies et autres que les vieilles possessions, avoir recours pour des *fins d'intérêt public* au travail obligatoire dans les conditions fixées au même décret.

Il définit ensuite, dans un article 2, l'expression « travail public obligatoire » qui doit s'entendre de « ... tout travail ou service exigé d'un individu, pour l'exécution duquel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré, en dehors des travaux ou services résultant de ses obligations fiscales ou militaires ou de l'exécution d'une peine de droit commun ».

Définition peu différente de celle retenue à Genève, pour le travail forcé ou obligatoire, mais qui a sur celui-ci le mérite de laisser en dehors de ses termes les travaux résultant d'obligations fiscale ou militaire. A Genève, le principe définitivement admis avait été que les services exigés des indigènes en vertu des lois sur le service militaire, devaient avoir en toutes circonstances, un caractère militaire. Ainsi on avait condamné l'usage de Madagascar et de l'A. O. F. qui autorise l'emploi de la main-d'œuvre militaire à des travaux d'intérêt général.

Quant aux obligations fiscales dont il est question au décret, il s'agit tout simplement des prestations que Genève, d'une manière constante, s'était efforcée de considérer comme une forme de travail obligatoire, au lieu d'y voir comme on le lui indiquait, une mesure fiscale.

L'article 3, habilite les gouverneurs généraux et gouverneurs, après avis conforme des conseils de gouvernement ou d'administration, à autoriser le recrutement des travailleurs pour des travaux obligatoires destinés à des fins publiques. Il les habilite également à déléguer, à leur tour, à certaines catégories de fonctionnaires, les pouvoirs nécessaires pour faire des appels de main-d'œuvre.

Dans tous les cas, le recours à la main-d'œuvre non volontaire ne peut et ne doit avoir lieu que s'il est impossible de se procurer la main-d'œuvre libre, nécessaire pour accomplir les travaux considérés.

Les articles 5 et 6 prescrivent aux gouverneurs de soumettre dans un délai de six mois, à l'approbation probable du ministre

des Colonies, des projets d'arrêtés réglementant le travail public obligatoire dans leur colonie respective.

Ces arrêtés devront considérer les points suivants, d'une part, le recrutement des travailleurs appelés à exécuter un travail public obligatoire ; la durée des appels, les conditions d'adaptation, d'éducation et de maintien moral, les conditions du travail (salaires, heure de travail, surveillance, droit de requête ; l'hygiène, l'alimentation, la sécurité, enfin le rapatriement) d'autre part, (art. 6) la codification de la réglementation sur le transport du personnel et du matériel administratifs par voie de réquisition de main-d'œuvre, soit donc la codification des textes relatifs au « portage. »

Enfin l'article 7 — les deux autres étant de style — autorise les cultures obligatoires qu'interdisaient la XIV^e Conférence Internationale du Travail. Mais encore ces cultures doivent-elles être entreprises suivant les règles prévues à l'article 3 et seulement dans le cas de lutte contre la disette ou pour des fins d'enseignement agricole expérimental.

* * *

Cette réglementation n'a pas été non plus sans soulever quelques critiques qu'il nous faut, très brièvement, indiquer avant d'examiner d'une manière plus détaillée, celles faites à la convention de Genève que nous n'avions pu voir, plus bas, que trop superficiellement. On reproche en tout premier lieu au décret d'avoir voulu prendre le contre-pied de la Convention. Au lieu que celle-ci se noyait dans un luxe de détails plutôt que de s'arrêter à des principes généraux, il pécherait à son tour par excès contraire.

Elaboré trop rapidement, il n'a pu être précédé d'une consultation des chefs de colonie qui, pour une question aussi grave, auraient été d'utiles conseillers. Leurs suggestions auraient pu donner un autre aspect au décret actuel.

Celui-ci ajoutait-on n'institue sur le plan national aucun contrôle. Il ne se préoccupe pas davantage d'assurer la protection et la conservation de la main-d'œuvre indigène, sans le concours de laquelle il ne saurait y avoir ni prospérité coloniale, ni la

colonisation, et cela en dépit des abus qui ont été maintes fois signalés et reconnus.

Les gouverneurs restent libres de prendre toutes les décisions en la matière, leur influence étant prépondérante au sein des conseils qu'ils doivent consulter. C'est dire que l'on maintient le *statu quo*, que l'on confirme le pouvoir absolu qui fut à la base des erreurs d'hier.

Enfin le décret renforce au profit des services administratifs le monopole le plus singulier qui soit, celui de « l'exploitation du capital humain » et assure le triomphe des formules étatistes. Aussi M. Robert Poulaine, qui présente ces observations, d'ajouter : « Il n'y a pas de pire danger à notre sens que celui-là pour la situation des entreprises coloniales privées, susceptibles de se voir à tout instant mettre en état d'infériorité sur le marché du travail à une époque où la crise mondiale demanderait pour elle une attention vigilante des pouvoirs publics » (1).

Que certains de ces reproches soient justifiés, on le reconnaît sans peine. Mais il en est d'autres qui ne résistent pas à l'examen.

Faire par exemple grief au ministre des Colonies de ne pas avoir pris l'avis des gouverneurs avant de rédiger le décret du 26 août, c'est dire que les services de la rue Oudinot ne disposaient pas pour résoudre ce problème, de tous les éléments d'appréciation nécessaires. La plupart de ces chefs de service sont des fonctionnaires des colonies ayant une expérience certaine, incontestable sur la question. Mais cette consultation avait positivement eu lieu précédemment.

Le contrôle dont il n'est pas question au décret n'a pas été cependant négligé puisqu'il a été créé, à la même époque, un corps d'inspecteurs du Travail, dont les règles organiques se rapprochent assez de celles du corps des Inspecteurs des colonies.

* * *

Plus acerbes ont été les critiques adressées à la Convention.

La nature même de cette convention spéciale inquiétait certains esprits, bien que leur appréhension ne se manifestât nettement qu'à la veille de la XIV^e conférence.

1. *Le Temps colonial*.

Le travail obligatoire, faisait-on d'abord remarquer, existe ailleurs que dans les colonies, et parfois dans des conditions plus dures que dans ces possessions lointaines. Pourquoi ne pas étendre le cadre de cette convention et se cantonner dans le domaine bien limité du travail indigène ? Si le travail obligatoire est un mal à redouter, il ne peut y avoir aucune bonne raison pour le maintenir exclusivement dans des pays se gouvernant pleinement eux-mêmes. Tout veut donc que la convention soit générale, universelle et non spéciale, limitée. Au surplus « dans l'esprit des rédacteurs du Livre Gris et d'après les explications verbales de son principal auteur M. Grinshaw, tout État indépendant et se gouvernant pleinement devrait interdire également à lui-même le travail obligatoire. Il n'était pas indifférent de proposer en ce sens un élargissement du champ d'application de la convention. Si les États où sous diverses modalités est autorisé le travail obligatoire, (Bolivie, Guatémala, Libéria, Pérou et Paraguay, par exemple) se fussent sentis menacés d'un contrôle international de leurs actes, il est hors de doute qu'ils se fussent rangés avec les puissances coloniales plus directement menacées. En laissant ces États en dehors du champ d'application de la future convention, ce qui fut décidé en commission, le B. I. T. et le groupe ouvrier étaient assurés, de leur appui fidèle à toutes leurs oppositions, même les plus partiales et les plus évidemment dirigées contre notre pays » (1).

Il est évident que la condamnation du travail obligatoire pour les colonies devrait entraîner également celle de ce mode de travail partout où il existe. Aucune raison valable ne put justifier la parfaite inégalité qui résulte désormais de situations si étrangement différentes entre celles des colonies soumises à une autorité métropolitaine et celles de pays se gouvernant pleinement eux-mêmes.

Mais d'autres accusations plus graves encore furent portées à la suite de la convention, contre le B. I. T. lui-même. On les présentait ainsi : Ni le traité de Versailles, ni les mandats, ni les autres textes connexes, n'habilitent le B. I. T. à prendre en mains l'étude de la question du travail forcé.

En admettant, à la rigueur, qu'il puisse fonder son intervention sur les dispositions contenues dans la partie XIII du traité de paix.

1. Fayet, *op. cit.*

et qui visent le besoin d'améliorer les conditions du travail impliquant, pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, il ne lui était pas nécessaire d'aborder le problème de biais, en le liant à la question de l'esclavage, ou en s'en référant aux textes régissant les mandats ;

La compétence du B. I. T. et celle de la Conférence, en matière coloniale sont sujettes à caution ;

Le B. I. T. n'innove rien. Les gouvernements coloniaux ont fait précédemment dans le domaine où il arrive si tardivement, tout ce qu'il y avait à faire ;

Le travail forcé n'est pour le B. I. T. qu'un prétexte à trouver, une source exceptionnelle d'activité et des possibilités d'influence parmi 400 millions de travailleurs indigènes ;

MM. Albert Thomas et Jouhaux sont les agents de la révolution.

Le contrôle international, favorable aux assujettis et attentatoire à la souveraineté des puissances coloniales, ne serait pour ces agents de la révolution qu'un moyen pour assurer la réalisation du but qu'ils se proposent d'atteindre ;

A défaut de cet instrument de contrôle, ils s'arrangent de manière à faire de l'article 408 un instrument déguisé de contrôle ;

L'orientation des travaux de la conférence tend à étendre le régime des mandats à toutes les colonies et à préparer ainsi leur partage avec les peuples qui n'ont rien fait pour les amener au degré de développement qu'elles ont atteint ;

Les fonctionnaires permanents du B. I. T. entretiennent contre la France une atmosphère d'hostilité ;

Ainsi le livre Gris a été rédigé dans un esprit tendancieux, sa lecture prouve que la S. D. N. a tendance à décrier notre œuvre coloniale ;

Enfin toute convention sur le travail forcé est inutile, l'essentiel sur cette question étant contenu dans la convention sur l'esclavage.

* * *

A ces objections l'on répond ainsi :

Il eût été vraiment difficile au Traité de Versailles de déterminer à l'avance les situations particulières auxquelles l'O. I. T. et par suite le B. I. T. auraient à étendre leur activité. Les situations particulières envisagées au préambule, ne sont données qu'à titre

d'exemple et le programme d'action de l'O. I. T. reste aussi général que possible. Qu'on en juge du reste par la recommandation suivante qui lui assigne sa mission : « Il doit se préoccuper d'améliorer les conditions du travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations ».

Que le B. I. T. ait commencé l'étude du travail forcé à la suite des travaux de la commission temporaire sur l'esclavage, au lieu de l'aborder directement, cela ne peut être qu'un détail, pourvu que sa compétence existe. N'eût-elle pas existé qu'elle se fût trouvée réalisée dans l'invitation du Conseil à cet organisme de s'occuper de cette affaire. Mais il est incontestable que le traité de paix prévoit l'intervention de la S. D. N. au point de vue du contrôle de l'emploi de la main-d'œuvre indigène. S'élever contre cette intervention c'est donc remettre en discussion le Traité de Versailles lui-même.

L'objection adressée au B. I. T. du fait de sa composition où entrent peu ou point de coloniaux est inopérante. Cet organisme avait une connaissance parfaite des problèmes coloniaux, en participant aux travaux de la commission permanente des mandats et à ceux de la commission temporaire de l'esclavage. D'éminentes personnalités du monde colonial l'ont reconnu. Au surplus pour le travail de compilation qui s'imposait en l'occurrence, il n'était pas nécessaire d'avoir une compétence coloniale particulière. Néanmoins pour s'entourer de toutes les garanties nécessaires le B. I. T. a travaillé sous la direction morale d'une commission d'experts où se trouvaient réunies des personnalités coloniales notoires.

En aucun cas, la commission d'experts, en matière de travail colonial, dont on demande la création, ne peut s'identifier avec celle prévue à l'article 408 du Traité de Versailles et qui doit examiner les rapports annuels adressés par les puissances à l'O. I. T. sur les mesures prises par elles pour donner effet aux dispositions des conventions qu'elles auront ratifiées.

Les griefs articulés contre MM. Thomas et Jouhaux ne sont pas toujours fondés. L'esprit de conciliation du premier s'est manifesté à différents moments et le délégué gouvernemental français a rendu hommage aux efforts faits par lui pour trouver un terrain d'entente au sujet de questions délicates qui divisaient la conférence.

La compétence de la Conférence valait bien celle d'autres assemblées nationales qui statuent, elles, sans recours possible, sur toutes les grandes questions nationales, coloniales et internationales.

S'il a pu paraître paradoxal que des nations non coloniales aient pu venir légiférer pour d'autres administrant des territoires coloniaux, il n'y a cependant rien à dire : ces inconvénients dérivent de l'essence même de la S. D. N. et il est abusif d'en prendre prétexte pour n'y voir qu'une menace contre la France.

Au reste les nations coloniales étaient parfaitement au courant de la situation où elles allaient se trouver. Il ne dépendait que d'elles-mêmes d'y remédier et cela, par une étude attentive des questions à envisager par le B. I. T. préalablement à la date fixée pour l'ouverture de la conférence. Si de cette étude commune, il n'avait rien pu en résulter, il eut été vain alors d'attendre un résultat quelconque de l'organe de la S. D. N. Or, rien de tout cela n'a été fait, si ce n'est qu'une rencontre des délégués a pu avoir lieu à Paris, exactement à la veille de la conférence.

L'enquête du B. I. T. et le rapport gris qui contient le résultat de ses consultations, prouvent que cet organisme n'ignore rien de l'œuvre accomplie en la matière. Dire que le B. I. T. n'innove rien, est exagéré. C'est à la suite de ses travaux qu'a pu intervenir la condamnation du travail obligatoire. Et cette condamnation serait déjà grosse de conséquences, même au cas où l'on ne devrait pas aller au-delà des déclarations solennelles faites à Genève.

Quant au contrôle international on doit le considérer comme la conséquence logique d'un statut conventionnel international. « C'est l'effort mutuel qui porte en soi l'efficacité même des conventions, sous réserve qu'il soit réciproque et exercé avec une haute impartialité par le moyen de représentations des différentes nations intéressées ». Toutes les nations auraient donc à l'exercer et pas seulement le B. I. T. Ce contrôle ne pourrait enfin constituer une atteinte à la souveraineté des nations puisque la restriction de ce droit ne peut être que volontaire.

Le particularisme qui a régné à la conférence parmi les délégués de certaines nations, est une garantie que le partage des colonies ne se produira pas de sitôt.

Le grief adressé aux fonctionnaires permanents du B. I. T. ne résiste pas à l'examen ; beaucoup de ces fonctionnaires sont

en effet des français, anciens combattants et mutilés de guerre. Il est donc quasiment impossible qu'ils entretiennent contre la France cet esprit d'hostilité que l'on dénonce.

Enfin, le Livre Gris est un exposé honnête, très long, mais complet, de la question du travail obligatoire.

* * *

A dire le vrai, si la conférence du travail n'a pas été sans reproches, c'est qu'elle a subi d'une manière peut-être trop sensible, les répercussions de préoccupations des plus diverses, qui animaient les membres des différentes délégations. « Cela vient de ce qu'à Genève, dit le Dr Mazière, on retrouve des hommes avec toutes leurs faiblesses, des peuples qui justifient leur réserve ou leur abstention par des préoccupations nationales. Et c'est le signe pathognomonique révélateur de l'insuffisance de l'évolution des idées. » Il semble aussi que l'on se soit un peu égaré au cours des discussions et trop souvent livré à des assertions purement oratoires. Il eût été nécessaire, pour arriver à un résultat tangible, de lier l'examen social du problème de la main-d'œuvre à celui du problème économique à résoudre. Et il semble qu'on l'ait à peine esquissé.

Le manque de méthode de la conférence ne semble pas, lui non plus, avoir été moins préjudiciable à son succès.

Sans avoir au préalable procédé à l'étude des faits de la pratique, on a voulu d'emblée, établir des principes et des règles qui, normalement, auraient dû découler de ces faits.

Nos délégations se sont d'autre part présentées à Genève dans la désunion.

Pour le groupe ouvrier, la désignation d'un membre notable de la députation coloniale en tant que délégué gouvernemental, était dirigée contre elle ; et il lui semblait que du moment que la France estimait devoir se présenter aux assises de Genève, avec un *avocat défenseur*, c'est que son œuvre n'était pas sans reproche. Cette méfiance entre groupes était rendue plus sensible encore par l'attitude pleine de réserve du groupe patronal, à l'égard de la délégation ouvrière.

Ainsi, il était impossible à ces groupes de travailler dans une

étroite collaboration et, de rechercher en vue d'une solution satisfaisante, des terrains d'entente, où l'on aurait pu comparer la valeur effective et réelle des mesures proposées.

Le groupe ouvrier qui assumait la direction morale des débats, ne se rendit pas toujours compte de l'impossibilité où l'on se trouvait actuellement, de réaliser certaines formules; et les nations, qu'aucune expérience particulière des affaires coloniales, n'appelaient peut-être pas, comme il a été souligné, à l'examen de problèmes si délicats, se rangèrent à l'avis du groupe le plus influent.

En bref, la conférence de Genève sur le travail forcé, aboutissait à un échec pour notre pays, puisque sur les points essentiels, au sujet desquels il avait cru devoir formuler certaines réserves, il n'avait pas été suivi par la majorité de la conférence. Mais celle-ci, quelles que fussent les observations qu'on présentait par ailleurs, aboutissait à un résultat considérable : l'engagement d'abolir, dans le plus bref délai possible le recours au travail obligatoire.

« Si donc la conférence n'avait abouti qu'à l'enseignement général qui est en tête de la convention qu'elle a votée, son succès aurait encore été grand, puisque cet engagement fait toujours défaut au Pacte de la S. D. N pour le désarmement ».

Mais la conférence estime-t-elle avoir fini sa tâche ? Nullement, elle ne vient de conclure d'une manière plus ou moins définitive, qu'une partie de son programme ; celle qui, au regard de certains, paraît être la moins importante. D'ici à quelques années, il lui faudra envisager à nouveau la possibilité de la suppression absolue et définitive de ce mode de travail.

En outre, maintenant qu'elle a examiné de quelle manière devaient être régis les travaux d'intérêt général, il lui faut procéder à l'étude de tout ce qui touche au travail privé.

Si à la rigueur on peut admettre que les conventions et les « recommandations » pourront difficilement empêcher les Puissances coloniales de s'arranger comme elles l'entendront pour l'exécution des travaux publics des colonies, et l'éducation à donner aux masses indigènes, on ne peut supposer qu'il puisse en être de même au point de vue privé. Sur ce terrain des législations s'imposent pour déterminer les rapports de particuliers à particuliers, et il pourra sembler normal que le B. I. T. en vue d'améliorer ces rapports, puisse recommander certaines règles.



Ainsi apparaît en dernière analyse, la question du travail forcé ou obligatoire qui, dans toute l'histoire de l'humanité, a rangé dans des camps opposés, ses adversaires et ses partisans, les uns et les autres également convaincus de la pleine valeur de leur opinion.

Jadis en effet, le travail était imposé à une classe sociale, au profit des autres qui, plus fortunées, menaient une existence oisive et douce. Tout le système des sociétés de l'époque reposait sur l'esclavage. C'est en envisageant cette situation que M. le Professeur Truchy a pu écrire dans son cours d'économie politique que « le travail est une nouveauté dans l'histoire de l'Humanité ; les civilisations antiques reposaient sur l'esclavage, et l'esclave propriété du maître était contraint de travailler selon les ordres de celui-ci ». (1)

Il n'est pas nécessaire, pour faire connaître les critiques auxquelles le travail obligatoire a donné lieu, de remonter à l'époque où Hsiao Tung (501-531 ap. J.-C.) élevait sa protestation contre le travail forcé pour l'exécution de travaux publics.

C'est un Leroy Beaulieu qui écrit par exemple sur le servage des noirs : « Evidemment ce servage serait moins détestable que l'esclavage, mais c'est encore la barbarie.

Ce régime paraît acceptable à nombre de coloniaux, qui le vantent comme patriarcal et qui protestent qu'ils ne le préconisent que dans l'intérêt des noirs, que l'on soustrairait ainsi à une vie animale d'oisiveté, presque constante, d'existence morose et dégradée.. » et ailleurs : « On pourrait dire par exemple, que de même qu'un blanc habitant le continent de l'Europe, est assujéti à deux ou trois années de service militaire et, une fois ce temps accompli, à plusieurs périodes de 28 jours ou de 13 jours de même services ainsi on pourrait imposer aux noirs adultes, de pareilles durées de travail, soit sur des chantiers publics, soit sur des chantiers privés déterminés. On pourrait invoquer à l'appui de cette assimilation, entre le temps obligatoire de travail des noirs et le temps

1. H. Truchy, *Cours d'Economie Politique*, t. I, p. 27.

obligatoire du service militaire des blancs, des raisons capiteuses.

« Au fond, cette œuvre serait mauvaise.

« Elle ferait fuir les noirs des districts où l'on introduirait ce système, elle dépeuplerait ces régions. Elle associerait en outre, étroitement, chez ces populations enfantines, l'idée du travail, surtout de travail au service des blancs, à l'idée de contrainte et de servitude. Il en résulterait que le travail serait de plus en plus méprisé et honni par elles. Le travail libre disparaîtrait, et la notion même que le travail peut être accompli librement et par choix. Au lieu de préparer et d'initier les indigènes à un labeur volontairement accepté, ou même recherché, on rendrait leur esprit complètement réfractaire à cette idée ».

Ce n'est pas en vain que nous venons de citer ces lignes si nombreuses de réflexions de l'auteur du livre *De la Colonisation chez les Peuples Modernes*. C'est que les observations précises qu'elles contiennent, sont plus que jamais d'une brûlante actualité.

Sans vouloir prendre en mains la cause du « Bon Sauvage » contre la « Méchante Civilisation » il est permis cependant de constater qu'en beaucoup d'endroits du continent africain, les villages se sont déplacés, les indigènes enfuis à l'approche des Européens. Pour ces êtres primitifs, en effet, la venue du « Blanc » a été bien souvent synonyme de réquisition, de prestations et de corvées.

Sans doute les chefs indigènes rassemblés dans les conseils de notables ne cessent-ils de demander que des routes nouvelles soient créées, des ouvrages construits, etc...

Mais ne subissant pas la charge de ces travaux, ils n'en connaissent pas les servitudes. La population indigène, elle, directement intéressée se plaint des différentes prestations qu'on exige d'elle ; réquisitions pour le portage, corvées pour les travaux d'intérêt local, corvées aussi au profit des chefs indigènes. Arrivés sur les chantiers, les indigènes qui parfois ont été recrutés au plus profond de leur brousse, s'empressent de prendre la fuite.

Ainsi comprend-on et ne peut-on qu'admirer un gouverneur tel que le Commissaire de la République Française au Cameroun qui, après avoir réalisé des travaux d'équipement importants, exécutés sur une dizaine d'années environ, décide qu'il convient de lais-

ser reposer la génération actuelle et de faire supporter une partie du fardeau de la mise en valeur aux générations futures.

Cette décision est prise du reste sans que la mise en valeur du pays s'en ressente et sans que les indigènes ainsi traités aient cru obtenir un brevet de paresse. Tout à l'opposé, ces derniers ont pris le goût du travail et viennent d'eux-mêmes offrir leurs bras sur les chantiers. Si bien que, en dépit de sa faible population, le Cameroun ne se ressent pas vraiment de la crise de main-d'œuvre, et peut encore, d'une manière bien limitée, mais néanmoins effective, faire bénéficier les territoires français voisins, de quelques-uns de ses éléments.

En résumé, il serait hautement désirable, que de plus en plus, nos colonies s'acheminassent vers le travail libre qui seul donne à l'être conscience de sa personnalité, le stimule et produit des résultats féconds. Pour cela il suffit de traiter l'indigène avec bonté, d'avoir pour lui les égards que requiert sa condition d'être faible et arriéré, de lui tendre la main généreusement, pour l'aider à franchir les degrés de l'échelle sociale. La France s'est depuis quelques années, pour ce qui concerne ses nouvelles possessions, attelée résolument à cette oeuvre; il faut espérer que le succès de cette nouvelle méthode ne saurait se faire attendre.

D'autre part, il est à souhaiter également, aujourd'hui, que le travail obligatoire se trouve condamné et doit par conséquent bientôt disparaître des régions où il est encore appliqué, qu'il n'en soit point fait un usage abusif, c'est-à-dire que sous prétexte de rattraper le temps perdu, on n'accélère inconsidérément le rythme des travaux projetés.

Une telle méthode aurait, en effet, des inconvénients pires que le mal que l'on redoute et que l'on s'est attaché à exterminer.

TROISIÈME PARTIE

Le S. M. O. T. I. G. ou une formule nouvelle de travail obligatoire.

*« Elle est, je l'ai démontré à maintes reprises,
équitable, humaine et démocratique... »*

(M. le Gouverneur Général OLIVIER).

TROISIÈME PARTIE

Le S. M. O. T. I. G. ou une formule nouvelle de travail public obligatoire.

CHAPITRE UNIQUE

Si après les travaux de la Conférence Internationale du Travail de 1929 et de 1930, l'on devait, même en quelques lignes, faire connaître ce qu'est le service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général (le S. M. O. T. I. G.), il semble qu'on ne saurait mieux le faire qu'en le présentant comme un organisme ayant pour but l'utilisation à des travaux de mise en valeur, des jeunes gens de la deuxième fraction du contingent laissés à la disposition des autorités administratives.

Institué à Madagascar par un décret en date du 3 juin 1926 le système nouveau, malgré quelques légères critiques, semblait avoir enfin rallié la majorité de l'opinion quand, au cours de la XIV^e session de la conférence internationale, sa condamnation fut prononcée à l'occasion de la discussion de l'article 2 § a de la convention projetée.

D'abord le travail exigé en application des lois sur le service militaire obligatoire, avait été admis comme exception au travail public obligatoire dans l'avant-projet de convention préparé par le B. I. T. Mais en séance de commission, le groupe ouvrier se montra tout à fait opposé au maintien de cette situation. Il estimait qu'on ne saurait, sous couvert de service militaire obligatoire, faire effectuer du travail forcé aux indigènes, et il déposa un amendement en vue de la suppression de cette dérogation.

On retrouva la même opinion chez le délégué gouvernemental britannique qui déposa une motion aux termes de laquelle la main-d'œuvre militaire devrait être affectée à des travaux exclusivement militaires.

Après une énergique intervention du délégué gouvernemental français, qui déclara que la question était relative à la défense nationale de son pays et échappait à la compétence de la Conférence, l'on vit se lever M. Thomas qui essaya par un louable effort de concilier les thèses en présence.

Ce compromis assure-t-on était acceptable. Il laissait à la France la possibilité de maintenir le système, et d'autre part, donnait aux autres Etats, par une série de dispositions qui ne portaient nullement atteinte à la souveraineté nationale les garanties qu'ils demandaient au sujet des travaux de caractère militaire. Ce texte qui avait été élaboré après consultation de la commission d'experts en matière de travail indigène qui seconde le bureau dans ses travaux, ne fut pas davantage accepté.

Le délégué gouvernemental britannique montra alors que les thèses française et anglaise se trouvaient inconciliables et qu'il était indispensable de le déclarer bien franchement.

Après quelques observations de divers délégués (britannique, néerlandais, français) le moment vint alors de choisir entre les deux systèmes.

Au vote, la thèse française se trouva condamnée. L'on décidait ainsi, que la main-d'œuvre militaire devait être consacrée à des travaux de caractère purement militaire pour ne pas constituer un travail public obligatoire.

Ces considérations générales exposées, il nous faut entrer plus profondément dans l'examen du problème. Et c'est à cela que vont être consacrées les pages qui suivent.

* * *

Dans un livre récent (1) publié au lendemain de la XIV^e session de la Conférence internationale du Travail, le gouverneur général Olivier, qui fut le promoteur de l'institution nouvelle, nous indique

1. G. Olivier, *op. cit.*

les circonstances qui ont pu faire naître le S. M. O. T. I. G., son but, son utilité, les résultats acquis.

* * *

Madagascar, comme toutes nos autres colonies, et pour les mêmes raisons, souffre d'une crise de main-d'œuvre. Nous avons vu que pour un territoire de 592.000 kilomètres carrés l'île ne comptait que 3.661.000 habitants.

Dès qu'il s'est agi de mettre le pays en valeur, de le doter d'un outillage économique perfectionné indispensable à son développement et à sa prospérité — construction d'une ligne de chemin de fer, entre Fianarantsoa et la côte Est, construction d'un port à Manakara — la question de la main-d'œuvre se posa d'une manière inquiétante.

L'exécution de ces travaux ainsi du reste que celles des travaux visant à l'aménagement du canal des Pagalane, à l'électrification des voies ferrées de la colonie, ou encore à l'aménagement du port de Majunga, était urgente. Les disponibilités budgétaires de la colonie permettaient en effet de réaliser à l'époque ce programme d'une certaine envergure sans avoir recours à l'emprunt.

Si tout semblait favoriser ces diverses entreprises, à cette époque particulièrement exceptionnelle, un élément important de leur réalisation faisait cependant défaut.

C'était la main-d'œuvre. Il fallait en effet s'assurer, pour la durée de ces différents travaux, une main-d'œuvre abondante, — plusieurs milliers d'hommes — et régulière.

Plusieurs solutions pouvaient être envisagées pour opérer le recrutement nécessaire. C'était d'abord le recrutement libre. Mais *a priori*, il devait être écarté. Dans les pays à structure économique non développée, c'est en effet un leurre que d'espérer pouvoir compter, quand il s'agit de réunir des masses importantes de travailleurs, sur les engagements de travailleurs volontaires.

Pour écarter les risques de la première opération, on pouvait s'en remettre ensuite à deux autres procédés : la réquisition ou le recrutement par l'intermédiaire des chefs de communautés indigènes, les fokolona. Si la réquisition est détestable, la levée par l'intermédiaire des chefs des communautés ne l'est pas moins, car

en dernière analyse, le recrutement de ces chefs indigènes se résoud en une réquisition déguisée, arbitraire, sans garantie pour les indigènes, qui sont exempts ou astreints au travail, selon les rapports bons ou mauvais qu'ils entretiennent avec leur chef.

Au lieu de pseudo-volontaires, le gouverneur général Olivier préféra autre chose.

Il pensa justement que les indigènes étaient, en vertu de la loi du 4 décembre 1919, soumis au service militaire obligatoire, et que sur 40 000 jeunes malgaches qui étaient recensés chaque année, 10.000 seulement, en raison d'une sévère élimination, étaient reconnus aptes au service, alors que 30.000 autres étaient, libérés de toutes obligations.

Encore de ces dix mille hommes, la moitié seulement était incorporée, l'autre fraction du contingent, à la faveur d'un bon numéro, était renvoyée dans ses foyers, en congé illimité, avec la seule obligation de se tenir à la disposition de l'autorité militaire. D'autre part, des 30.000 hommes dégagés des obligations militaires, beaucoup devaient cette exemption à des tares physiques sans importance (mauvaise dentition, affection bénigne de la vue ou de l'ouïe). Il était reconnu que le sixième de ces hommes, soit 5.000 hommes, pouvait être récupéré (1).

C'est eux qui, avec les hommes qui bénéficiaient autrefois de la mise en congé illimité, devaient être incorporés, mis à la disposition de l'autorité administrative, pour l'accomplissement des travaux d'intérêt général. Un décret du 3 juin 1926 a en effet posé les bases de l'institution nouvelle, le service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général, et un arrêté en date du 29 novembre 1926 en a réglé le fonctionnement.

Le rapport de présentation du décret au Président de la République, rappelle les considérations diverses, qui sont à la base de cette création. « Cette mesure, écrivait M. Léon Perrier, m'a paru non seulement au point de vue moral mais social, susceptible d'avoir une portée des plus heureuses.

« Elle permettra, en effet, de rapprocher de nous, de la vie civilisée, des hommes dont beaucoup trop encore végètent misérablement, au fond de leurs forêts ou de leurs savanes. Leur incor-

poration dans des unités bien encadrées, bien administrées, pourvues d'un service médical soigneusement organisé, leur utilisation à des travaux judicieusement fixés, sera pour eux une occasion d'être bien nourris, bien vêtus, et de recevoir les soins qui leur ont toujours fait défaut.

« Ils acquerront ainsi et ils conserveront, il faut l'espérer, l'habitude de s'alimenter convenablement, de porter des vêtements, de s'accoutumer au travail, de se soumettre à certaines règles d'hygiène, dont l'observation sera profitable non seulement à eux-mêmes, mais aussi, une fois de retour dans leurs foyers, à la collectivité entière par voie d'exemple.

« Par surcroît, l'installation de terrains de cultures et de jardins à proximité des camps permettra d'initier ces indigènes à l'usage de nos instruments de travail, que la plupart ne connaissent pas, à nos méthodes, ainsi qu'à des cultures qu'ils ignorent pour la plupart. L'organisation de conférences très simples, sera également une occasion de leur ouvrir des horizons tout à fait nouveaux en matière de travail, de production, d'hygiène... Ainsi la valeur sociale de chacun d'eux sera accrue et les possibilités d'évolution et de développement de la colonie en seront augmentées, en même temps que s'exécuteront des travaux qui y contribueront pour une part décisive. A un autre point de vue, l'armée, en cas de mobilisation générale, bénéficiera de la discipline et de l'instruction qu'auront acquise des hommes qu'il lui sera possible, s'il est nécessaire, d'utiliser immédiatement, dans les bataillons d'étapes du génie par exemple. »

Au surplus, le système appliquait à tous le principe de l'égalité devant les charges ou les obligations qu'impose l'Etat. Aussi le Gouverneur général pouvait-il, l'année suivante (1927), dire devant les membres des délégations économiques et financières : « L'extension de principe du service militaire obligatoire, à des travaux de paix, est l'une des mesures qui influent le plus fortement sur l'avenir des colonies. Si rien ne vient la fausser, je considère que sa portée doit être immense.

« *Elle est, je l'ai démontré à maintes reprises, équitable, logique, humaine et démocratique.* Elle permettra de combler les lacunes d'outillage qui distinguent les pays neufs des pays à colonisation ancienne. Il est au surplus à espérer que les indigènes

nes qui auront effectué un stage dans ces *écoles de travail outillées et organisées* en rapportent une mentalité profondément transformée, un appétit de mieux être et des besoins désormais en contradiction avec la vie oisive et végétative que, pour la plupart, ils menaient auparavant. »

A l'exemple de Madagascar, il était institué peu de temps après en Afrique Occidentale française, par décret du 31 octobre 1926, un service analogue, qui prit le nom de Service de la main-d'œuvre, provenant du deuxième contingent.

Le décret entrait en vigueur le 28 mai 1927 et, grâce à lui, il était possible d'obtenir les 1.500 travailleurs nécessaires immédiatement en Côte d'Ivoire (1.000) et au Soudan (500).

A la date du 4 décembre 1928 intervenait un arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. pris en application du décret précité.

L'article 1^{er} de cet arrêté organise dans chacune des colonies du groupe, et sous les ordres directs du Lieutenant Gouverneur intéressé, un service, dit « Service de la main-d'œuvre provenant de la 2^e fraction du contingent ».

Les attributions de ce service concernent la réglementation de toutes les questions locales relatives à cette main-d'œuvre, l'organisation et l'administration des camps de rassemblement et des unités de travailleurs ; elles sont fixées à l'article 2.

L'article suivant s'occupe du personnel.

L'encadrement des unités, formé par un personnel européen, comprend des fonctionnaires d'autorité ou des officiers hors cadre mis à la disposition du Lieutenant Gouverneur par le Gouverneur général. Un cadre subalterne de fonctionnaires ou de sous-officiers est également institué. Quant au personnel indigène, l'arrêté prévoit que « le cadre indigène des compagnies sera recruté pour la première formation parmi les anciens gradés ou travailleurs de première classe, libérés ou retraités, les surveillants indigènes des Travaux publics.

La procédure de recrutement est prévue en l'article 4. Les appelés de la 2^e fraction sont, après les opérations de recrutement, concentrés dans des camps de rassemblement, où ils sont constitués en *unités de travail*, dites *compagnies*. Celles-ci sont subdivisées en *section*.

L'inspecteur des affaires administratives et les administrateurs

dans leur circonscription, le chef du service de santé, pour toute l'étendue du territoire et certains autres fonctionnaires, habilités à cet effet, constituent aux termes de l'article 5 le personnel chargé du contrôle du service. Le contrôle du chef du service de santé est un contrôle permanent qu'il exerce dans toute l'étendue du territoire aux points de vue de l'hygiène et de la santé des travailleurs.

Tout le titre II de cet arrêté, est relatif aux opérations d'incorporation.

Chaque année le Gouverneur général fixe par arrêté l'effectif de la deuxième portion du contingent à incorporer dans les unités de travailleurs et sa répartition par colonie.

Les hommes sont appelés par cantons, suivant l'ordre du tirage au sort, jusqu'à concurrence du nombre fixé.

Ceux qui sont retenus sont astreints à trois ans de service dans les compagnies de travailleurs (art. 6).

Une commission identique à celle qui examine la première portion du contingent procède aux opérations de recrutement (art. 7).

L'article 8 prévoit au contraire des sursis d'incorporation qui peuvent être accordés dans les conditions prévues à l'article 12 *bis* du décret du 30 juillet 1919.

Le titre III de cet arrêté, étudie l'utilisation des unités de travailleurs.

Il pose, en l'article 9, le principe que les recrues doivent servir en général dans leur colonie d'origine, et, que seul, le gouverneur général peut apporter quelque dérogation à cette règle, pour les motifs suivants : 1° pour l'exécution de grands travaux intéressant l'ensemble de la fédération ou des travaux communs à deux colonies voisines ; 2° lorsque les ressources en hommes de la deuxième fraction du contingent d'une colonie sont insuffisantes pour assurer l'exécution de son programme de grands travaux.

L'article 10 est relatif à l'effectif des camps, compris entre 100 hommes au minimum et 500 au maximum.

S'il y a des travaux nécessitant plus de 500 hommes, les camps nécessaires sont organisés. Quant à l'emplacement des camps, il est arrêté par le Lieutenant Gouverneur.

Les ordres relatifs à l'installation et à la discipline des camps, dispose l'article 11, sont donnés exclusivement par le personnel

d'encadrement des compagnies. Pour les travaux proprement dits, les hommes avec leurs cadres indigènes, sont placés sous la direction des représentants des employeurs (Service de l'Administration ou employeurs).

Enfin l'exercice du droit de sanction disciplinaire est réservé aux seuls militaires hors cadres, ou aux fonctionnaires du service de la main-d'œuvre, responsables de la discipline sur les chantiers ; ces sanctions sont infligées uniquement par les commandants de compagnie et de section sur la proposition des agents techniques.

L'entretien des unités de travailleurs fait l'objet du titre IV.

On y trouve l'article 12 qui prévoit que toutes les dépenses d'entretien des unités de travailleurs (solde, nourriture, habillement, campement, soins médicaux, coût du personnel d'encadrement) sont à la charge du budget local.

Par contre celui-ci bénéficie du prix de la cession de cette main d'œuvre aux entreprises privées, ou au service des travaux publics pour les travaux exécutés en régie.

Les soldes des travailleurs sont identiques à celles des tirailleurs. Comme ces derniers, les hommes du service de la main-d'œuvre bénéficient d'exonération d'impôt, taxe ou prestation.

Sur la solde allouée à chaque travailleur, et qui lui est payée mensuellement, un tiers est prélevé de manière à lui constituer un pécule pour le moment de sa libération. Ce pécule peut être augmenté du montant des primes accordées au travailleur en récompense de sa conduite et de son labeur (art. 13).

Des compléments de solde sont également prévus pour certaines catégories de travailleurs (pour ceux qui exercent des fonctions de surveillant ou qui travaillent dans les bureaux, par exemple) et ces compléments sont identiques, par correspondance, à ceux des travailleurs de première classe, caporaux, sergents et adjoints des tirailleurs.

L'article 14 qui contient ces dispositions prévoit aussi le rengagement des hommes.

L'habillement, le logement, les installations sanitaires font l'objet des dispositions des articles 15 et 16, 17 de l'arrêté.

Le titre V qui est relatif aux sanctions disciplinaires, prévoit aux articles numérotés 18 à 21, les cas où ces sanctions peuvent

être infligées et les catégories de personnes qui peuvent les prononcer.

L'article 22, contenu au même titre, est plus intéressant.

Il consacre le caractère de l'institution en disposant que « les hommes de la 2^e portion du contingent conservent le caractère civil en ce qui concerne la juridiction, dont ils relèvent par tous les délits de droit commun, ou contravention (sauf pour les fautes prévues au présent titre) ».

Il en est de même pour ce qui concerne les rapports avec les autorités militaires autres que les militaires hors cadres, qui peuvent encadrer les unités des travailleurs.

Tout le titre VI est consacré aux permissions (un mois par an si le travailleur n'a pas encouru de punition supérieure à huit jours de prison) cumulables, en vue d'une libération anticipée, et aux libérations (elles ont lieu en commençant par les classes les plus anciennes, dans l'ordre suivant : pères de familles, mariés, célibataires).

Telle est donc dans ses grandes lignes, l'organisation du service de la main-d'œuvre en A. O. F.

Le service de Madagascar étant conçu sur des principes identiques, sur lesquels nous aurons occasion de revenir, tout au long de cet exposé, il n'est donc pas nécessaire d'insister sur une étude de l'arrêté du 29 novembre 1926, pris précédemment à Madagascar.

Nous allons donc passer immédiatement à l'étude détaillée du fonctionnement du S. M. O. T. I. G., en choisissant cette fois comme colonie type, l'île de Madagascar.

* * *

Avant 1927, le service des travaux publics employait comme main-d'œuvre, à Madagascar, soit des engagés d'une année, soit des ouvriers désignés par les chefs de village indigènes, qui étaient astreints à trente jours de travail effectif.

Le recrutement des engagés avait lieu surtout dans la province de Farafangana. De là, les travailleurs étaient dirigés sur les chantiers des régions peu peuplées, tels que ceux de la route de Majunga.

Les travailleurs pour trente jours, dits *Télopoloandra*, étaient fournis par la province même, où les travaux devaient être exécutés, puis, leurs trente jours expirés, ils étaient remplacés par d'autres. Ce dernier système était défectueux et, chose plus grave encore, arbitraire. Alors que certaines catégories de redevables échappaient à cette obligation, en raison des relations amicales ou familiales qu'ils pouvaient entretenir avec le chef de la communauté locale, d'autres, nous l'avons vu, étaient renvoyés plusieurs fois sur les chantiers. L'institution du S. M. O. T. I. G. avait pour but de supprimer ces abus, et de rétablir, dans les devoirs sociaux, une égalité dont le principe se trouvait inscrit depuis de nombreuses années dans les textes.

Les premiers appels eurent lieu au début de l'année 1927.

Le système fonctionna et fonctionne encore de la manière suivante :

A l'arrivée des pionniers — car c'est ainsi qu'on appelle ces travailleurs militarisés — il est prévu une première visite médicale destinée à déceler les inaptes.

Les hommes reconnus bons sont munis d'un livret individuel et d'une plaque d'identité. Puis ils sont dirigés sur des *camps dits de rassemblement*, qui constituent des formations analogues aux dépôts de l'armée. Là les recrues sont soumises aux formalités d'incorporation définitive. Celle-ci, sérieusement organisée, est accompagnée de pesée avec mensuration, tous renseignements qui sont consignés sur une fiche médicale ; les aptes sont vaccinés contre la variole et la fièvre typhoïde, les inaptes renvoyés dans leurs foyers.

Les opérations d'habillement et d'équipement ont lieu peu après.

Pendant deux mois environ, les jeunes recrues reçoivent, en même temps que des rudiments d'instruction militaire — l'école du soldat sans armes — des notions pratiques sur leurs futures occupations.

Les installations prévues au camp comportent des cases en matériaux durables, remplissant toutes les conditions d'hygiène désirables. Les camps eux-mêmes, sont spacieux, aérés et très confortables.

La période de stage terminée, les hommes sont dirigés sur des

camps de travail (1). Contrairement aux premiers qui sont fixes, les camps de travail sont des organisations ambulantes qui se déplacent avec les chantiers qu'elles sont appelées à desservir. (Leur emplacement est toujours choisi par une commission où figurent obligatoirement des représentants européens du personnel d'encadrement appelés eux-mêmes à y vivre, et un médecin.)

Pour conserver aussi bon que possible le moral du pionnier on s'est attaché à rendre ces camps très confortables et à y multiplier les agréments. Des foyers analogues aux « Foyers du Soldat » en France ont été créés et les pionniers s'y réunissent pour donner le spectacle, causer, etc... (2), des équipes sportives organisées.

D'autre part, en vue de parer à la dislocation des foyers, les hommes sont autorisés à se faire accompagner de leur femme.

Des cases particulières sont prévues pour les ménages, quelque-

1. Au 1^{er} janvier 1930, il existait 45 sections ainsi groupées :

Camp de Tamatave : 1.770 pionniers en 7 sections : port de Tamatave, chemin de fer du T. C. E., arrondissement maritime de l'îlot Prune, construction des bâtiments administratifs, service des Travaux Publics, canal de Pangalane.

Camp de Moramanga : 1.100 pionniers en 5 sections; approvisionnement du chemin de fer, entretien du T. C. E., entretien de la voie Moramanga, lac Alaotra, route de l'Est.

Camp d'Ambalanjanakomby : 690 pionniers en 4 sections affectées aux travaux de la route de l'Ouest ;

Camp d'Amboremolandy : 1.240 pionniers en 6 sections dont 5 affectées à la route de l'Ouest et une à l'hydraulique agricole.

Camp de Tananarive : 160 pionniers pour l'entretien des chemins de fer, le secrétariat du service central et le service antipaludique.

Camp de Vohimasina : 1.335 pionniers en 5 sections réparties sur les chantiers du F. C. E.

Camp de Tolongoïna : 840 pionniers en 3 sections pour la construction du F. C. E.

et, enfin, les deux plus importants :

Camp de Sahasinaka : 2.235 pionniers en 7 sections sur le F. C. E.

Camp de Manakara : 2.310 pionniers en 6 sections sur le F. C. E., et une pour le service maritime.

En 1931, un nouveau camp de rassemblement a été établi entre les kilomètres 52 et 89 du F. C. E. et 2 sections de Travail à Anariba et Mananjary.

D'autre part chaque groupe de 25 travailleurs se rendant sur les chantiers est muni d'une musette contenant les médicaments indispensables.

Les accidents du travail sont peu nombreux sur les chantiers ; en 1930 on n'en a enregistré que 14.

Les familles des intéressés bénéficient de pensions ou de secours annuels renouvelables et d'un premier secours d'urgence de 500 francs,

2. *L'Europe nouvelle*, 20 juin 1931.

fois même, des quartiers distincts. Des couvertures, des vêtements de drap sont distribués aux travailleurs, durant la saison froide. La propreté est maintenue dans ces camps, par des visites fréquentes. En résumé : « fort bien habillés, fort bien nourris et payés, les hommes sont astreints à un travail qui n'a rien d'excessif. »

Un service médical fonctionne dans chaque camp, sous la direction d'un médecin européen. Les visites sont quotidiennes dans les gros camps, bi ou tri hebdomadaires (selon les possibilités) dans les camps de moindre importance. Les malades sont dirigés, soit vers l'Infirmierie, soit vers l'hôpital, dans les cas plus sérieux ou urgents.

Enfin, dans les camps où le nombre des femmes peut être élevé, il est prévu une infirmerie-maternité (1).

Les conditions de travail d'abord fixées par l'arrêté du 29 novembre 1926, ont été modifiées par des actes qui, tous, ont tendu à une amélioration de la situation du travailleur.

Les jeunes pionniers, au cours de la période d'acclimatement qu'ils effectuent dans les premiers camps, ne sont soumis à aucun travail. La vie active ne commence pour eux qu'au moment où ils passent sur les chantiers. La journée de travail est de huit heures, un repos de deux heures étant prévu au milieu de la journée.

Quant au repos hebdomadaire, il n'a jamais manqué d'être observé.

Une ration quotidienne est allouée en nature à chaque travailleur, ainsi qu'à sa famille. A cette ration peuvent se joindre encore les produits des terrains de culture réservés aux pionniers à proximité des camps.

Enfin la durée du service, au service spécial de la main-d'œuvre, n'est pas supérieure à la durée du service demandé aux travailleurs. Fixée d'abord à trois ans, elle a été ramenée à deux ans comme pour les militaires indigènes.

Tel est donc le système nouveau qui doit être examiné, maintenant, au point de vue de ses effets, des résultats acquis, avant de le voir devant la commission du Travail forcé, où il fut cloué au pilori.

1. *Le Temps Colonial*, 1930.

« Qu'il s'agisse de l'Etat sanitaire des hommes, du rendement ou de la régularité du travail, quelle que soit la nature du travail, où il est exécuté, écrit le Gouverneur Général Olivier, la supériorité des Travailleurs du S. M. O. T. I. G. sur les travailleurs libres ou prestataires, est manifeste. »

Ici en effet, il s'agit d'une main-d'œuvre entourée, tant aux points de vue de l'hygiène et de l'habitation, qu'à celui de la nourriture ou du vêtement, de tous les soins désirables. Aussi le premier résultat que l'on constate, c'est une amélioration physique du pionnier.

Devenu physiquement plus résistant, la mortalité diminue dans ses rangs.

C'est ainsi que le relevé sanitaire pour 1928, accuse les chiffres suivants :

Effectif journalier.....	6.872
Total des hommes de présence....	2.312.290
Fournées d'indisponibilité.....	25.726
Soit donc un pourcentage de.....	1.20

et pour les décès, on enregistrait 64 cas, ce qui donne un pourcentage de 0.80.

Pendant la même période, la mortalité des troupes malgaches, atteignait 1.92 % dans la colonie et 1.55 % à l'extérieur.

En 1929, l'effectif des pionniers atteignait 10 216 hommes.

Le nombre des décès s'élevait alors à 75.

Ces constatations sont donc tout à l'avantage de l'institution qui par des règles d'hygiène ponctuellement observées, la pratique des sports, entretiennent les hommes dans une situation physique remarquable (1).

1. Grâce à la sélection rigoureuse à laquelle sont soumis les pionniers, le pourcentage des indisponibilités pour maladie est généralement peu élevé. La preuve la plus irréfutable du bon état sanitaire des camps se traduit dans le taux de la mortalité. Pour 11.670 hommes présents en 1930, le coefficient en question est de 0,80 %

En 1930, 7.421 jeunes Malgaches ont été recensés au titre du S.M.O.T.I.G. En exécution des instructions prescrivant de n'incorporer que des hommes parfaitement aptes, 465 sujets, soit 6 %, ont été renvoyés dans leurs foyers. Au cours de l'année, 125 autres pionniers, reconnus inaptes au service, ont été réformés.

Au point de vue économique, les travailleurs, devenus plus vigoureux du fait d'une nourriture abondante et d'une existence régulière et sobre, hiérarchisés et disciplinés, produisent dans de meilleures conditions. « Le service des travaux publics de la colonie a dressé toute une série de statistiques suivant les régions, la nature du travail, la race des travailleurs. Et ces statistiques démontrent que le coefficient de rendement des travailleurs n'a cessé de s'améliorer pendant les années 1928 et 1929. Dès la fin de 1928 il était nettement supérieur à celui des travailleurs libres de Madagascar. »

La régularité des effectifs d'une part, d'autre part la familiarité que les indigènes arrivent à acquérir de leurs outils ont amélioré la production. « A la fin de 1929, le chef de l'arrondissement de Tamatave constatait que le rendement de S. M. O. T. I. G. dans les travaux de terrassement, avait été supérieur de 10 % environ à celui des travailleurs ordinaires. »

Enfin les résultats du système, au point de vue éducatif, sont concluants. « Grâce au S. M. O. T. I. G., il est devenu possible de fournir chaque année un contingent d'ouvriers qualifiés, ayant acquis, avec le goût du travail, la possibilité de vivre désormais une existence nouvelle, plus large, plus digne que celle qu'ils avaient connue jusqu'au jour de leur recrutement. Chaque année, pour ces centaines de pionniers « libérés » du service, c'est en réalité une double libération qui s'accomplit... »

« La masse des pionniers voit sa mentalité atavique sensiblement transformée, après un séjour de quelques mois dans l'atmosphère de labeur discipliné qui est celle des camps, »

Le gouverneur Berthier, ouvrant le 6 octobre 1929, la session annuelle des Délégations économiques, ajoutait dans son discours d'ouverture : « Le pionnier quitte le S. M. O. T. I. G. moralement sain parce qu'il n'a pas quitté son milieu, physiquement mieux armé, par la pratique d'une hygiène individuelle inconnue du plus grand nombre et enfin ayant acquis, certains la connaissance d'un métier, et tous l'habitude d'un travail régulier. Ce sont là des facteurs éducatifs susceptibles de favoriser l'œuvre civilisatrice, qui est un des principaux objectifs de notre colonisation. »

N'est-ce pas encore le Gouverneur Général Cayla, qui, lui aussi, ayant vu fonctionner sur place la nouvelle formation déclarait :

« Le séjour au S. M. O. T. I. G. contribue largement à donner à ceux qui s'y trouvent enrôlés, une discipline, un goût certain du travail, et souvent le désir de se fixer dans une région jusquelà déshéritée, mais qui leur apparaît, sans doute parce qu'ils ont aidé à sa mise en valeur, plus accueillante, plus riante, qu'au moment de leur arrivée. »

Cependant, comme il l'a été annoncé au début de cette étude, le S. M. O. T. I. G. ne rallie pas sur le principe de son institution, l'unanimité des opinions.

A côté de ceux qui lui reconnaissent une valeur, une importance capitale pour le développement économique des régions où il s'applique, il s'en trouve d'autres qui lui font des griefs précis et lui adressent de vives critiques. Au sein de la commission des colonies, M. Augagneur formulait déjà un sentiment peu favorable au S. M. O. T. I. G. A son sens, cette pratique avait le fâcheux inconvénient de ressembler au travail forcé ou obligatoire.

Mais il semble que les indigènes eux-mêmes s'en sont plaints tous les premiers.

C'est un sentiment bien humain, que de se plaindre des obligations qu'on doit supporter. Jusqu'en 1927, beaucoup de jeunes malgaches, en raison du système de la conscription en vigueur ne remplissaient pas leurs obligations militaires, et ce en dépit d'une loi qui les leur imposait. Cinq mille hommes seulement étaient incorporés chaque année ; les autres, comme nous l'avons expliqué plus bas, y échappaient. Le S. M. O. T. I. G. venant remettre de l'ordre dans le système d'autrefois, en rétablir l'équilibre, on comprend que la jeunesse malgache ait vu d'un mauvais œil le redressement de la situation.

Le décret organique et l'arrêté d'application vont plus loin. Ils prévoient des sursis d'incorporation pour certaines catégories d'intéressés. Enfin, il convient d'ajouter que, par une disposition bienveillante des règlements, certaines catégories de personnes que leur rang social, leur instruction ne permettent pas d'employer aux travaux considérés en sont exemptées. Il serait à tout le moins surprenant que ces réclamations provinssent de cette élite.

D'autres réclamations que celles des indigènes se sont produites et ce sont celles-là les plus vives.

Si remarquables que soient les résultats du S. M. O. T. I. G. dit-on, cette institution qui légalise la réquisition et établit l'emprisonnement comme sanction disciplinaire, est en contradiction flagrante avec le mouvement général de la législation française. Celle-ci se serait en effet, attachée au cours de ces dernières années, à introduire dans le domaine du travail qui constitue bien le terrain de la controverse, la liberté des contrats et de l'arbitrage, et ainsi, ce principe aurait jadis trouvé son expression à Madagascar même, dans l'important décret du 22 septembre 1925.

On critique également le S. M. O. T. I. G. parce qu'il fait, prétend-on, intervenir l'armée sur le marché du travail.

Encore admet-on cette intervention dans les cas de nécessités extraordinaires ou de calamités publiques. Mais on la condamne formellement dès qu'il s'agit de développement économique, de mise en valeur des pays neufs.

Le service militaire, affirme M. Jouhaux, doit s'entendre exclusivement en vue de la défense nationale.

« Le droit de tous les pays civilisés interdit de détourner le service militaire de ses buts. »

D'une manière plus générale, la main-d'œuvre militaire employée à des travaux d'intérêt général, c'est du travail obligatoire déguisé.

Enfin parmi ceux-là mêmes qui voudraient admettre le S. M. O. T. I. G. et lui reconnaître une certaine valeur, on estime insuffisante l'instruction technique donnée aux camps.

On désirerait que cette instruction des travailleurs fût plus poussée, que leur spécialisation fut plus accusée. C'est à cette seule condition que le S. M. O. T. I. G. serait une innovation, une création intéressante. Jadis, ajoute-t-on, le Général Faidherbe a constitué au Sénégal des équipes d'ouvriers qualifiés, en instituant ses fameuses *Compagnies du Génie*. Pourquoi donc n'en ferait-on pas autant de nos jours ?

A ces objections l'on répond de la manière suivante :

Beaucoup de ceux qui critiquent le S. M. O. T. I. G. ne se sont pas donné la peine de l'étudier et d'en examiner le fonctionnement.

Il a rétabli l'égalité, où triomphait autrefois la brutalité, l'arbitraire et la cupidité. Avec le tirage au sort, le recrutement malga-

che donnait lieu aux mêmes injustices, soulevait les mêmes protestations, provoquait le même marchandage que notre système périmé du tirage au sort et des remplaçants.

A ceux qui objectent que « la défense nationale est une chose, que l'équipement économique d'une colonie en est une autre, et qu'il est illégal d'utiliser, pour des fins strictement économiques, une législation établie pour des buts utilitaires », on répond que la « Défense Nationale » l'exige. « Grâce à la densité de sa population, grâce à son outillage perfectionné, et aussi parce que l'obligation du travail est une règle consentie par tous, la méthode peut se permettre, en temps de paix, d'établir une démarcation très nette, entre l'activité des services du Ministère des Travaux publics et celle des services du Ministère de la Guerre ». Mais une colonie reste en *état de guerre* tant qu'un outillage médiocre la faiblesse numérique de ses populations et leur adaptation insuffisante aux conditions de la vie civilisée, la tiennent à la merci d'un krach ou d'un cyclone, d'un coup de Bourse ou d'une période de sécheresse.

« Si l'expression « Défense Nationale » n'est pas une expression vide de sens, s'il faut entendre par là, non seulement le maintien de l'intégrité territoriale d'un pays, mais encore la garantie que le territoire en question ne sera transformé en steppe ou en désert, je dis qu'il n'est pas un ouvrage aux colonies : route, pont, chemin de fer ou port, qu'on ne puisse justement qualifier « d'ouvrage stratégique » ; les hommes du S. M. O. T. I. G. qui à l'instant où je trace ces lignes, besognent sur la voie ferrée du Betsileo, concourent au même titre que leurs camarades casernés en France, à la défense de leur pays. » (1)

Observations d'une justesse incontestable et que partageront tous les esprits sincères. Il est difficile de s'expliquer, en effet, comment il serait impossible à des jeunes malgaches, appartenant à des formations d'un caractère semi civil, semi-militaire, de collaborer au développement de leur pays, alors que pour réaliser son fameux dumping, la Russie soviétique par exemple, contraind toutes les masses de travailleurs, au labeur forcé.

Et ces mêmes travailleurs russes ne sont pas très vraisemblable-

1. M. Olivier, *op. cit.*

ment passibles d'autres sanctions que celles qui sont en vigueur dans l'armée.

Pourquoi contester des droits égaux, équivalents aux puissances coloniales ? On ne se l'explique pas.

Le S. M. O. T. I. G. institution calquée sur les formations militaires indigènes, est critiqué parce qu'on y applique la peine d'emprisonnement comme sanction disciplinaire. Cette peine n'est-elle pas prévue aussi à l'étranger au rang des punition qui peuvent être infligées aux soldats ?

Au reste il est juste d'ajouter que le S. M. O. T. I. G. ne prévoit pas que l'emprisonnement comme sanction des fautes qui peuvent être commises. Celles-ci sont réprimées d'après leur importance et suivant une échelle qui comporte, à Madagascar, la consigne et la prison ; en A. O. F., les mêmes peines, avec, en plus, la rétrogradation et le déclassement.

Enfin à ceux qui trouvent insuffisante la formation professionnelle des pionniers, on peut répondre qu'il est certain que l'idéal serait de pouvoir en faire, dans le laps de temps le plus court, d'excellents ouvriers. Mais les hommes sont recrutés en vue de l'exécution d'un travail déterminé.

Il devient donc impossible de leur donner les connaissances pratiques qu'ils auraient pu acquérir dans une école professionnelle. Il est d'autre part difficile de transformer ces camps en école professionnelle, alors que les ressources budgétaires sont limitées. et que le fonctionnement de pareils établissements coûte excessivement cher, et pour ce motif aussi que les chantiers devenus écoles ne donneraient plus le même rendement.

Au surplus, de travailleurs qu'il faut commencer, par un stage approprié aux camps de rassemblement, par adapter à leur future occupation, il est impossible de faire autre chose que des manœuvres spécialisés, étant donné que l'apprentissage, la préparation d'un ouvrier, se prolongent sur plusieurs années. En dernier lieu, ces manœuvres spécialisés, suffisent aux besoins de notre époque qui se caractérise par l'importance considérable du machinisme, et qui n'exige plus de l'homme que l'exécution de certains mouvements invariablement déterminés.



Et maintenant, il nous faut revenir en arrière de quelques pas, pour assister aux travaux de la commission du travail forcé et de la Conférence Internationale du Travail, devant lesquels, comme nous l'avons vu, fut évoquée, presque par surprise d'ailleurs, la question de la main-d'œuvre militaire, employée à des travaux d'intérêt général.

Nous connaissons la genèse de l'affaire.

L'avant-projet de convention élaboré par le B. I. T. et qui figure au Livre Bleu avec les réponses faites par les gouvernements intéressés au questionnaire du Bureau exceptait comme travail obligatoire, « tout travail ou service exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire ».

Devant la commission, le groupe ouvrier, par l'organe du délégué ouvrier français, se leva pour demander la suppression du paragraphe visé et de l'exception qui en résultait.

Pour M. Jouhaux, en effet, il était impossible « de faire effectuer du travail forcé aux indigènes, sous le couvert du service militaire obligatoire. » Et le leader international continuait : « la pratique qui consiste à employer à des travaux publics des contingents militaires n'est pas très loyale, et porte atteinte au principe de la conscription nationale.

M. Augagneur, ancien Gouverneur de Madagascar en a demandé la suppression ; l'armée, à moins de cas exceptionnels, graves, ne doit intervenir sur le marché du travail... etc.

« La durée prolongée du travail sous le signe de l'autorité militaire, ne saurait être supérieure à celle qui est prévue dans le cas général.

« Ainsi la période d'astreinte de douze mois visée à l'alinéa A de l'article 21 constitue un écart considérable par rapport à la durée de soixante jours ».

Le groupe ouvrier déposa alors un amendement tendant à la suppression de l'alinéa incriminé.

Le délégué gouvernemental français se rallia à l'amendement ouvrier mais en déclarant que le gouvernement français estimait que la question était relative à la défense nationale et que la

France n'admettait pas l'ingérence internationale à ce sujet.

C'est ici qu'intervint le délégué gouvernemental britannique qui, pour apaiser les craintes du groupe ouvrier, suggéra l'adjonction au texte en discussion, d'un membre de phrase d'après lequel la convention ne s'appliquera pas s'il s'agit d'un service « affecté à des travaux d'un caractère purement militaire ». Ainsi, pour ce délégué, le service militaire devait bien rester en dehors de la convention, mais le travail forcé ne saurait, toutefois, être introduit, sous le couvert du service militaire.

Le délégué gouvernemental français fit remarquer que la proposition de M. Augagneur avait été rejetée par la Chambre des Députés, en juillet 1929, cette assemblée estimant que les formations employées à des travaux publics représentent une formation locale du Génie, devant être poussée dans la voie de la spécialisation professionnelle. M. Diagne déclarait que, dans ces conditions, la France persévérait dans son opinion.

Il lui était d'autant plus difficile de la modifier, que la mise en valeur du domaine colonial représente, actuellement pour le pays, un problème capital. Enfin, ajoutait le délégué français, l'éducation réalisée par l'obligation au Travail permet aux indigènes de s'élever peu à peu au niveau des peuples civilisés. De cette manière la France se mettait à l'abri des reproches, qu'on ne manquerait certainement pas de lui adresser, si elle ne poursuivait pas, par tous les moyens dont elle peut disposer, le développement matériel, intellectuel et moral de ses administrés.

Le délégué anglais reprit alors la parole pour faire ressortir la distance qui séparait la thèse anglaise et la thèse française.

Quelques autres interventions eurent lieu, puis le secrétaire général, qui avait essayé de concilier les deux opinions différentes avant la deuxième déclaration du délégué britannique, résuma la discussion et mis aux voix l'amendement britannique.

Celui-ci fut adopté par la commission à une voix de majorité.

En séance plénière, la majorité se fit plus forte en faveur de la thèse anglaise qui l'emportait par 58 voix contre 31 (dont celle de la Belgique et du Portugal) en faveur du point de vue français.

Telle fut donc l'allure des débats qui aboutirent à la condamnation, devant le tribunal de l'opinion Internationale, du prin-

cipe de l'utilisation de la main-d'œuvre militaire pour les travaux d'intérêt général.

Anticipant sur les événements, le délégué gouvernemental français, déclarait après cet échec, à la conférence, que la France ne pourrait ratifier la convention, ou tout au moins cet article de la convention, où un organisme international décidait des questions intéressant la défense nationale du pays et, par conséquent, sa souveraineté.

* * *

Les milieux compétents ont regretté que la conférence n'ait pas été mieux informée sur le véritable caractère du S. M. O. T. I. G. et ils ont rendu le groupe ouvrier responsable du verdict défavorable rendu contre le système.

Pour le Dr Mazière, le groupe ouvrier n'a pas été assez pénétré de la valeur éducative et du relèvement du S. M. O. T. I. G. Il ne l'a pas été davantage de la légitimité de l'emploi d'hommes du deuxième contingent, à la construction de routes et de chemin de fer, selon la formule *ense et aratro*, à laquelle se sont bien conformés les soldats européens.

Tel est également l'avis de M. Olivier, qui écrit : « La conception que la plupart des délégués, à la conférence, avaient du travail obligatoire, les conduisait logiquement à écarter cette considération (celle de la valeur éducative de S. M. O. T. I. G.) de leur esprit.

« Ils étaient, et sans doute, ils le sont encore, persuadés que le travail obligatoire aux colonies, est une institution préméditée — je n'ose écrire une fantaisie — née de l'insouciance, ou de la paresse d'esprit des gouvernements coloniaux, incapables de réaliser en quelques années, parmi les tribus sauvages de l'Afrique, une évolution sociale qui a coûté des siècles d'efforts à l'Europe civilisée. »

Et c'est M. Pietri, ministre des Colonies de l'époque, qui, dans un interview accordé au *Journal*, déclarait notamment ceci : « Ce sont des soldats français, Français de France, qui ont fait une grande partie des routes et des pistes de plusieurs de nos colonies ; à notre connaissance, personne n'a jamais songé à y voir

une forme de l'esclavage, et au point de vue social le plus orthodoxe, il est certain que cette conception du militaire, collaborant aux travaux de la Paix et l'essor économique d'une région, est particulièrement honorable ? »

Pour certains, il semble que si nous étions sortis de l'attitude « intransigeante » que nous avons adoptée à Genève, il eût été possible d'obtenir gain de cause sur le terrain du S. M. O. T. I. G. et ne pas faire condamner cette institution.

« Il se trouve que Madagascar, dit le Dr Mazière, vit d'un régime antinomique, avec possibilités exceptionnelles de mise en valeur, grâce à la richesse de son sol et de son sous-sol et ressources démographiques déficientes, ses populations étant par ailleurs enclines exceptionnellement à l'indolence, en dehors des influences diminuantes, dues aux actions morbifiques et à la sous-alimentation.

« La question de la main-d'œuvre est, pour ce pays grand comme la France, la Belgique, la Hollande réunies, peuplé seulement de trois millions d'habitants, une question de vie ou de mort.

« C'est donc le cas de force majeure, qui aurait pu, pour ce motif de salut, être invoqué comme exception à la clause de la convention visant le deuxième contingent. »

Il continue : « Et il y avait de quoi justifier le maintien en abandonnant les généralités pour la pratique, une pratique essentielle, celle des conditions du travail indigène où l'on voit apparaître le rôle prépondérant de leur protection sanitaire. »

* * *

Ainsi tout est dit sur le S. M. O. T. I. G. et il semble possible dès lors de se faire une opinion sur la valeur de l'institution.

Toute réglementation sur le travail obligatoire doit répondre à trois sortes de considérations :

1^o N'affecter que des individus, adultes et vigoureux ;

2^o Apporter à la vie des collectivités indigènes le minimum de trouble ;

3^o Etre conçu de manière à atténuer le plus possible le carac-

rière rebutant du système et renforcer au contraire le côté « éducateur ».

Tel que nous venons d'en étudier l'organisation et le fonctionnement, le S. M. O. T. I. G. semble répondre aux trois conditions envisagées. Sur certains points, la formule de Madagascar et de l'A. O. F. satisfait mieux les scrupules de la conscience que la convention sur le Travail forcé ; elle répond mieux à l'esprit de Genève que la convention elle-même.

Ainsi, cette dernière spécifie que le recrutement des travailleurs ne doit porter que sur des hommes âgés d'au moins dix-huit ans et reconnus aptes à l'emploi auquel ils sont destinés. Les pionniers du S. M. O. T. I. G. ont subi, à leur incorporation, deux visites médicales au lieu d'une.

D'autre part, le recrutement ne porte que sur des jeunes gens de 23 ans, au plus, alors que la convention ne dispense pas les quadragénaires du travail forcé.

Enfin, alors que les pionniers ne sont appelés qu'une fois sur les chantiers, les travailleurs dont s'occupe la convention, peuvent être astreints à plusieurs périodes annuelles.

Dans un autre ordre d'idées, les remarquables résultats obtenus avec le S. M. O. T. I. G. eussent été vraiment impossibles à obtenir, si réellement les pionniers n'étaient, au cours de leur séjour dans les camps, grandement améliorés physiquement.

L'avenir dira, d'ici à quelques années, les transformations que cet organisme aura pu provoquer dans la mentalité indigène.

Mais il est heureux de constater que les indigènes eux-mêmes se sont rendu compte des transfigurations réalisées chez eux grâce à ce système.

Il n'y a pas en ce sens que l'avis des Assemblées Indigènes, telle la section indigène de la Délégation Financière de Madagascar.

Il y a la reconnaissance, l'attestation du pionnier lui-même qui, arrivé à l'expiration de son temps de service normal, demande à rengager (1).

Grâce à ces éléments, on a pu envisager l'institution d'un sys-

1. Soulignons ici qu'au moment de sa libération, chaque pionnier reçoit à titre de récompense ou de « cadeau » un complet kaki.

tème analogue au S. M. O. T. I. G. par voie de recrutement libre. Un arrêté de M. le Gouverneur général Cayla, daté du mois de novembre 1930, prévoit la constitution de ces sections libres de travailleurs, destinées à concourir avec les pionniers à l'exécution des travaux d'intérêt public (1).

Pour marquer l'étroite parenté de ces deux régimes, l'administration locale a confié l'organisation de ces sections au Service de la main-d'œuvre, des Travaux d'intérêt général qui en assure du reste l'encadrement.

Toutefois, il semble, dans la pensée du Gouverneur général de Madagascar, que si la dernière formule pouvait immédiatement avoir le succès qu'il lui faut espérer, elle remplacerait définitivement l'emploi des pionniers.

Aussi, s'imagine-t-on combien les adversaires du S. M. O. T. I. G. ont dû être heureux à cette idée, que la conscription, selon les termes employés à Genève, serait à nouveau affectée à sa véritable destination.

1. Les sections de travailleurs libres destinées à concourir avec les primitives sections de pionniers, aux travaux d'intérêt général, comptent aujourd'hui deux sections comprenant plus d'un millier de travailleurs.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude, il nous faut, en manière de conclusion, dégager de cette matière abondante et complexe qu'offre le problème de la main-d'œuvre indigène dans les colonies africaines, quelques idées essentielles.

D'une manière générale, nos colonies sont pauvrement peuplées. Habitées par des races en proie à une misère physiologique ancienne, décimées par les endémies et les épidémies tropicales, leurs ressources en main-d'œuvre s'avèrent comme particulièrement limitées. Encore les éléments disponibles manquant d'éducation professionnelle et d'habileté technique ne sont-ils que d'un rendement médiocre et insuffisant.

Problème quantitatif et problème qualitatif de la main-d'œuvre coloniale ! Deux aspects du difficile problème que nous avons étudié et qui, nous pensons l'avoir montré, ne cessent de préoccuper les milieux et les gouvernements coloniaux.

La population d'un pays étant l'élément indispensable à sa mise en valeur, tout le monde s'accorde aujourd'hui pour reconnaître que, dans ces pays exotiques où l'Européen ne peut travailler de ses mains, il ne saurait y avoir de colonisation, sans la collaboration de l'indigène.

« L'exploitation de nos possessions coloniales est impossible sans le concours des indigènes, les colonies seront bonnes ou mauvaises, prospères ou misérables, suivant que nous aurons su ou non attacher les naturels » (1).

Maintenir donc la population existante, l'augmenter même grâce à une politique d'hygiène ponctuelle et ferme, voilà l'œuvre à laquelle on s'est vaillamment attachée.

Le développement des œuvres sanitaires et d'assistance a été au cours de ces dernières années poursuivi avec une rigoureuse

1. Angagneur. *Erreurs et brutalités coloniales.*

exactitude ; hôpitaux, dispensaires, infirmeries, ambulances ont été créés en même temps qu'on a augmenté le personnel de ces différentes formations.

Sur ce terrain, l'appoint des indigènes a été remarquable. Dans les écoles de médecine créées dans la plupart de nos colonies, nous avons su former des médecins indigènes, des infirmiers, des sages-femmes, des infirmières-visiteuses, grâce auxquels l'action bienfaisante de notre thérapeutique et de notre hygiène peut rayonner au plus profond de la brousse.

Sans doute l'œuvre reste encore incomplète.

Mais, assistant chaque jour à son épanouissement, nous n'avons pas le droit de penser qu'elle puisse brusquement s'interrompre.

Les dirigeants ont bien compris, qu'il ne pouvait en être ainsi, qui ont voté des sommes relativement élevées destinées au développement des œuvres médicales et sanitaires,

Comme l'écrivait M. Albert Sarraut : « D'abord l'assistance médicale, c'est à-dire la conservation de la race, c'est notre devoir, à coup sûr, et le plus haut, de préserver les populations que nous gouvernons et de leur assurer la santé, l'hygiène, les forces de la vie. Mais c'est aussi, on pourrait même dire, c'est surtout notre intérêt, le plus immédiat et le plus terre à terre.

« Car toute l'œuvre de la colonisation, toute la besogne de création de richesse, est dominée aux colonies par la question de main-d'œuvre ; c'est la clef de voûte de l'édifice économique qu'il faut bâtir. Dans nos possessions extérieures qui ne peuvent être, sauf certaines régions de l'Afrique du Nord, des colonies de grande immigration française, c'est une nécessité absolue, non seulement de maintenir, mais d'accroître la main-d'œuvre existante. L'exécution des grands travaux entrepris ou projetés, l'augmentation des cultures qui en résultera, le développement des industries qui en sont la suite logique, tout cela réclame une masse de travailleurs considérable et dont la demande ira croissant. L'entretien même des grands travaux qui seront exécutés, on oublie parfois cette considération, qui va immobiliser dans l'avenir un contingent de main-d'œuvre de plus en plus élevé, que l'on ne pourra pas enlever aux besoins de la colonisation privée, agricole ou industrielle, sous peine de la paralyser. Déjà, elle se plaint sur bien des points de manquer de bras.

« D'où nécessité d'organiser et de poursuivre méthodiquement, selon un plan de campagne nettement dressé, dans chaque colonie, la lutte énergique contre les maladies, les endémies, les fléaux de toute sorte qui, sur certains territoires..., déciment terriblement les populations autochtones, font périr les êtres humains par milliers ; nécessité de combattre partout l'énorme mortalité infantile et la morti-natalité ; nécessité de développer l'hygiène générale et la prophylaxie ; nécessité, en conséquence, d'augmenter partout le nombre des formations hospitalières, des dispensaires, des maternités, des ambulances, d'organiser l'assistance « mobile » qui, des grands centres, transportera le soin médical dans les brousses lointaines où s'essaient les populations déshéritées... Nécessité en un mot de conserver et d'augmenter le capital humain, pour pouvoir faire travailler et fructifier le capital argent » (1).

Un tel programme exige, évidemment, un personnel nombreux, compétent, dévoué. Mais l'on est assuré déjà de trouver toutes ces qualités réunies, dans le corps des officiers de santé des troupes coloniales. N'est-ce pas lui déjà qui fournit au Cameroun et à l'A. E. F. ces jeunes médecins, tous volontaires, de la mission permanente de prophylaxie contre la maladie du sommeil. On sait l'esprit de sacrifice, l'abnégation de ces médecins ; on sait qu'on peut compter sur eux pour d'autres tâches aussi délicates, mais assurément moins périlleuses que celle qui consiste à poursuivre dans ses repères la redoutable trypanosomiase. Reste seulement la question, toujours la même, des disponibilités budgétaires.

D'autre part estimant, à juste titre, insuffisant ou incomplet, l'accroissement numérique des masses indigènes et de leur bien-être, sans une évolution correspondante des esprits, la France a entrepris dans ces pays, la libération des esprits, et, dans l'argile informe des multitudes primitives elle modèle patiemment le visage d'une nouvelle humanité.

Programme qui n'est évidemment que le corollaire, la conséquence logique du précédent, et qui tend à former des hommes instruits et éclairés, grâce auxquels on espère pouvoir améliorer

sensiblement en quantité, et surtout en qualité le rendement du travail indigène.

Programme noble en même temps puisque basé sur la compréhension de la valeur d'humanité des races attardées et l'obligation sacrée de respecter et d'accroître cette valeur.

Aussi bien, l'enseignement a-t-il été partout organisé, à différents degrés, dans toutes nos dépendances lointaines. A côté de l'enseignement primaire qui finira là aussi, par devenir obligatoire, fonctionnent des établissements d'enseignement professionnel nombreux, chargés de former les futurs ouvriers spécialisés, de leur apprendre une technique raisonnée. Au-dessus de l'édifice, des établissements d'enseignement primaire supérieur et même secondaire, sont réservés aux sujets brillants qui se sont signalés par leurs aptitudes, leur intelligence. Ceux-ci constitueront l'élite de demain.

« Instruire les indigènes, c'est assurément notre devoir; c'est une obligation morale, impérieuse, que nous créent les responsabilités de la souveraineté, vis-à-vis des populations indigènes dont nous avons assumé la tutelle. Mais ce devoir fondamental, s'accorde par surcroît avec nos intérêts économiques, administratifs, militaires et politiques les plus évidents.

« L'instruction en effet, a d'abord pour résultat d'améliorer largement la valeur de la production coloniale, en *multipliant dans la foule des travailleurs indigènes la qualité des intelligences et le nombre des capacités* ; elle doit en outre, parmi la masse laborieuse, dégager et dresser les élites de *collaborateurs* qui, comme agents techniques, contremaîtres, surveillants, employés ou commis de direction, suppléeront à l'insuffisance numérique des Européens et satisferont à la demande croissante des entreprises agricoles, industrielles ou commerciales de la colonisation » (1).

Bref, telle est l'œuvre accomplie dans le domaine de l'enseignement, en vue de la formation de générations nouvelles.

Dans le champ économique, la transfiguration des colonies suivant un rythme identique, s'accomplit sans violence et sans heurt.

Œuvre magnifique, celle-là aussi qui se réalise sous la double impulsion du colon et de l'administration.

1. A. Sarraut, *op. cit.*

Dans le cas du premier, l'expérience acquise à la pratique des affaires, la connaissance plus précise de la mentalité indigène, l'action du livre, de la presse, du film, ont tracé la voie à suivre et les moyens à mettre en œuvre.

Aux relations brutales des premiers temps, où l'indigène était traité beaucoup plus en animal domestique, qui doit, quoiqu'il advienne, travailler ou assurer le meilleur dividende aux capitaux exposés, des rapports beaucoup plus doux et plus humains ont succédé. Sans doute constate-t-on encore quelques abus et, trop souvent encore on est trop enclin à s'arrêter à la couleur de l'épiderme du travailleur. L'expression « Après tout, ce n'est qu'un nègre ! » revient encore bien trop souvent pour excuser certains traitements dénués d'attention.

Néanmoins, le nègre représentant le pivot de la colonisation, l'élément indispensable à la prospérité de toute entreprise coloniale, on met aujourd'hui plus de formes à exercer quelque service à son encontre ; on le traite avec plus d'égards.

L'indigène, lui-même, si ignorant qu'il soit de ses obligations, se trouve parfaitement averti de ses droits. Il sait entr'autre que l'administration est sa tutrice légale, qu'elle le protège contre l'arbitraire des colons tenus à l'exacte observance de certaines règles posées dans la législation sur le travail et dans les contrats de l'espèce. Aussi n'hésite-t-il pas à saisir l'administration de ses doléances par voie de pétition ou autrement.

Quoi qu'il en soit, au point de vue des rapports de l'indigène et du colon, du salariat et de l'entreprise, la législation du travail, dont nous avons analysé les dispositions essentielles au cours de notre étude, a certainement contribué largement à débarrasser les employeurs, presque à leur insu, de cette « âme de négrier » que flétrissait M. Paul Leroy-Beaulieu.

Dans le second cas, l'administration qui intervient alors, exerce son activité en vue de la mise en valeur de territoires incultes. Et elle obéit à une double considération.

Au point de vue de la défense nationale d'abord.

La dernière guerre a montré le rôle qu'étaient appelés à jouer dans la défense de la Mère Patrie ses filiales lointaines. Celles-ci l'ont ravitaillée en soldats, en travailleurs, en vivres et en produits divers (graphite de Madagascar, ricin, rhum, sucre, etc...).

Pour acheminer les uns et les autres de la brousse profonde où ils se trouvent encore, à la côte, où ils seront embarqués à destination de contingent, il faut des voies d'accès, des moyens de communication nombreux, tout un système de rail et de route.

A ce point de vue, réseau routier et voie ferrée se sont sensiblement développés dans nos colonies au cours de ces trente dernières années. Mais qu'est-ce que tout cela au regard de ce qu'il y aurait à faire ? Les colonies d'un même groupe, ou des colonies voisines, souvent, ne sont même pas reliées entre elles par le rail, et la grande artère du transaharien, dont on discute depuis si longtemps l'exécution, n'est pas commencée.

Sous cet aspect, nous venons de considérer les colonies dans leur intégration à la vie, à la défense nationale.

Si on laisse de côté cet aspect du problème et qu'on considère la mise en valeur des colonies, pour elles-mêmes, l'effort que nous y constatons n'est pas moins remarquable.

Partout des routes ont été ouvertes, les pistes améliorées, des ouvrages d'art construits, le sentier ferré établi, de manière à diminuer chaque jour davantage le lourd tribut qu'on réclamait à l'indigène, du fait du portage, des prestations et des réquisitions diverses.

Mais en attendant que cesse cette contribution forcée de l'indigène à la mise en œuvre des richesses de son territoire, la question qui se pose est de savoir si, en conscience, nous pouvons, nous devons imposer à cet indigène, qui n'en avait pas jusqu'ici senti le besoin, l'obligation d'un travail régulier, méthodique.

Problème ancien que celui du travail obligatoire et qui, en dépit du paradoxe que l'on répand, à savoir que le travail forcé fera seul disparaître le travail forcé, a été condamné par nombre de grands esprits qui l'accusent d'être trop proche parent du servage et de l'esclavage.

Au procès du système, des personnalités notoires sont venues déposer qui pour, qui contre. Ou à dire le vrai, les premiers n'ont admis le système que comme imposé par l'état économique actuel de nos territoires du continent africain, ce qui revient à reconnaître que cette formule n'est que provisoire et qu'elle disparaîtra dès que les circonstances économiques le permettront.

En attendant, le travail obligatoire est formellement condamné

et aboli au profit des particuliers ; les Etats, sur l'invitation du Bureau International du Travail, que préoccupent toutes les conditions d'exercice du travail, se réunissent en Conférence, pour limiter et réglementer le travail forcé, sous toutes ses formes, en espérant le jour prochain où l'on pourra le bannir définitivement.

Répondant à cette invitation, le gouvernement de la République a montré que la diversité de nos colonies, situées à des latitudes diverses et sous des climats bien différents, réalisait sur le clavier économique toute une gamme, dont il fallait étudier avec soin chaque élément constitutif.

Cette thèse ne semble pas avoir été admise, puisque sur des revendications, présentées au sujet d'un certain nombre de points que nous considérons comme essentiels, nous n'avons pu rallier à notre opinion la majorité internationale.

Bien à regret, il nous fallut nous séparer de la majorité et refuser de ratifier le projet de convention élaboré par la Conférence Internationale du Travail.

Cependant pour donner au monde international la mesure de son esprit généreux la France, à l'issue de la conférence de Genève du mois de juin 1930 prenait le décret du 26 août réglementant le travail public obligatoire aux colonies.

Cette manifestation répondait aux éloquentes paroles de M. le Sénateur Lebrun, qui écrivait : « Partout où la question est posée, n'hésitons pas à donner la réplique et puisque nous avons le sentiment que les principes qu'inspirent notre action coloniale sont parfaitement sains, proclamons-les, défendons-les avec l'assurance et la sérénité que donne une longue pratique ».

Quoiqu'il en soit la condamnation du travail obligatoire est prononcée et, ce seul point, est gros de conséquences.

Est-ce en vertu de ce verdict ou non, on assiste à une modification des cadres du S. M. O. T. I. G.

La colonisation publique, après la colonisation privée, est en marche vers le travail libre. « Il n'est pas douteux, que, du fait que la condamnation du travail forcé est aujourd'hui de droit international et que son étude au sein de la conférence a eu un retentissement mondial, écrivait la *Chronique Coloniale*, il tendra de plus en plus à s'identifier au travail libre, et même comme cela se voit déjà, depuis certains redressements de situation, par

le mélange des deux catégories de travailleurs, à devenir une source de recrutement de main-d'œuvre libre, entraînant ainsi sa propre disparition » (1).

Mais pour que l'indigène, dans une société ainsi organisée, puisse être apte à remplir la tâche qui lui sera assignée, il convient de l'y préparer dès maintenant. Cette initiation, ce stage, ne peut s'accomplir que dans un milieu moralement sain, dans une atmosphère baignée d'affection réciproque. Il faut, pour y arriver, que l'indigène se rapproche du blanc et que celui-ci se penche sur l'indigène, au point d'arriver à l'aimer et à le comprendre. Ces rapports créeront des liens sentimentaux, une affection réciproque qui éviteront les sécessions qu'on annonce.

De la force de ces liens, de leur solidité, dépend l'avenir de la colonisation, elle-même, dont le prince Léopold de Belgique, dans son discours à l'occasion de l'ouverture de la XX^e session de l'Institut Colonial International, disait : « Elle (la colonisation) n'est plus ce qu'elle fut parfois jadis, un abus à combattre, une institution destinée à disparaître comme incompatible avec notre idéal de justice et d'humanité. Elle s'impose au contraire, parce qu'elle obéit à cette loi naturelle, de voir s'écouler vers le point où leur potentiel est le plus bas, les forces de vitalité, l'énergie ayant atteint par ailleurs, un niveau particulièrement élevé. Elle satisfait à une loi économique équitable, en empêchant que demeurent éternellement sans profit pour personne, la fécondité de territoires abandonnés, et les matières premières inexploitées.

Elle répond à un idéal de justice et d'humanité en apportant aux populations, suivant les degrés de leur développement, la sécurité des personnes, l'hygiène, le bien être, les clartés intellectuelles et morales destinées à les guider vers un avenir meilleur ».

1. *Chronique coloniale de l'Institut colonial*, 15 oct. 1930.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu : le Président de thèse,
WILLIAM OUALID.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Augagneur.* — Erreurs et brutalités coloniales.
Auric. — L'avenir du Congo et le Congo Océan.
Besson (M.). — Les Colonies Allemandes et leur valeur.
Blondel. — Le régime du travail et la colonisation libre.
Bruel. — L'Afrique équatoriale Française.
Costedoat. — L'effort français au Cameroun.
Delafosse. — Les civilisations négro-africaines. L'Ame nègre. Les nègres.
Dorevault. — Le régime de la main-d'œuvre aux colonies.
Doucet. — Les colonies françaises, leur avenir économique.
Fauchère. — La mise en valeur de nos territoires coloniaux. Problèmes spéciaux.
Fayet. — A Madagascar. Travail et Colonisation.
Fidel. — Les colonies Allemandes. 2^e L'Allemagne.
Fourneau. — Le problème de la population (Problèmes spéciaux au Cameroun).
Girault (Arthur). — Principes de colonisation et de législation coloniales.
Guy (C.). — L'Afrique Occidentale française. La mise en valeur de notre domaine colonial.
Hanotaux (G.). — L'Empire colonial français.
Hardy (G.). — Nos grands problèmes coloniaux.
Jacquier. — La main-d'œuvre locale à Madagascar.
Jean-François (A.). — La France et la mise en valeur des colonies.
Julien. — Madagascar.
Leroy-Beaulieu. — De la colonisation chez les Peuples Modernes. Edit.
Martin (G.). — L'existence au Cameroun.
Monnet (P.). — La législation du travail des colonies françaises.
Nicol (Y.). — La tribu des Bakokos.
Olivier (M.). — Six ans de politique sociale à Madagascar.
Perreau. — Cours d'Economie Politique.
Robin. — La question de la main-d'œuvre dans les colonies d'exploitation françaises.
Rougé. — Des conditions auxquelles sont soumises l'émigration et l'immigration des travailleurs dans les colonies françaises et étrangères.

- Roux.* — Essai sur le régime et la réglementation de la main-d'œuvre indigène à Madagascar.
- Sarraut.* — La mise en valeur des colonies. Grandeur et servitude coloniales.
- Solus.* — Le régime et l'organisation du travail des indigènes, dans les colonies françaises de l'Afrique.
- Truchy.* — Cours d'économie politique.

Rapports — Brochures — Périodiques — Publications diverses.

- Annuaire de documentation et de législation coloniale comparée.*
Bureau International du Travail (Livre Gris, Livre Rouge, Livre Bleu).
- Les Cahiers de l'Institut colonial de Marseille, 1929-1930.*
- La Chronique Coloniale de l'Institut Colonial de Paris, 1929-1930.*
- Le Domaine Colonial français.*
- L'Economiste Européen* (Supplément Colonial), 1929-1930.
- L'Europe Nouvelle, 1930-1931.*
- Gazette Coloniale.* Publications de l'Institut colonial International, 1929-1930-1931.
- Journal Officiel de la République Française.*
- Journal Officiel du Togo, du Cameroun, de Madagascar, de l'A. O. F. et de l'A. E. F.*
- Quinzaine Coloniale, 1929-1930-1931.*
- Le Temps Colonial, 1930-1931.*
- Rapport de la Puissance Mandataire sur son administration au Togo et au Cameroun, 1918-1930.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE	
<i>Mouvements de la Population et Travail Libre.</i>	
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	17
CHAPITRE PREMIER. — Situation démographique, sanitaire et sociale.	20
<i>Section A.</i> — Situation démographique	20
Répartition de la population. — Valeur démographique des colonies. — Les causes de la dépopulation. — Causes anciennes (traite, famine, polygamie, brigandage, pillage, insécurité intérieure). — Causes récentes ou actuelles (exode des travailleurs, défaut d'hygiène, sous-alimentation, endémies et épidémies tropicales, tuberculose, alcoolisme, maladies vénériennes)	20
<i>Section B.</i> — Politique sanitaire et sociale	37
Développement des cultures. — Lutte contre les maladies et fléaux. — L'enseignement. Son rôle dans la transformation de la mentalité indigène. Multiplication des écoles. — Craintes qu'inspire le trop grand développement de l'enseignement..	37
<i>Section C.</i> — Le problème du rendement de la main-d'œuvre indigène	54
Diversité de races et diversité d'aptitudes. — La théorie de l'excédent de travail disponible	54
CHAPITRE II. — Immigration et émigration	68
Considérations générales sur l'immigration	68
<i>Section A.</i> — Nos colonies et l'immigration	72
(Cas de Madagascar, de l'A. E. F., de l'A. O. E., du Togo et du Cameroun)	72
<i>Section B.</i> — L'émigration. Considérations générales	82
Mouvements saisonniers. — L'émigration dans nos colonies ..	84
CHAPITRE III. — La réglementation interne du travail. — Considérations générales	94

<i>Section A. — Etude de la législation.....</i>	94
Projet d'arrêté d'ensemble.....	102
<i>Section B. — Le contrat de travail.....</i>	103
(Forme, durée, contenu, formalités de rédaction — Livret d'identité ou de travail. — Rôle de l'Administration dans la conclusion des contrats de travail, modes d'extinction du contrat, sanctions pénales). — L'inspection du travail. — Les contestations du travail. — Les conseils d'arbitrage.....	103
<i>Section C. — La législation sociale.....</i>	110
(Age minimum, aptitude physique du travailleur. — Durée du travail, salaires, conditions d'hygiène et organisation sanitaire, soins médicaux). — Application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Cas de certaines autres dispositions.....	110

DEUXIÈME PARTIE

Le travail public obligatoire

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES, DIFFÉRENTES THÉORIES INVOQUÉES POUR JUSTIFIER LE RECOURS AU TRAVAIL OBLIGATOIRE.....	125
CHAPITRE PREMIER. — Les modes de travail obligatoire.....	136
Condamnation du travail obligatoire au profit des particuliers.....	137
<i>Section A. — Travail obligatoire d'intérêt général.....</i>	139
Les réquisitions pour travaux publics dans les cinq colonies. — Le portage : en A. E. F., en A. O. F., au Cameroun, au Togo. — Critères justifiant le recours à ces réquisitions. — Critiques adressées à ces deux formes de travail.....	139
<i>Section B. — Travail obligatoire d'intérêt local.....</i>	153
Les prestations, controverses auxquelles elles ont donné lieu quant à leur nature : — Travail obligatoire non rémunéré ou impôt en nature ? — Organisation du régime des prestations dans nos diverses colonies. — Critiques générales adressées au travail obligatoire.....	153
<i>Section C. — Actes généraux de l'administration en matière de travail obligatoire.....</i>	165
CHAPITRE II. — Le B. I. T. et la question du travail indigène obligatoire.....	167
<i>Section A. — Genèse de l'activité du B. I. T.....</i>	167
Les travaux du B. I. T. Le Livre Gris. — La XII ^e Conférence du Travail. Le Livre Rouge. Le Livre Bleu. La XIV ^e Conférence du Travail et la discussion de l'avant-projet de convention en commission et devant la conférence plénière.....	170

CHAPITRE III. — Après la conférence. Autres opinions sur le travail obligatoire.....	187
Conséquences, au point de vue français, de la convention adoptée. — L'opinion publique française. — Le décret du 26 août 1930 consacre l'impossibilité d'adopter la Convention. — Attaques contre le B. I. T. — Nouvelles appréciations sur le travail obligatoire.....	187

TROISIÈME PARTIE

Le S. M. O. T. I. G.

Une formule nouvelle de Travail obligatoire.

CHAPITRE UNIQUE.....	205
Circonstances qui ont imposé le S. M. O. T. I. G. à Madagascar....	207
Le S. M. O. T. I. G. en A. O. F. Analyse du décret du 31 octobre 1926. — Fonctionnement du régime à Madagascar. — Camps de rassemblement et camps de travail. — Etat sanitaire du pionnier. — Valeur économique du S. M. O. T. I. G. — Valeur éducative du S. M. O. T. I. G. — Critiques adressées au S. M. O. T. I. G. — Le S. M. O. T. I. G. vu par Genève. — La condamnation. — Les sections de travailleurs libres. — Réflexions sur le S. M. O. T. I. G.....	207
CONCLUSION.....	229
BIBLIOGRAPHIE.....	237

ERRATA

Page 43 (note) :

lire : aniline, au lieu de : assiline.

Page 97, dernière ligne :

lire : ce furent ensuite le décret du..., au lieu de : ce fut ensuite les décrets du...

Page 109, 6^e ligne :

lire : la composition de ces conseils varie..., au lieu de : la composition de ces conseils varient...

Page 125, 4^e ligne :

lire : applicable à cet égard, au lieu de : appréciable à cet égard.

Page 137, 4^e ligne :

lire : Gouvernement Britannique, au lieu de : Gouverneur Britannique.

Page 138, 9^e ligne :

lire : devait fournir, au lieu de : devaient fournir.

Page 183, 31^e ligne :

lire : recours au travail, au lieu de : recours du travail.

Page 220, avant-dernière ligne :

lire : où triomphaient, au lieu de : où triomphait.

Page 232, 2^e ligne :

lire : du travailleur indigène, au lieu de : du travail indigène.

N.-B. — D'autres erreurs de typographie se sont glissées dans le texte. Nous nous en excusons auprès du lecteur et le prions de vouloir bien faire, en lisant, les corrections nécessaires.

1672. — Imprimerie Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 2-32
